





## DÉBATS

France

## Le rocardisme est-il une politique ?

par Nicolas Tenzer

## TRAIT LIBRE



Dessins parus dans The Times du 8 octobre

## BIBLIOGRAPHIE

## La Belgique existe

LETRE OUVERTE  
D'UN PETIT FRANÇAIS  
AU ROI DES BELGES...  
et à quelques autres  
de José-Alain Fralon  
Fayard, 192 p., 79 F.

José-Alain Fralon s'est toujours fait une certaine idée de la Belgique. Et il lui suffisait de se laisser doucement imprégner par ce pays pour, progressivement, l'appréhender, le décoder, le concevoir et, finalement, l'inventer dans toutes les acceptions du terme. Pas étonnant si la première impression qui se dégage des lettres que l'ex-correspondant du Monde à Bruxelles adresse aux Belges est sentimentale.

Ecrivain à Jacques Bret, son style se déborde et s'abandonne aux éruptions et aux langues d'un plat pays déraisonnable. S'adressant au footballeur Enzo Scifo, il psalmodie la complainte savoureuse et tragique de tous les mécontents d'un peuple bâtarde. Et lorsqu'il veut nous signifier sans trop de pudeur qu'il aime la Belgique et Bruxelles, c'est au Milou de son enfance qu'il écrit ou à Manneken Piss.

Bref, cette inclination conduit parfois l'auteur à pratiquer à notre égard une sorte d'indulgence attendue qui lui fait voir les Belges non pas comme ils sont, mais comme il voudrait qu'ils soient. Il lui suffit de déplacer quelques lignes du dessin pour transmuter en truculence un tempérament un peu lourd. De même pour faire du fameux « bon sens » belge une sorte de subtilité serene. Nous ne serons pas dupes, qu'il le sache. Même si l'indulgence de ce « petit Français-là » nous console de la condescendance de quelques autres.

La correspondance de José-Alain Fralon n'est pas seulement un épanchement affectueux, chuchoté à nos oreilles complaisantes. De la mosaïque de ces treize lettres ouvertes surgit une description intuitive mais pertinente, d'un pays « essentielle-

ment pluriel » qui, à force de complexités et de contradictions, s'est forgé une existence et une essence, l'une précédant l'autre, ou vice-versa.

La Belgique existe, José Fralon l'a rencontrée. Et elle existe même plus fortement, estime-t-il, en 1990 qu'en 1950. Sans doute à cause de ce fédéralisme qu'il qualifie d'« inutile » et d'« indispensable ».

Elle existe, avec son roi - « Hamlet chez Beulemans » - avec son inamovible premier ministre, avec ses Flamands parvenant rageusement à retrouver une dignité, avec ses Wallons qui inventent aussi bien la Sécurité sociale que le surréalisme, avec ses « crapules », ses grands bourgeois stypiques, ses chevaliers d'industrie et un prince héritier tellement transparent que tous les espoirs sont permis.

Il ne lui manque qu'une chose, semble dire Fralon : un projet.

Et, interpellant le prince Philippe avec une soudaine véhémence dans la dernière page de son livre, voici qu'il hausse le ton : « Comment le futur roi des Belges pourrait-il rester indifférent à la chance que peut avoir son pays d'être placé au centre de l'aventure européenne ? (...) Mais Bruxelles ne doit pas seulement être un abri confortable pour « Eurocrates » aisés, mais aussi le laboratoire culturel, intellectuel, social, urbain de l'Europe de demain. Pour cette aventure, il faudrait que les Belges se mobilisent et qu'ils acceptent de se départir de cette complaisance un peu veule qu'ils ont pour les insuffisances et les défauts de leur pays. »

Ce « cri du cœur », il faudrait que nous soyons quelques-uns à l'entendre. Pour que ce pays improbable et irrégulier, ce carrefour ouvert à tous les vents et à toutes les connivences, transforme enfin un projet en destin.

YVON TOUSSAINT  
Ancien directeur  
du Soir de Bruxelles.

Le discours prononcé par M. Michel Rocard à Joux-la-Vierge le 20 septembre dernier mérite davantage qu'une analyse politicienne. Ce qui est en cause à travers les propos du premier ministre n'est rien moins que la définition d'une philosophie politique au-delà des clivages partisans. Deux questions difficiles et fortement liées sont en cause à travers des propos du chef de gouvernement : la première concerne le rôle des hommes politiques par rapport au pays qu'ils représentent et à qui ils sont censés donner des orientations ; la seconde est relative à la constitution du pays en un corps de citoyens libres et dotés de conscience et de volonté. La force des propos de M. Michel Rocard tient au fait qu'ils expriment les données de ce problème dans le cadre spécifique de la démocratie contemporaine.

Les partis « ne sont ni légitimes ni fondés à vouloir autre chose que ce que veulent les Français », a dit le premier ministre. Cette position, remettant en cause la conception républicaine des avant-gardes, a été critiquée au sein du Parti socialiste parce qu'elle s'inscrit en faux contre une certaine tradition de la gauche qui fait des partis avant tout un lieu de socialisation politique et d'incarnation d'un projet historique. La conception rocardienne de la politique renvoie à deux constats fondamentaux : un parti qui voudrait agir contre la volonté du peuple serait condamné à la défaite ; un parti qui veut imposer sa raison ou sa rationalité au peuple commet un péché d'orgueil injustifiable. Nul parti, nulle fraction du corps social ne peuvent prétendre interpréter, déchiffrer la volonté populaire, en un mot représenter le peuple, s'appropriant son être. La dérive dictatoriale pourrait alors menacer, en même temps que s'accroîtrait le sentiment d'extériorité de la classe politique par rapport au pays.

## Une certaine idée de la société

Si ces principes sont irrécusables sur le plan tactique, ils paraissent faire l'impasse sur la dynamique qu'introduit la vie politique, dynamique qui doit conduire à opérer la jonction entre le peuple et la classe gouvernante. La politique est et ne peut être que pédagogie. Autrement dit, un parti ne saurait imposer. Sa mission est au contraire de susciter, c'est-à-dire de faire prendre conscience, de créer un intérêt - au sens propre, d'intégrer les citoyens à la vie de la cité. Pour ce faire ne sont acceptables ni l'éloignement de partis insensibles à l'esprit du corps social ni l'abstention politique qui laisserait l'ensemble des citoyens finalement incapables d'exprimer une volonté faute de porte-voix. Toutefois, ce qui apparaît der-

rière les propos de M. Michel Rocard n'est pas qu'une conception du jeu politique mais une certaine idée de la société au sein de laquelle ce jeu se déroule. Ou, pour dire les choses autrement, la politique telle qu'elle se fait ne peut être indépendante de la réalité du politique, c'est-à-dire du corps social constitué en corps politique. Et c'est là que le premier ministre risque une hypothèse fondamentale. Évoquant l'« intelligence collective » dont ferait preuve « collectivement » les citoyens, il affirme qu'« il s'agit d'un peuple alphabétisé, cultivé, politisé » et que « le peuple sait ce qu'il veut et surtout ce qu'il ne veut pas ».

Cette affirmation paraît fragile ou, pour le moins, incertaine. Où est l'intelligence quand des bataillons accrus de Français obéissent aux sirènes de l'extrême droite ? Où est la politisation lorsque le sentiment même d'une communauté d'intérêt et de projet n'existe plus ? Le discours de M. Michel Rocard minimise sur ce point dangereusement la crise de l'esprit public français, l'angoisse profonde d'un grand nombre de nos concitoyens et leur extraordinaire difficulté à comprendre le monde et à en envisager positivement l'avenir. On ne construit pas le destin d'une société sur un système de refus. De plus, qui ne voit dans cet optimisme démesuré le risque d'une forme nouvelle de populisme, négatrice du volontarisme politique et incapable de résoudre la crise de la conscience moderne ?

Y a-t-il alors contradiction entre

la démocratie moderne et la construction d'un projet ? Peut-on concevoir un âge démocratique qui ne se confonde pas avec le fait de laisser les citoyens livrés à eux-mêmes et finalement seuls dans leurs inquiétudes et leurs interrogations ? Peut-on construire un projet pour la société qui ne tombe pas du ciel, n'impose pas des valeurs - nobles ou douteuses - et ne soit pas ressenti par les gens comme une violation de leur volonté ? Pour lever cette interrogation qui est celle de notre temps d'effondrement des idéologies et des normes en tout genre, il convient de rappeler deux réalités.

## Pas de démocratie sans délibération

La première, c'est qu'il n'est pas de démocratie sans délibération. Si les hommes politiques n'ont pas à proposer des interrogations, un questionnement sur l'homme et sur le monde, c'est là l'enjeu de l'éducation : donner à penser, susciter la faculté de jugement et l'intelligence critique. La démocratie ne peut être, à notre époque de médiatisation universelle, celle d'élites qui désignent pour tous devant un peuple réduit au rang de spectateur. Se trouve ici posée toute la difficulté de la « démocratie médiatique », qu'il importe de distinguer de la démocratie directe. D'un côté, la médiatisation du jeu politique et sa bouillotte de référence - les sondages - donnent l'impression d'une saturation de la

société par la politique ; de l'autre, à trop vouloir poser en des termes non politiques - c'est-à-dire techniques, neutres, voire professionnels - des questions fondamentalement politiques, on contribue paradoxalement à la dépolitisation du débat public. C'est l'ensemble des citoyens qui doit être intégré au monde politique, selon des procédures et des formes délibératives qui restent à réinventer. En cela, les propos du premier ministre expriment le fondement de la politique telle qu'elle doit se faire dans une démocratie, mais ils confondent, volontairement ou inconsciemment, l'état social actuel - qui est celui d'une difficulté à faire acte de volonté - et l'objectif que doit poursuivre l'homme politique.

La seconde, c'est qu'il n'est de politique qu'au sein d'un ensemble social qui se pense comme tel. En cela, le rôle du politique est moins de représenter de force ce qui n'est pas représentable - une société en voie de parcellisation et d'atomisation, une société d'individus dont la communication se simplifie et de groupes concurrents - que de faire prendre conscience de l'existence d'un lien social, d'un lien social. Apprendre aux citoyens la voie de la démocratie, telle est l'œuvre à laquelle il serait temps que les politiques s'appliquent. Encore faut-il qu'ils adoptent enfin une démarche politique.

► Nicolas Tenzer est président du Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique (CERAP).

## Enseignement

## Plaidoyer pour le latin

par Philippe Rosillon

« Vingt-huit pour cent des jeunes Français sont poussés par leurs parents dans des classes de 4<sup>e</sup> avec latin. Beaucoup abandonnent, écourés par les conjugaisons... Cependant, 8 % s'accrochent et font cinq ans de latin. Leur nombre a déjà doublé depuis 1970. »

Quinze pour cent des jeunes Allemands, marqués par la souvenir de la cour d'Aix ou des légions de la Germania, font six ans de latin, comme les Wallons ou les Flamands. Au Portugal, le nombre des élèves latinistes a doublé au cours des trois dernières années. Cependant, le tiers des députés italiens vient de se constituer en groupe de pression pour que les études de latin passent de cinq ans à sept ans.

Certes, la géographie du latin en Europe coïncide à peu près avec les royaumes de Charles le Chauve, de Lothaire et de Louis le Germanique. Le latin est en recul

au sud des Pyrénées, et les jeunes « Anglais » doivent se contenter de deux années de civilisation romaine et grecque.

Quelle lumière peut-on encore attendre de l'astre mort romain, en cette fin de siècle très japonaise et très marketing ? Peut-être justement un contrepoint : que les jeunes recadrent leur vocabulaire et leur syntaxe et que leur tête émerge du marécage verbal radiophonique et télévisuel ; qu'ils soient mieux préparés à la rigueur de raisonnement et de l'exposé scientifique ; en bref, qu'ils maîtrisent mieux leur langue, donc la nécessaire pensée logique. Le latin les fera-t-il réussir en affaires ? C'est ce que pensent certains « chasseurs de têtes » qui recrutent pour les grandes entreprises philosophes et humanistes, aptes à des dialogues subtils et aux synthèses réclamées par la direction générale.

L'Union latine, organisation à

vocation scientifique et technique, mais fidèle à l'« Rome antique (définition oblige), vient de réunir, à Rome, bien entendu -, députés, hommes de sciences, de culture ou d'affaires qui se posent la question de l'identité culturelle européenne.

A part le souvenir de nos guerres, qu'avons-nous de mieux en effet dans notre patrimoine commun que le latin de Cicéron ou d'Alcuin ? Que les temples et les arènes de notre empire détruit ? Que le Moyen Âge béni-dictin ? Que la Renaissance au nom bien trouvé, ou les Lumières qui nous donneront les idées de la Révolution ? Ce que nous partageons procède de Rome et peut donner à une Europe trop bancaire et monétaire ce supplément d'identité qui en fera autre chose qu'une sous-Amérique.

► Philippe Rosillon est secrétaire général de l'Union latine.

## COURRIER

## Une politique de l'architecture

Le renouveau de l'enseignement de l'architecture que M. Michel Delebarre a justement salué dans le Monde du 22 septembre, ne doit pas cacher le recul des moyens de l'Etat dans ce domaine. Un statut pour les enseignants, très bien ! Mais pourquoi pas un véritable statut pour tous les architectes de la fonction publique qui serait le témoin d'une véritable politique architecturale ?

Les services départementaux de l'architecture (SDA), qui sont les moyens d'exécution de la politique de l'Etat pour l'architecture et le patrimoine, sont en recul depuis l'arrivée de M. Delebarre au ministère de l'Équipement. Les architectes des bâtiments de France qui forment l'ossature des SDA sont de moins en moins nombreux chaque année par suite du gel des postes des fonctionnaires, mais surtout par suite du manque de candidats aux concours de recrutement. Le traitement proposé aux nouveaux architectes recrutés (qui ont généralement une trentaine d'années, étant donné l'expérience requise) est à peine supérieur au SMIC. Et l'avancement est vite plafonné. Le

futur statut qui leur est promis depuis de nombreuses années est de nouveau remis en question par manque d'accord avec le ministère de la culture.

La pénurie de moyens de fonctionnement est à l'image du manque de personnel : certains départements n'ont même pas un véhicule pour se déplacer et examiner sur place les problèmes architecturaux de leur département !

Une politique de l'architecture deviendra crédible quand elle sera accompagnée des moyens humains et matériels indispensables et qu'elle s'appuiera sur une organisation administrative cohérente.

CORINE PAVEN  
présidente de la section syndicale des architectes des Bâtiments de France

## Clausewitz ou Sun Tzu

L'armada et les cris de guerre qui retentissent sur les mers et les terres du Proche-Orient suite à l'invasion du Koweït par l'Irak nous obligent à certaines réflexions sur l'art de la guerre.

Clausewitz développait la théorie et la pratique de la « guerre totale ». Ce développement fatal -

et les millions de morts civils et militaires qui s'ensuivirent au cours de la deuxième guerre mondiale - fut favorisé par l'affirmation qu'« introduire dans la philosophie de la guerre un principe de modération serait une absurdité, la guerre étant un acte de violence poussé jusqu'à ses limites extrêmes ». Les Irakiens et les Iraniens utilisaient les principes clausewitziens jusqu'à l'absurde. Certes, Clausewitz avait attendu cette affirmation en admettant que « l'objectif politique, en tant que motif premier de la guerre, devrait être le critère permettant de déterminer à la fois le but de la force militaire et l'ampleur des efforts à déployer ». Certes, il avait affirmé que pousser jusqu'à son extrême la poursuite du rationnel aboutirait à ce que « les moyens perdent toute relation avec la fin ». Devient-on, dans le conflit du Golfe, plus clausewitzien que Clausewitz ?

Il faut mettre un terme aux erreurs d'interprétation sans fin des extrémistes clausewitziens et écouter la voix du sage Chinois Sun Tzu, qui énonce que « l'art suprême de la guerre, c'est soumettre l'ennemi sans combat ».

AHMED TRIQUI  
Abidjan

## SPECIAL INGENIEURS

ENTREE GRATUITE



6e SALON DE LA FONCTION INGENIEUR

12 et 13 octobre - AQUABOULEVARD - 75015 Paris

Vendredi 12 octobre : 9h30 - 19h - Samedi 13 octobre : 9h30 - 18h

80 stands :  
Entreprises : tous secteurs d'activité  
Prestataires de services

Conférences  
Espace conseil "Carrière"  
Festival de films

INGENIEURS, votre métier évolue !

Perspectives de carrière... ouverture européenne...  
Rémunération... Mobilité... Emplois... Secteurs porteurs...  
Accroissement des responsabilités...

Venez faire le point sur votre fonction :

A TOP INGENIEURS, vous rencontrerez des ingénieurs de  
tous horizons et des responsables de PME, PMI et grandes  
entreprises actives.

A travers les conférences et les dialogues sur les stands,  
vous saurez comment vous situer et bouger dans l'environnement  
technologique et économique actuel.

Pour toute information :

TÉL. : 43 87 13 19

MINITEL : 36 16 code FTB TOP

LUSINE NOUVELLE

Accès facile  
Bus : PC - 42  
169 - 126  
Métro : Beldard  
Voiture : péage  
Pont de Sèvres  
Grand parking

الهندسة 150



# ÉTRANGER

## La fusillade meurtrière dans la vieille ville de Jérusalem

Washington a critiqué, lundi 8 octobre, le comportement des forces de l'ordre israéliennes à Jérusalem et a récusé tout lien entre les événements de l'esplanade des Mosquées et la crise du Golfe. Au cours d'une conférence de presse, le secrétaire d'Etat, M. James Baker, après avoir présenté ses condoléances aux familles des victimes palestiniennes et exprimé la « grande tristesse » de l'administration américaine, a souhaité qu'Israël soit « mieux préparé et fasse preuve de retenue face aux désordres » du type de ceux qui ont déclenché la sanglante répression de lundi. « Nous continuerons à travailler en vue d'un processus de paix », a ajouté M. Baker, mais cela n'a rien à voir avec le renversement du cours de l'agression irakienne.

« Ce n'est que lorsque l'agresseur sera sorti du

Koweït qu'il sera possible d'essayer à nouveau de concilier la sécurité légitime d'Israël avec les droits des Palestiniens qui, pour le moment, n'existent plus [...]. C'est une querelle épuisante capable de dégrader, et nous devons y renoncer et faire de notre mieux pour tenter à nouveau de trouver une solution », a déclaré à Londres le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd.

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, s'est dit pour sa part « choqué et consterné » par ces événements qui sont « une tragique illustration des dangers inhérents à l'impasse qui caractérise le conflit israélo-palestinien ».

L'Organisation de libération de la Palestine (OLP), imputant aux « forces d'occupation isra-

éliennes » le « massacre » de l'esplanade des Mosquées, a appelé lundi, par la voix de M. Bassam Abou Charif, conseiller de M. Yasser Arafat, l'ensemble des pays arabes et islamiques « à répliquer par tous les moyens aux crimes d'Israël » et à prendre des mesures de boycottage - « économique et politique » - contre tous les pays qui soutiennent l'Etat hébreu.

Tandis que le représentant de l'OLP à New-York demandait l'envoi d'une mission d'enquête de l'ONU à Jérusalem, son collègue à Paris, M. Ibrahim Souss, a accusé l'ONU de faire, dans l'application de la légalité internationale, « deux poids, deux mesures » entre Israël et l'Irak. La présidence égyptienne, dans un communiqué condamnant comme une atteinte aux droits de l'homme « la

violation de sanctuaires religieux et de lieux de culte », a estimé qu'Israël avait « dépassé toutes les bornes ». Le ministre tunisien des affaires étrangères a déclaré dans un communiqué qu'« il est désormais clair qu'Israël cherche à tirer profit de la nouvelle donne dans la région pour mener à bien ses plans expansionnistes de colonisation et accentuer la répression contre les Palestiniens ».

L'Arabie saoudite, dénonçant le « crime », a renouvelé son soutien « à la juste cause du peuple palestinien et à sa lutte légitime pour recouvrer ses territoires et établir un Etat indépendant ». A Damas, le commentateur de la radio officielle a estimé que l'invasion irakienne du Koweït « a profondément nui à la cause palestinienne » et « permis à l'ennemi israélien d'aller encore plus loin dans son agression ».

## L'esplanade de tous les dangers

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les Palestiniens affirment avoir été victimes d'un véritable « pogrom », les Israéliens dénoncent une « provocation dramatique » destinée à détourner l'attention de la crise du Golfe. Dans la nuit du 7 au 8 octobre, les uns et les autres se renvoyaient, mardi 9 octobre, la responsabilité de l'affrontement qui, la veille, a ensanglanté le mont du Temple, en pleine Vieille Ville de Jérusalem (nos dernières éditions du 9 octobre) : vingt et un Palestiniens tués par les forces de sécurité israéliennes et plus d'une centaine d'autres gravement blessés, dont certains sont dans un état désespéré.

Pour prendre la mesure de l'événement, il ne suffit pas de relever, comme l'a fait le maire de Jérusalem, M. Teddy Kollek - qui est l'affrontement le plus sanglant ayant jamais eu lieu dans cette ville depuis sa « réunification » en 1967 : il ne suffit pas, non plus, de noter que jamais depuis le début de l'Intifada, il n'y a eu trois morts et un nombre aussi élevé de blessés. Pour comprendre la seule journée, pour comprendre le fossé de haine qui s'est un peu plus creusé entre les deux communautés, il faut insister sur l'importance du théâtre du drame : le mont du Temple.

C'est l'un des lieux les plus sacrés pour les juifs qui viennent prier au pied du mur occidental, dernier vestige du deuxième temple que les légions romaines brûlèrent en l'an 70. De leur côté, les musulmans l'appellent le « Noble Sanctuaire » - le Haram as Sharif - et font de cette esplanade des Mosquées - le Dôme du Rocher et Al-Aqsa - le troisième lieu saint de l'islam après La Mecque et Médine. Proche face-à-face entre deux religions.

Il y a longtemps que les historiens de la Ville Sainte y voient le lieu de tous les dangers, celui qui concentre les plus fortes passions politiques et religieuses, qui peut catalyser tous les fanatismes et a déjà inspiré bon nombre d'actes de dévotion mystico-politique. En 1969, un touriste australien, « dérangé », mit le feu à une partie d'Al-Aqsa, provoquant des journées d'émeutes ; en 1982, un Américain « illuminé », qui veut devenir « le roi des juifs », ouvrit le feu sur l'esplanade, tuant un Palestinien ; en 1984, des Israéliens ultra-nationalistes se préparaient à faire sauter les deux mosquées pour hâter la venue du Messie...

C'est de là, disent encore les historiens, que peut venir le geste qui empêchera pour longtemps toute coexistence entre juifs et musulmans. Et c'est donc là qu'ont éclaté les événements de ce « lundi noir » dont la première conséquence pourrait bien être une relance de la révolte des Palestiniens des territoires occupés : mardi, alors que la partie arabe de Jérusalem était tapissée de drapeaux noirs et qu'une semaine de grève et de deuil était décrétée, la plupart des grandes villes et des camps de réfugiés palestiniens de Cisjordanie étaient sous couvre-feu. Cette mesure touche plusieurs centaines de milliers de personnes. La bande de Gaza, où des affrontements ont fait deux morts dans la soirée de lundi, a été déclarée zone militaire fermée, tandis qu'un troisième Palestinien était tué en Cisjordanie.

Mais les Israéliens pouvaient redouter des conséquences politiques et diplomatiques voire militaires plus graves en relation directe avec le conflit du Golfe. Le premier ministre, M. Itzhak Shamir, et le ministre de la police, M. Ronnie Milo, ont accusé certains milieux nationalistes et islamistes d'avoir prémédité et fomenté une manifestation - un

jour de fête religieuse juive - afin de susciter l'affrontement, de « faire des martyrs » et des titres dans la presse mondiale.

Avec, selon eux, un objectif un peu contradictoire : tout à la fois détourner l'attention immédiate du conflit avec l'Irak et relancer la question palestinienne de manière qu'elle reprenne sa place au premier rang ou, à tout le moins, qu'elle soit indissolublement liée à l'actualité du Golfe - et donc à toute solution de la crise qui se joue là-bas.

### « Une provocation »

« Ce fut une provocation », a déclaré M. Milo, des piles de pierres et du matériel incendiaire avaient été préparés à l'avance sur place : des milliers de jeunes étaient venus sur l'esplanade des Mosquées, alors que ce n'était pas une journée de fête religieuse pour les musulmans. Aucun doute, ce fut une émeute, sur instruction de l'extérieur, commanditée par ceux qui veulent détourner l'opinion mondiale de la crise du Golfe. Nous regrettons les morts, mais les vrais responsables sont ceux qui ont incité à l'émeute », M. Milo a assuré que les policiers avaient fait preuve de « retenue » et n'avaient tiré que « lorsque leur vie était en danger ».

A quoi plusieurs porte-parole palestiniens ont répliqué que les musulmans avaient été « provoqués » par des extrémistes religieux juifs et que la police et les gardes-frontières avaient ouvert le feu à l'aveuglette. La presse israélienne évoque « un fiasco policier » et pose une série de questions. Si l'affaire était préméditée, préparée à l'avance, comment se fait-il que la police et les services de renseignements n'aient pas été au courant ? Comment se fait-il, encore, qu'un jour de fête religieuse juive, policiers et gardes-frontières aient été peu nombreux pour garder un lieu aussi sensible ? Enfin, qui a donné l'ordre de tirer à balles réelles sur l'esplanade des Mosquées ? Questions jusqu'à présent sans réponse et qu'une commission d'enquête, annoncée lundi, devra élucider.

Tout avait commencé en milieu de matinée, peu après dix heures,

et tout était effectivement réuni pour qu'il y ait, sinon des affrontements, du moins une lourde tension. Pour célébrer Sukkot, l'une des fêtes les plus importantes du calendrier juif, quelque 20 000 fidèles - très souvent en famille, avec de nombreux enfants - s'étaient rassemblés devant le mur des Lamentations. Des tables de prière avaient été disposées le long du Mur et, à cet effet, deux ou trois « sukot », ces cabanes de branches qui rappellent l'épisode de la traversée du désert lors du retour d'exil.

Comme chaque année à cette occasion, il y avait aussi les Fidéles du mont du Temple, un petit groupe d'ultra-nationalistes religieux mené par un certain Gershon Solomon. Quand ils ne claquent pas leur intention d'entamer prochainement « la construction du troisième Temple » au beau milieu de l'esplanade des Mosquées, les Fidéles veulent y avoir accès à Sukkot, en principe pour prier, en fait pour affirmer le plus ostensiblement possible, la souveraineté israélienne sur cette enclave musulmane. Depuis 1967, le Conseil suprême islamique, qui dépend d'un ministère jordanien, a, en effet, gardé l'autorité sur le Haram - ce que les Fidéles disent ne pouvoir supporter. Et, chaque année à Sukkot, il y a des tensions, des frictions, parfois des bagarres avec des Palestiniens, mais la police a toujours à peu près contenu ce petit groupe.

Quelques mètres plus haut, sur le Haram, entre le Dôme du Rocher et Al-Aqsa, plusieurs milliers de musulmans - trois mille, peut-être plus - étaient également réunis. Selon une information donnée de sources concordantes, les imams d'Al-Aqsa avaient, lors de la prière du vendredi précédent, appelé à ce rassemblement pour empêcher les Fidéles du mont du Temple de pénétrer lundi sur l'esplanade.

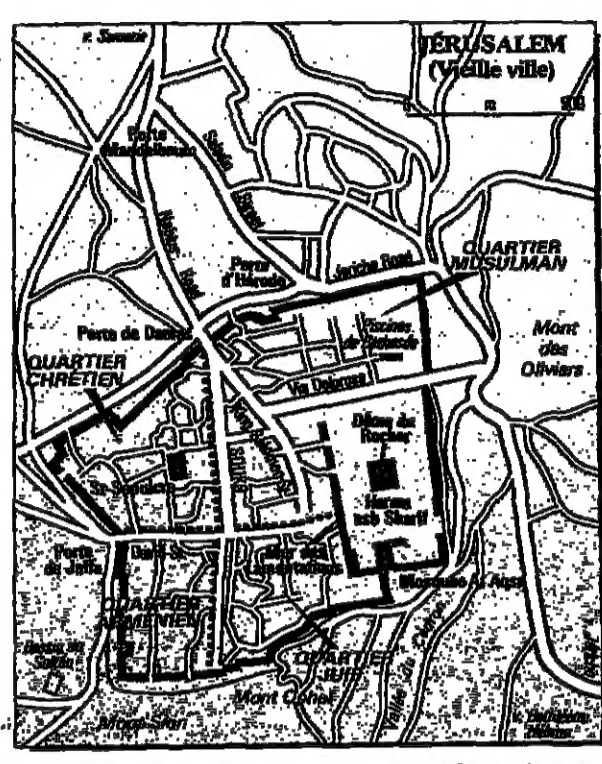
### La police débordée

Que s'est-il passé ensuite ? Palestiniens et Israéliens donnent deux versions des faits parfaitement contradictoires d'où il ne ressort qu'une certitude : la police a été débordée. Le chef de la police, M. Yacov Terner, assure qu'il a eu à faire face à une émeute « soigneusement organisée et préméditée » par des jeunes Palestiniens, recrutés en trois groupes, incités à l'affrontement par les imams, dont les prêches étaient relayés par les haut-parleurs de l'esplanade, et qui ont bombardé trois cibles à coups de pierres et de pièces de métal : les milliers de juifs qui priaient sur le plus bas, serrés les uns contre les autres, au pied du Mur ; le poste de police qui se trouve à l'une des entrées du Haram et les bus des pèlerins de Sukkot garés en contrebas.

Les Palestiniens accusent le groupe des Fidéles d'avoir fait monter la tension en annonçant, une fois de plus, son intention de se rendre sur l'esplanade. Ils affirment que la police a commencé à tirer des grenades lacrymogènes sur eux au seul motif qu'ils étaient scandés quelques slogans, suscitant une réplique à coups de pierres et amorçant l'engrenage de la violence.

F. trente-deux ans, de Jérusalem, raconte : « Comme le cheikh nous l'avait demandé, nous étions venus par milliers pour défendre Al-Aqsa. Les juifs ont voulu à passer sur nos corps. Vers 11 heures, on était assis, le cheikh lisait le Coran quand une vingtaine de grenades lacrymogènes ont été tirées. De notre côté, personne n'avait lancé de pierres. Mais, après les grenades, tout le monde s'y est mis et les soldats à l'entrée de l'esplanade se sont retrouvés en mauvaise situation ».

Selon la plupart des témoi-



gnages, policiers et gardes-frontières ont même été accusés de quitter l'esplanade, où le poste de police était pris d'assaut et incendié par les manifestants qui bloquaient un moment les entrées du Haram. Les forces de sécurité reviendront peu après. Tous les témoins, Israéliens et Palestiniens, rapportent qu'il y a eu ensuite une demi-heure de tirs nourris sur le Haram - gaz lacrymogènes, balles en plastique et tirs à balles réelles, parfois en rafales.

Des centaines de Palestiniens se

sont alors réfugiés dans les mosquées, cependant que des milliers d'Israéliens prenaient la fuite sous l'avalanche des pierres s'abattant du haut du mur des Lamentations. Il y aura une dizaine de blessés légers parmi les pèlerins et autant chez les policiers. Plus d'une heure durant, ce furent des scènes de panique, des embouteillages monstres entre les véhicules militaires, les autobus venus rechercher d'urgence les pèlerins et les ambulances qui évacuaient les morts et les blessés. Des heurts avaient lieu, ça et

là, dans la Vieille Ville et dans la partie arabe de Jérusalem survolée par les hélicoptères de la police. Des dizaines de Palestiniens étaient arrêtés, agenouillés dans un coin ou conduits en file vers les postes de police. Sur l'esplanade, les policiers arrêtaient l'une des personnalités nationalistes les plus en vue à Jérusalem, M. Fayçal Hussein.

A la mi-journée, un parterre de milliers de pierres jonchaient les abords du mur des Lamentations et de nombreuses flaques de sang tachaient l'esplanade des Mosquées. Gershon Solomon, qui, semble-t-il, était loin des lieux de l'affrontement, s'en allait répétant à la presse : « Il faudra bien que le drapeau israélien flotte un jour sur le mont du Temple ; un peu plus loin, un des imams d'Al-Aqsa observait, abattu : « Ils tuent des musulmans, ils ont transformé Al-Aqsa en un lieu de guerre ».

Tout l'après-midi, les salles d'urgence des hôpitaux palestiniens ne désemplissent pas. Des affrontements eurent lieu entre les forces de l'ordre et les familles des victimes aux abords de l'hôpital Makassed, le principal établissement palestinien, le long duquel attendaient des files de blessés sur des civières ensanglantées. Non loin de la maternité, la cour empestait le gaz lacrymogène. Le soir venu, des soldats, casqués et armés, prenaient position dans ce quartier des hôpitaux palestiniens. Toute la partie arabe de Jérusalem était à son tour quadrillée et des barrages installés aux portes d'une ville qui était, ce lundi soir, un peu plus meurtrière, un peu plus divisée encore qu'à l'habitude.

ALAIN FRACHON

**VOS AFFAIRES ONT BESOIN D'UN CADRE SUPERIEUR :**

**72**  
RUE DU FAUBOURG ST HONORE  
PARIS VIII<sup>ème</sup>

**VOS BUREAUX POUR UN JOUR, UN MOIS, UN AN, OU VOTRE CENTRE DE CONFERENCES.**

Au cœur du monde des grandes décisions, le centre d'affaires REGUS vous offre l'opportunité de traiter vos affaires rue du Faubourg Saint-Honoré, face au palais de l'Élysée. Situés autour d'un superbe jardin privé vos bureaux fonctionnent 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et les jours fériés si vous le désirez. Mais le centre d'affaires REGUS ne se contente pas de vous proposer "le cadre de vos décisions stratégiques". Tous les types de services sont à votre disposition : secrétariat, interprétariat, assistance juridique, comptabilité, restauration, organisation de réunions ou conférences, réservations de voyages ou spectacles. Vous pouvez également y domicilier votre société qui bénéficiera des services de téléphone, télécopie et courrier personnalisés. De plus, si vous adhérez au Club REGUS, vous pouvez accéder, à des conditions avantageuses, aux centres d'affaires de Londres, Copenhague et bientôt Madrid. Notre réputation est fondée sur la qualité de notre équipe, formée selon les meilleurs critères de savoir-faire et de discrétion. Bien sûr, REGUS est équipée de matériels de pointe : télécopie, micro-informatique et vidéo-communication. Vos bureaux se situent au cœur du monde des grandes décisions quand vous le désirez, pour un jour, un mois ou un an... ou juste pour une heure. Pour en savoir plus, appelez le (1) 40.07.80.07.

**Regus**  
CENTRE D'AFFAIRES

## Une politique ?

La politique, c'est un jeu. C'est un jeu de pouvoir, de manipulation, de tromperie. C'est un jeu où l'on cherche à gagner, à imposer sa vision du monde, à contrôler les autres. C'est un jeu qui se joue tous les jours, dans les couloirs des ministères, dans les salles de conférence, dans les médias. C'est un jeu qui a ses règles, ses codes, ses secrets. C'est un jeu qui est souvent joué à l'aveugle, dans l'incertitude, dans le danger.

### La démocratie

La démocratie, c'est une idéal. C'est une vision du monde où l'on croit à la liberté, à la justice, à l'égalité. C'est une vision où l'on veut que tous aient leur mot à dire, que tous puissent participer à la prise de décision. C'est une vision qui est souvent mise en danger, souvent trahie, souvent déformée. C'est une vision qui est souvent utilisée comme un prétexte pour cacher des intérêts particuliers, pour servir des ambitions personnelles.

### Le latin

Le latin, c'est une langue. C'est une langue ancienne, mais qui reste vivante, qui reste utile. C'est une langue qui a été le véhicule de la culture, de la science, de la philosophie. C'est une langue qui a permis de transmettre des connaissances, des idées, des valeurs. C'est une langue qui est souvent enseignée, souvent étudiée, souvent admirée.

### Le courrier

Le courrier, c'est un service. C'est un service qui permet de communiquer, de transmettre des messages, des lettres, des documents. C'est un service qui est essentiel, qui est indispensable. C'est un service qui est souvent utilisé, souvent apprécié, souvent mésestimé.

### Le monde

Le monde, c'est une réalité. C'est une réalité complexe, diverse, changeante. C'est une réalité qui nous entoure, qui nous influence, qui nous définit. C'est une réalité que nous devons accepter, que nous devons comprendre, que nous devons agir.

### Le futur

Le futur, c'est un espoir. C'est un espoir de progrès, de développement, de bonheur. C'est un espoir qui nous motive, qui nous inspire, qui nous donne du sens. C'est un espoir qui est souvent trahi, souvent déçu, souvent abandonné.



# VIENT DE PARAITRE ATLASECO 1990

15<sup>e</sup> ANNÉE DE PARUTION

CE QUE L'ON TROUVE DANS ATLASECO 90:

La balance agricole déficitaire de l'Irak est égale à -5,5 % de son PNB, celle de l'URSS de -0,7 %. Dès lors, on comprend mieux pourquoi l'embargo est invivable en Irak.

La différence de revenu entre un blanc et un noir en Afrique du Sud est de 2 à 1. Elle est plus petite qu'entre un arabe et un juif en Israël (1 à 10). Dès lors, on comprend mieux pourquoi le POIP est violente.

A Cuba, on manque de tout, il y a la queue devant les magasins malgré l'aide de l'URSS égale à 40 % du PNB. Cette aide va finir. Dès lors, on comprend mieux pourquoi le régime castriste est menacé.

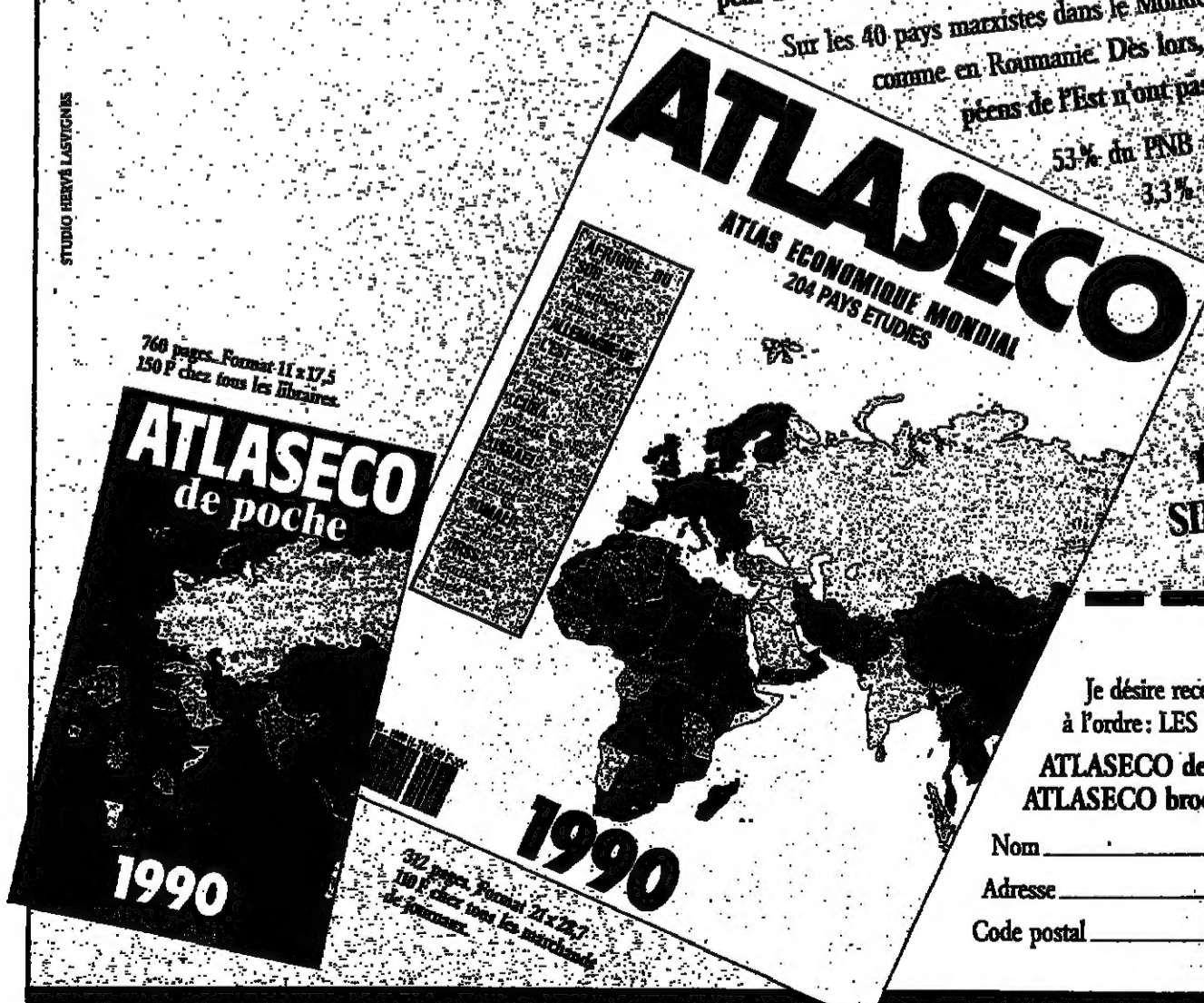
L'Irak avec l'annexion du Koweït possède 21 % des réserves mondiales de pétrole, soit 325 ans la consommation de la France. Dès lors, on comprend mieux pourquoi l'ONU s'oppose à cette annexion.

L'Allemagne réunie en 1990 aura un PNB global double environ de celui du Royaume-Uni et proche de celui de l'URSS. Dès lors, on comprend mieux pourquoi cette union fait peur aux européens.

Sur les 40 pays marxistes dans le Monde depuis 1945, 20 ont connu des exactions comme en Roumanie. Dès lors, on comprend mieux pourquoi les européens de l'Est n'ont pas été étonnés par les crimes de Ceausescu.

53 % du PNB du Mali a pour origine l'agriculture contre 3,3 % en France. La sécheresse de 1990 y signifie l'exode. Dès lors, on comprend mieux pourquoi les maliens viennent en France balayer les rues même s'ils n'y sont pas bien accueillis.

LES 204 PAYS DU MONDE  
ETUDIÉS EN CHIFFRES  
SIMPLES



## BON DE COMMANDE

Je désire recevoir un exemplaire d'ATLASECO et vous envoie ci-joint un chèque à l'ordre: LES ÉDITIONS DU SERAIL - 9, rue d'Aboukir - 75002 PARIS.

ATLASECO de poche ..... : 150 F + 17 F de port: 167 F ☐

ATLASECO broché ..... : 110 F + 17 F de port: 127 F ☐

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

L'OUTIL INDISPENSABLE POUR COMPRENDRE LE MONDE

ATLASECO



PROCHE-ORIENT

La fusillade meurtrière dans la vieille ville de Jérusalem

Une image meurtrie

par Jean-Pierre Longellier

Il y a quelque temps déjà que Jérusalem - la « ville de la paix » - en hébreu - n'honore plus son nom. L'image soigneusement entretenue, et à bon droit, par Teddy Kollek, son maire travailliste depuis un quart de siècle : d'une Jérusalem harmonieuse, havre de coexistence pacifique entre Juifs et Arabes, s'est ternie au fil des ans. Avant même le déclenchement de l'Intifada, les ruelles de la « Ville sainte » connurent des journées de haine et de colère. Ainsi, en novembre 1986, des centaines de Juifs défilèrent pendant des heures sur le pavé du souk en lançant leur cri vengeur, « Mort aux Arabes ! ».

Pourtant, Jérusalem s'accommodait tant bien que mal de ces violences sporadiques : attentats terroristes, à la bombe ou à l'arme blanche ; jets de pierres sur les autobus ; heurts entre policiers et manifestants palestiniens. Depuis le début du soulèvement, en décembre 1987, la Jérusalem commerçante est en grève perpétuelle en signe de protestation. Juifs et Arabes, qui faisaient naguère dans les souks grouillants, ne s'y côtoient plus guère. Plusieurs centaines de policiers et de gardes-frontières maintiennent une présence voyante. Mais, pour l'essentiel, la ville avait, jusqu'à présent, échappé au cyclone de l'Intifada. Qu'elle ait été, lundi, le lieu du plus sanglant incident israélo-palestinien survenu en trois ans de révolte - vingt et un morts, une centaine de blessés - est un mauvais présage.

Faut-il s'en étonner ? La ville abrite, Juifs et Arabes, ses appa-

ris sorciers de la foi et de la haine. Est-ce parce que Jérusalem, trois fois sainte, aspire au fanatisme ? Parce qu'elle est la ville la plus aimée au monde et son dieu le plus désiré ? A trop le craindre et le servir, les hommes de Jérusalem, entre eux, s'ignorent ou se haïssent. Son maire le répète et le déplore : en deux mille ans, Jérusalem fut toujours une mosaïque humaine, jamais un creuset. C'est une succession

de ghettos à l'intérieur desquels chaque communauté ethnique ou religieuse se protège, en affirmant sa différence.

Dans cette ville accablée d'absolu, aux paysages recrus d'histoire, chaque colline, désormais blanchie de nouveau béton, proclame cette vérité inscrite par Israël dans sa loi, le 30 juillet 1980 : Jérusalem est la « capitale éternelle » de l'Etat juif. Une vérité présentée, comme non

négociable et qui nourrit l'amertume Arabe. Pour les Palestiniens au contraire, Jérusalem subit le joug d'une occupation provisoire, en attendant sa rédemption politique, le jour où elle deviendra leur capitale.

Deuil et amertume

Le face-à-face aurait pu dégénérer plus tôt. Chaque année, on fêtait l'incident lorsque la secte verneuse d'Israël, qui distribue des masques à gaz à sa population, que la guerre, si elle devait éclater, se chargerait vite de les mêler.

Alors pourquoi ne pas essayer de convoquer enfin cette conférence internationale sur le Proche-Orient dont on parle depuis si longtemps, et dont les nouvelles dispositions de l'URSS suffisent à changer complètement le sens, avec à l'ordre du jour, dans la ligne des résolutions des Nations unies, la reconnaissance du droit de chacun de vivre dans des frontières sûres et reconnues, et l'extension à la région des procédures de limitation et de contrôle des armements sur lesquelles Soviétiques et Américains se sont maintes fois entendus ? Que François Mitterrand soutienne cette idée, que l'on retrouve en filigrane dans l'intervention de George Bush aux Nations unies, que Saddam Hussein ne soit pas contre, ce ne sont de même pas là des raisons suffisantes pour s'y opposer coûte que coûte. Bien entendu, il serait

désastreux de donner l'impression d'accepter une négociation sur ce qui n'est pas négociable, à savoir l'annexion faite par le Conseil de sécurité à l'Irak d'événements purement et simplement le Koweït et de libérer les otages.

Reste qu'entre le projet Baker d'organisation régionale de sécurité et l'idée du ministre italien des affaires étrangères de créer une sorte de CSCE proche-orientale, comment à apparaître des schémas pour cet ordre qui finira bien un jour, avec ou sans guerre, par s'imposer dans cette partie du monde : pourquoi ne pas en discuter ?

Il sera toujours temps, si la diplomatie n'aboutit à rien, de s'en remettre à l'arbitrage des armes, sur le sens duquel il n'existe a priori qu'une certitude : quels que soient les vainqueurs et les vaincus, il coûtera infiniment plus cher, aux uns comme aux autres, que ce qu'ils se sont imaginé au départ...

ANDRÉ FONTAINE

Main droite main gauche

Suite de la première page

a) que leur alliance de fait limite singulièrement le soutien que les Américains peuvent espérer trouver, en cas d'hostilités avec l'Irak, dans l'opinion arabe ?

b) que les vaines hésitations de l'infatigable Jordanie s'expliquent fondamentalement par sa situation géographique entre Israël et l'Irak ?

c) que Washington et ses alliés s'abritent, dans un cas, derrière les résolutions des Nations unies et les ignorent, en droit ou en fait, dans l'autre ? Comme s'ils ne savaient pas que rien n'est plus dangereux que de laisser s'accroître l'idée qu'il existe, selon que l'on est ceci ou que l'on est cela, deux poids et deux mesures. Les choses étant ce qu'elles sont, il faudrait vraiment se donner beaucoup de mal pour parvenir à

convaincre la majorité des Arabes qu'il n'existe pas une coalition des riches, dirigée par les Etats-Unis et dont font partie les Israéliens et les émirs mais dont eux-mêmes sont exclus.

h) que ces problèmes ne pouvant pas ne pas affecter ceux du Liban, quand ce ne serait que parce que le dictateur syrien Hafez El Assad, responsable de tant de ses malheurs et dont l'attachement à la démocratie et aux droits de l'homme vaut largement celui de Saddam Hussein, est devenu, maintenant qu'il faut faire flèche de tout bois, un respectable allié des Etats-Unis.

CONCLUSIONS : on se moque du monde lorsqu'on soutient que tous ces problèmes ne sont pas liés. Personne d'ailleurs ne doute, à commencer par le gou-

dénoncent l'abdication de souveraineté consentie par les gouvernements d'Israël, au nom de la paix religieuse. Aucun dirigeant n'a heureusement jamais commis l'imprudence de complaire à ce groupuscule dont les plus zélés disciples parvinrent un jour à creuser, sous l'esplanade des Mosquées, un tunnel découvert prématurément. Les Israéliens n'ont pas besoin de ce symbole extrême pour se réapproprier Jérusalem comme centre de la continuité juive, historique et géographique.

Certains de ces dévots habitent dans une école talmudique de la vieille ville, Ateret Cohanim, ce plein quartier musulman, où l'on prie du matin au soir pour la restauration d'un temple « purement juif ». Dans l'ombre d'El Aqsa - symbole de la permanence islamique - on rêve du jour où Jérusalem sera libérée des « infidèles ». D'autres, constitués naguère en réseau clandestin, avaient projeté de faire sauter les deux grandes mosquées.

Ces religieux incarnent l'un des « profils obscurs » d'Israël, où l'irrational se mêle à l'euhémérisme. Ils croient au messianisme mais font de la Bible une lecture rigide, exclusive, fondamentaliste. Ils défendent la primauté des droits éternels du peuple juif sur le Grand Israël « de la Méditerranée au Jourdain » et s'exaltent souvent de la puissance des armes. Dans la trilogie terre-peuple-Torah, ils privilégient résolument la terre en négligeant les hommes et l'enseignement moral.

A Jérusalem, ces mystiques habités de certitudes participent d'un équilibre politique et humain éminemment fragile, qui, en partie de leur fait, s'est rompu lundi dans le sang.

Taiwan regarde l'avenir avec confiance  
La République de Chine célèbre aujourd'hui à Taiwan le 79<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation

La date du 10 octobre 1911 est considérée par tous les Chinois comme un tournant capital dans l'histoire, plusieurs fois millénaire, de leur patrie. La mise en œuvre effective et intégrale des « Trois Principes du Peuple » qu'énonça le Père de la République, le Docteur SUN Yat-sen, constitue l'objectif visé par le gouvernement et les citoyens de Taiwan (1).

L'évolution politique, économique, sociale et culturelle des territoires où la République de Chine exerce son pouvoir prouve que celle-ci tient à appliquer, dans tous les domaines, les préceptes du docteur SUN Yat-sen.

Ainsi, l'année en cours a vu s'accroître la transition vers la démocratie pluraliste - transition que les menaces liées à la guerre froide et à l'existence d'un puissant bloc communiste avaient entravée.

Rappelons succinctement les étapes les plus récentes de ce processus, qui touchera bientôt au but.

Le temps des réformes

C'est le 15 juillet 1987 que furent abrogés les décrets régissant la loi martiale instaurée - voici quarante ans - lors de la prise du continent par les communistes. Début 1989, le corps législatif de la République de Chine à Taiwan légalisa la création de nouveaux partis politiques, ce qui inaugura une ère de vigoureuse concurrence politique. Les élections générales du 2 décembre 1989 attirèrent aux urnes 75 % des inscrits. Seize partis ou groupements indépendants représentés par 722 candidats se disputaient les 293 sièges à pourvoir au Parlement. Fort de 60 % des voix, le Kuomintang resta majoritaire, mais le PDP (Parti Démocratique Progressiste) en récolta 30 %, tandis que les indépendants atteignaient 10 %. A l'échelon municipal, l'opposition put acquiescer le contrôle de plusieurs villes et districts importants.

La modification, dans un sens très libéral, du statut de la presse, s'est traduite par l'éclosion des médias. La diversité des opinions exprimées et l'accès aux sources étrangères donnent aux Chinois de Taiwan la possibilité de s'informer sur tous les aspects de la vie nationale et internationale. Jamais le peuple chinois n'a eu une aussi claire connaissance des affaires qui le touchent, de près ou de loin.

Cette capacité à débattre ouvertement de ses problèmes a permis à Taiwan de mener avec succès une réforme économique en profondeur, afin de prévenir ou pallier les conséquences de l'actuelle conjoncture mondiale.

Nul n'ignore les formidables performances qu'avaient valu à Taiwan de franchir vite le fossé la séparant des pays riches : en quarante ans, l'île se métamorphosa et devint un modèle pour les Etats en voie de développement. Il suffit de rappeler qu'une réforme agraire réussie, une industrialisation très poussée, une main-d'œuvre abondante et ingénieuse et une balance commerciale hautement positive (13,9 milliards de dollars américains en 1989) placent Taiwan en tête de tous les indicateurs économiques : une croissance économique soutenue (7,18 % en 1989), une exceptionnelle réserve de devises, la stabilité des prix, le plein emploi et une équitable répartition des richesses. Il s'agit, maintenant, de bien orienter et gérer l'évolution structurelle à moyen et long terme qui est déjà en route. Dans ce contexte, Taiwan a su abandonner l'ancienne stratégie de développement qui négligeait la protection de l'environnement et n'accordait pas assez d'attention aux technologies de pointe. La nouvelle politique, fruit de la concertation entre toutes les forces vives du pays, privilégie la technologie la plus avancée et la production de biens de très haute qualité.

Le rapprochement avec l'Europe

Parallèlement, la RDC a libéralisé les importations, réduit de manière substantielle les barrières tarifaires et réévalué la monnaie nationale (le Nouveau Dollar de Taiwan), tout en supprimant nombre de mesures incitatives à l'exportation. Les très larges facilités accordées aux investisseurs étrangers, ainsi que la libéralisation du contrôle des changes, attirent davantage encore les capitaux asiatiques, américains, européens, à la recherche de placements sûrs. Taiwan diversifie ses échanges et tient à renforcer ses relations avec l'Europe et la France en particulier. Depuis longtemps, de nombreuses banques et groupes industriels français des secteurs aéronautique, électronique, pétrochimique et de l'énergie sont implantés à Taiwan. Une importante entreprise française a obtenu la construction, déjà en chantier, d'une ligne du métro de Taipei ; une autre est

en lice pour l'installation d'un train rapide, en concurrence avec des firmes japonaises et allemandes.

Plus de bien-être social

La modernisation accélérée de son économie a eu de notables répercussions sur la société taïwanaise. Les dirigeants de la RDC ont compris que ces mutations radicales requerraient d'entraîner de fortes tensions si l'Etat n'assurait pas la responsabilité de fournir les ressources économiques supplémentaires requises pour faire face aux exigences grandissantes de la population. Taiwan ne veut pas que la prospérité des affaires s'accompagne d'un appauvrissement des couches sociales les moins favorisées. Le programme envisagé pour les dix années à venir se

propose, entre autres, d'élargir la couverture de l'assurance-maladie à 90 % de la population. En 1990, 15 % du budget national est consacré à l'assistance sociale ; ce chiffre sera porté à environ 18 % en 1991. Pour éviter aussi que les nouveaux modes de production prennent au dépourvu ceux qui seront obligés de se reconverter, on ouvre de nombreux centres de formation professionnelle et d'adaptation à la mobilité de

l'emploi. Ces mesures tendent à faciliter le passage vers une technologie qui a besoin d'une main-d'œuvre très qualifiée.

Tout donne à croire que Taiwan gagnera ce pari, comme elle a déjà gagné celui de maintenir vivantes les grandes traditions de la merveilleuse civilisation chinoise, tout en les mettant - sans les trahir ni les abaisser - à la portée de tous.

L'importance de l'héritage culturel

Ces dernières années, le gouvernement a donné la priorité au développement de l'enseignement et de la culture. Son ambition est de faire de la RDC « la grande nation de la culture » où s'incarne l'esprit « des rites et de la bienséance ». Etabli en 1981, le Conseil du Plan et du Développement Culturels a comme fonction principale de stimuler l'intérêt du peuple pour le grandiose héritage reçu de ses ancêtres. Mais la gestion des activités culturelles n'appartient pas à l'Etat, qui se doit, pourtant, d'y contribuer avec tous les moyens dont il dispose. Ainsi, le Musée National du Palais, la Bibliothèque Nationale Centrale, le Musée National d'Histoire, le Théâtre National et de Musique, le Musée des Beaux-Arts de la Ville de Taipei sont le noyau d'un système intégré, largement relayé partout dans l'île à l'échelon local, destiné à sauvegarder et à répandre la culture. Le mécénat et l'initiative privée ont constitué un vaste réseau de fondations qui impulse et protège les arts, les lettres et la recherche scientifique. La variété et l'ouverture des activités culturelles témoignent de la vitalité du pays.

Pour toutes ces raisons, la République de Chine à Taiwan est certaine d'être une vitrine de la démocratie, de la libre entreprise et de l'équité sociale. Son expérience est une référence utile aux pays en voie de développement, et applicable en particulier à la Chine continentale. Taiwan ne cessera pas de rechercher l'unification avec le continent par des moyens pacifiques, et suivant les normes démocratiques : l'histoire a démontré que le totalitarisme conduit à l'échec et que les « Trois Principes du Peuple » énoncés par le docteur SUN Yat-sen demeurent plus valables que jamais.

(1) Les « Trois Principes du Peuple » sont : Nationalisme, Démocratie et Bien-être social.



M. LEE Teng-hui, Président de la République de Chine à Taiwan

proposé, entre autres, d'élargir la couverture de l'assurance-maladie à 90 % de la population. En 1990, 15 % du budget national est consacré à l'assistance sociale ; ce chiffre sera porté à environ 18 % en 1991. Pour éviter aussi que les nouveaux modes de production prennent au dépourvu ceux qui seront obligés de se reconverter, on ouvre de nombreux centres de formation professionnelle et d'adaptation à la mobilité de



## PROCHE-ORIENT

## La fusillade meurtrière dans la vieille ville de Jérusalem

## M. Mitterrand relance l'idée d'une conférence internationale

« Il faut absolument que quelque chose ou quelqu'un débouche la situation », a affirmé M. Mitterrand, en estimant que les violences qui ont fait vingt et une morts à Jérusalem donnaient « une nouvelle actualité » à l'idée d'une conférence internationale sur le Proche-Orient.

Interrogé à l'issue du sommet franco-italien qui s'est tenu lundi 8 octobre à Paris, M. Mitterrand a déclaré qu'il fallait « absolument trouver une issue où le dialogue puisse l'emporter sur la violence ». « Le Conseil de sécurité des Nations unies et les Nations unies se trouvent placés devant des problèmes qui risquent de se trouver liés. Il convient qu'il soit clair dans tous les esprits qu'on ne peut pas rechercher la défense du droit ici, et la négocier là », a affirmé le chef de l'Etat, en soulignant néanmoins que « cet événement grave » n'aurait pas un « deuxième front » dans la crise du Golfe.

De son côté, le président du Conseil italien, M. Giulio Andreotti, a estimé qu'il ne fallait pas qu'il y ait « confusion » entre la question israélienne et la crise du Golfe, car ce serait « un véritable désastre susceptible de bouleverser toutes les tentatives de règlement pacifique ».

■ M. Dumas : « De l'eau au moulin » de Saddam Hussein. — Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a estimé mardi 9 septembre que les événements de Jérusalem apportent « de l'eau au moulin » de Saddam Hussein « qui s'est fait le champion de la lutte arabe contre Israël ». M. Dumas a exprimé la crainte que « la bataille des pierres ne se substitue des violences encore plus grandes ». Il a estimé qu'on ne pouvait « s'empêcher de faire un rapprochement, une jonction » entre les différents conflits du Proche-Orient : « Il existe dans le Proche-Orient une série de poudrières et il existe un lien entre ces poudrières ».

## LIBAN

## L'ambassadeur de France est rentré à Beyrouth

L'ambassadeur de France au Liban, M. René Ala, est rentré à Beyrouth après avoir passé quatre jours à Paris à la suite d'un incident au passage du Musée — séparant les secteurs chrétien et à majorité musulmane de la capitale — dû au blocus imposé au réduit du général Michel Aoun. Ce départ précipité avait été interprété comme un geste de protestation (Le Monde du 5 octobre).

M. Ala a aussitôt rencontré, pendant le week-end, le chef du gouvernement, M. Sélim Hoos, et souligné qu'il était « absolument impossible qu'il y ait contradiction entre les positions de l'ambassadeur de France et celles de son gouvernement (...). Quiconque essaie d'éloigner la France du Liban ou de perturber les relations entre les gouvernements français et libanais perd son temps ».

Cette déclaration répond, en fait, à un communiqué que la présidence de la République libanaise avait diffusé jeudi dernier et affirmant que « tout ce qui se dit à propos des divergences de vues avec l'ambassadeur Ala ne signifie pas qu'il y ait un conflit entre le Liban et la France ». (Corresp.)

## A l'ONU, l'OLP, soutenue par la France, demande l'envoi en Israël d'une mission d'enquête du Conseil de sécurité

Le Conseil de sécurité de l'ONU a renvoyé au mardi 9 octobre la suite de son débat sur les territoires occupés, devant l'impossibilité de ses membres à se prononcer immédiatement sur la tuerie de l'esplanade des Mosquées à Jérusalem, qui a fait vingt et un morts et une centaine de blessés parmi les Palestiniens.

Réunis en consultation lundi en fin d'après-midi, les membres du Conseil n'ont pu se mettre d'accord sur un texte commun — résolution ou déclaration — déplorant ou condamnant la répression israélienne à la suite des sanglants incidents survenus le jour même dans la vieille ville de Jérusalem, et demandant l'envoi sur place d'une mission d'enquête du Conseil de sécurité.

Le mouvement des non-alignés, conduit par le Yémen, a proposé un projet de résolution en ce sens, tandis que les Etats-Unis ont nettement fait valoir leur préférence pour une simple déclaration qui par définition n'est pas soumise au vote.

Lundi après-midi, en reprenant le débat commencé vendredi à la demande du Yémen sur la situation

générale dans les territoires occupés par Israël, la présidence anglaise du Conseil, assurée en octobre par le nouvel ambassadeur britannique, Sir David Hannay, a accepté qu'en raison des incidents de Jérusalem les représentants palestiniens et israéliens s'expriment à nouveau.

Au nom de l'OLP, M. Zehdi Labib Terzi après avoir une nouvelle fois fustigé les Etats-Unis qui usent, dès qu'il s'agit de discuter de résolutions en faveur du peuple palestinien « d'un pouvoir dictatorial » (leur droit de veto) a demandé l'envoi immédiat d'une mission d'enquête du Conseil de sécurité. Idée qui a été soutenue par le représentant de la France, M. Pierre-Louis Blanc, pour qui « le Conseil ne peut rester sans réagir ».

## Agir « efficacement »

De son côté, l'ambassadeur israélien, M. Johanan Ben, a reproché à l'OLP d'avoir fomenté ces incidents « au nom de son peuple », l'Israël, pour détourner l'attention internationale de l'annexion du Koweït.

Le chargé d'affaires algérien, M. Amar Bendjama, dans une première déclaration commune au nom de l'UMA (Union du Magreb arabe,

regroupant la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Libye) devait enfin exhorter que « la fermeté et la détermination démontrées par le Conseil de sécurité dans la crise du Golfe (...) seront désormais requises dans le traitement de tous les aspects de la question palestinienne ».

En mai dernier, à la suite de l'assassinat dans la banlieue de Tel-Aviv de huit Palestiniens par un Israélien présenté comme un déséquilibré, le Conseil n'avait pu envoyer une mission d'enquête dans les territoires occupés comme l'avait déjà demandé l'OLP. Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, avait déploré sur place son principal conseiller, M. Jean-Claude Aumé, Le Conseil de sécurité avait alors entendu le chef de la centrale palestinienne Yasser Arafat à Genève, où il s'était déplacé en raison du refus américain de délivrer un visa d'entrée au responsable palestinien. Cette fois, M. Yasser Arafat avait fait transmettre dans la journée au président François Mitterrand un message verbal demandant à la France d'agir « efficacement » pour que le Conseil de sécurité adopte une résolution prévoyant la protection du peuple palestinien dans les territoires occupés par Israël. — (AFP)

## M. Tarek Aziz appelle à une négociation globale de tous les problèmes de la région

Le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, a appelé lundi 8 octobre, toutes les parties concernées par la crise du Golfe, à s'asseoir à la même table de négociations « pour examiner tous les problèmes du Proche-Orient ». Dans une interview diffusée par la chaîne irakienne CNN, reprise par l'agence irakienne INA, reçue à Nicosie, M. Tarek Aziz a ainsi déclaré : « Nous avons plusieurs problèmes difficiles et complexes dans la région qui vivait dans l'insécurité et l'instabilité bien avant le 2 août (date de l'invasion irakienne du Koweït). Le chef de la diplomatie irakienne a en outre indi-

qué que l'Irak a annoncé le 12 août « son initiative pacifique qui appelle au règlement de tous les problèmes de la région à la lumière des résolutions du Conseil de sécurité, et à ne pas se limiter à traiter une seule affaire ».

Il s'est par ailleurs demandé pourquoi les Etats-Unis « n'ont pas demandé à Israël de se retirer d'abord des territoires occupés en 1967, pour s'asseoir ensuite à une table de négociations ». « Il y a des problèmes dans le Golfe, en Palestine, au Liban et en Syrie (...), et personne ne veut en discuter », a-t-il relevé avant d'accuser les Etats-Unis d'adopter « une méthode sélective » pour traiter des questions

de la région. M. Aziz a ensuite lancé à l'adresse de Washington : « Vous vous arrêtez uniquement à la situation au Koweït et vous promettez l'enfer à l'Irak, au moment où vous voulez ignorer les autres problèmes qui sont à l'origine de l'insécurité et de l'instabilité dans la région depuis des dizaines d'années ». Enfin, le ministre irakien a réitéré la position de Bagdad envers la situation des ressortissants étrangers en Irak. « Si le président Bush s'engage clairement à ne pas déclarer la guerre à l'Irak, il n'y aura plus aucun problème et tout le monde pourra quitter le pays », a-t-il conclu. — (AFP, Reuters)

## Manifestations de protestation en Jordanie

## « Un crime à un moment de très grande tension »

nous déclare le prince héritier Hassan

## AMMAN

de notre envoyée spéciale

« Un crime à un moment de très grande tension dans la crise du Golfe et alors que les forces internationales sont déployées dans la région et sur la terre des deux plus saints lieux de l'islam, La Mecque et Médine. » C'est en ces termes que le prince héritier de Jordanie, Hassan, a réagi, dans un entretien au Monde lundi 8 octobre, à la tuerie de Jérusalem, alors que de nombreuses manifestations de protestation étaient prévues mardi en Jordanie à l'appel des organisations politiques, syndicales ou féminines. Les députés, qui sont normalement en vacances, tiendront aussi une session d'urgence pour discuter de la situation dans les territoires occupés.

Au moment où l'on parle de plus en plus d'un lien entre une solution de la crise du Golfe et celle de tous les problèmes de la région, avec, en premier lieu, la question palestinienne, cette affaire va relancer le débat. En Jordanie tout spéciale-

ment, où la population soutient en masse l'Irak, non tant par attachement au président Saddam Hussein que par un anti-américanisme alimenté par le soutien, considéré comme inconditionnel, de Washington à Israël. Tous les yeux se tournent déjà vers le Conseil de sécurité de l'ONU, dont on attend qu'il prenne — cette fois — des mesures concrètes et ne se contente pas seulement, comme le soulignent des lundi un membre du comité exécutif de l'OLP, d'« une condamnation sans effet ».

Tout en se refusant à établir un lien direct entre la situation dans le Golfe et la question palestinienne, le prince Hassan, qui, depuis le début de la crise, s'efforce d'expliquer sans relâche la position jordanienne largement incomprise — du fait justement des réactions populaires —, fait état des « sentiments d'amertume de la jeunesse des territoires occupés ». Il souligne à cet égard : « La question n'est pas pour eux l'action internationale pour mettre fin à l'annexion du Koweït mais ce qu'ils voient clairement, c'est-à-dire la poursuite de la non-application des résolutions du Conseil de sécurité, que ce soit sur les implantations israéliennes dans les territoires occupés ou l'annexion de Jérusalem ». « Ils voient aussi, poursuit le prince, un veto [américain] sur l'envoi d'une mission d'enquête dans les territoires occupés et non plus cette malheureuse action entreprise par des juifs extrémistes de construire un temple sur l'esplanade des Mosquées ». « Je ne peux pas comprendre pourquoi cette provocation a eu lieu mainte-

nant, affirme le prince Hassan ; je sais que cela ne représente pas le sentiment de tous les juifs. Mais j'ai peur que nous nous dirigeons vers une polarisation de la confrontation musulmans-juifs-chrétiens ».

Sans vouloir porter de jugement sur le fond de la perception populaire, pour le prince Hassan la situation est devenue tellement explosive qu'elle pourrait se transformer en un conflit religieux et, affirme-t-il, « dans la perception musulmane, la présence des forces internationales dans le Golfe, et spécialement des forces non islamiques, donne de la crédibilité à l'idée d'une nouvelle croisade ». « La difficulté que j'ai eue ces dernières semaines, souligne-t-il, est d'essayer de convaincre nos interlocuteurs occidentaux qu'il y a une différence entre prendre des mesures qui sont en conformité avec la légitimité internationale pour restaurer la souveraineté du Koweït et essayer d'expliquer ces actions en des termes qui soient clairement compris par les peuples de la région. Il y a une énorme différence entre la perception internationale de ce qui est bon pour la sécurité de la région et les réalités ici. » « Cet acte peut-il être une diversion à la crise du Golfe ? », s'interroge le prince Hassan. Cette diversion veut-elle dire que les Israéliens ou quelques faucons israéliens pensent, à la veille de la visite d'un ministre européen des affaires étrangères dans la région, qu'ils peuvent montrer combien la sécurité en Israël est encore d'une très grande importance et que les Arabes sont déraisonnables ? »

## M. Shamir est partiellement responsable selon le maire de la ville

Le maire de Jérusalem, M. Teddy Kollek, a rendu, lundi 8 octobre, le premier ministre israélien, M. Yitzhak Shamir, en partie responsable des incidents de l'esplanade des Mosquées à Jérusalem-Est. Evoquant l'annonce faite la veille par M. Shamir de la construction prochaine d'un nouveau quartier juif entre le mont des Oliviers et le mont Scopus à Jérusalem-Est, M. Kollek a affirmé que « cette annonce a sans doute contribué à faire monter la tension au sein de la population » palestinienne de Jérusalem-Est. Le maire de Jérusalem s'en est également pris, dans un communiqué, au groupe des « Fidéles du mont du Temple ». Condamnant fermement cette « folle et dangereuse intention », M. Kollek a rappelé qu'elle avait été interdite par la Cour suprême d'Israël. Il s'est enfin dit « bouleversé et peiné par les pertes en vies humaines » engendrées par les violents affrontements de l'esplanade des Mosquées. — (AFP)

## « Il est grand temps de penser à la paix »

déclare Mgr Sabbah, patriarche latin de Jérusalem

## CITÉ DU VATICAN

de notre envoyé spécial

« Il est grand temps de penser à la paix », a déclaré lundi 8 octobre à Rome Mgr Michel Sabbah, patriarche latin de Jérusalem, réagissant à l'annonce des heurts meurtriers qui ont eu lieu à Jérusalem. « Il est grand temps de dialoguer au lieu de faire traîner une situation de violence qui est la conséquence, entre autres, des extrémismes religieux », a poursuivi le président de la Conférence des évêques latins dans les régions arabes (CELRA), qui participe actuellement au synode romain des évêques consacré à la formation des prêtres.

« Il revient aux responsables [NDLR : politiques] de faire en sorte que de pareils incidents ne se reproduisent pas. On sait que chaque année, à la même occasion, de telles actions se répètent. Celles-ci sont toujours dues aux mêmes extrémismes, ceux qui cherchent à placer la première pierre du troisième temple (1), a expliqué le patriarche de Jérusalem, en concluant : « Nous en avons assez de voir, tous les quinze jours, se développer de nouvelles formes de violence ».

J.-M. Dy.

(1) Le premier temple est celui de Salomon, le deuxième celui d'Hérode le Grand.

## Le CRIF dénonce la volonté de « créer une diversion » à la crise du Golfe

M. Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives de France, nous a déclaré, mardi 9 octobre : « Il s'agit, lundi, d'un jour de fête religieuse juive au cours duquel, chaque année, un nombre considérable de fidèles viennent prier au mur des Lamentations. Il y a déjà eu des incidents ce jour-là. Cette année, il semble que l'on ait trouvé des pierres préparées pour être jetées sur les fidèles en prière. Le fait que l'OLP

ait fait immédiatement une déclaration à ce sujet semble bien prouver une coordination avec les objectifs de Saddam Hussein : détourner l'attention de la crise du Golfe en créant une diversion ».

« Nous sommes bouleversés, ajoute M. Kahn, par les victimes qui ont fait ces incidents dont nous regrettons qu'ils puissent égarer une solution pacifique. Nous sommes opposés à toutes les formes d'extrémisme. Nous dénonçons toute volonté d'établir un lien entre les violations du droit commises par Saddam Hussein et la situation des territoires occupés par Israël. » Le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'unité entre les peuples) estime d'autre part que « les massacres de Jérusalem risquent de provoquer l'incendie fatidique » au Proche-Orient. « La communauté des nations doit peser de toute son influence pour ramener à la raison ceux qui, en Israël comme en Irak, jouent avec la paix du monde », ajoute le MRAP.

Le secrétaire général de la CFDT, M. Jean Kaspar, a condamné « sans réserve les autorités israéliennes responsables de cette répression inqualifiable ». Pour la Ligue communiste révolutionnaire, « l'hypocrisie qui consiste à justifier dans le Golfe l'intervention par les décisions de l'ONU rend encore plus scandaleux le maintien de l'occupation et de la répression sioniste ».

■ Meurtre d'un Israélien à Abou-Gosh. — Le corps d'un chauffeur de taxi israélien, tué d'une balle dans la tête, a été retrouvé, dans la nuit du lundi 8 au mardi 9 octobre, à l'entrée d'Abou-Gosh, un village arabe israélien situé à une dizaine de kilomètres à l'ouest de Jérusalem, a-t-on appris de sources policières. Les enquêteurs avancent comme hypothèse la plus plausible un meurtre « spontané » de vengeance à la suite des événements de lundi sur l'esplanade des Mosquées. — (AFP)

## FRANÇOISE CHIPAUX

## (Publié) Golfe

## Les risques de guerre demeurent grands

Les discours de François Mitterrand et George Bush qui entourent des portes pour que s'engage le dialogue et qui souhaitent — après la libération du Koweït et des otages — que soit abordé, entre autres, le problème palestinien, contrarient les vœux en guerre.

D'autant plus que les partisans d'une solution diplomatique et politique, qui n'étaient qu'une poignée il y a deux mois, deviennent plus nombreux.

Alors les « Déroutés » s'agitent fort dans les médias soutenus par des lobbies internationaux qui pèsent lourd en argent et en puissance.

## Témoignage Chrétien

Chaque semaine chez les marchands de journaux ou à TC, 49, rue Poissonnière, 75009 Paris. Tél. 42.46.37.50. Prix : 15 F

## CONCILIUM

REVUE INTERNATIONALE DE THÉOLOGIE 174

RELIGIONS ET ÉGLISES EN EUROPE DE L'EST

NORBERT CREMACHIER — VINCI ELLANDOU  
DERRIÈRE LE RIDEAU DE FER EN 1982

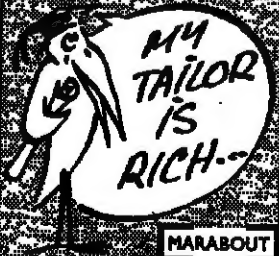
LE CAHIER 67 FF

BEAUCHESNE  
72, rue des Saints-Pères — 75007 PARIS

## BAISSE DU DOLLAR : ETUDES USA EN UNIVERSITÉ USA

En Californie, Floride, Nord-Est, un semestre logement et repas inclus 5 500 \$ environ. Départes encore possibles en septembre ou janvier. Etudes ou stages linguistiques.

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.  
French-Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.22.94.94 ou 47.45.08.19.



## BENNETON

Graveur-Héraldiste

Papier-à-lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage

Chevaletiers gravés

75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 43.87.57.39

150



# est partiellement responsable elon le maire de la ville

Jérusalem. L'attaque terroriste du dimanche 8 octobre, qui a coûté la vie à six personnes et en a blessé une dizaine, a été qualifiée par le maire de la ville, Yitzhak Mordechai, de « crime contre l'humanité ». Le maire a également déclaré que les responsables de l'attaque étaient des « terroristes » et non des « combattants armés ».

## Il n'a pas le temps de penser à la paix

Sabbah, patriarche latin de Jérusalem

Jérusalem. Le patriarche latin de Jérusalem, Georges Sabbah, a déclaré que les responsables de l'attaque du dimanche 8 octobre n'ont pas le temps de penser à la paix. Il a également déclaré que les responsables de l'attaque étaient des « terroristes » et non des « combattants armés ».

## dénonce la volonté de « ré- sistance » à la crise du Golfe

Jérusalem. Le patriarche latin de Jérusalem, Georges Sabbah, a déclaré que les responsables de l'attaque du dimanche 8 octobre n'ont pas le temps de penser à la paix. Il a également déclaré que les responsables de l'attaque étaient des « terroristes » et non des « combattants armés ».

## sion »

Jérusalem. Le patriarche latin de Jérusalem, Georges Sabbah, a déclaré que les responsables de l'attaque du dimanche 8 octobre n'ont pas le temps de penser à la paix. Il a également déclaré que les responsables de l'attaque étaient des « terroristes » et non des « combattants armés ».

Jérusalem. Le patriarche latin de Jérusalem, Georges Sabbah, a déclaré que les responsables de l'attaque du dimanche 8 octobre n'ont pas le temps de penser à la paix. Il a également déclaré que les responsables de l'attaque étaient des « terroristes » et non des « combattants armés ».

Jérusalem. Le patriarche latin de Jérusalem, Georges Sabbah, a déclaré que les responsables de l'attaque du dimanche 8 octobre n'ont pas le temps de penser à la paix. Il a également déclaré que les responsables de l'attaque étaient des « terroristes » et non des « combattants armés ».

Jérusalem. Le patriarche latin de Jérusalem, Georges Sabbah, a déclaré que les responsables de l'attaque du dimanche 8 octobre n'ont pas le temps de penser à la paix. Il a également déclaré que les responsables de l'attaque étaient des « terroristes » et non des « combattants armés ».

Jérusalem. Le patriarche latin de Jérusalem, Georges Sabbah, a déclaré que les responsables de l'attaque du dimanche 8 octobre n'ont pas le temps de penser à la paix. Il a également déclaré que les responsables de l'attaque étaient des « terroristes » et non des « combattants armés ».

Jérusalem. Le patriarche latin de Jérusalem, Georges Sabbah, a déclaré que les responsables de l'attaque du dimanche 8 octobre n'ont pas le temps de penser à la paix. Il a également déclaré que les responsables de l'attaque étaient des « terroristes » et non des « combattants armés ».



## L'avis de chacun nous intéresse.

Chez Du Pont de Nemours, la mise au point d'un nouveau produit pour la protection des plantes fait appel aux experts les plus universels, scientifiques, agriculteurs, agronomes, écologistes... sans compter les hérissons.

L'opinion de chacun est indispensable. Il faut savoir répondre à toutes les exigences : efficacité, faible dose d'utilisation, absence de résidus, sélectivité, respect de l'environnement... Du Pont de Nemours a investi dans

un effort de recherche particulièrement novateur qui a déjà porté ses fruits.

Nos derniers herbicides sont moins nocifs que le sel marin et s'utilisent pourtant en quantités infinitésimales. Aucun résidu dans les cultures n'a pu être décelé malgré les analyses les plus sophistiquées. Ils prouvent ainsi qu'ils savent respecter la qualité de la chaîne alimentaire et de l'eau.

Notre hérisson en témoigne.

### Du Pont et la vie.

Notre nouvel herbicide ALLIE® fait partie des centaines de nouveaux produits développés par Du Pont de Nemours qui participent à la sauvegarde de l'homme à travers le monde.

Des investissements annuels de l'ordre de 7 milliards de francs et une étroite collaboration avec des spécialistes d'horizons aussi variés que l'agriculture, la médecine et l'énergie permettent aux hommes de

Du Pont de Nemours de mettre la technologie au service de la vie.

Pour toute information, contacter : Du Pont de Nemours (France) S.A.; 137 rue de l'Université - 75334 Paris Cedex 07 - Tél: (1) 45.50.63.81.

\* Marque déposée de Du Pont de Nemours.

De meilleurs produits pour une vie meilleure.



Smue à



## LA CRISE DU GOLFE

Malgré une amélioration de la situation

## La Jordanie craint un nouvel afflux de réfugiés

La Jordanie n'avait plus sur son territoire, en fin de semaine dernière, que 37 542 personnes déplacées, contre cent mille environ début septembre. Mais la crainte demeure d'un nouvel afflux de réfugiés.

RUWAYSHED

de notre envoyée spéciale

En plein désert, de grandes tentes vert et blanc alignées au cordeau paraissent vides. Il faut arpenter tout le camp pour trouver les derniers « évacués », comme on dit en Jordanie pour éviter le terme de réfugiés : 62 Sri-Lankais, 3 Bangladaïsi, 101 Philippins, qui espèrent regagner im-

plement leur pays. Conçu pour accueillir cinq mille personnes, le camp de Ruwayshed, à côté conjointement par le Croissant-Rouge jordanien et le CICR, est l'un des trois camps de capacité similaire encore en service dans le no man's land qui sépare le dernier poste jordanien de la frontière irakienne.

Le flot des réfugiés – essentiellement, aujourd'hui, asiatiques – s'est stabilisé ces derniers jours autour de cinq à six mille personnes, ce qui correspond à peu près à celui des départs. Les « évacués » ne passent plus en moyenne qu'un à deux jours dans ces camps isolés – au lieu de neuf, il y a encore quelques semaines.

Cette nette amélioration demeure toutefois précaire tant la situation est imprévisible et peut changer du jour

au lendemain en fonction des événements. Plus d'un million d'Égyptiens, par exemple, demeurent en Irak, sans compter les cinquante à soixante mille Sri-Lankais (dont 80 % de femmes) au Koweït, quelques milliers de Philippins et de Bangladaïsi.

Priorité à l'évacuation aérienne

Quatre-vingt mille personnes, selon l'UNDRO (Office de l'ONU pour les secours en cas de catastrophe), sont attendues dans les prochaines semaines.

Selon les autorités jordaniennes, qui ont averti leurs ressortissants qu'ils assurément leur rapatriement jusqu'au 10 octobre, l'évacuation de tous les Indiens qui désirent quitter le

Koweït devrait être terminée dans les trois ou quatre jours à venir.

Dans les trois camps de Ruwayshed, on est prêt à faire front, et tout l'hiver qui s'annonce – si la situation devait se prolonger – risque de poser de graves problèmes : comme les pluies qui pourraient ravager les deux camps d'Azrak, à 100 kilomètres d'Amman, prévus chacun pour accueillir environ vingt mille personnes.

C'est pour cette raison que les organisations internationales veulent donner la priorité à l'évacuation aérienne qui pourrait concerner très rapidement huit mille personnes par jour. Encore faut-il que les transports terrestres entre la frontière et les camps puis l'aéroport, dont le coût est évalué par l'UNDRO à 2 millions de dollars par semaine, suivent. L'appel à l'aide financière lancé par le gouvernement jordanien, en tout cas, est suivi d'effets et, pour l'instant, le financement est assuré pour les prochaines semaines.

Le gouvernement jordanien, qui estime avoir dépensé pour cette opération d'évacuation (plus de 600 000 personnes sont passées sur son territoire) 40 millions de dollars, soit 3 % – sur deux mois – du montant des dépenses courantes de son budget 1990, aimerait bien se voir dédommager. Or, là aussi, les aides tendent à venir, la CEE voulant bien contribuer mais sur présentation de factures, alors qu'Amman souhaiterait un remboursement forfaitaire de 25 dollars par personne.

Si, pour l'instant, la situation des « évacués » paraît donc bien en main, les nombreuses organisations internationales encore sur place s'inquiètent d'une éventuelle démobilitisation financière de la communauté internationale.

FRANÇOISE CHIPAUX

Alors que les Européens évacuent leurs ambassades

## L'aéroport de Koweït est fermé au trafic civil

L'Irak a décidé de fermer l'aéroport de Koweït au trafic civil, « pour des raisons techniques » et jusqu'à nouvel ordre, a déclaré lundi 8 octobre un responsable de la compagnie aérienne Iraqi Airways.

Un des premiers effets de cette fermeture devrait être d'empêcher le départ du Koweït, mercredi 10 octobre, d'un Boeing 747 des Iraqi Airways affrété par le gouvernement américain afin d'évacuer trois cent cinquante Américains, en majorité des femmes et des enfants.

L'Irak a informé l'ambassade des États-Unis à Bagdad que l'avion devrait décoller de Bassorah, dans le sud de l'Irak.

Par ailleurs, des soldats irakiens ont emmené un groupe de vingt-trois étrangers – vingt Britanniques, deux Américains et un Français – du Koweït à Bagdad, a indiqué lundi le Foreign Office. Les hommes ont d'abord été emmenés de force à l'hôtel Regency Palace de Koweït City, puis transférés à Bagdad, à l'hôtel Mansour Mella, dans la nuit de samedi à dimanche.

Après l'Italie et les Pays-Bas (le Monde du 9 octobre), l'Allemagne a annoncé lundi qu'elle allait retirer le personnel de son ambassade à Koweït. La France, en revanche, n'a pas cette intention pour le moment. « Le chargé d'affaires Jean-Pierre Galtier et son équipe demeurent fermement à leur poste, bien que les conditions deviennent rudes », a déclaré lundi

le porte-parole du Quai d'Orsay. Précisant que « l'eau et l'électricité sont coupées depuis un mois », mais qu'il y a encore un peu moins de quatre-vingt Français au Koweït, M. Bernard a ajouté : « Nos diplomates tiendront aussi longtemps que faire se pourra, car (...) ils ont une mission réconfort et une nécessaire liaison avec nos ressortissants ».

Quant aux Koweïtiens, mille deux cents d'entre eux se sont présentés au poste saoudien de Khafji depuis la réouverture par les Irakiens de la frontière koweïto-saoudienne vendredi soir, dont 200 au cours de la journée de lundi.

Résistance passive

Parallèlement, un membre du gouvernement koweïtien en exil a demandé aux mouvements de résistance de réduire leurs actions contre l'occupation, car celui-ci exerce des représailles contre des civils. « La seule résistance dont nous parlons désormais est une résistance passive de la part de la population », a déclaré le ministre du Plan, M. Salman Abdoul-Razek Al-Moutawa, au cours d'une visite privée à Londres.

Lundi, des réfugiés indiens parvenus en Jordanie ont rapporté qu'une explosion sur un marché de Koweït, jeudi dernier, avait fait quelque trente-cinq morts, dont des Asiatiques et des Soudanais.

Ces réfugiés ont précisé que le pillage systématique du Koweït par les soldats irakiens se poursuivait. – (AFP, Reuters.)

## Un pétrolier irakien violant l'embargo a été arraisonné

Le pétrolier irakien Tadmur a été dérotté, lundi 8 octobre, vers un port non identifié après la découverte à son bord de produits violant l'embargo, notamment du riz et de la farine, ont annoncé des responsables militaires américains à Dahraa. Le navire se dirigeait vers le port irakien de Bassorah lorsqu'il a été intercepté, dans le golfe d'Oman, par la frégate britannique Brazen, le destroyer lance-missiles américain Goldsborough et un navire australien, le Darwi, sans qu'il y ait eu de tirs de semence.

Un autre navire irakien, le cargo Al-Wasiti, a été intercepté, lundi à l'aube, au large des côtes d'Oman, par les frégates britanniques Batteaux et London et par des navires américains et australiens. Des

coups de semence ont été tirés devant la proue de l'Al-Wasiti. Vide de toute cargaison, le cargo a été autorisé à poursuivre sa route.

Deux mille soixante et un navires marchands ont été inspectés ou fouillés par la marine des pays participant à la force multinationale dans le Golfe, a déclaré, lundi, à Bahreïn, le vice-amiral Henry H. Mauz, commandant la 7<sup>e</sup> flotte américaine dans le Pacifique. Il a affirmé que la marine américaine avait inspecté « la majeure partie de ces bâtiments ».

De son côté, le général Michel Roquejeoffre, commandant des troupes françaises en Arabie saoudite, a déclaré, lundi, que l'opération Daguet « sera au complet aux environs du 15 octobre ». Il a pré-

visé qu'il manquait encore « un escadron de reconnaissance et un peu d'anti-chars » et que la semaine prochaine, « plus de 4000 soldats français se trouveront en Arabie saoudite dont près de 3600 dans la région d'Haïfa-al-Batin ».

D'autre part, deux pilotes de l'armée de l'air américaine ont trouvé la mort, lundi, en Arabie saoudite, lorsque leur appareil, un avion de reconnaissance RF-14, s'est écrasé dans le sud du pays. Cet accident a eu lieu quelques heures après la disparition de deux hélicoptères de l'US Navy, de type UH-1N à bord desquels se trouvaient huit membres d'équipage qui effectuaient des manœuvres nocturnes routinières dans le golfe d'Oman. – (AFP, Reuters.)

En patrouille à bord du « Montcalm »

## Visite chez un « client » au large d'Oman

A BORD DU « MONTCALM »

de notre envoyé spécial

Au menu du dîner pour tout l'équipage, samedi 6 octobre : cassoulet. Le capitaine de vaisseau Wybo, commandant de la frégate, défile sa serviette. Il a fini de parcourir les flasses de dépêches et notes de service qui lui sont présentées à raison de dizaines par heure. On ouvre la télévision du bord. Avant le film du soir, deux animateurs bénévoles lisent une synthèse d'informations mondiales. Ils vont lancer l'habituel jeu de devinettes, lorsque sonne le téléphone de la passerelle. Les radars ont détecté un gros bâtiment gagnant la sortie d'Ormuz, à l'ouest de laquelle nous patrouillons, le long des côtes d'Oman. L'officier de quart est entré en liaison phonique avec le « client » – c'est le terme consacré. Il s'agit d'un pétrolier koweïtien, en plein de brut, en route pour Rotterdam. Exactement le cas où intervenir. Le cassoulet attendra.

A la passerelle, une animation insolite s'est ajoutée au calme de clinique des quarts normaux, où le strict effectif veille dans le noir et répercute sagement les ordres de barre ou de machine. Le commandant se carre dans l'espèce de fauteuil de dentiste affecté au « pacha » à bord de tout navire qui se respecte.

La cinquantaine à la fois carrée et blegueuse, le capitaine de vaisseau Wybo observe un silence qui ne lui ressemble pas. Des essuie-glaces plutôt poussifs et archaïques par rapport à la sophistication du bateau s'épuisent à effacer la buée d'une nuit brûlante – près de 40 degrés. La lune se lève. L'arrière du « client » apparaît dans notre étreinte.

Tandis que les turbines à gaz sont lancées, en vue des éventuelles poursuites, manœuvres, et que l'hélicoptère est mis en alerte, la conversation radio continue avec le bâtiment suspect : « This is french navy war ship (c'est un navire de guerre français). Quel est votre nom ? Votre port d'attache ? Votre cargaison ? Votre destination ? »

Le capitaine du pétrolier est venu lui-même au micro. Il fournit les renseignements souhaités. Le Hadiyah, c'est le nom du bateau, appartient à l'émir du Koweït en personne. C'est le dernier bâtiment à avoir quitté le Koweït, le 4 août. Il a fait le plein à Rastan, le terminal le plus nord d'Arabie saoudite, côté Golfe. Il

livre à Rotterdam.

La tout est indiqué de bonne grâce, avec un accent très british. Mais le Hadiyah tombe exactement dans le cas de figure où une visite s'impose. D'autant qu'il n'a été signalé par aucun des dizaines de navires de guerre occidentaux massés sur la route de provenance, et que les registres mondiaux du Lloyd, la Bible dans ce domaine, ne connaissent sous ce nom qu'un caboteur de 400 tonnes. (Le « client », maintenant à moins de 1 mille devant nous, surplombe la mer d'un tonnage vingt fois supérieur.)

Qu'un tanker de cette taille ait pu tromper la surveillance en qu'il s'apprête à passer les mailles du filet tendu à Ormuz incite à s'interroger sur l'étanchéité proclamée de l'embargo. Surtout si l'on songe par ailleurs que, comme il est probable, l'arrêt des importations en Irak, sévère pour les rentrées de pétrodollars, ne devrait pas compromettre avant de longs mois le potentiel militaire de Bagdad, approvisionné jusqu'au printemps dernier...

Une mission de police

Mais le temps n'est pas aux propos de café du commerce. Le président de la République a recommandé la fermeté, sous l'égide de l'ONU : c'est le moment d'appliquer la consigne.

Tandis que l'hélicoptère transportant un commando commence sa ronde autour du tanker et qu'un zodiac est mis à l'eau, l'officier de quart du Montcalm informe au capitaine du Hadiyah l'ordre de stopper ses machines et de descendre une échelle de coupée à tribord.

« En vertu de la résolution 665 du Conseil de sécurité », explique-t-il, nous devons effectuer une « visite » et une enquête de « pavillon ».

Les mitrailleuses et les canons toujours prêts à l'action n'auront pas à lancer de coup de semence, laquelle, s'il s'agit de tir à toucher, requiert un ordre de Paris, recevable dans la seconde. Le patron du pétrolier s'exécute. Deux enseignes en casquette sautent dans le zodiac, accompagnées de trois fusiliers marins. Le Montcalm a l'habitude de ce genre de vérifications, il en a déjà accompli cinq en mer Rouge. Mais on ne sait jamais sur qui on va tomber, et les vols de nuit, comme les manœuvres d'annexes, exigent une tension que l'on mesure au silence particulier de la passerelle.

coupé des seuls ordres ou informations nécessaires.

A leur retour, les hommes du zodiac rendront compte. Accueillis en escouade à la passerelle du pétrolier, ils ont consignés les renseignements de rigueur. L'équipage comporte vingt-quatre personnes dont trois officiers britanniques et, classiquement, des Égyptiens, des Pakistais, une majorité de Philippins. Sans doute conviennent-ils le dernier chargement que l'embarcadere compte maître de son côté, en argent de poche.

L'hélicoptère s'est posé et se repaît dans le hangar arrière. Le Hadiyah relance ses machines. Une fumée sombre barre la lune, le quart du Montcalm reprend son rythme de routine, avec ses visages à peine dessinés en orange par les écrans et cadran de contrôle. Un léger rouille invite au sommeil. Derrière les essuie-glaces toujours aussi radars, la nuit latente du Golfe a retrouvé son calme sans âge.

L'opération, qui donne déjà lieu à des dizaines de rapports et de notes que les transmissions codent et répètent un peu partout, a duré moins de deux heures : un intermède d'action en vraie grandeur, au milieu d'un enchevêtrement de simulations, d'essais de sécurité, de check-lists.

Et maintenant, allons finir ce cassoulet, décide le pacha en se frottant les mains.

Ce n'est pas la guerre qu'on nous a donné à voir, aux premières loges ; plutôt une mission de police, doublée d'une démonstration symbolique. Mais ce n'est plus tout à fait la paix dont perfore la nuit tropicale et ses dauphins bondissants.

D'une heure à l'autre, certains mots d'hommes d'Etat évoquent la détente ; d'autres annoncent d'immenses préparatifs. Ici, les sourires d'ambassadeurs ; là, les essais de tourelles et de masques à gaz. Certains croient entendre des rumeurs de négociations ; d'autres se demandent quel camp sera le plus pressé quand va venir la saison propice à l'action sur le terrain.

Ce n'est plus le temps de l'attente, bien connu des militaires, mais celui, plus équivoque, de l'entre-deux. Ni la guerre, ni la paix. Ni, ni « Le destin ne s'intéresse pas aux phrases négatives », affirmait le Cassandre de Giraudoux. Il est vrai qu'elle s'est tellement trompée !

BERTRAND POIROT-DELPECH

## AFRIQUE

RWANDA : retour au calme dans la capitale

## Les affrontements auraient fait plus de deux cents morts

A Kigali, les magasins ont été autorisés à ouvrir, et le travail a repris, mais le couvre-feu est maintenu ainsi que les interdictions de circuler sans laissez-passer. Les combats continuent dans le nord-est, où les troupes gouvernementales font face à environ dix mille rebelles. Le président rwandais s'est rendu au Zaïre, lundi 8 octobre, pour rencontrer le président Mobutu. Pendant ce temps, à Paris, Amnesty International s'inquiète de la « violente répression » menée depuis le début de l'année par le gouvernement du Rwanda « à l'encontre de ses opposants ». L'organisation dénonce notamment les « procès inéquitables » et le fait que des personnes soient emprisonnées « uniquement pour leurs opinions ».

KIGALI

de notre envoyé spécial

Le premier bilan officiel des troubles a été donné lundi soir par le ministre rwandais des affaires étrangères, M. Casimir Bizimungu : deux cents morts (civils et militaires) du côté gouvernemental et cinq cents arrestations. Ce dernier chiffre n'est pas définitif, car les interpellations continuent dans le pays. Selon des journalistes belges, environ mille cinq-cent cinquante personnes – dont cinquante femmes et enfants – sont enfermées dans le stade régional de Nyanamirambo, un quartier populaire de Kigali, attendant probablement que les autorités se prononcent sur leur sort.

M. Bizimungu, évoquant « l'apaisement des pays amis dans les moments difficiles », a remercié la Belgique, la France et le Zaïre pour l'envoi de troupes et de munitions. Si la présence des six cents paras belges et des deux cent cinquante paras et légionnaires français a rassuré la communauté étrangère, elle a, de l'avis général, contribué à remettre d'aplomb un régime ébranlé par l'insurrection des rebelles le 1<sup>er</sup> octobre. Paris et Bruxelles

présentent leur mission comme humanitaire, mais la situation, incertaine – qui n'exige pas une évacuation générale –, leur permet de prolonger leur présence au Rwanda.

Selon les rebelles basés en Ouganda, des « Européens » pilotent des hélicoptères de l'armée rwandaise. Il semble en tout cas probable que des paras étrangers sont sollicités par les soldats rwandais pour des appuis ponctuels.

Soutien militaire zairois

Mais l'essentiel du soutien militaire est assuré par les mille soldats zairois, dont la mission officielle est de protéger quelques bâtiments sensibles et les points stratégiques. Un témoin digne de foi a pu apercevoir, dans un hôpital de la capitale, un soldat zairois blessé d'une balle dans le ventre.

Cependant, la participation des soldats étrangers à des opérations militaires est fermement démentie à tous les niveaux – militaire, diplomatique et gouvernemental. « Le Rwanda a fait l'objet d'une agression extérieure », affirme, catégorique, le chef de la diplomatie rwandaise, tout en admettant que les assaillants sont, en grande partie, des réfugiés rwandais membres de l'armée ougandaise. Considérer ces réfugiés comme étrangers est jusqu'à présent la position officielle du régime concernant ces Rwandais qui ont fui leur pays en 1959 et dont l'intégration en Ouganda semble aller de soi pour les autorités de Kigali.

La commission mixte, chargée de déterminer l'origine nationale de ces Tutsis, risque d'être le théâtre de négociations serrées. Par deux fois, le ministre a fait allusion à la « base ethnique » du mouvement rebelle, en déclarant que cette « organisation terroriste » avait acheté la participation d'un opposant hutu, le pasteur Bizimungu, afin de montrer qu'il n'était pas un parti ethnique. Et, en accusant le Front national rwandais (FNR) de vouloir « l'instauration d'un régime minoritaire » à caractère féodal, il ne pouvait faire allusion plus clairement à la monarchie tutsi, qui a régné jusqu'en 1959, date de la révolte des Hutus.

JEAN HÉLÈNE

AFRIQUE DU SUD

## La libération des prisonniers politiques va s'accélérer

JOHANNESBURG

de notre correspondant

La réunion réclamée par le Congrès national africain (ANC) a finalement eu lieu. Le président Frederik De Klerk et M. Nelson Mandela ont eu, lundi 8 octobre, au Cap, un entretien de trois heures et demi. Un communiqué commun a été publié qui consacre les divergences existantes plus qu'il ne souligne les progrès réalisés depuis l'ouverture des négociations, début mai.

Exigés par l'ANC pour faire le point de la situation après des semaines d'affrontements qui ont fait plus de huit cents morts dans les ghettos noirs de la région de Johannesburg, la réunion du Cap s'est conclue sur un constat : « Nous avons pris note des différentes perceptions concernant les causes de cette violence ». Ces derniers jours, M. Mandela avait multiplié les déclarations incriminant une « troisième force » composée, selon lui, de membres des services secrets, de Koevoets (ex-policiers qui ont combattu les opposants au Namibie) et d'Askaris (anciens militaires de l'ANC qui ont maintenant rejoint la police). Il avait même promis de remettre à M. De Klerk d'accablants témoignages recueillis sous serment dans les townships. Les porcelaines incriminées l'ont mis au défi d'avancer la moindre preuve pour étayer ses affirmations.

Réaffirmant avec l'ANC son attachement au « processus de négociation en cours », le chef de l'Etat a annoncé que son gouvernement avait décidé d'accélérer le processus d'amnistie des exilés et la libération des prisonniers politiques, précisant, toutefois, qu'il n'y aurait pas d'amnistie automatique. Il a aussi indiqué que « cinquante autres prisonniers politiques seraient relâchés dans le courant de la semaine ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER

o SOMALIE : deux employés du CICR capturés par les rebelles. – Deux employés du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont été capturés le week-end dernier, alors qu'ils se trouvaient à 40 kilomètres environ de la ville de Hargeisa, dans le nord du pays. Ils sont aux mains des rebelles du Mouvement national somalien, a indiqué, lundi 8 octobre, un porte-parole du CICR à Genève. Un troisième membre du CICR, Peter Altweg, a été tué dans l'ambuscade. – (AFP, Reuters.)

10 OCT 1990



Madame Neiertz a raison :  
il faut soigner tous les codes barres  
atteints de ce genre de trouble.



L'erreur est humaine même en informatique. Ce n'est pas une raison pour en faire payer le prix aux consommateurs. C'est pourquoi les Centres E. Leclerc se battent pour les prix sans faute. En cas de hausse des prix, les Centres E. Leclerc s'engagent à rectifier d'abord les prix affichés en rayon, puis ceux inscrits à la caisse. En cas de baisse, les prix seront modifiés à la caisse et ensuite en rayon. De cette façon, le consommateur paiera le plus bas prix et pourra même, en cas d'erreur, se faire rembourser l'article concerné.

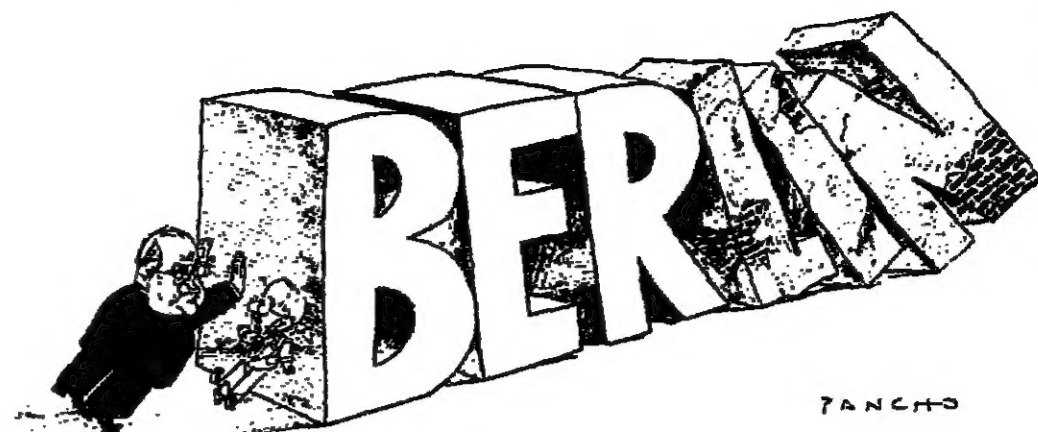
**E. LECLERC** 

مركز E. Leclerc



# L'ALLEMAGNE AU SINGULIER

## VII. - Berlin : la fin d'un trompe-l'œil



TANCHO

Nous poursuivons la publication d'une série d'articles consacrés à l'unité allemande (Le Monde des 2, 3, 4, 5, 6 et 9 octobre) avec une enquête sur la situation à Berlin et les perspectives qui s'ouvrent pour la ville.

**La ville des possibilités infinies.** Ainsi se qualifiait Berlin du temps de sa splendeur, au tournant du siècle, quand la capitale faisait figure de grande Paris. Londres, New-York. A l'heure de l'unification, la perspective de retrouver ce rôle de premier plan hante les esprits berlinois chagrins, condamnés par le Troisième Reich et les suites de la guerre à n'être plus que l'ombre d'eux-mêmes.

La politique fait rage dans toute l'Allemagne sur le choix de la future capitale du nouvel Etat. Le principal atout de Berlin - tous les sondages le soulignent - est de rester le symbole de l'unité allemande, d'une Allemagne forte, brillante au firmament de l'Europe. Mais ce symbole est à double tranchant. Il évoque tout aussi bien la nostalgie du bouillonnement culturel des années 20 que le militarisme prussien et la tragédie du Troisième Reich. Il fait peur.

La question berlinoise, constate un journaliste bonnois, résume toutes les appréhensions sur le devenir de la nouvelle Allemagne. Bonn incarne un Etat ancré dans des valeurs démocratiques, celles de l'Occident. Le maintien des institutions fédérales à Bonn, c'est la garantie que la politi-

que d'intégration européenne garde la priorité, c'est le rejet de la tentation de faire cavalier seul.

Les défenseurs de Berlin, surtout dans l'ex-RDA, placent au contraire la priorité sur le rôle de charnière de l'Allemagne entre l'Est et l'Ouest. « Nous, les Allemands, avons un rôle d'intermédiaire entre les parties encore divisées de l'Europe. Le symbole de notre volonté d'assumer ce rôle historique est l'installation du gouvernement de l'ensemble de l'Allemagne dans la capitale Berlin », déclarait le 16 septembre à l'Institut Aspen de Berlin M<sup>re</sup> Sabine Bergmann-Pohl, président du Parlement est-allemand et chef de l'Etat en exercice de la RDA jusqu'au 2 octobre. « Si notre peuple veut maintenant trouver et prendre sa nouvelle place, sa nouvelle conscience de soi au milieu de l'Europe, alors la question du siège du gouvernement est une question politique fondamentale », avait-elle poursuivi.

### Une ville hybride

En politisant à outrance le débat, les Allemands de l'Est et les dirigeants berlinois ne se sont pas seulement rendus service. Ils ont du même coup mis en lumière la fragilité d'une ville hybride, vivant sur ses souvenirs, et qui aura beaucoup à faire pour retrouver le rôle de métropole européenne qu'elle revendique. Les allées silencieuses de l'immense cimetière juif de Weissensee, le Musée Gropius, l'université Humboldt ou encore le lycée français, fondé par

les huguenots, témoignent de ce que fut ce creuset de culture qui attirait toute l'Europe avant d'être froidement liquidé par les massacres et les autodafés nazis. Les bombardements de la guerre ont achevé l'œuvre de destruction entamée. La moitié de tous les bâtiments ont été détruits ou fortement endommagés.

Berlin s'était développée comme centre d'un empire qui s'étendait du Rhin à la frontière russe. Aujourd'hui, à 80 kilomètres de la ville, la frontière Oder-Neisse tient également lieu de frontière entre l'Europe des riches et l'Europe de l'Est en voie de développement. Berlin est dans une position peu confortable, à la périphérie de la Communauté européenne, isolée des centres nerveux de l'Europe de l'Ouest, au centre d'une Allemagne de l'Est dont toute l'économie vient de s'effondrer. La métropole de la figure de centre économique et industriel de première importance.

La coupure de l'Allemagne et de l'Europe par le rideau de fer, pendant quarante ans, a déplacé vers l'Ouest les grands centres de décision économiques, et avec eux le pouvoir. Aujourd'hui, Berlin dépend totalement de ce qui se décide à Francfort, Düsseldorf ou ailleurs. C'est la revanche des provinces allemandes de l'Ouest et du Sud sur l'ancien Etat prussien, militariste, arrogant et centralisateur.

La chute du mur, le 9 novembre 1989, a fait s'évanouir le trompe-l'œil sur lequel était bâtie la réputation de la ville depuis la guerre. Le rôle symbolique d'avant-poste du monde libre dont la partie occidentale de la ville avait été investie depuis la fin de la guerre a disparu. Pendant plus de vingt ans, le « ich bin ein Berliner » du président Kennedy avait entretenu l'illusion des Berlinois d'être restés au centre du monde. A l'ombre du mur, subventionnée par la République fédérale qui bon en mal a nourri l'illusion de la moitié du budget du Sénat, l'enclave de Berlin-Ouest a exercé sa fascination sur des générations d'intellectuels.

### Grincements de dents

Entre les parades militaires alliées et les fusillades du mur, elle se créait un parfum de ville résistante et mûrie. C'était la capitale des requins de l'immobilier et des alternatifs de Kreuzberg, d'une bourgeoisie parvenue et des Tures d'Allemagne. Répétée sur elle-même, elle cultivait un esprit frondeur qui la distinguait des autres grandes métropoles régionales de la RFA, se moquant bien de ce qui pouvait se passer ailleurs et surtout de l'autre côté du mur.

Près d'un an après les grandes effusions de l'ouverture des frontières, les deux parties de la ville sont presque toujours aussi étrangères l'une à l'autre. Le mur, percé de part en part, n'est plus qu'un no man's land où les joggers s'entraînent le dimanche, entre débris de miradors et gravats. Rues et stations de métro ont rouvert peu à peu et l'on passe d'un côté à l'autre sans y penser. Mais il arrive fréquemment que les chauffeurs de taxi de l'Ouest refusent de se commettre de l'autre côté. La curiosité des débuts a cédé la place à une sorte d'indifférence teintée d'agressivité. De l'Ouest, on vient à l'Est visiter les musées, écouter un opéra, mais la promenade dominicale sur la célèbre avenue Unter den Linden a perdu le

charme de la découverte. Le business prend lentement ses droits, à la remorque des grossistes en tout genre qui, venus de l'Ouest, ont fait main basse sur l'Est en profitant de la réforme monétaire de juillet. L'invasion de l'opulente Berlin-Ouest par ceux de l'Est, à la recherche de bonnes affaires, de salaires plus élevés ou tout simplement de travail, commence à faire sérieusement grincer des dents.

Dans la partie orientale de la ville, quarante ans d'efforts pour se persuader d'être une capitale à part entière se sont écoulés sous le choc de l'unification. « Berlin, Hauptstadt der DDR », capitale de la RDA, proclamait fièrement toutes les pancartes des autoroutes de transit. Mais la DDR n'existe plus depuis le 3 octobre, et brusquement Berlin-Est se retrouve comme une peau morte. En attendant qu'on leur retrouve de nouvelles fonctions, les ministères ont fermé leurs portes le 2 octobre au soir. Des dizaines de milliers de fonctionnaires se retrouvent du jour au lendemain dans l'obligation de chercher une autre activité.

La disparition de la RDA signifie aussi la réduction dramatique des aides et subventions qui faisaient vivre à Berlin-Est non seulement les théâtres, l'Opéra, mais également tout un réseau d'académies et d'associations en tout genre, bref tout ce qui était destiné à maintenir la ville au rang de capitale et à servir de façade au régime communiste. Le membre à vie d'une quelconque académie ou l'artiste marginal dépendaient tous les deux, d'une façon ou d'une autre, des deniers publics, soit en emargeant au budget, soit parce que les loyers et les prix alimentaires, hautement subventionnés, rendaient possible une bohème aujourd'hui hautement problématique.

La fusion des deux parties de la ville est un véritable casse-tête pour le Sénat de Berlin-Ouest, qui a pris les rênes du pouvoir de facto depuis plusieurs mois. En attendant les élections de décembre prochain, le bourgmestre, le social-démocrate Walter Momper, s'arrache les cheveux pour trouver des moyens financiers. La coloration politique de Berlin, dirigée à l'Ouest par une coalition social-démocrate et alternative, qui à l'Est a voté massivement

le 6 mai dernier pour les partis social-démocrate et du socialisme démocratique (ex-communiste), n'arrange pas les choses.

Le chancelier Helmut Kohl, chrétien-démocrate, se fait tirer l'oreille pour ouvrir les cordons de la bourse. Les négociations sur les aides dont bénéficierait le grand Berlin de la part du Bund sont au point mort. En attendant, il est fortement question de couper les subventions spéciales qui étaient versées à Berlin-Ouest au titre de son enclavement.

### Ennais financiers

Or les charges à supporter par le budget du Sénat - avant même que puisse être envisagé un nouveau développement de la ville - sont considérables. La liquidation de l'Etat est-allemand, la situation de l'industrie, plus brillante qu'ailleurs, vont confronter Berlin à une brusque montée de chômage. Le bourgmestre de l'Ouest, M. Momper, estime à cinq cent mille le nombre de chômeurs à prévoir dans les mois à venir. Il faut financer la réunification physique de la ville, l'élimination du mur, la réouverture des rues, prévoir la fusion des systèmes de

transports en commun. Toute l'infrastructure de l'Est est plus ou moins à revoir, qu'il s'agisse des transports urbains, des télécommunications, mais aussi des liaisons avec l'extérieur, du logement. Tout le parc immobilier est à remettre en état alors que les revenus ne sauraient tenir le choc d'une hausse trop brutale des loyers.

Les dirigeants locaux ont tout mis sur l'espoir de voir le nouvel Etat allemand faire de Berlin sa véritable capitale. Submergés par les problèmes à venir, habitués à vivre de subventions, ils n'ont guère fait preuve d'imagination jusqu'ici pour développer d'autres modèles. En acceptant de céder à Mercedes un immense terrain au meilleur endroit de la ville, en bordure de la Potsdamerplatz, ils ont voulu lancer un signal aux investisseurs. Mais ceux-ci restent dans l'expectative. Avec 3,4 millions d'habitants (un million de moins qu'en 1939), la ville peut devenir un grand centre de services, mais tout dépendra du développement de son environnement.

L'enthousiasme des Berlinois eux-mêmes pour leur ville semble plutôt mesuré pour le moment. Certes, Berlin ne manque pas de beaux restes, comme en témoignent ses théâtres, ses opéras ; mais l'essentielle de son charme ces dernières décennies venait justement du statut spécial de Berlin-Ouest avec son insularité, son mélange de calme provincial et d'activités de passage, de marginalité et de confort. La confrontation entre les deux parties de la ville s'annonce tout aussi créatrice, mais elle sera plus brutale. La ville manque de traditions, et la population, de racines, pour atténuer l'inévitable choc.

HENRI DE BRESSON

Prochain article  
Des intellectuels  
pris de vitesse  
par Alain Debove

**Le Monde**  
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUGUÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Tél. : 261.311 F

Edité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. André Fontaine, gérant.

Imprimerie  
du Monde  
12, r. M. Groussier  
94852 IVRY CEDEX  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 347  
ISSN 0393-2037

Renseignements sur les microfilms  
et Index du Monde au (1) 40-65-25-33.

**ABONNEMENTS**  
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO  
SERVICE À DOMICILE :  
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

**Le Monde**  
André Fontaine, président  
François Hugot, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
Michèle Ouelmann,  
directrice du développement  
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F  
Tél. : 45-55-94-70. Société  
du journal Le Monde et Éditions Prime SA.

**Le Monde**  
TELEMATIQUE  
Composées 38-15 - Tapes LEMONDE  
ou 38-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

PP-Paris RP

### Le Monde

Edité par la SARL Le Monde  
Gérant : André Fontaine,  
directeur de la publication  
Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)  
Jacques Fauvet (1989-1992)  
André Laurens (1992-1995)  
Directeur de la rédaction :  
Daniel Vernet  
Administrateurs délégués :  
Antoine Grisset, Michel Pierrat  
Rédacteurs en chef :  
Bruno Frappet,  
Jacques Amalric,  
Jean-Marie Colombani,  
Philippe Harman, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUGUÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

PLUS VITE, MOINS CHER!  
**Ne commandez pas votre PEUGEOT  
sans nous avoir rendu visite!**

MINITEL  
3015 NEUBAUER

Les offres exclusives NEUBAUER :

- 205 GTI Cuir/Bois
- ou intérieur cuir gratuit sur le PEUGEOT de votre choix
- ou finitions bois gratuites
- ou Conditions Argus + 7800 F

\* Sur présentation de cette annonce, jusqu'au 31 octobre 1990;  
ces offres ne sont pas cumulables et ne concernent pas les modèles des séries limitées de la gamme.

**NEUBAUER  
PEUGEOT**

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34  
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21



## EUROPE

URSS : devant le comité central du PCUS

### M. Gorbatchev évoque le danger de « libanisation » de l'Union soviétique

MOSCOU  
de notre correspondant

Un seul mot, le néologisme de « libanisation » employé à deux reprises pour illustrer les dangers d'un « éclatement » sauvage de l'URSS, aurait suffi à singulariser ce discours. Au-delà de ce mot choc, au-delà même de la disponibilité qu'a réitérée M. Gorbatchev à former un gouvernement de coalition, ce qui frappe le plus c'est pourtant la manière dont il s'est exprimé, lundi 8 octobre, à l'ouverture de cette réunion plénière du comité central.

C'était le premier plénum depuis que le congrès du parti avait consacré, en juillet dernier, la déroute de l'appareil conservateur et, déjà, M. Gorbatchev ne s'adresse plus aux communistes en secrétaire général du parti, mais en chef d'Etat qui se trouve être aussi dirigeant d'un parti. Ce n'est plus ce que nous, communistes, devons faire pour l'Etat-parti. C'est déjà ce que l'Etat va faire - son chef en tout cas - et voilà ce que vous seriez bien avisés, vous, communistes, de faire de votre côté si vous voulez rester dans le train de l'histoire.

Car le train roule, dit M. Gorbatchev, et le « virage » (vers le marché, la démocratie, le multipartisme) est « inévitable ». « Inévitable », répète-t-il, non seulement à cause des « erreurs » commises, mais beaucoup plus fondamentalement aussi parce que « le pays ne pouvait plus vivre ainsi ». C'est pour cela, s'exclame-t-il, que : « Oui, nous attendons le socialisme, mais à ce socialisme bureaucratiquement construit et sous lequel le pays s'était détourné du chemin pris en 1917 ».

En un mot comme en cent, martèle donc le président soviétique, le changement est irréversible, et c'est « le sort historique même du parti, sa capacité à conserver une position de parti dirigeant, qui dépendent de la manière dont il agit dans le contexte du passage au marché, de la réforme de notre Etat multinationnel et de la formation des nouvelles structures politiques de la société ».

Autrefois, slogans et consignes auraient suivi, mais, ayant posé la question (« Que faire ? ») que se posent tous ceux des communistes qui ne rendent pas leur carte, M. Gorbatchev répond sans autres précisions : « Etre avec le peuple, vivre ces temps avec lui, l'aider à aguerir son âme, à s'organiser et à prendre les décisions concrètes ».

« Voilà toute la réponse, dit-il, caricaturant son pragmatisme, il enchaîne : Comment cela se réalisera ? Cela dépend de la situation concrète sur les lieux de travail, dans le peuple, dans les Républiques. » Autrement dit, fût-ce dans le brouillard, on avance, car il n'y a rien d'autre à faire et que « ce qui empêche le plus le parti d'être à la hauteur de ce défi du temps, [c'est] à la racine, l'inertie du vieux mode de pensée ».

#### Le « vacuum »

Plus tard, dans son propre discours, le secrétaire général adjoint, M. Vrachko, révèle que près de 700 000 personnes ont quitté le parti en huit mois, 371 000 de janvier à juin, puis 311 000 pour les seuls mois de juillet et août. L'hémorragie s'accroît, s'amplifie chaque jour, mais si c'est le communisme qui meurt ainsi, c'est aussi le seul véritable appareil dont disposait ce pays qui se disloque.

Le parti s'écroulant infiniment plus vite que ne se construisent les appareils de l'Etat et de nouveaux partis politiques, la crise est là, que M. Gorbatchev définit au passage d'un mot, « vacuum », pour dire que la politique et la société, comme la nature, en ont horreur et qu'il faudrait donc que le parti ne s'évanouisse pas simplement.

Croit-il que c'est possible ? Vient-il seulement retarder l'échéance ? En vérité, nul ne le sait et qu'importe, puisque, en tout état de cause, dès le congrès de juillet et même avant, le chef de l'Etat a tiré les conséquences de l'effondrement de son propre parti et propose en conséquence que les communistes « entrent dans une coalition de toutes les forces progressistes et patriotiques ».

Au début de l'été, ce n'était encore qu'une manière de lancer l'idée pour y habituer ses adversaires et ses partisans. Aujourd'hui, alors que les trois quarts du pays réclament la démission du premier ministre, M. Rykov, c'est déjà tout autre chose. Que cela se fasse sous trois semaines ou sous cinq mois, l'idée est désormais dans l'air. On en parle dans les Parlements, dans les milieux intellectuels et scientifiques. Des regroupements de petits partis s'opèrent dans cette perspective. Le monopole du Parti communiste sur le gouvernement fédéral aura bientôt vécu, puis qu'une « coalition », dit M. Gorbatchev, peut être fondée sans délai sur un programme anticrise répondant aux intérêts du peuple entier, de toutes ses couches ».

Ce programme, c'est évidemment le passage à l'économie de marché, cette réforme économique dont la version, en principe définitive, devrait être présentée aux députés le 15 octobre et dont M. Gorbatchev affirme qu'elle n'aura rien d'un « compromis aux angles arrondis et aux propositions floues. Nous sommes tous d'accord pour penser que la cause de nos nombreux maux économiques et sociaux tient au monopole d'Etat sur la propriété », dit-il en plaçant pour cette « déstabilisation », devenue nouvel avenir radieux de l'Etat, le communisme.

Reste cette « réforme » de l'URSS sans laquelle il n'y aura « ni succès de la perestroïka ni résolution d'aucun problème ». « Je

pense, dit M. Gorbatchev, qui n'a pas perdu toute influence sur le journal de la télévision centrale, que vous avez prêté attention au Liban de notre télévision au cours duquel il décrivait, sur fond de villes divisées, ce à quoi avaient mené la discorde, la haine, les oppositions. » « Le Liban », poursuit M. Gorbatchev, fut l'un des pays les plus florissants du monde, et aujourd'hui... Aujourd'hui, ses habitants veulent le quitter. » « Il faut, dit-il en abandonnant l'adjectif de « socialistes », construire une « union d'Etats souverains », mais lutter, dans le même temps, contre le « séparatisme ».

BERNARD GUETTA

GRANDE-BRETAGNE : au congrès de Bournemouth

### Les débats des conservateurs tournent autour d'éventuelles élections anticipées

Les travaux du cent septième congrès annuel du Parti conservateur britannique, qui s'est ouvert, mardi 9 octobre à Bournemouth, et doit durer quatre jours, sont dominés par une seule question : est-il encore possible de gagner les prochaines élections et, pour ce faire, quand les provoquer ?

BOURNEMOUTH

de notre envoyé spécial

Arrivée dès lundi soir dans cette station balnéaire du sud de l'Angleterre pour participer aux mandats préalables dont raffolent les Tories - dont l'inévitable bal en tenue de soirée - M. Thatcher a

laissé le soin de parler de politique au président du parti, M. Kenneth Baker. Celui-ci s'est efforcé de dissiper l'impression que des élections anticipées étaient désormais l'unique option retenue par le premier ministre.

L'entrée de la livre sterling dans le système monétaire européen (SME) et la baisse de 1 % des taux d'intérêt - deux mesures effectives depuis lundi - sont en effet généralement interprétées, y compris dans les rangs conservateurs, comme des gestes électoralistes. Une majorité de délégués estime, selon un sondage officieux, que le scrutin aura lieu à l'automne 1991, voire dès le printemps prochain.

Les campagnes officielles sont extrêmement courtes en Grande-Bretagne puisqu'elles sont réduites

à quatre semaines après la dissolution du Parlement, laquelle est proclamée par la reine dans les heures qui suivent la demande que lui en fait le premier ministre. M. Thatcher a donc l'entière discrétion de la date et M. Baker a tenté de maintenir ouvert le calendrier politique, en laissant entendre que les élections pouvaient avoir lieu à tout moment, entre cet automne (ce qui est très peu vraisemblable) et l'échéance ordinaire de juin 1992.

#### La morale thatchérienne

La campagne a en réalité déjà commencé dans les états-majors et surtout dans les esprits. M. Thatcher veut un quatrième mandat. Elle ne parle plus de l'abandonner en milieu de parcours pour donner le temps à un éventuel nouveau leader conservateur de se préparer. Elle a fait une seule fois allusion à cette horrible hypothèse dans les moments noirs de ce printemps, lorsque sa popularité était au plus bas. Le discours est redevenu combatif.

La dame de fer ne veut plus entendre parler de retraite dans la grande maison qu'elle a achetée depuis plusieurs années déjà à Dulwich, une banlieue cossue du sud de Londres. Elle entend non seulement gagner les prochaines élections mais encore rester à son poste pendant les cinq années qui suivront celles-ci.

Le Congrès va être centré sur le rappel des grandes valeurs victoriennes, au premier rang desquelles la famille. L'épargne sera également évoquée bien qu'elle subisse plus encore que la morale traditionnelle une sorte de mort lente dans l'Angleterre thatchérienne.

Le pays réel n'obéit pas en effet aux préceptes de la dame de fer. Les Britanniques votent pour elle depuis trois élections générales mais ils mettent de moins en moins d'argent de côté, font de moins en moins d'enfants et divorcent de plus en plus. Ils vont aussi chaque dimanche un peu moins à l'office religieux, surtout s'il est anglican.

DOMINIQUE DHOMBRES

## DIPLOMATIE

Sommet franco-italien à Paris

### L'union politique sera plus facile à réaliser que l'union économique et monétaire

estime M. Mitterrand

« J'ai l'impression que la marche vers l'union politique rencontre moins de difficultés que la marche vers l'union économique et monétaire », a affirmé le président Mitterrand au cours d'une conférence de presse, tenue lundi 8 octobre à Paris, aux côtés du président du Conseil italien, M. Giulio Andreotti, à l'issue d'un sommet franco-italien.

Interrogé sur les hésitations de l'Allemagne vis-à-vis de l'UEM, le chef de l'Etat s'est néanmoins montré optimiste. « Moi, je ne m'intéresse qu'à la décision politique, et la décision politique, par la voix de son principal responsable [M. Helmut Kohl], c'est oui », a-t-il affirmé.

M. Mitterrand a par ailleurs fait part d'une proposition italienne : la

réunion des ministres de la défense des Douze, ce qui donnerait plus d'efficacité aux questions traitées dans le cadre de l'UEO. Il a également été question d'une autre proposition italienne, celle de M. Andreotti visant à accorder à la CEE et au Japon les sièges de membres permanents dont la Grande-Bretagne et la France disposent au Conseil de sécurité de l'ONU. « Je pense que c'était une proposition bonne pour l'exportation, pas pour la Communauté », a affirmé le président français, avant que M. Andreotti ne parle de « perspective lointaine », de « problème pas actuel », de « thème à l'étude ».

Chargé, en tant que président en exercice de la Communauté, d'arbitrer la délicate question des sièges

des institutions européennes, M. Andreotti a clairement apporté son soutien à Paris en se déclarant « tout à fait d'accord » avec le président français pour que le Parlement demeure à Strasbourg « pour des raisons historiques, politiques et morales ».

Enfin, évoquant le souhait de l'Italie de s'associer au groupe de Schengen (1), M. Mitterrand a affirmé que « son adhésion [était] en bonne voie ».

M.-P. S.

(1) Ce groupe, constitué par le Benelux, la France et la RFA, a signé en juin dernier, un accord permettant, à terme, de supprimer les frontières communes entre ces pays.

## PARIS - LONDRES



Francis Mottin, critique gastronomique, sait que pour apprécier un vrai petit déjeuner anglais il faut bien 50 minutes.

### BREAKFAST COMPLET EN BUSINESS CLASS.

Francis Mottin est bien placé pour savoir que sur chaque vol du matin Paris/Londres, en Business Class, il a 50 minutes pour apprécier un vrai breakfast anglais with tea, coffee, orange juice, bacon and eggs, toast and marmalade. Il sait même que tout en dégustant son petit déjeuner, il peut dévorer les nouvelles fraîches du matin. Mais il sait aussi beaucoup d'autres choses, qui lui font dire que la Business Class d'Air Europe est au-dessus de toutes critiques. Air Europe vous propose 7 vols par jour aujourd'hui, 8 vols à partir du 1<sup>er</sup> novembre dont

les premiers à 7 h 50 et 8 h 45, salons d'attente privés à Roissy et Gatwick, enregistrement jusqu'à 10 minutes avant le départ. A bord, cabine Business Class séparée, fauteuils espacés, cuisine raffinée, bar gratuit. 2160 F seulement l'aller/retour. A l'arrivée, liaison directe par train express Gatwick Airport-Victoria Station tous les quarts d'heure, en 30 minutes.

Consultez votre agence de voyages ou Air Europe (1) 49 27 91 00.



La Business Class de ceux qui savent.  
**air europe**

POLOGNE

### Arrestation des instigateurs du meurtre du Père Popieluszko

Un ancien vice-ministre communiste de l'intérieur, le général Wladyslaw Ciazon, et un général de la milice, Zenon Platek, ont été arrêtés lundi 8 octobre sous l'accusation d'avoir été les « instigateurs » de l'enlèvement et de l'assassinat du Père Jerzy Popieluszko, le 19 octobre 1984, a annoncé à la télévision le procureur général de Pologne, Aleksander Herzog. Ils sont également accusés d'avoir personnellement dirigé toute l'opération.

Le parquet général avait ouvert en juillet dernier l'enquête sur le meurtre de l'aumônier de Solidarité, contestant la version jusqu'alors officielle de la seule culpabilité de quatre officiers subalternes de police. Le général Platek dirigeait à

l'époque le département du ministère de l'intérieur chargé de la surveillance de l'Eglise et du clergé. Il avait été relevé de ses fonctions après la mort du prêtre. L'ancien colonel de la police politique polonaise, Adam Pietruszka, condamné à vingt-cinq ans de prison pour avoir « commandité » l'assassinat du prêtre, avait déclaré récemment qu'il avait joué le rôle de bouc émissaire dans cette affaire. D'autre part, dans le cadre de la même enquête, le général Mirosław Milewski, soixante-deux ans, ancien ministre de l'intérieur et responsable de la police au bureau politique lors de l'affaire Popieluszko, a été arrêté samedi pour « corruption ». - (AFP)

1500



Réuni à Nice pour son université annuelle

## Le Club de l'Horloge veut effacer Vichy

Le Club de l'Horloge, qui se définit comme un « laboratoire de pensées parmi les plus actifs et les plus productifs de la droite française », a tenu, du 5 au 7 octobre à Nice, devant cent cinquante personnes, sa sixième université annuelle, qui avait pour thème : « La seconde guerre mondiale est-elle terminée ? »

NICE

de notre envoyé spécial

« La seconde guerre mondiale est-elle terminée ? » : pour le Club de l'Horloge, qui a réuni ses adhérents à Nice, la réponse est affirmative. Ce n'est pas tant, évidemment, l'aspect juridique de l'affaire qui intéresse les théoriciens de ce club que son prolongement de politique intérieure. Pour la conscience collective française, en effet, ce moment tragique du siècle porte un nom : le régime de Vichy. Depuis près de cinquante ans, il est admis que le gouvernement de la collaboration avec les nazis n'a pas écrit une page glorieuse de l'histoire de France. En tout état de cause, elle avait valu à ses auteurs et à leurs affidés, l'extrême droite pour l'essentiel et une partie de la droite, l'indignité nationale à la Libération. Cette page, manifestement, le Club de l'Horloge veut la tourner, sinon la récrire.

Créé par de jeunes hauts fonctionnaires en 1974, l'année de la victoire présidentielle de M. Valéry Giscard d'Estaing, ce club se voulait un laboratoire d'idées pour le RPR, le PR et l'UDF. Là ! la droite parlementaire s'est à leurs yeux dissoute et les cadres-penseurs ont quitté ces partis : M. Henry de Lesquen, le président, a laissé le RPR, M. Michel Leroy, le secrétaire général, le PR ; leurs prédécesseurs aux commandes, MM. Bruno Mégret, Yvan Blot et Jean-Yves La Gallou ont rejoint le Front national. Les dirigeants actuels se défendent de « rouler » pour le parti d'extrême droite — le délégué général, M. Jean-Antoine Giansily, est secrétaire général du CNL — mais leur corps de doctrine ne serait pas désavoué par M. Jean-Marie Le Pen.

Il est ainsi explicitement de l'immigration, de l'identité française, du cosmopolitisme ; il en va de même — implicitement — de l'attitude de la France face à l'islam. A n'en pas douter, le président du Front national applaudirait ce jugement de M. de Lesquen sur les médias : « Par leur intermédiaire, la référence à la guerre parasite tout le discours politique. » Il s'agit donc de faire sauter un verrou.

### « Une politique de double jeu »

« Il est temps de dissiper le brouillard idéologique qui occulte encore l'histoire de la seconde guerre mondiale, qui comptait, par exemple, l'URSS parmi les démocraties victorieuses, ou rangelait la droite française dans le camp de Vichy et de la collaboration, est-il indiqué dans la présentation de cette « université » de Nice. Il est temps de rendre à la

## La polémique entre M. Joxe et M. Puech

Les vice-présidents de l'Assemblée des présidents de conseils généraux ont protesté, lundi 8 octobre, contre les propos tenus par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, à l'encontre de M. Jean Puech, président (UDF) de l'Association des présidents de conseils généraux. Devant le conseil national de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR), jeudi 4 octobre, M. Joxe avait, en effet, vivement pris à partie M. Puech, en lui reprochant de se comporter « de façon partisane, sectaire et injurieuse » (Le Monde du 6 octobre).

Les vice-présidents se sont déclarés « profondément choqués » par « le caractère diffamatoire » des propos du ministre de l'intérieur en rappelant que « le respect de l'indépendance des collectivités locales est à la fois la base de la démocratie et l'un des fondements de la décentralisation » et en réaffirmant leur « total soutien » à M. Puech.

Leur communiqué de protestation était signé de douze présidents de conseil général, dont M. François Giacobbi (MRG, Hauts-de-Seine), Charles Pasqua (RPR, Hauts-de-Seine) et Paul-Louis Tenaillon (UDF, Yvelines).

mémoire son authenticité. Le moment est venu de dépasser les fractures de notre histoire pour refaire l'unité de la nation française. Pour M. Leroy, « la défaite de 1940 et l'Occupation constituent encore un blocage névrotique » qu'il faut donc dépasser.

Dans ce but, M. Albert Chambon, ancien ambassadeur, a expliqué que Vichy n'avait pas conduit « une politique de collaboration mais une politique de double jeu ». M. François-Guy Dreyfus, auteur d'une récente Histoire de Vichy et historien gaulliste qui revendique sa judéité, a développé le même argument en y adjoignant « la formule de l'épée et du bouclier » attribuée au général de Gaulle (1). Cette thématique fut celle de M. Jacques Lorm pour la défense de Philippe Pétain.

### « Les fantômes de la guerre »

Si le PCF a reçu la visite de bois vert de rigueur dans une assemblée anticomuniste — son appel à la résistance du 10 juillet 1940 a été pourfendu par M. Alain Griolette, député UDF-PR du Val-de-Marne — le gouvernement de Vichy a été protégé car il « ne mérite pas la condamnation sans nuances qu'on a l'habitude de lui infliger », selon M. de Lesquen. Lui-même et M. Dreyfus ont assuré que Vichy n'était « pas une rupture » dans l'histoire de France.

Chacun à sa manière a expliqué que « les idées et les projets ont été souvent les mêmes à Vichy et dans la Résistance » car ils puisaient aux

mêmes sources : « le planisme et le néosocialisme des intellectuels des années 30 ». A l'occasion du cinquantenaire anniversaire du « statut des juifs », ces orateurs n'ont pas indiqué à quelle source puisait cette infamie.

En revanche, M. Leroy a affirmé que « la mémoire de la guerre peut et doit être celle de tous les Français, réconciliés dans le souvenir des heures glorieuses et des souffrances partagées. (...) Il est temps aujourd'hui de dissiper les fantômes de la guerre. Il est temps d'ouvrir les yeux sur l'avenir ». A sa façon, la veille de cette « université », le chancelier allemand Helmut Kohl avait ouvert les siens, en déclarant : « Nous devons aux victimes de garder vivant le souvenir de ce chapitre, le plus sombre de notre histoire. Nous le devons avant tout aux victimes de l'Holocauste, génocide sans précédent des juifs européens. »

OLIVIER BAFFAUD

(1) Dans un communiqué du 12 avril 1990, le général de Gaulle avait indiqué ne pouvoir « admettre » cette dualité entre lui-même et Vichy (« l'épée et le bouclier ») que lui attribuait le colonel Rémy dans un article publié la veille par l'hebdomadaire Carrefour. Tout en précisant « la clemence » pour ceux qui s'étaient « trompés de bonne foi », le général ajoutait : « Mais rien ne saurait, dans aucune mesure, justifier ce qui fut la politique du régime et des hommes de Vichy, c'est-à-dire, en pleine guerre mondiale, la capitulation de l'Etat devant une puissance ennemie et la collaboration de principe avec l'envahisseur. La nation a toujours refusé ce rôle. Il le faut pour l'honneur de la France. » Le colonel Rémy se retira du comité directeur du RPF.

La procédure judiciaire contre le secrétaire général de la police pendant l'Occupation

## La mémoire défaillante de René Bousquet

La chambre d'accusation de Paris a désigné, lundi 8 octobre, son président, M. Albert Moatty, pour instruire le dossier de René Bousquet, secrétaire général de la police sous le régime de Vichy. Le magistrat a aussitôt demandé au parquet général de confirmer la compétence de la chambre d'accusation dans cette affaire. Dans l'hypothèse d'une réponse positive, M. Moatty devrait notamment s'intéresser à la réunion du 2 juillet 1942 au cours de laquelle Bousquet et le responsable des SS en France décidèrent de l'arrestation des Juifs ressortissants étrangers sur l'ensemble du territoire français. Une réunion jamais évoquée devant la justice jusqu'ici.

L'oubli semble systématique. Et pourtant, René Bousquet parle d'abondance de la question juive à la fin des années 40. Alors que son procès est prévu pour le mois de juin 1949. Devant son juge d'instruction, l'accusé se défend et donne la preuve d'une mémoire d'une grande précision. Mais rien, jamais rien, n'affleure sur la conférence du 2 juillet 1942.

Inlassablement, il reprend la chronologie de ses faits et gestes à partir du 18 avril 1942, date de sa nomination comme secrétaire général de la police de Vichy. Ce jour-là, alors que son ami Pierre Laval revient au pouvoir grâce à la pression des autorités allemandes, il accepte en effet de le seconder aux commandes du ministère de l'intérieur, et singulièrement en matière de sécurité.

Devant le juge d'instruction, René Bousquet est donc « presque » complet. Longuement, il explique comment il refusait que le commissariat général aux affaires juives, rattaché à son ministère, soit placé sous sa responsabilité. Bousquet est saisi d'aisance, d'assurance et d'autocomplaisance en dépit de son emprisonnement de mai 1945 à 1947.

En juin 1949, toujours muet sur la réunion du 2 juillet 1942, élogiquement habillé, les mains soigneusement posées sur une table mise à sa disposition dans le prétoire de la Haute Cour de justice, il ne se départit pas de son flegme. Il ne se défend plus, il expose : « Je vais parler maintenant de la question juive dans son ensemble, annonce-t-il au jury, composé de parlementaires, qui le juge. Je vous remercie de m'avoir posé la ques-

tion. Je vais tout de suite faire une déclaration. Pour moi, sous l'Occupation, il n'y avait pas et il ne pouvait y avoir de problème israélite. Je ne suis pas et je n'étais pas antisémite, je le dis. »

Et plus loin, l'accusé ajoute : « Si cela me faisait plaisir, je pourrais remplir ce prétoire et amener ici par centaines et par centaines les Israélites, français ou étrangers, qui ont eu recours à mes offices dans le danger ; mais ce n'est pas cela qui m'intéresse. J'ai, sur ce plan, comme sur un certain nombre d'autres, des éléments d'appréciation à fournir à la Haute Cour, en restant sur le terrain des faits. »

Sur ce terrain-là, précisément, René Bousquet se rappelle fort bien que « le gouvernement allemand a notifié à M. Laval la décision de régler définitivement le problème juif en France » le 27 ou 28 juin 1942 (procès-verbal d'interrogatoire et de confrontation du 24 juin 1948). Devant ses juges, il se souvient, complet, d'un plan comme sur un certain nombre d'autres, des éléments d'appréciation à fournir à la Haute Cour, en restant sur le terrain des faits. Sur ce terrain-là, précisément, René Bousquet se rappelle fort bien que « le gouvernement allemand a notifié à M. Laval la décision de régler définitivement le problème juif en France » le 27 ou 28 juin 1942 (procès-verbal d'interrogatoire et de confrontation du 24 juin 1948). Devant ses juges, il se souvient, complet, d'un plan comme sur un certain nombre d'autres, des éléments d'appréciation à fournir à la Haute Cour, en restant sur le terrain des faits.

### « Le paratonnerre et la foudre »

Incontestable en 1949, cette chronologie ne l'est malheureusement plus aujourd'hui pour René Bousquet. Voilà l'un des faits nouveaux découverts par M. Serge Klarsfeld, qui a déposé plainte pour crimes contre l'humanité. Les archives ont en effet conservé la trace d'une longue note résumant une séance de travail, le 2 juillet, réunissant, outre Bousquet, les plus hauts responsables policiers allemands. Or la lecture de cette note ne permet guère de doute : le jeune secrétaire général de la police ne se contente pas d'exécuter des ordres, il participe à l'élaboration d'une politique.

Le rédacteur allemand de cette note écrit ainsi : « ... puisque, à la suite de l'intervention du maréchal, il n'est plus possible de poser la question d'arrêter des juifs de nationalité française, Bousquet se déclare prêt à faire arrêter sur l'ensemble du ter-

ritoire français et au cours d'une action unifiée le nombre de juifs ressortissants étrangers que nous voulons » (1).

Le lendemain, 3 juillet 1942, la question juive est évoquée lors du conseil des ministres à Vichy. Le haut fonctionnaire qui en rédige le compte rendu note quelques remarques des intervenants, entre autres le maréchal Pétain et le « président Laval ». Il a notamment saisi au passage : « Il faut distinguer entre juifs français et déchet expédiés par les Allemands eux-mêmes ; l'intention du gouvernement allemand serait de faire un Etat juif à l'est de l'Europe. Je ne serais pas déshonoré si l'expédition d'un jour vers cet Etat juif les indombrables juifs étrangers qui sont en France. »

Ainsi se préparent au plus haut niveau de l'Etat les déportations massives et partiellement les grandes rafles des 16 et 17 juillet 1942, dites du Vel'd'Hiv, auxquelles vont procéder les forces de police françaises dans le grand Paris de l'époque. Mais dans chaque département, l'administration de Vichy s'efforcera aussi de coordonner ses efforts.

A Bordeaux, dès le 3 juillet, Maurice Papon, alors secrétaire général de la préfecture, prévoit, dans une note adressée au préfet régional, « la mise en action d'importantes forces de police, afin d'assurer les arrestations à Bordeaux et dans la département » ; 2) de surveiller les gares et les grandes voies de communication, un exode pouvant se produire dès que les juifs auront connaissance des premières arrestations. »

Il n'empêche. Les artisans de cette politique de discrimination raciale ne voudront jamais reconnaître leur participation à ce fatal engrainement. De même nieront-ils que des juifs de nationalité française en ont été les victimes, expliquant avec insistance qu'ils limitèrent les « dégâts ». « Il paraît que j'ai servi la politique de persécution raciale, relevait déjà René Bousquet lors de son procès avec une pointe d'irritation. Eh bien, messieurs, si j'ai soutenu cette politique, je l'ai soutenue comme la corde soutient le pendu et, véritablement, je crois que si on peut parler, dans ce domaine, de ma collaboration, il faudrait plutôt penser à la collaboration du paratonnerre et de la foudre. » Une collaboration néanmoins fort active, comme le démontre la réunion du 2 juillet 1942.

LAURENT GRELSAMER

(1) Cette citation, ainsi que les deux suivantes, est extraite de l'ouvrage Vichy-Auschwitz, de Serge Klarsfeld, paru aux éditions Fayard en 1983.

A Strasbourg

## Les élus européens refusent de lever l'immunité parlementaire de M. Le Pen

Le Parlement européen, lundi 8 octobre, a refusé par soixante et onze voix contre vingt-sept de lever l'immunité parlementaire de M. Jean-Marie Le Pen. La demande lui en avait été faite par le ministère de la justice français, qui souhaitait poursuivre devant les tribunaux le président du Front national pour avoir déclaré, dans une interview publiée par le quotidien d'extrême droite Présent, le 18 août 1989, que la désertification poussait les Arabes à devenir « prédateurs » (Le Monde du 9 octobre).

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Un nouvel échec vient s'ajouter à la longue liste des déboires subis par M. Pierre Arpaillange au ministère de la justice. C'est la stratégie personnelle de l'ancien garde des sceaux, consistant à vouloir saisir les tribunaux du moindre « dérapage » de M. Jean-Marie Le Pen, qui a été déjouée par l'Assemblée européenne. Par deux fois, celle-ci avait bien accepté de lever l'immunité du président du Front national, mais c'était parce que, dans le cas du jeu de mots « Durafour crématore » comme dans celui de la mise en cause des « internationaux » juifs et maçonniques, il lui avait semblé que le porte-drapeau de l'extrême droite avait outrepassé les limites de la liberté d'expression d'un élu.

La troisième tentative de l'ancien

garde des sceaux s'appuyait sur des propos d'une autre nature et, surtout, la grande majorité des parlementaires européens commencent à trouver suspecte cette multiplication de demandes de levée d'immunité, puisqu'il y en a encore deux autres en cours d'examen. Ce sentiment a été parfaitement exprimé par M. Nicole Fontaine (groupe démocrate-chrétien, France) lorsqu'elle a expliqué que si « la perversité d'insinuation » des propos mis en cause ne lui échappait pas, ceux-ci correspondaient à une « opinion politique ». Elle a ajouté : « C'est l'ensemble de l'idéologie du Front national qui est à la frange de l'incitation à la haine raciale et à l'antisémitisme. Alors, que le gouvernement français prenne ses responsabilités, plutôt que d'entraîner notre assemblée dans un processus de levée à répétition qui finirait par la discréditer et qui n'aurait pour effet que de donner à M. Le Pen une tribune facile de notoriété ! »

### Silence des socialistes

D'autres ont dit la même chose de manière plus brutale, comme M. Paul Lannoye (Verts, Belgique), qui a accusé le gouvernement français de vouloir « se donner bonne conscience à bon marché » et d'avoir « une stratégie ridicule ». Même les adversaires irréductibles de M. Le Pen n'ont, pour la plupart, pas trouvé dans les propos incriminés par M. Arpaillange de quoi mettre à mal le principe de l'immunité parlementaire.

Ainsi, le nouveau rapporteur de la commission compétente, M. José-Maria Gil-Robles (démocrate-chrétien,

Espagne) a expliqué que celle-ci doit protéger « le droit à la libre expression » des députés, sauf en cas « d'incitation à la haine raciale ou à la violence » ; or, selon lui, les déclarations contestées par la demande française ne correspondent pas à cette définition, même si elles sont dans la « zone de limite ». M. James Glyn Ford, le responsable des travaillistes anglais, qui est toujours en pointe dans le combat contre l'extrême droite, a partagé cette analyse.

Le ministre français de la justice n'a trouvé des avocats que chez les Verts. Mais si les écologistes ont été de très loin, les plus nombreux à participer à ce débat, c'était pour étaler leurs divisions, montrant ainsi que la controverse, en France, parmi les amis de M. Antoine Waechter, sur l'attitude à avoir face au Front national, n'est que le reflet de divergences européennes. En revanche, aucun des socialistes français ne s'est levé pour soutenir la demande de Paris. Ils mesuraient, eux aussi, qu'elle ne s'appuyait pas sur un dossier solide. N'ayant même pas cherché à entraîner le vote du reste de leur groupe, les élus du PS n'ont voté la levée de l'immunité que pour ne pas sembler désavouer leur gouvernement. Ils n'ont été suivis que par quelques Verts et par quelques communistes.

De nombreux députés européens ont préféré ne pas participer au scrutin. Ainsi, sur 518 membres du Parlement, ils ne furent que 99 à voter : 71 contre la levée de l'immunité et 27 pour, avec une abstention. L'erreur de M. Arpaillange a offert à M. Le Pen une victoire facile.

THIERRY BRÉHIER

## Les travaux

### Les députés sont attentifs à de nouveaux transferts de souveraineté

Mercredi 10 octobre, les députés français débattent de l'Europe pour la troisième fois en moins d'un an. On n'était pas habitué à ce rythme. L'Europe a plus de trente ans, mais le Palais-Bourbon la découvre tout juste.

Le Parlement avait, certes, en 1986, ratifié l'Acte unique. A l'époque, cependant, les députés avaient fait ce qu'on leur disait de faire : ils avaient approuvé, en prenant soin de ne pas se pencher sur les questions de fond.

Il est vrai qu'il ne s'agissait pas encore de transférer au niveau des Douze ce qui fait l'essence de la souveraineté d'une nation : sa monnaie, sa politique étrangère, sa défense. Aujourd'hui, c'est de cela qu'il est question. Mi-décembre, débuteront à Rome les deux conférences intergouvernementales au cours desquelles les Douze doivent se mettre d'accord sur la façon de faire l'union économique et monétaire, d'une part, l'union politique, d'autre part.

L'échéancier est ambitieux : le traité consacrant ces unions est censé entrer en vigueur au moment de l'achèvement du marché unique, le 1<sup>er</sup> janvier 1993. Quant au contenu du traité, il est au cœur de tous les débats. Petit pas ? Grand bond en avant ? Acte unique « bis » ? Ce sont plus que des nuances qui séparent les vues de chacun des Douze, et la mécanique grappe sur un grain de sable : la nouvelle donne allemande et son cortège d'interrogations.

### Grand-messe romaine

Quoi qu'il en soit, c'est bien de transferts de souveraineté que l'on discutera à compter de la mi-décembre. De quoi, sur certains bancs de l'hémicycle, transformer les roulements qui vont d'habitude, de pair avec le mot « Europe », en cris d'épouvante ! D'autant que, depuis qu'ils ont ratifié l'Acte unique — et plus d'un s'en mord les doigts — les députés ont découvert ce que « transférer » veut dire : le champ de la législation adoptée au niveau des Douze s'est étendu, ce qui s'impose sans que les parlementaires aient leur mot à dire. « Les parlementaires nationaux arrivent avec une sensibilité un peu à vif », comme dit M. Gérard Fuchs, membre du secrétariat national du Parti socialiste, chargé des affaires européennes, et parlementaire européen.

C'est dans la perspective de la conférence des Parlements de la Communauté européenne, qui doit réunir du 27 au 30 novembre à Rome quatre-vingt-cinq parlemen-

taires européens et cent soixante-trois parlementaires nationaux — issus des vingt chambres que compte la Communauté — que M. Laurent Fabius a provoqué le débat de ce mercredi. Objectif : faire en sorte que la délégation de l'Assemblée nationale chargée des affaires européennes n'arrive pas à la grand-messe romaine sans la moindre ombre pour conjurer le « déficit démocratique » de la Communauté européenne.

Nul ne doute de la tonalité pro-européenne du message dont la délégation de l'Assemblée nationale sera porteuse. Il existe une large majorité, au sein de l'hémicycle, en faveur de l'union européenne. Au Parti socialiste, où un groupe de travail prépare un « papier » sur les deux conférences intergouvernementales, des divergences subsistent, mais seul le courant Socialisme et République, de M. Jean-Pierre Chevènement, demeure irréductible. A droite, les témoins reconnaissent eux-mêmes que c'est l'Europe qui fait le poids d'ombre à la belle unité de l'Union pour la France : le RPR a toujours des hauts-le-cœur à la perspective d'éventuels transferts de souveraineté, tandis que l'UDF y est favorable.

Reste, effectivement, qu'il est temps d'ouvrir un débat, pour l'instant confiné aux états-majors. Les institutions françaises ont toujours maltraité les affaires européennes : le « château » donne les impulsions, les ministères aplatisent les difficultés techniques... Entre les deux, l'indifférence est de rigueur. A moins qu'une nouvelle ère ne commence ?

MARIE-PIERRE SUBTIL

Deux nouveaux députés rectifient leur vote sur le projet Solosue. — Deux députés, MM. Maurice Sergherbert (non inscrit, Nord) et André Thien Ah Koon (non inscrit, La Réunion), ont écrit lundi 8 octobre à l'Assemblée nationale pour modifier leur vote sur le projet de loi sur l'intermédiation, rejeté jeudi 4 octobre par l'Assemblée nationale. MM. Sergherbert et Thien Ah Koon ont précisé qu'ils avaient voulu voter « pour » le projet du ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson, et non pas « contre », comme l'indiquait le résultat du scrutin. Trois députés avaient déjà rectifié leur vote (Le Monde daté 7 et 8 octobre). Le texte Soisson devra revenir en nouvelle lecture à l'Assemblée, après son examen par une commission mixte du Sénat et de l'Assemblée : le ministre du travail semble en mesure d'avoir pour la prochaine discussion la majorité qui lui avait fait défaut.



## POLITIQUE

Crise au sein du conseil municipal d'une commune de Seine-Saint-Denis

# Clichy-sous-Bois paralysée depuis six mois

Les élus de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), réunis samedi 6 octobre, ont demandé au gouvernement de dissoudre le conseil municipal. Paralyisée depuis six mois, après l'éclatement, au lendemain des élections, de la liste majoritaire d'union de la gauche, la ville n'est plus aujourd'hui en mesure d'assurer ses dépenses de fonctionnement. Les employés communaux sont en grève depuis le 3 octobre et la préfecture a fait appel à la police pour maintenir un semblant d'ordre autour de la mairie.

Si le sort de la plus pauvre commune du plus pauvre département de la région parisienne n'était en jeu, la scène pourrait faire rire. Trente-cinq élus, assis autour de la table du conseil municipal, obligés de crier pour couvrir les appels à la démission lancés par la foule massée à l'extérieur. Un maire communiste reprochant à un ancien maire communiste, dont il fut l'adjoint, sa « gestion désastreuse pendant des années ».

Un ex-premier adjoint, la voix cassée, se levant de son siège pour tenter de faire signer au nouveau premier adjoint — « devant les caméras de la télévision ! », précise-t-il en cherchant désespérément celles-ci du regard — une lettre de démission. Ou encore un inspecteur de police, pouffant dans son talkie-walkie, se demandant « s'ils vont finir par se taper dessus ».

Deux heures de ce que l'on n'ose plus appeler un débat du conseil municipal n'auront donc pas fait avancer d'un pouce la situation de Clichy-sous-Bois (1). Le maire, M. Christian Chapuis (PCF), a bien demandé le vote d'une subvention exceptionnelle afin de payer les fonctionnaires municipaux en novembre et décembre, mais celle-ci, comme

chacune de ses propositions, a été rejetée. L'opposition a bien tenté de convaincre l'équipe en place de démissionner sur-le-champ, mais le maire a répliqué que « si dissolution il [devait] y avoir, seul le conseil des ministres [pouvait] en décider » et qu'il n'était « pas question de céder à la terreur ».

Parmi les élus, certains n'hésitent

plus à parler de « situation quasi insurrectionnelle » dans la ville. Les fonctionnaires municipaux sont en grève à 80 %. Les écoles, comme du reste les rues de la commune, ne sont plus nettoyées. La cantine ne fonctionne plus. Les bagarres qui ont éclaté ces derniers jours se sont soldées par une fracture du nez pour le directeur du cabinet du maire, et

deux gardes à vue. Quant à la mairie, elle est devenue le quartier général de grévistes, dont les revendications se transforment peu à peu en menaces : « Si c'est un mari qu'ils veulent, ils vont l'avoir... ».

Comment a-t-on pu en arriver là ? Assez simplement, en réalité. Le 25 mars, le maire communiste sortant, M. André Déchamps, remporte le second tour des élections municipales partielles à la tête d'une liste d'union de la gauche. Six jours plus tard, il est écarté du fauteuil qu'il occupait depuis vingt-cinq ans par quinze des vingt-cinq élus de cette même liste. C'est que, entre les deux tours, « Dédé » s'est laissé aller à des propos peu amènes envers les immigrés (2). « J'ai toujours eu mon parler vrai, et tout le monde le sait », explique-t-il aujourd'hui, mais, en réalité, le parti m'a foué dehors parce que j'étais trop indépendant ».

même pas été présenté au conseil, a dû être arrêté par le préfet du département après avis de la chambre régionale des comptes. Et aujourd'hui, la préfecture reconnaît avoir « épuisé toutes les voies de droit ».

Do cette pagaille, le Front national et son chef local, M. Laurent Daffos, savent bien qu'ils ont tout à gagner. En mars dernier, la liste conduite par ce jeune vétérinaire de trente-six ans, avait déjà obtenu 30 % des suffrages au second tour, avec seulement cinq cent cinquante voix de retard sur M. Déchamps. On le montrait alors du doigt. Aujourd'hui, ceux que M. Daffos appelle les « frères ennemis communistes » s'accusent bien mutuellement de « rouler pour le FN », mais c'est presque devenu accessoire. Dans chaque camp, on se persuade que lors des prochaines élections, « ce sera entre le FN et nous » en laissant M. Daffos frapper méthodiquement des deux côtes.

N. H.

### « Ils tapent, ils crachent... »

« Quand mon mari est mort, ils m'ont fait payer deux fois plus qu'au Père Lachaise pour une concession à perpétuité, ici, au cimetière : sous son chapeau mou, la main sur son sac, la vieille dame n'est pas seule à manifester sa colère. Devant la mairie de Clichy-sous-Bois, lundi soir 8 octobre, près de quatre cents personnes pètent sous les banderoles. Mères de famille, membres de SOS Racisme et d'associations d'étrangers, employés municipaux, tous antidéchampsistes, il sont venus, à l'appel du PCF et du PS, soutenir M. Chapuis, le nouveau maire contre l'ancien qui s'obstine, disent-ils, à faire la loi dans la commune ».

« Quand on n'est pas d'accord, ils tapent, ils crachent », raconte une employée de mairie, une des victimes, la semaine dernière, de

la guerre que se livrent ici Pepone contre Pepone. Elle ajoute qu'elle a été matraquée, vendredi dernier, alors qu'elle voulait assister à la réunion du conseil municipal.

M. Chapuis renchérit : « Deux personnes de mon cabinet ont été agressées, des agents communaux ont été blessés. On ne compte plus les plaintes pour violences et insultes des habitants ». Une plainte a effectivement été déposée contre M. Gérard Déchamps, fils de l'ancien maire qui avait menacé plusieurs personnes avec un fusil à pompe. M. Chapuis affirme que son prédécesseur employait à la mairie « trente-sept membres de sa famille ».

Du perron de l'hôtel de ville, il lance un nouvel appel à la résistance : « Nous ne devons pas vivre dans la crainte. Clichy-sous-Bois prise en otage, ça sur-

fit ! ». La grève suivie par la majorité des agents municipaux, acquis pour la plupart à M. Déchamps, constitue l'autre motif de mécontentement des manifestants.

« On demande à nos gosses de ramasser les papiers et on leur donne des omelettes froides », explique un père dont le rejeton est depuis quelques jours privé de cantine. « Qui est-ce qui va payer nos nourrices, lance une mère, si la crèche est fermée ? ».

M. Chapuis tente une nouvelle explication : « Les agents municipaux en grève soutiennent ceux qui refusent précisément de voter le budget de fonctionnement de la mairie. On a de l'argent dans les coffres mais on n'a pas la clé pour les ouvrir. En attendant, conclut-il, Daffos, le candidat du Front national, se frotte les moustaches ».

B. J.

## du Parlement

### Le « toilettage » du code des communes

Les députés ont adopté, lundi 8 octobre, en première lecture, le projet de loi relatif à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes. Ce texte, défendu par le ministre délégué chargé de la décentralisation et de la sécurité civile, M. Philippe Marchand, a été adopté par 278 voix (PS) contre 267 (RPR-UDF-UDC). Le groupe communiste s'est abstenu.

Comme l'a expliqué le rapporteur de la commission des lois, M. Jacques Floch (PS, Loire-Atlantique), ce texte se contente de faire un toilettage, sans toucher aux trois grands principes qui sous-tendent l'actuel statut de la fonction publique territoriale : unité, parité avec la fonction publique de l'Etat, spécificité.

Le titre premier du projet est relatif à la fonction publique territoriale, qu'il tend à rapprocher de la fonction publique de l'Etat, notamment pour ce qui est des bibliothécaires et des personnels de musées classés. Le second titre concerne les règles d'exercice des compétences locales et les ressources fiscales de certaines communes. Il modifie le régime des incompatibilités applicables aux agents des administrations financières voulant devenir maire ou adjoint.

Actuellement, il est interdit à tous les agents des administrations finan-

cières (percepteur, trésorier-payeur général) ou, encore, à un agent des forêts, d'être maire ou adjoint au maire d'une commune du département où ils sont affectés. Il s'agit d'éviter que dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, ils ne puissent être amenés à connaître de la fiscalité de la commune dont ils assureraient, par ailleurs, la gestion en qualité d'élus. Le gouvernement souhaite apporter un « assouplissement » à cette règle.

Pour les comptables supérieurs du Trésor (trésoriers-payeurs généraux et receveurs des finances), les chefs de services départementaux des administrations financières, les agents des forêts et les gardes des établissements publics et des particuliers, l'exercice d'un mandat local restera interdit dans toutes les communes du département où ils sont affectés. En revanche, l'incompatibilité ne sera plus opposable aux autres agents des administrations financières que dans les communes où ils ont à connaître de la comptabilité communale, de l'assiette, du recouvrement ou du contrôle de tous impôts et taxes.

Le projet de loi accorde au maire, d'autre part, davantage de liberté en matière de délégation de signature. Jusqu'à présent, cette faculté de délégation de signature aux principaux collaborateurs était réservée aux maires de Paris, Lyon et Marseille, ainsi qu'aux présidents de conseil général et de conseil régional. Désormais cette possibilité sera offerte aux maires des communes d'au moins cinq mille habitants : ils pourront donner délégation au secrétaire général et au secrétaire général adjoint de mairie et, dans les communes de plus de vingt mille habitants, au directeur général des services techniques et au directeur des services techniques des communes.

PIERRE SERVANT

### M. Yves Cochet (Verts) accepte la proposition de M. Lalonde

M. Yves Cochet, député Vert européen, a donné, lundi 8 octobre, son accord de principe à la proposition de M. Brice Lalonde, ministre délégué à l'environnement, de présider la future super-agence de l'environnement et de l'énergie. « Je suis satisfait qu'il ait eu le courage d'accepter. Cela montre que les écologistes sont prêts à travailler sur des choses concrètes », a déclaré M. Lalonde. L'acquiescement définitif de M. Cochet sera cependant, selon ce dernier, subordonné à un certain nombre de conditions quant à sa marge de manœuvre et d'autonomie, afin d'éviter, a-t-il précisé, « d'être un PDG croupion ».

La position de M. Cochet diffère sensiblement de celle qu'avait fait approuver M. Waechter, ce week-end, par une majorité des instances dirigeantes du mouvement écologiste.

M. Estrosi (RPR) quitte le conseil municipal de Nice. — M. Christian Estrosi, député RPR des Alpes-Maritimes, a annoncé mardi 9 octobre, sa démission du conseil municipal de Nice. M. Estrosi, proche de M. Charles Pasqua, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que cette démission « n'était que la conséquence d'une situation où la majorité municipale se retrouve l'otage du PS et des administrations qui le servent ». Il a exprimé le souhait que « bien d'autres conseillers municipaux suivent » et appelé les « Nipois à adhérer au « Rassemblement pour Nice », un mouvement dont les statuts devaient être déposés dans l'après-midi à la préfecture et qui est destiné à défendre « les valeurs de la droite républicaine et libérale » dans le département. — (AFP.)

# L'AUTRE JOURNAL

OCTOBRE 1990

N°5 - 30 F

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

- Plus je travaille sur le sida, plus je m'insurge contre certaines distinctions. La distinction homosexuel-hétérosexuel, par exemple, je ne suis plus sûr sur aujourd'hui de savoir ce qu'elle signifie.  
*Jonathan Mann, directeur adjoint du programme sida à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 11/88*
- Je n'étais prêt à me battre que pour deux choses : ma vie et mon appareil photo.  
*Prigoni Mikael, photographe à Souto, 1/89*
- Je suis un animal. Pourquoi ne suis-je pas un loup ?  
*Arnaud Mounier, écrivain de romans dans les Cévennes ou en exil à la poubelle, 1/127*
- Ecraser les puces avec des gants de boxe, c'est un titre pour Taph, pas pour moi.  
*Une Ruche, chronique de la vie de la commune de Taph, 1/127*
- L'un des conseillers municipaux de Nice est allé jusqu'à se mettre à genoux devant moi. Puis sont venues les intimidations : ma voiture, a été accidentée.  
*Jean-Marie Caraglio, propriétaire du Standant, journal satirique de la commune de Taph, 1/127*
- Comme un rapide, n'oubliez pas des chauds et des froids.  
*Constat, chronique de la commune de Taph, 1/127*
- Jetez les morts et nettoyez vos saloperies.  
*Un Ruche, chronique de la vie de la commune de Taph, 1/127*
- Bertrand van Effenterre, tu n'habites plus Rueil-Malmaison. Je ne peux donc tenir ma promesse.  
*Marc Ruche, correspondant du courrier des amis, Rueil-Malmaison, 1/127*

Le 31 mars, donc, M. Christian Chapuis, ancien adjoint chargé de l'éducation, est élu maire de Clichy, avec seulement seize des trente-cinq voix du conseil municipal. Une élection invalidée le 23 mai par le tribunal administratif pour « violation du secret du vote », mais dont la décision ne sera définitive qu'après confirmation du Conseil d'Etat, qui a jusqu'à décembre pour se prononcer.

Toujours est-il que, depuis ce fameux 31 mars, le nouveau maire n'a pu faire adopter le moindre texte, se heurtant à l'opposition de la droite, du Front national et des « déchampsistes ». Le budget, qui n'a

150



سكس الامم

accusent leurs ambassadeurs de Koweït trafic civil

15 « Diagonales », de Bertrand Poirot-Delpech : « OSP ».  
16 Le synode de Rome sur la formation des prêtres.

17 à 19. Sciences-Médecine : Vénus par monts et par vaux.  
20 Théâtre : l'expérience de l'échec.

21 Patrimoine : les musées meurent aussi.  
22 Le Championnat du monde d'échecs : première partie nulle.

Nouveaux incidents dans la banlieue lyonnaise

Les vice-présidents du Conseil national des villes se rendent à Vaulx-en-Verin à la demande du premier ministre

Après les scènes d'émeute et de pillage du week-end, les échauffourées entre forces de police et groupes de jeunes ont repris, lundi 8 octobre, vers 19 h 30 à Vaulx-en-Verin (Rhône). Des incidents ont également eu lieu dans les communes voisines de Meyzieux, ville dont le maire est M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, et de Décines-Charpieu. Jusqu'à ce que le calme revienne autour de 2 heures, mardi matin, policiers urbains, CRS et gendarmes ont dû faire face à des manifestants très

mobiles qui les bombardaient de pierres et incendiaient des véhicules, dont un autobus à Meyzieux, ainsi qu'une usine.

Surpris par l'organisation des manifestants et n'hésitant pas à parler de « guérilla urbaine », les responsables du maintien de l'ordre ne cachent pas leur inquiétude pour les jours à venir, craignant des troubles notamment lors des obsèques, mercredi ou jeudi, de Thomas Claudio, dont le décès, samedi 6 octobre, a déclenché les émeutes de la banlieue lyonnaise. Le corps de ce

jeune de vingt et un ans devait être autopsié, mardi 9 octobre, dans le cadre de l'information judiciaire ouverte par le parquet de Lyon pour « homicide involontaire ». Le conducteur de la motocyclette sur laquelle il avait pris place comme passager a été remis en liberté après avoir été placé en garde à vue pour « nécessité d'enquête ».

Trois jeunes manifestants devaient être défilés au parquet mardi matin : un mineur pour « dégradations », deux majeurs, interpellés dans la nuit de

lundi à mardi, pour « dégradations », « incendie volontaire », et pour l'un d'eux, « rébellion contre agent de la force publique ». Interpellé lundi 8 octobre en possession d'une roquette d'exercice, un quatrième manifestant a été inculpé et laissé en liberté dans le cadre d'une information judiciaire ouverte pour « détention et transport de munitions d'armes de première catégorie (armes de guerre) ».

Selon le maire (PCF) de Vaulx-en-Verin, M. Maurice Charrier, « l'Etat s'est

engagé à dégager des moyens pour aider le quartier du Mas du Taureau », théâtre des principaux incidents. MM. Gilbert Bonnemaison, député et maire (PS) d'Épinay-sur-Seine, et André Diligent, sénateur et maire (CDS) de Roubaix, vice-présidents du Conseil national des villes, devaient se rendre, mardi 9 octobre, à Vaulx-en-Verin, dans le cadre de la mission confiée par le premier ministre, M. Michel Rocard, à ce conseil « de se saisir des situations graves, de les analyser rapidement et de proposer des solutions ».

L'enivrant parfum d'émeute

VAULX-EN-VERIN

de notre envoyé spécial

Dans la banlieue lyonnaise, la violence a une odeur. Elle empest le caoutchouc brûlé et la cendre humide. Mardi 9 octobre, pour la troisième fois en trois jours, la commune de Vaulx-en-Verin s'est réveillée imprégnée de ce parfum d'émeute. Aux premières heures de la matinée, alors qu'un vent frisquet soulevait encore le squelette noir du magasin Intermarché détruit lors des pillages de l'avant-veille, les carcasses d'une demi-douzaine de voitures s'élevaient de se consumer dans la cité du Mas-du-Taureau.

Véhicules incendiés, jets de pierres, charges de CRS... Vaulx-en-Verin a donc connu sa troisième journée d'affrontements entre les jeunes des cités et les forces de l'ordre. De 17 heures 30 à deux heures du matin, les accrochages se sont multipliés en divers endroits de ce quartier de grands ensembles qui abrite quinze mille habitants (l'ensemble de la commune en compte quarante-cinq mille). Par petits groupes de quelques dizaines d'individus, les jeunes ont barcelé CRS et gendarmes mobiles qui ont dû répliquer à l'aide de grenades lacrymogènes. A Meyzieux, une commune voisine, un autobus a été incendié et les pompiers, bombardés de pierres, ont eu sous protection policière.

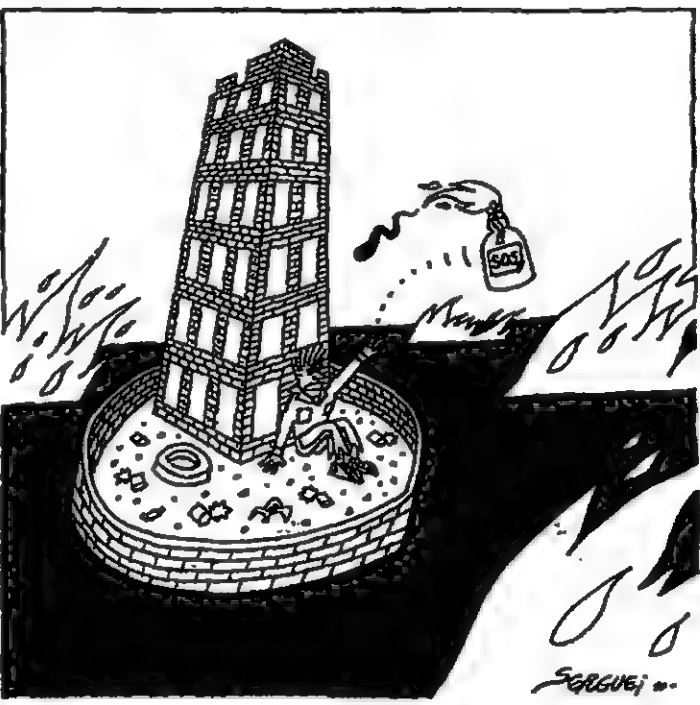
Les premiers incidents, samedi 6 octobre, avaient éclaté spontanément à la suite de la mort d'un jeune meurtre, Thomas Claudio. Mais ceux de dimanche et de lundi soir relèvent d'une vague de violence beaucoup plus profonde qui pourrait s'étendre à d'autres communes tant les affrontements avec les « émeutiers » (les policiers) font désormais figure de rituel pour des jeunes qui viennent des différents cités-dortoirs de la région.

L'affaire de Vaulx-en-Verin menace en fait d'engendrer à Lyon une sorte d'« Intifada des banlieues » dont le centre névralgique serait le Mas-du-Taureau.

L'endroit, peuplé en majorité d'immigrés, n'a pourtant rien d'une zone à très hauts risques. Les immeubles de béton fraîchement navales s'alignent autour d'un centre commercial. Les allées sont bordées de platanes et les jardins d'enfants bien entretenus. Il faut compter 2000 francs de loyer pour un appartement de quatre pièces. Au dire de la plupart des jeunes gens, il y ferait plutôt bon vivre, si ce n'était l'absence d'un lycée et surtout l'« oppression policière » dont ils se disent tous victimes : « On ne peut pas sortir dans la rue sans faire l'objet d'un contrôle d'identité et de multiples vexations », accuse ainsi Mourad, un lycéen âgé de dix-huit ans.

Une sensible régression de la délinquance

Avant les « événements », le maire, M. Maurice Charrier (PCF), assurait volontiers que sa ville pouvait faire office de « référence » en matière de réhabilitation des banlieues défavorisées. De cette politique, le Mas-du-Taureau était le fleuron. Le quartier, qui a fait l'objet d'une rénovation entre 1986 et 1988, était cité en exemple. L'installation d'une paroi d'escalade le long d'une tour proche du centre commercial avait récemment complété cette œuvre de restauration, même si la majorité des



jeunes du quartier assurent qu'ils ne pratiquent jamais ce sport de « bourgeois » faute de moyens.

Le Mas-du-Taureau semblait donc sur la bonne voie. A propos de cette cité très active lors des émeutes des Minquettines en 1981, les policiers notaient même une sensible régression de la délinquance, en particulier des vols avec violence (-40 % en 1988-89 par rapport aux deux années précédentes). « On ne pouvait prévoir une telle explosion », assure d'ailleurs M. Philippe Buche, le directeur d'un centre social très actif dans le quartier.

Jeu de guerre

Mais l'engrenage de la violence qui a suivi la mort de Thomas Claudio a révélé la fragilité du consensus ainsi ébauché. Lundi, en fin d'après-midi, M. Maurice Charrier a pu s'en rendre compte lorsqu'il s'est adressé aux jeunes du quartier sur les marches d'une esplanade qui jouxte sa mairie, il a retrouvé les manches de sa chemise et lancé un appel au calme : « On est dans la merde ! On y est tous ! Il faut donc en sortir ensemble je compte sur vous ! » A ses côtés, une demi-douzaine de jeunes, garçons et filles, tenaient le même discours apaisant, promettant la « victoire de la justice » à leurs camarades. En vain. Dans la foule, les insultes et les incitations à l'émeute fusillaient déjà. Contre le maire, les journalistes, les « vendeurs », ou les « émeutiers ». Contre l'autorité, quelle qu'elle soit.

Quand des meneurs ont commencé à provoquer les forces de l'ordre devant le commissariat de police voisin, M. Charrier, les éducateurs et les représentants des jeunes ont compris que la situation leur échappait. Lorsqu'un gamin d'une dizaine d'années encore basé de son exécrable s'est emparé de pierres, grosses comme des balles de tennis, ils ont su que le processus de la violence était désormais irréversible car trop profondément enraciné chez des jeunes en manque de sensations. « Les gosses qui ont assisté aux scènes de violence seront marqués pour longtemps », estime Jean, un « Français de souche » âgé de vingt et un ans, vendeur dans un magasin de sport.

C'est à ce moment précis, au terme d'une journée d'attente et de tension, que l'explosion de colère des deux

jours précédents a viré au rituel, comme si toute une frange de la jeunesse locale (une minorité malgré tout) avait pris goût à ce jeu de guerre que l'imposante présence journalistique rendait encore plus excitant. « Hier, à la télé on est passé derrière les barreaux devant Saddam Hussein », s'exclamaient un collégien euphorique.

De Thomas Claudio, la victime, il n'était plus question. Ou très peu. L'affaire avait servi de détonateur pour les uns de prétextes pour les autres. L'heure était à la violence pure, à la « castagne » érigée en exploit, à l'émeute vécue comme une aventure insoumise. Le Mas-du-Taureau offrait à ses enfants une occasion de s'amuser. Les groupuscules déambulaient d'immeubles en parkings, entraînant dans leur sillage des gosses admiratifs et des gamines émerveillées.

Ces gavraches des zones industrielles pouvaient s'improviser « guérilleros urbains », le visage dissimulé sous des cagoules ou des foulards. Héros d'un soir, un adolescent s'installait au volant d'une voiture volée pour un rodéo très applaudi. D'autres sillonnaient les contre-allées en scooter et jouaient les messages jusqu'à Villeurbanne ou Meyzieux. Les carcasses de voitures s'entassaient tandis que des renforts de police prenaient place sur l'avenue d'Orchies qui mène au centre commercial. Des émeutiers tentaient de détruire les réverbères trop lumineux à leur goût. Dans l'obscurité d'une nuit de colère, ils pourraient mieux savourer leur guérilla des pierres.

PHILIPPE BROUSSARD.

SPORTS

FOOTBALL : le maire de Bordeaux tente de sauver le club. Le conseil municipal de Bordeaux a adopté, lundi 8 octobre, un plan de sauvetage de plus de 20 millions de francs présenté par le maire, M. Jacques Chaban-Delmas, pour venir en aide au club des Girondins. L'opposition socialiste a refusé de participer au vote et M. François-Xavier Bordeaux, l'un de ses représentants, a annoncé qu'il allait déposer un recours auprès du tribunal administratif de la ville avec une demande de sursis à exécution.

Les responsables de la prévention déplorent l'absence de communication

M. Yves Dauge, le délégué interministériel à la ville, et M. Gilbert Bonnemaison, vice-président du Conseil national des villes, ont tenu lundi 8 octobre une conférence de presse à l'hôtel Matignon, qui leur a donné l'occasion de décrire le travail de prévention d'ores et déjà mis en place à Vaulx-en-Verin - 1 500 logements venant d'y être rénovés - et d'insister sur l'impérieuse urgence à développer cet effort, dans cette ville comme ailleurs.

Souhaitant que l'on tire des leçons de cette dramatique affaire, en n'y voyant pas l'échec de la politique de développement social des quartiers, mais au contraire la détermination à la raffermir, M. Dauge a insisté sur la nécessité d'« associer la police » à ce travail de « développement social des quartiers ». La tâche de la mission interministérielle est difficile, a poursuivi M. Dauge, non pas tellement par manque de moyens - le budget consacré par l'Etat, les

régions, les départements et les communes pour le développement social est déjà « cent fois supérieur à celui de 1986 » - mais par insuffisance de communication « avec les éléments de la population qui se sentent exclus, isolés, notamment les jeunes ». La question, a-t-il dit, « touche l'ensemble de la société. Peut-on faire vivre la démocratie dans la cité. Sait-on faire vivre la cité, le lieu où est née la démocratie ? »

De son côté, M. Bonnemaison a estimé que « depuis plusieurs années, on s'est employé à moderniser la police, et des efforts considérables ont été faits, notamment dans le domaine de la formation. Mais cette politique est encore relativement jeune. Il y a des dérives. Un événement comme celui de Vaulx-en-Verin montre que nous ne sommes pas allés assez loin, en particulier dans la politique d'« écoute » qui favorise les contacts quotidiens et permanents entre la population et les policiers ».

D. R.

Le PS souligne la nécessité d'une « politique de la ville »

Le porte-parole du Parti socialiste, M. Jean-Jack Queyranne - qui se trouve être, aussi, le maire de Bron, commune limitrophe de Vaulx-en-Verin, et député de la circonscription - a évoqué, lundi 8 octobre, au cours de son point de presse hebdomadaire, les événements du week-end dans cette banlieue lyonnaise. Observant que l'attitude de la police, dans l'incident qui a « mis le feu aux poudres », est « controversée » et qu'il appartient « à la justice de faire la lumière », M. Queyranne a souligné que « rien ne saurait excuser » les scènes « d'émeute, de violence, de pillage » qui se sont produites et qu'« il est indispensable que l'ordre soit rétabli ». Rendant hommage à la gestion du maire de Vaulx-en-Verin, M. Maurice Charrier, « un communiste proche de M. Charles Fiterman », M. Queyranne a ajouté que « plus que jamais, il y a besoin d'une politique de la ville ».

M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, maire de

Meyzieux, commune voisine, a assuré de sa « sympathie fraternelle » la famille du jeune homme victime de l'incident initial, mais déclaré « inadmissibles » les « violences collectives » qui se sont produites. De son côté, le secrétaire national des jeunes du RPR, M. Hervé Méschery, a affirmé que « le manque de volonté politique des socialistes est à l'origine du drame ». Pour M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, « la principale cause de l'émeute de Vaulx-en-Verin tient aux illusions créées par le discours officiel sur les chances de la prétendue intégration. Celle-ci ne sera crédible qu'après l'inversion significative du flux de l'immigration. D'ici là, affrontements ou tensions seront inévitables ». Association proche du parti d'extrême droite, SOS-Identité demande l'organisation d'un « retour dans leur pays d'origine des immigrés de la première ou de la seconde génération qui ne peuvent ou ne veulent assimiler les mœurs et les valeurs de la France ».

SCIENCES

Sûreté nucléaire

EDF répond à la CFDT

Un paragraphe a sauté par erreur dans l'article consacré à la sûreté nucléaire des réacteurs français (le Monde du 9 octobre). Réacteurs dont la CFDT estime qu'ils peuvent, dans certaines conditions, provoquer un accident grave : excursion nucléaire pouvant entraîner une rupture de la cuve ou de l'enceinte de confinement.

Dans ce paragraphe, nous donnions l'avis d'un spécialiste de la sûreté qui affirmait : « Ce scénario n'est pas nouveau. C'est en fait l'Institut de protection de la sûreté nucléaire qui a relancé le débat sur ce sujet. Depuis quelque temps, nous avons réexaminé tous les cas où il pourrait y avoir un saut de réactivité, en particulier, ce scénario décrit par la CFDT, pour lequel des études sont toujours en cours. Mais il faut du temps pour cela. Et il en faut aussi pour trouver les parades adéquates et prendre ensuite les mesures qui s'imposent », ajoutait-il, en reconnaissant que de nouvelles consignes de conduite avaient été données aux chefs de centrale mais en soulignant que « le risque d'apparition d'un tel phénomène était beaucoup plus faible que ne l'affirmait le syndicat ».

Cet avis a été confirmé, lundi 8 octobre, par MM. Pierre Carlier, directeur de la production thermique à EDF, et Pierre Bachère, directeur adjoint de l'équipement, qui ont qualifié le scénario de « hautement improbable » et souligné que, depuis le mois de juin, de nouvelles consignes de conduite des réacteurs étaient appliquées et qu'un système automatique provisoire était en cours d'installation sur tous les réacteurs. Ils en seront tous dotés l'an prochain et un système définitif devrait être installé d'ici à 1992 pour un coût de 10 à 30 millions de francs selon EDF.

Une enquête GLOBE • 19h30 • R.F.M.

les parisiens sont-ils englés ?

Et aussi

Pierre Bergé : Carnets sur le Golfe, Mitterrand et de Gaulle.

Bob Wilson : De retour à Paris avec Tom Waits et William Burroughs.

Gérard Garouste : Il a été fou. Il raconte.

Clémentine : Déshabillée par Guy Bourdin.

GLOBE

octobre



## SOCIÉTÉ

## JUSTICE

Un chauffeur de taxi devant les assises du Rhône

## Le crime de la peur réciproque

La cour d'assises du Rhône, présidée par M. Henri Blondet, devait se prononcer, le mardi 9 octobre, sur la culpabilité d'un chauffeur de taxi de cinquante-quatre ans, M. Marc Montgenot, accusé de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort, sans intention de la donner, pour avoir, le 21 janvier 1989, tué un jeune homme de dix-huit ans, Farid Omrani, qui venait de lui lancer un jet de gaz lacrymogène.

LYON

de notre envoyé spécial

Il ne faut pas souffler sur les braises. Au lendemain des émeutes de Vaulx-en-Velin, tous les participants au procès de Marc Montgenot en sont convaincus. Même ceux qui voulaient s'y introduire semblent avoir partagé cette sagesse en renonçant à venir au palais de justice de Lyon. Ainsi, la fédération du Front national du Rhône, qui clamait son soutien au chauffeur de taxi, a préféré la discrétion. De l'autre côté, M. Jacques Vergès, qui avait trop tôt parlé d'« arabicide », n'est pas venu.

A l'audience du lundi 8 octobre, chacun mesure ses mots. Même Marc Montgenot, lorsqu'il raconte comment, le 21 janvier 1989, à une heure du matin, il a

chargé trois jeunes gens un peu éméchés, qui sortaient d'un bar du quai de Bondy. Parvenu à Villurbanne, le chauffeur a vu l'un de ses passagers fuir en courant. « Je suis sorti de la voiture et c'est là que j'ai reçu le gaz ; ça me brûlait, je ne voyais plus rien. J'ai sorti mon arme, j'ai eu envie de vomir. Le coup est parti quand je me suis penché. J'étais sûr d'avoir tiré dans le vide. » A une dizaine de mètres de là, Farid Omrani a été touché dans le dos par la balle de ce petit pistolet 6,35, que le chauffeur de taxi avait trouvé dans l'héritage de son père.

## Etat de vulnérabilité

Les circonstances des faits ne semblent contestées par personne, et même Laid Hachine, le second passager présent au moment du coup de feu, admet, dans un témoignage un peu confus : « Il a paniqué. La seule divergence porte sur une discussion qui aurait précédé le jet de gaz lacrymogène : « Celui qui devait payer était pas là ; et il voulait pas le comprendre... », explique Hachine. Mais Montgenot soutient que cette conversation n'a pas eu lieu. En larmes, il répète : « Je croyais que j'avais tiré dans le vide ! »

L'arme est donc au centre des débats. Montgenot affirme qu'il

ne la prenait que le samedi et le dimanche « pour travailler la nuit » et il ajoute : « On se sent moins seul. » Il fait état de plusieurs petites agressions qu'il a subies auparavant. Derrière lui, quatre chauffeurs de taxi, âgés de cinquante-sept à soixante-six ans, viennent raconter sobrement comment ils ont miraculeusement survécu à des coups de feu qui ont rendu l'un d'eux aveugle. Mais tous affirment qu'ils ne voudraient pas être armés. Un syndicaliste ajoute : « Ce ne serait pas une parade, on se ferait agresser pour se faire voler nos armes. »

On parle aussi de ce « chauffeur de taxi sans histoire », ce grand-père attentif, décrit comme un homme « calme, gentil, sobre, travailleur ». Pourtant, une nuit de janvier, Farid est mort et c'est son frère Khalifa qui est venu en parler, en tenant un langage exempt de toute passion. Lui aussi était « calme et gentil », c'était « un jeune », qui « n'a pas eu le temps d'avoir dix-neuf ans ».

Pour le psychiatre, Montgenot « vivait dans un état de vulnérabilité ». A l'est de la ville de Lyon, dans les cités de Vaulx-en-Velin ou dans celles de la banlieue parisienne, on sait ce qu'est la « vulnérabilité ». Il semble bien que ce même sentiment ait animé Farid dans ce drame de la peur réciproque.

MAURICE PEYROT

## MÉDECINE

L'attribution du prix Nobel à MM. Joseph Murray et Donnal Thomas

## Les greffes dans l'Histoire

Le prix Nobel de physiologie et de médecine a été décerné, lundi 8 octobre, à deux chercheurs américains, Joseph E. Murray et E. Donnal Thomas, pour leurs découvertes concernant « la transplantation d'organes et de cellules en tant que méthode de traitement clinique » (le Monde du 9 octobre).

par le professeur Jean-François Bach

Les greffes d'organes et de moelle osseuse représentent clairement l'une des plus belles aventures de la médecine de ces quatre dernières décennies. Plus de 70 % des malades greffés avec un rein, un cœur, ou un foie survivent pendant de très nombreuses années, et tout laisse penser que, pour la très grande majorité d'entre eux, la prise de la greffe est définitive. Ainsi, des malades condamnés par un mal implacable et sans issue voient-ils une nouvelle vie s'ouvrir devant eux.

Ce résultat remarquable, qui associe solidarité, prouesses chirurgicales, savoir-faire médical et maîtrise biologique, a été rendu possible par l'action prophétique de quelques pionniers, au premier rang desquels se situent les médecins de l'hôpital Peter Bent Brigham à Boston, John Merrill, hélas récemment disparu, et Joseph Murray, lauréat du dernier prix Nobel de médecine. C'est cette équipe, en effet, qui réalisa en

1959 la première greffe de rein entre deux jumeaux hétérozygotes (des « faux » jumeaux).

Il convient d'associer à ces noms celui de Jean Hamburger, qui, à Paris, à la même époque et à quelques semaines d'intervalle, effectua une greffe analogue et fut celui qui, trois ans plus tard, le 12 février 1962, réalisa la première greffe entre non-jumeaux. Cette confirmation était essentielle, car on ne pouvait exclure le rôle d'échanges cellulaires entre les deux embryons facilitant la prise de la greffe dans le cas des jumeaux.

Il est très regrettable que le prestigieux prix Nobel ne puisse reconnaître qu'un nombre aussi limité de lauréats et que les équipes de Boston et de Paris, qui avaient été si étroitement associées au cours de toutes ces années dans la découverte de ces concepts et leur application clinique, soient aujourd'hui dissociées. Il faut aussi citer ici les noms des deux grands chirurgiens américains Tom Starn et Norman Shumway, qui, quelques années plus tard, assurèrent avec une détermination exceptionnelle le succès des greffes de foie et de cœur.

## Le rôle de Jean Hamburger

La réalisation de ces premières greffes rencontre, on s'en doute, des difficultés majeures. La première transplantation donnant lieu à une prise significative de la greffe fut effectuée en 1952, par Jean Hamburger, chez le jeune Marius Renard, un charpentier dont le

rein unique avait été détruit après une chute. La greffe réalisée avec le rein de sa mère fonctionna quelques semaines, mais fut finalement rejetée en l'absence de traitement immunosuppresseur. Il fallut attendre l'avènement de ces nouveaux traitements, d'abord l'irradiation, puis l'azathioprine et les corticoïdes, avant la cyclosporine et les anticorps antilymphocytes, pour que les greffes puissent prendre de façon régulière.

Ironie rétrospective, les immunologistes qui avaient décrit les phénomènes de rejet et proposé les méthodes d'immunosuppression qui allaient en rendre possible la prévention ne croyaient pas au succès de telles greffes. Leur pessimisme s'appuyait sur le rejet fondamental des greffes de peau. Ils ne savaient pas alors que les greffes d'organes allaient être tolérées. C'est l'un des grands mérites de Jean Merrill, de Joseph Murray et de Jean Hamburger d'avoir su passer outre ces prédictions d'échec.

Espérons que les immunologistes d'aujourd'hui trouveront les moyens d'induire chez tous les greffés une tolérance définitive, c'est-à-dire une paralysie immunitaire spécifique du donneur, n'altérant plus les défenses immunitaires contre les bactéries et les virus. Rêve insensé des pionniers de la transplantation, désormais accessible.

L'attribution du prix Nobel à Donnal Thomas marque la reconnaissance d'une autre époque, qui a permis l'introduction de la greffe de moelle comme traitement régulier des leucémies. Les malades sont irradiés à de fortes doses, suffisantes pour détruire les cellules leucémiques. Cette irradiation détruit aussi les cellules normales du sang, qui peuvent heureusement être remplacées par une injection de cellules de moelle osseuse provenant d'un sujet ayant les mêmes antigènes HLA que le receveur.

Méthode simple dans son principe, hautement délicate dans son application. C'est Donnal Thomas, à Seattle, qui a érigé ce qui était une technique expérimentale en traitement applicable avec une sûreté croissante à de nombreux malades. Les applications potentielles de ces greffes de moelle, non limitées comme les greffes d'organes par la disponibilité d'un donneur, sont considérables tant en oncologie qu'en hématologie et dans bien d'autres disciplines.

Au-delà de la satisfaction de voir consacrer deux personnalités attachantes, le choix du jury Nobel est intéressé par la reconnaissance de l'activité novatrice de cliniciens, de praticiens qui ont su associer approche expérimentale et pratique clinique. Tous ceux qui défendent, avec raison, l'importance de la recherche clinique s'en réjouissent.

► Professeur d'immunologie à l'hôpital Necker (Paris), membre de l'Institut.

Au camp de Bias (Lot-et-Garonne)

## La colère explosive des fils d'anciens harkis

Deux cents anciens harkis et leurs fils, réunis au camp de Bias (Lot-et-Garonne), qui avaient donné jusqu'à 19 heures, lundi 8 octobre, au préfet du département pour satisfaire leurs revendications, ont repoussé au mardi 9 octobre, à 11 heures, leur ultimatum. Ils exigent la tenue à Agen d'une réunion préliminaire avant l'organisation au niveau national d'une table ronde sur le respect des engagements pris par l'Etat à leur égard depuis la fin de la guerre d'Algérie. Quatre jours après la violente répression d'une manifestation au centre d'Agen, ils menacent toujours de lancer « des actions spectaculaires » et veulent que leurs délégués soient reçus par M. Mitterrand, attendu en visite, mercredi, dans la région toulousaine.

BIAS

de notre envoyé spécial

Il aura fallu toute la persuasion des pères pour empêcher les fils d'anciens harkis d'aller en découvrant avec les gendarmes. Toute l'autorité d'Abdelkader Bentaleb et Moussad Azni, les meneurs du mouvement, pour que restent dans leur cache les cocktails Molotov et les armes à feu entassées, dit-on, quelque part près du camp. « Nous sommes parvenus à éviter le massacre ce soir », confiait M. Azni, « mais on ne les tiendra plus longtemps. »

Au camp de Bias, perdu à 5 kilomètres de Villeneuve-sur-Lot, la situation est en effet devenue explosive. Le retour de la délégation repue lundi 8 octobre à 13 heures à la préfecture d'Agen a été mouvementé : le préfet ne s'est engagé qu'à « transmettre les revendications ce jour même aux différentes autorités concernées ». « Du vent ! », ont conclu les plus exagérés.

## « Vingt-huit années de calvaire »

Puis, toute la journée, massés devant le dispensaire, des dizaines de jeunes ont attendu, matraques et barres de fer à la main, la réponse de la préfecture à l'« ultimatum » lancé la veille. Aux journalistes de passage, ils ont montré et remontré les photos prises le jeudi 4 octobre après la charge des forces de l'ordre aux abords du Service central des rapatriés d'Agen : « Ce qu'il y a dans la main de ce vieux, c'est une médaille militaire. Là, ce qui coule sur son visage, c'est le peu de sang qu'il n'avait pas encore versé pour la France. »

Ils ont aussi raconté, en riant, la prise en otage, samedi 6 octobre, à Perpignan, du chef de cabinet du préfet des Pyrénées-Orientales (le Monde du 9 octobre) : « On la tenait suspendu dans le vide au deuxième étage. Il ne fallait pas le fêter. »

A quelques mètres de là, leurs aînés ont revécu, tantôt en arabe tantôt en français, leurs « vingt-huit années de calvaire et d'humiliations à Bias ». « Le camp était entouré de barbelés, se souvient Moussad Azni. On était mille six cents, entassés comme des bêtes dans des baraquements crasseux. A 22 heures, l'électricité était coupée. Tous les matins on vendait sauter le drapeau tricolore et on nous distribuait alors notre courrier. Un régime qui s'est assoupli après les émeutes de 1973. Il a fallu des prises d'otages, deux mois de batailles rangées dans tous les camps de France pour qu'ils se décident à ne plus nous traiter comme

des animaux », explique Rachid. La violence, il n'y a que cela qu'ils comprennent. »

## « Action directe »

Plus tôt à fait « animaux », ils se sentent encore « des Français de deuxième zone ». « Ici, on est des bougnoules ; en Algérie, on est des traîtres », hurle Allaoua Rebal. Venu d'Angoulême pour représenter l'Association des anciens supplétifs rapatriés d'Algérie, il grimace en confiant que « son fils est actuellement combattant dans le Golfe pour la France ». « Là-bas, il fallait tout régler en quinze jours, alors que nous, on attend depuis vingt-huit ans d'intéresser enfin quelqu'un. Mais c'est vrai, on n'a pas de pétrole. Et pourtant, qu'est-ce qu'on défendait, nous en Algérie, sinon ce fichu liquide noir ? »

## DIAGONALES

Les étiquettes de médicaments et de boissons non identifiées portent souvent les initiales QSP. Cela signifie : quantité suffisante pour. On dit encore : excipient. C'est la sauce qui ne sert à rien qu'à rallonger et à faire passer le peu de substance vraiment agissante. On pourrait parler aussi de remplissage, de bourne.

Dans la jactance telle qu'elle dégouline des bouches dirigeantes et des ondes, le plupart des mots jouent le même rôle de délayage sonore. Ils n'ont d'autre fonction pour le « locuteur » que de gagner du temps, de garder la parole, d'épater ou de faire taire l'adversaire, d'endormir savamment le subordonné ou l'auditeur, réduits au silence.

Un réflexe de santé consiste à repérer ces expressions, à en constater le vide sonore, à les déduire de ce qui est proféré et à mesurer le néant qui reste, à constater le grand vent de beffroi en ruine qui tournoie dans les esprits cernés savoir, que ces derniers agissent par ruse mystificatrice ou, le plus souvent, à leur insu, par mimétisme naïf. L'effet comique ainsi obtenu rappelle celui d'un discours électoral télévisé dont on a coupé le son, selon cette possibilité technique dont le président Pompidou disait en privé qu'elle avait ouvert une nouvelle voie à la liberté des citoyens.

La liste des formules ou des vocables aussi creux que péremptores est à la discrétion de chacun. De Rabelais à Flaubert, Pierre Darnas, Raymond Devos, Coluche, Pierre Dec et Pierre Desproges, il n'a pas manqué de fines oreilles pour nous aider à confondre, par le ridicule, les vendeurs de vent.

Ceux-ci renouvelant leurs entourloupes et se les communiquant entre eux à grande vitesse, il reste toujours des tours à déjouer. On pour-

rait imaginer des répertoires établis en famille et donnant lieu à un jeu, avec gages pour qui tombe dans les panneau de la parole interrompue et déserte qui nous casse les oreilles. Par parenthèse : il y a fort à parier que les adultes et les adolescents candidats à jouer les élites rendent rapidement des points aux enfants, spontanément détecteurs de frime.

A titre d'exemples, voici quelques mots en hausse à la Bourse des bêtises ronflantes. CLAIR, EN CLAIR, CLAIEMENT. S'emploie préventivement à propos de déclarations que l'auditoire à toutes les raisons de trouver obscures ou emmêlées. Ex. : le ministre a clairement indiqué (très bon, indiqué), etc. Mis pour : le ministre a été plus direct que ses contradicteurs, que d'habitude. Voir CONCRET, CONCRÈTEMENT. Voir CLAIR.

CULTURE D'ENTREPRISE. Habitudes de la maison. Voir LOGIQUE.

DEFI. Chose qu'il faudra bien faire un jour. On y est confronté. Voir ENJEU.

ENJEU. Voir DEFI.

FONDAMENTAL. Synonyme mirabolant d'important. Se dit de tout ENJEU ou DEFI. (Voir ces mots). Voir également MAJEUR.

IDÉOLOGIE. Les idées de l'autre. S'emploie sur le mode de pomologie, mise pour l'érotisme d'autrui.

LOGIQUE (industrielle, du marché). Voir CULTURE.

MAJEUR. Voir FONDAMENTAL.

PARISIEN. Pas de chez nous, pas notre genre.

## QSP

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

PEU, UN PEU. Atténuation polie d'une impression non mesurable. Ex. : j'ai un peu le sentiment ; n'avez-vous pas un peu l'impression ? Par extension absurde : nous ferons un peu le point.

POLITIEN. Substantivement ou, comme adjectif, soudé à estives. Manœuvres de l'autre. Voir IDÉOLOGIE.

QUELQUE PART. Dieu sait où. Ex. : j'ai un peu le sentiment, quelque part, que...

REPOSITIONNEMENT. Licencement. RESTRUCTURATION. Voir REPOSITIONNEMENT.

TERME (A). On dit aussi et indifféremment : à court, à moyen, à plus ou moins long terme. Signifie : allez savoir quand !

VÉRITABLEMENT. De la famille des adverbes-chevilles. Avenu que l'orateur cherche la suite... désespérément.

VRAI QUE. Il est vrai que, c'est vrai que, etc. Anciennement, introduisait une proposition concessive. Depuis que la vérité se masque de plus en plus et que le mensonge prolifère, ne sert plus qu'à occuper le terrain verbal, de préférence quand on n'est pas sûr de ce que l'on dit.

Exemple de vide absolu :

C'est vrai que, loin des idéologies, des astuces politiciennes et de tout parasitisme, le ministre a indiqué clairement qu'il avait un peu le sentiment que, concrètement, à terme, et moyennant des restructurations et des positionnements qui respectent la culture d'entreprise, la logique du marché, nous pourrions relever les enjeux majeurs et les défis fondamentaux. Quelque part.

## INSTITUT

## Mort d'André Grabar professeur honoraire au Collège de France

Membre de l'Institut, M. André Grabar est mort, vendredi 5 octobre à Paris, à l'âge de 94 ans.

[Né à Kiev, le 26 juillet 1896, André Grabar a fait ses études à Leningrad, avant de quitter la Russie en 1920. Il résida d'abord à Sofia, puis s'installa en France en 1922, en qualité de lecteur de langue russe à la faculté des lettres de Strasbourg. Naturalisé en 1928, il enseigna l'histoire de l'art, d'abord à Strasbourg, puis à l'Ecole des hautes études. En 1946, il est chargé d'une chaire d'archéologie paléochristienne et byzantine au Collège de France. En 1955, il est élu à l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Ses travaux portent sur l'ensemble du domaine byzantin. Ses œuvres les plus importantes sont : *L'Empire dans l'art byzantin* (1936) et les deux volumes du *Martyrium* (1943, 1946).

André Grabar a consacré aussi de nombreuses études à l'art balkanique, aux églises de Moldavie et de Russie, aux fresques de Sainte-Sophie à Kiev, comme en témoignent notamment son ouvrage sur la *Peinture religieuse bulgare* (1928). En 1980, il publiait un ouvrage de synthèse de « l'ensemble de ses recherches : *Les Voies de la création en iconographie chrétienne*. Il évoque l'influence qu'ont eue sur son œuvre son enfance passée à Kiev et la contemplation des fresques de sa cathédrale, dans le texte qu'il a donné pour l'ouvrage paru, au moment même de sa mort, au Monde Éditions : *la Bibliothèque imaginaire du Collège de France*.]

سكرا عن الاموال



# SOCIÉTÉ

## RELIGIONS

Au synode de Rome sur la formation des prêtres

### Des évêques appellent les catholiques à relever le défi des sectes

Au cours de ce huitième synode mondial des évêques, portant sur la formation des prêtres, qui se déroule à Rome autour du pape depuis dix jours, la plupart des interventions soulignent la nécessité d'une préparation plus spirituelle des candidats au sacerdoce.

devoir être avant tout « un homme spirituel ».

Depuis, de nombreux évêques ont rebondi sur ce thème. Fait saillant : ils sont légion à déplorer le manque de culture... religieuse des candidats au sacerdoce. Mgr Hemmerlé, évêque d'Aix-la-Chapelle, a même cru bon de rappeler que pour devenir « bon prêtre », il fallait d'abord devenir « bon chrétien ». Et d'autres ont souligné le « mépris » de certains séminaristes pour la confession ou pour la messe quotidienne.

Ainsi, plusieurs délégués au synode, et sans que le mot recouvre les mêmes réalités suivant les pays, ont-ils avancé l'idée d'une « propédeutique », pour faciliter le discernement de la vocation spirituelle. Le cardinal Godfried Daneels, archevêque de Malines-Bruxelles, a estimé lundi 8 octobre qu'une telle période probatoire, d'une année par exemple, devait être envisagée parce que « le choc culturel pour ceux qui entrent au séminaire peut être grand ». Le prêtre belge a relevé que, depuis Vatican II, le prêtre était trop souvent, à ses yeux, considéré comme un simple « serviteur de la communauté chrétienne » et que « sa dimension, fondamentalement spirituelle, passait trop souvent à l'arrière-plan ».

#### Le rôle des femmes

L'archevêque de Bruxelles a aussi souligné que les candidats au sacerdoce soient plus ancrés dans la culture de leur temps et s'intéressent davantage à la littérature, au théâtre et au cinéma. Il a estimé que les futurs prêtres devaient être pénétrés de l'esprit et des techniques de « l'évangélisation directe ». « Les sectes les maîtrisent parfaitement, s'il est indiqué. Le porte-parole ne devrait pas rester leur monopole ».

Mgr Emile Marcus, évêque de Nantes, a tenté, le premier, la semaine dernière, de tempérer cette « ligne spirituelle » forte qui se dégage déjà de cette première semaine de synode. Citant les acquis de Vatican II, Mgr Marcus a

rappelé « le caractère apostolique de la vocation et de la mission des prêtres », tournés vers les hommes et pas uniquement vers Dieu.

Contrairement aux mises en garde du rapporteur général du synode, le cardinal Lucas Moreira Neves, archevêque de San-Salvador-de-Bahia (Brésil), qui avait clairement indiqué initialement qu'il ne voyait pas la matière à débat, certains évêques ont évoqué timidement - la question de l'ordination d'hommes mariés. Celle du célibat des prêtres, qui avait fait l'objet d'un débat en 1971, n'a pas encore été abordée de front. Les intervenants se sont contentés, pour l'instant, d'évoquer « l'accompagnement psychologique nécessaire à l'accomplissement du célibat dans le sacerdoce » ou de reprendre la proposition du cardinal Decourtray qui tend à vouloir faire participer plus directement et plus systématiquement les femmes à la formation des prêtres (voir le Monde du 5 octobre).

Par ailleurs, en ce début de synode, des critiques concernant cette institution elle-même, née du concile Vatican II il y a vingt-cinq ans, ont déjà fusé : les évêques s'annuieraient, plieraient sous la répétition des interventions individuelles, et le latin, c'est vrai, n'a plus beaucoup d'amateurs. Le cardinal brésilien Aloisio Lorscheider, archevêque de Fortaleza, couturier du fait, s'est montré le plus virulent. Il a parlé de « frustrations », de « déstabilisations » et souhaité que le synode soit allongé à six semaines et se réunisse tous les cinq ans. Surtout, il a demandé que l'institution devienne plus systématiquement un organe délibératif de la vie de l'Eglise, et non plus seulement consultatif : certains évêques, dans l'esprit du concile Vatican II, « cum Petro et sub Petro », souhaitaient ainsi vivement travailler plus « cum » que « sub ».

JEAN-MICHEL DUMAY

#### CITÉ DU VATICAN

de notre envoyé spécial

Que sont donc venus faire les deux cent quatre-vingt évêques réunis pour le synode à Rome ? « S'adonner, durant les interventions, à quelque lecture tranquille ? Ou prendre quelques notes sur un calepin pour leur prochaine homélie », comme le suggère avec humour le cardinal Joseph Cordeiro, archevêque de Karachi ? Ou ont-ils réellement rallié le Vatican avec l'intention d'informer et de conseiller le pape, comme le veulent les textes officiels ?

De Ouagadougou à Sidney, du Brésil au Pakistan, les évêques approuvent l'institution synodale et se félicitent de la richesse des contacts ainsi établis. Ils apprécient ces « relations » que chaque évêque est appelé à formuler au cours des quinze premiers jours : huit minutes pendant lesquelles ils ont carte blanche et, librement, brosent un tableau des situations politiques, économiques et sociales dans lesquelles évoluent leur Eglise locale. Le tout composé, tous les trois ans, une irremplaçable photographie de l'Eglise catholique dans le monde.

#### Une « ligne spirituelle » forte

C'est le cardinal Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, qui, en axant son intervention sur la théologie du sacerdoce, a délibérément orienté les débats de ce huitième synode. C'est lui qui, le premier, considérant que l'image du prêtre « s'était trouvée en crise, lors de l'après-concile », a rappelé que le prêtre

#### ÉDUCATION

Ancien président de la Société des agrégés

### Guy Bayet est mort

Guy Bayet, président d'honneur de la Société des agrégés, est décédé, mercredi 3 octobre à l'âge de soixante-deux ans, à son domicile, 8 octobre. Agrégé de géographie, Guy Bayet avait présidé la Société des agrégés de géographie depuis 1960 jusqu'au 10 juin dernier, date à laquelle il avait succédé à M. Geneviève Zehring, professeur agrégé de géographie (le Monde du 14 juin).

Le rituel était immuable. A chaque conférence de presse, le ministre de l'éducation nationale donnait au parole à la salle et Guy Bayet bondissait le premier, soufflant le micro aux journalistes. Il se lançait dans une diatribe contre le « laxisme » au baccalauréat, le « scandale » des maîtres auxiliaires ou le mauvais sort fait à ses pairs, les agrégés.

En trente ans passés à la présidence de la société des agrégés, Guy Bayet avait ainsi harcelé ministres de passage. De M. Louis Joxe à M. Lionel Jospin, on l'aurait souvent entendu, parfois étonné, mais toujours dévoué, car l'opiniâtreté du porte-parole du lobby des agrégés, son art de ramer à contre-courant suscitaient un mélange de condescendance et de crainte.

« J'ai la réputation d'être le plus grand écrivain de l'éducation nationale », confiait-il récemment au Monde, non sans fierté. Qu'il s'agisse de soutenir la demande de mutation de soutien de l'orthographe, ou de la réforme de l'orthographe, rares sont les épisodes de la vie du système éducatif qui n'ont pas suscité une réaction immédiate du président de la Société des agrégés. Sous les silures assés d'un « curé de la laïque » se cachait un militant toujours prêt à s'opposer à toutes les réformes au nom d'un retour aux vertus parades de l'école d'autrefois.

Marqué par ses maîtres, singulièrement par Georges Pompidou, qui avait été son professeur de lettres (français-latin-grec) en seconde au lycée Henri IV durant l'Occupation, Guy Bayet aura passé l'essentiel de sa vie à protéger l'enseignement du modérisme et de la laïcité. Agrégé de géographie en 1950, il enseigna dix années seulement avant d'accéder à la

présidence de la Société des agrégés, en 1971 pour « défendre les intérêts des agrégés menacés », à laquelle il se consacra à plein temps dès 1969.

Au nom de la sélection démocratique des élites - « l'élite républicaine », dira plus tard M. Chevènement - et du sens de l'effort, Guy Bayet s'opposait à toutes les mesures qui accompagnèrent la massification du système scolaire depuis les années 60. Il batailla, en vain, pour le rétablissement de l'examen d'entrée et du latin en sixième, contre le « collège unique » de M. Haby, l'ajournement, contre l'objectif des « 80% » d'élèves au niveau du bac en l'an 2000.

Mais on l'écouterait lorsqu'il défendit les concours de l'agrégation, garant selon lui de la qualité de l'enseignement, menacé de mort par les étudiants et Edgar Faure en 1968, et quand il soutint le rétablissement des mentions au baccalauréat en 1982, et, en 1985, celui du brevet des collèges et celui de la Marcellinette à l'école élémentaire. Conservateur, il aura été néanmoins l'un des premiers à sonner l'alarme à propos de la crise de recrutement des enseignants, et à défendre, contre vents et marées, l'enseignement des humanités contre l'hégémonie des mathématiques. Des thèmes qui n'ont pas fini d'être actuels.

#### PHILIPPE BERNARD

Le Greenpeace arraisonné dans les eaux soviétiques. - Le remorqueur de haute mer Greenpeace, qui appartient à la flotte du mouvement écologiste international, a été arraisonné lundi 8 octobre en mer de Barents par le brise-glace soviétique « 26 Congrès du Parti ». Après plusieurs coups de semonce, les garde-côtes soviétiques ont abordé le navire et pénétré en armes dans la cabine radio pour interrompre les communications du Greenpeace. Avant l'intervention des hommes du KGB, les militants écologistes avaient débarqué en canot pneumatique sur l'île de Nouvelle-Zemble pour protester contre une éventuelle reprise des essais nucléaires soviétiques dans l'océan Arctique. (AFP, Reuter.)

# CARNET DU Monde

## Décès

On nous prie d'annoncer le décès de

**André-François FEUNTEUN**, ancien élève de l'Ecole polytechnique, contrôleur général des armées (CR), commandeur de la Légion d'honneur, survenu, le 7 octobre 1990, à l'âge de soixante-cinq ans.

Selon la volonté expresse du défunt, l'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité, le 9 octobre, à Virolloy (Yvelines).

M. et M<sup>me</sup> Bernard Fougea, Charles, Alexandre, Clémentine, M<sup>me</sup> Françoise Farid, Laureat, Caroline, Edouard, M. Michel Fougea, Barthélémy, Clémentine, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Fougea, Cécile, Chloé, Julien, Frédéric et Nathalie Fougea, Claire et Jean-Baptiste Payet-Godet, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Serge Fougea, leurs enfants et petits-enfants, ont la grande tristesse de faire part du décès de

**M. Edouard FOUGEA**, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, officier de l'Ordre du Mérite commercial et industriel, officier de l'Ordre de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre d'Orange-Nassau, survenu à Samoreau, le 6 octobre 1990, dans sa quatre-vingt-seizième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 12 octobre, à 16 heures, en l'église de Samoreau (Seine-et-Marne). Elle sera suivie de l'inhumation au cimetière de Samoreau, dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Canvalet, 2, rue Royale, 77120 Samoreau.

Le conseil d'administration de la société Edmond Coignat, a le regret de faire part du décès, survenu le 6 octobre 1990, de son président d'honneur,

**M. Edouard FOUGEA**, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, officier de l'Ordre du Mérite commercial et industriel, officier de l'Ordre de l'Etoile noire, commandeur de l'Ordre d'Orange-Nassau,

ancien président de la Société des ingénieurs civils de France, président honoraire du Syndicat national du bon armé et des techniques industrielles, ancien président et fondateur du Centre des hautes études de la construction, ancien président et fondateur du Centre de recherches appliquées du bâtiment et des travaux publics.

— Lyon, Embrun, Menton.

M. et M<sup>me</sup> Henri Gillet, Le docteur et M<sup>me</sup> Guy Gillet, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Servos, Gillet, Muller, Lecoq, font part du décès de

**M<sup>me</sup> Gaston GILLET**, née Sara Muller, survenu le 6 octobre 1990, en sa cent deuxième année.

Les obsèques auront lieu en la cathédrale d'Embrun, le mercredi 10 octobre, à 14 heures.

l'inhumation au caveau de famille d'Embrun.

— M. et M<sup>me</sup> Oleg Grabar, M. et M<sup>me</sup> Nicolas Grabar, ses enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

**M. André GRABAR**, officier de la Légion d'honneur, membre de l'Institut, professeur honoraire au Collège de France, survenu le 5 octobre 1990, dans sa quatre-vingt-troisième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale.

Un service funéraire sera célébré le jeudi 15 octobre, à 15 heures, en la cathédrale Saint-Alexandre-Neviski, 12, rue Daru, Paris-8.

148, Fairway Drive, Princeton N.J., 08540 USA.

37, avenue du Château, 92190 Maudou.

— Le secrétaire perpétuel, Le bureau Et les membres de l'Académie des inscriptions et belles-lettres ont le regret de faire part du décès survenu le vendredi 5 octobre 1990, à Paris, de

**M. André GRABAR**, membre de l'Institut, professeur honoraire au Collège de France, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre de la Légion d'honneur, membre de l'Académie américaine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

57, rue de Landrecies, 59360 Le Cateau.

PPG et marbrerie M. Debrabant, 5, place Riche, 59360 Le Cateau.

autrichienne, britannique, danoise, grecque, norvégienne et serbe, docteur honoris causa des universités d'Uppsala, Edimbourg et Princeton.

(Lire page 15.)

— Rit-Orangis.

**M. Maurice HOUIS**, directeur d'études à l'EPHE, est décédé le 4 octobre 1990, à l'âge de soixante-sept ans.

Ses obsèques, suivies de l'inhumation, ont eu lieu dans l'intimité familiale, le samedi 6 octobre, à Saint-Gilles-des-Bois (Loire-Atlantique).

Une messe sera dite le jeudi 11 octobre, en l'église Saint-Joseph-des-Carmes, 10, rue de Vaugirard, Paris-6.

1, rue des Eglantines, 91130 Ris-Orangis.

— Ses collègues de l'URA 1024 du CNRS ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Maurice HOUIS**, survenu à Ris-Orangis, le 4 octobre 1990, dans sa soixante-septième année.

M. Houis fut successivement directeur du centre local de l'IFAN, en fin de carrière, chef de la section de linguistique de l'IFAN, à Dakar, maître de recherche au CNRS, chargé de cours à l'Institut d'études de l'université de Strasbourg et à l'Institut catholique de Paris, professeur de langue mandingue à l'INALCO, directeur d'études de linguistique africaine à l'EPHE. Fondateur et président, également, de l'Association africaine et linguistique, M. Houis a profondément marqué la linguistique africaine.

— Saint-Lunaire, Nice, Moulans-Sartoux, Ceysson-Sévière, Morlaix, Carhaix, Quimper.

M<sup>me</sup> Marcelle Morl, née Emzivat, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Jay Brant, M. et M<sup>me</sup> Norbert Guédon, M. et M<sup>me</sup> Pierre Morl, ses enfants, Gilles et Marianne Abras, Fabrice et Stéphanie Guédon, Magali, Julien et Sophie Morl, ses petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean Emzivat, M<sup>me</sup> Jeannette Emzivat, M. et M<sup>me</sup> Pierre Emzivat, M<sup>me</sup> Roger Emzivat, ses beaux-frères et belles-sœurs, ses neveux et nièces, Et la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

**M. Edmond MOREL**, inspecteur d'académie honoraire, chevalier de la Légion d'honneur, croix des combattants volontaires de la Résistance, croix des combattants volontaires de la construction, membre du Lions Club de Dinard,

survenu à Saint-Lunaire (Ille-et-Vilaine), le 7 octobre 1990, dans sa soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le mercredi 10 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-Martin de Morlaix (Finistère), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière Saint-Charles de Morlaix.

Pas de condoléances.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— La Fondation Erik-Saia, représentée par sa présidente par intérim, M<sup>me</sup> Ornella Volta, et par son administrateur, M. André Joseph-Lafont, a la douleur d'annoncer la disparition subite de son président fondateur,

**M. André MOREL**.

Nous n'oublierons jamais ses grandes qualités humaines, ses conseils éclairés, ni son généreux appui.

56, rue des Tournelles, 75003 Paris.

— M. Patrick Cartoux, M<sup>me</sup> Simone Palas, M<sup>me</sup> Bernadette Palas, ont la profonde douleur de faire part du décès de

**M. Daniel PALAS**, survenu, le 5 octobre 1990, dans sa cinquante-quatrième année.

Le service religieux sera célébré, le jeudi 11 octobre, en l'église Saint-Ciermain-des-Près.

Cet avis tient lieu de faire-part.

**Anniversaires**

— Il y a neuf ans, le 10 octobre 1981.

**Dominique ELIAKIM-DUBUS** a quitté les siens.

Que ceux qui l'ont connue aient une pensée pour elle.

En souvenir de

**Berto TAUBERT**, artiste peintre, disparu le 8 octobre 1974, sa famille demande une pensée émue à ceux qui l'ont connu et aimé.



# Le Monde

## SCIENCES • MEDECINE

### Vénus par monts et par vaux

Les photographies de la sonde Magellan permettront de dresser la géographie de la planète la plus proche de la Terre



Une image de Vénus, prise le 15 septembre 1990, par la sonde Magellan. L'image couvre une surface de 75 km de long sur 28 km de large.

**V**ÉNUS enfin dévoilée ? Depuis des lustres, les astronomes, les géologues et les planétologues en rêvent et, aujourd'hui, les premières photos prises par la sonde américaine Magellan, Vénus n'est-elle pas un peu plus connue de la Terre ? Même diamètre, pratiquement même masse et même densité.

Mais, si la Terre est un paradis avec ses océans, ses continents, sa faune et sa flore, Vénus est, en dépit de son nom, une sorte d'enfer à l'atmosphère lourde - 90 fois plus pesante que l'atmosphère terrestre - dont la température (460 °C) ne descend guère au-dessous de celle du zinc en fusion. Et comme si cela ne suffisait pas, la sulfureuse Vénus tourne, contrairement aux autres planètes, dans le sens rétrograde.

Comment s'étonner que tant d'originalité excite l'imagination de la communauté scientifique ? Car, lors de la retransmission, en mars 1982, des images prises par les sondes soviétiques Venera-13 et 14, Vénus a également montré sur l'un des sites d'atterrissage d'un des deux engins une succession de plaques rocheuses, accumulées en couches superposées et dépourvues de toute couverture de particules fines.

Peut-être « des roches poreuses semblables au tuf, qui se forme à partir des cendres volcaniques ». Bref un paysage suffisamment curieux et contrasté pour que géologues et planétologues se penchent sur son cas. Car au travers de l'étude de ces reliefs vénusiens, c'est toute une partie de l'histoire du système solaire, et donc de l'évolution de la Terre, qui est en jeu.

Soulement voilà, Vénus est secrète. Elle se drape dans d'épais voiles que seuls les radars peuvent percer. Et, en star du show-bizz planétaire, l'étoile du Berger ne se découvre que lentement. C'est pourquoi les Américains ont lancé l'an dernier, à la fin du printemps, la sonde Magellan (550 millions de

#### Les caprices de Magellan

Mission ambitieuse donc pour Magellan, dont les photos seront sans égales. Car, à l'époque des sondes soviétiques, les radars embarqués n'ont pas permis d'obtenir une précision au sol inférieure à 3 kilomètres, tandis que la sonde américaine Pioneer-Venus ne put donner les hauteurs des reliefs qu'à 1 kilomètre près. Aussi ne faut-il guère s'étonner de l'angoisse qui a saisi les scientifiques lorsque, entre le 10 août et le 1<sup>er</sup> septembre, Magellan s'est à plusieurs reprises « dépointée », refusant, pour des raisons inconnues, de se tourner correctement vers la Terre pour transmettre ses données.

« Pendant deux semaines, explique M. Philippe Masson, professeur de géologie planétaire à l'université Paris-Sud, nous avons croisé les doigts. Heureusement, nous étions en période de tests pour la sonde et les conséquences de ces incidents n'étaient pas encore dramatiques. On s'inquiétait plutôt de savoir si les instruments de Magellan seraient en état de marche lorsque commencerait la première campagne de mesures réservée à la cartographie. »

La sonde américaine n'a pas poussé la facilité jusqu'à rater ce rendez-vous fixé au 1<sup>er</sup> septembre. Les premiers clichés, « superbes », sont arrivés comme prévu au Jet Propulsion Laboratory (JPL) qui les a aussitôt distribués dans le monde entier. Bien qu'il soit trop tôt pour tirer des conclusions définitives de ces premières images, M. Masson se montre satisfait.

« Elles nous ont rassurés et semblent déjà montrer que nos élucubrations sur la tectonique de cette planète, sur son volcanisme et sur ses cratères météoritiques ne sont pas si éloignées que cela de la vérité. Mais il nous faudra au moins six mois à un an de travail pour commencer à confirmer nos hypothèses. »

deux grands reliefs de la planète, Aphrodite Terra, situé sur l'équateur, et Ishtar Terra, vaste haut plateau (2 500 à 3 000 mètres d'altitude) que dominent les monts Maxwell (11 000 mètres), sont très probablement d'origine tectonique, ces deux régions montagneuses existent de grandes plaines coupées de failles qui font penser à d'anciens fonds océaniques.

#### Volcans et météorites

A pas feutrés, les géologues s'avancent et assemblent lentement les pièces du puzzle. Première énigme à résoudre : la surface de Vénus, « dont on ne sait finalement pas grand-chose », a-t-elle été en partie modelée par des phénomènes tectoniques globaux comme sur Terre, ou par des phénomènes tectoniques régionaux comme ceux découverts sur Mars dans la région d'Olympus (5 000 kilomètres carrés) ?

La première hypothèse a la faveur de M. Masson, qui explique que les sondes soviétiques ont révélé des structures ressemblant à nos failles transformantes (1). Les

internes fait encore jouer la croûte vénusienne. De même la sonde américaine va-t-elle mettre en évidence des phénomènes de volcanisme. Il y a peu encore, deux indices laissaient à penser qu'il en existait, ou qu'il en avait existé un.

Dans les années 70, les Américains ont pu détecter depuis la Terre, grâce aux antennes de leurs radiotélescopes d'Arecibo (Puerto Rico) et de Goldstone (Californie), une structure analogue à celle de ces volcans qu'on trouve à Hawaii. Plus tard, en 1978, Pioneer-Venus a confirmé ce fait et découvert dans une autre région des reliefs pouvant être interprétés comme les

« Magellan doit permettre de savoir si nous nous trompons sur ce point, et elle doit permettre aussi de montrer si Vénus est toujours active » si une source d'énergie

restes de l'effondrement de dômes de volcan.

Aujourd'hui, on ne doute plus de leur existence à la vue des vastes structures circulaires mises en évidence dans les zones d'Alpha-Regio, Beta-Regio et Rea-Mons. Seule interrogation : le volcanisme vénusien est-il toujours actif ? Difficile de répondre, reconnaît M. Masson, qui ajoute que si le radar « tombe » sur une coulée de lave fraîche de moins de mille ans d'âge, son aspect tourmenté et rugueux sera aussitôt détecté.

Tout cela devrait bien sûr permettre d'en savoir plus sur la surface de Vénus, dont on se demande si elle est martelée ou non par de nombreux cratères météoritiques, ce qui permettrait en partie de dater les terrains observés selon leur degré d'érosion. Et puis, il y a la question qui est sur toutes les lèvres : Vénus n'a-t-elle pas possédé, dans une période reculée, des océans et des fleuves comparables à ceux de la Terre ?

Sur ce point, Mars a donné sa réponse, et les photos transmises par les sondes américaines ont clairement montré des bassins fluviaux auprès desquels l'Amazonie ne serait qu'une rivière de province. Mais qu'en est-il vraiment de Vénus ? Mystère, même si une photo récente de Magellan diffusée par le JPL paraît montrer quelque chose comme un lit de rivière ou un écoulement de lave. Encore un peu de patience et Vénus ne pourra plus rien cacher.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Failles coussinées le long desquelles des morceaux de croûte glissent en sens inverse l'un de l'autre.

### Dorer la pilule

Lentement mais sûrement, le ministère de la Santé, de la protection sociale poursuit son entreprise de moralisation de l'information sur les produits thérapeutiques, qu'elle s'adresse au grand public (le Monde du 15 septembre), ou aux professionnels de la santé. C'est ainsi que le Journal officiel (édité du 2 octobre) publie un arrêté d'un nouveau genre interdisant, en application de plusieurs articles du code de la santé publique, une série de publicités vantant les mérites de certains médicaments.

Dorénavant les laboratoires Wyeth-France ne pourront plus présenter dans la presse spécialisée les vertus de leur produit Tri-Minulet sous le titre « Tri-Minulet, la pilule très femme », accompagné de mentions légales illisibles. De même, Smith, Kline and French ne devra plus céder à l'attrait d'un outil d'une valeur considérable. Grâce à elles, par exemple, il sera possible de préciser le rôle de la bêta-2 microglobuline dans la colonisation du thymus, organe clé du système immunitaire dans lequel se forment notamment les lymphocytes T. Au laboratoire de physiopathologie du développement de l'Ecole normale supérieure (ENS) de Paris, l'équipe de M. Jean-Paul Thiery a récemment démontré que la bêta-2 microglobuline était capable d'attirer dans le thymus, de façon chimiotactique, les précurseurs des lymphocytes T. Mais beaucoup reste à préciser sur cette protéine majeure du plasma sanguin, à commencer par son lieu de production dans l'organisme.

A n'en pas douter, les derniers souris transgéniques créés dans les laboratoires américains devraient apporter, au cours des années à venir, de nombreux éléments de réponse sur le fonctionnement des protéines du système immunitaire. Et sans doute enfanter, pour le bonheur de la science, plus de problèmes qu'elles n'en résolvent.

CATHERINE VINCENT

(1) On qualifie de transgénique un être vivant issu d'une cellule dans laquelle a été introduit un fragment génétique étranger.

Jusqu'au laboratoire Lichtwer qui ne pourra plus désormais dire de son Kwal qu'il est « hypocholestérolémiant régulateur de la tension artérielle, anti-agrégant plaquettaire », neuf dans les troubles du vieillissement », alors que son indication thérapeutique officielle mentionne : « Traditionnellement utilisé dans les troubles circulatoires mineurs. »

Le ministère prend de cette manière le relais d'un combat pour une nouvelle information sur le médicament qui est pour l'essentiel mené en France - non sans talent ni courage - par la revue Prescrire (1). Celle-ci fête ce mois-ci son centième numéro et lance auprès des médecins une opération originale baptisée : « Une année sans visiteurs médicaux », incitant les praticiens à refuser la visite des délégués des laboratoires pharmaceutiques. Loin d'une critique systématique de cette industrie, il s'agit là bien au contraire d'établir de nouveaux rapports plus sains entre producteurs et prescripteurs. Le sujet est d'importance : au travers d'un combat contre les techniques publicitaires agressives et réductrices de nombreux laboratoires, on défend en effet l'indépendance du corps médical, sa revalorisation professionnelle et une certaine dimension morale de sa pratique.

JEAN-YVES NAU

(1) Revue Prescrire, 83, bd Voltaire, 75011 Paris. Tél. : (1) 47-00-94-45.

### Les souris font de la recherche

Manipulées par l'homme, elles vont permettre d'étudier des protéines essentielles au système immunitaire

« S'il y a une chose que les souris transgéniques font très bien, c'est de nous aider à comprendre la place des protéines dans le système immunitaire. »

La plaisanterie, depuis quelque temps, est très en vogue chez les biologistes. Variante plus sérieuse : ces souris de laboratoire, génétiquement manipulées pour permettre l'étude de protéines vitales et mal connues, « créent en fin de compte plus de problèmes qu'elles n'en résolvent ». Voilà pour la version optimiste, puisque seules les questions sans réponse passionnent la science.

A en croire les résultats que viennent d'obtenir deux équipes d'immunologistes américains, la boutade dirigée par Rudolf Jaenisch (Massachusetts Institute of Technology), Philippa Marrack et John Kapler (Denver, université du Colorado), leurs travaux ont permis d'obtenir des lignées de souris dépourvues d'une série de protéines, dites « antigènes d'histocompatibilité de classe I », essentielles au fonctionnement du système immunitaire et vraisemblablement au développement de l'organisme. Une prouesse technique espérée depuis des années par les spécialistes, qui se double d'une belle surprise, puisque les animaux nés de ces manipulations se révèlent, contre toute attente, viables et apparemment normaux.

#### La « créature » idéale

On connaît bien, aujourd'hui, le rôle de ces antigènes de classe I dans le système immunitaire. On sait qu'ils sont codés par un groupe de gènes présents chez la plupart des espèces animales supérieures, dit complexe majeur d'histocompatibilité (CMH). On sait aussi que ces molécules, présentes à la surface de toutes les cellules, sont essentielles à la défense de l'organisme contre les agressions extérieures. Ce sont elles

qui se chargent de présenter les intrus - virus ou bactéries - aux lymphocytes gardiens de l'immunité, afin que ceux-ci les reconnaissent et tuent les cellules qui les portent.

Ce que l'on connaît moins bien, en revanche, c'est le rôle « non immunologique » des protéines de classe I. Rôle complexe, vraisemblablement, puisqu'on les soupçonne d'intervenir à la fois dans la reproduction, le développement embryonnaire, voire dans la physiologie de certaines hormones telle l'insuline. Mais si de nombreux résultats sont venus corroborer, au cours des dernières années, l'aspect multifonctionnel de ces molécules, l'expérience décisive se faisait encore attendre. En effet, aucune souris, animal favori des immunologistes, ne peut être spontanément dépourvue de ces protéines, dont l'absence serait le seul moyen d'observer, en négatif, le rôle dans l'organisme. Pour une raison simple : les antigènes de classe I étant avant tout essentiels au bon fonctionnement des défenses immunitaires, de tels animaux ne sont tout bonnement pas viables dans la nature.

La souris idéale n'existant pas, les chercheurs l'ont donc créée. Avec le recours du génie génétique, les deux équipes américaines ont concentré leurs efforts sur l'inactivation du gène d'une autre protéine, la bêta-2-microglobuline, dont la présence à la surface des cellules conditionne, à leur tour, celle des protéines de classe I. Deux ans de travail acharné et de manipulations hautement sophistiquées sur des cellules embryonnaires cultivées *in vitro*, pour aboutir, enfin, au résultat recherché : une lignée de souris transgéniques (1), dont les cellules sont dépourvues de bêta-2-microglobuline, et donc de protéines de surface de classe I.

Une fois cette étape franchie, il ne

restait plus qu'à observer. Et voilà la surprise : non seulement ces souris créées par l'homme naissent viables et normaux, mais ils sont capables, une fois placés dans des conditions parfaitement stériles, de grandir et d'atteindre leur maturité. Aujourd'hui âgés de plusieurs mois, ils sont même capables de se reproduire.

De toute évidence, fonctions immunologiques mises à part, les souris peuvent donc vivre - et bien vivre - sans protéines de classe I. Faut-il pour autant en déduire que les molécules n'ont pas les fonctions qu'on leur attribuait jusqu'alors ?

#### Une loterie génétique

A y regarder de plus près, la réalité semble plus complexe. « S'il s'agit d'un cas d'école, ces résultats ne prouvent pas que les antigènes de classe I n'interviennent pas sur d'autres mécanismes que l'immunité », précise ainsi M. Philippe Kourilsky, responsable de l'unité de biologie moléculaire du gène à l'Institut Pasteur de Paris. A cette conclusion hâtive, ce spécialiste de l'histocompatibilité préfère une autre hypothèse : les fonctions biologiques de ces protéines sont tellement importantes pour le développement de l'organisme qu'elles pourraient, en cas de déficience, être doublées, voire triplées, par des mécanismes de sauvegarde. En croisant entre elles ces souris transgéniques, il faudrait alors s'attendre à obtenir des individus non viables, les hasards de la distribution génétique démasquant progressivement des déficiences aujourd'hui invisibles.

« Ce n'est pas la première fois, en fait, que des gènes supposés essentiels à la survie de l'organisme, une fois inactivés dans des cellules embryonnaires, donnent naissance à des ani-

maux parfaitement viables », renchérit M. Charles Babinet, responsable de l'unité de génétique des mammifères à l'Institut Pasteur. Alarmante à première vue pour les nombreux chercheurs qui, depuis plusieurs années, étudient les fonctions des protéines d'histocompatibilité, la surprise n'est pas nouvelle. Les biologistes américains pourraient ainsi, paradoxalement, donner une nouvelle impulsion à leurs recherches.

Avec ces souris transgéniques, les immunologistes disposent en effet, désormais, d'un outil d'une valeur considérable. Grâce à elles, par exemple, il sera possible de préciser le rôle de la bêta-2 microglobuline dans la colonisation du thymus, organe clé du système immunitaire dans lequel se forment notamment les lymphocytes T. Au laboratoire de physiopathologie du développement de l'Ecole normale supérieure (ENS) de Paris, l'équipe de M. Jean-Paul Thiery a récemment démontré que la bêta-2 microglobuline était capable d'attirer dans le thymus, de façon chimiotactique, les précurseurs des lymphocytes T. Mais beaucoup reste à préciser sur cette protéine majeure du plasma sanguin, à commencer par son lieu de production dans l'organisme.

A n'en pas douter, les derniers souris transgéniques créés dans les laboratoires américains devraient apporter, au cours des années à venir, de nombreux éléments de réponse sur le fonctionnement des protéines du système immunitaire. Et sans doute enfanter, pour le bonheur de la science, plus de problèmes qu'elles n'en résolvent.

CATHERINE VINCENT

(1) On qualifie de transgénique un être vivant issu d'une cellule dans laquelle a été introduit un fragment génétique étranger.

(Publicité)

### « SOURDS ET MALENTENDANTS »

LA MUTUELLE DE LA PRESSE ET DU LIVRE organise les lundi 15 et mardi 16 octobre 1990 (service acoustique) deux journées réservées aux sourds et malentendants.

- Vous pourrez gratuitement faire contrôler votre audition.
- Faire réviser vos appareils auditifs.
- Essayer les nouvelles prothèses auditives ultra-miniaturisées.

PRENEZ RENDEZ-VOUS AU 40-39-75 M.N.P.L. SERVICE ACOUSTIQUE 29, rue de Turbigo, 75002 Paris



## SCIENCES • MÉDECINE

## Les Français hors titres

Les chercheurs français sont-ils défavorisés par rapport à leurs collègues anglo-saxons pour ce qui est de la reconnaissance internationale de leurs travaux ? Le fait que la plupart des grandes revues scientifiques dans le domaine biomédical soient américaines ou anglaises constitue-t-il un handicap pour nos chercheurs ? Avant de répondre à ces questions, il n'est pas inutile de disposer d'éléments concrets, chiffrés, permettant de constater – ou non – une sous-représentation française dans les revues scientifiques de haut niveau. A cet égard, une étude que viennent de réaliser deux chercheurs de l'INSERM, M<sup>mes</sup> Sylvaine Le Minor et Paulette Dostani, apporte d'intéressantes conclusions.

Le but de ce travail était de quantifier la présence des scientifiques français au sein des instances rédactionnelles des revues biomédicales les plus importantes. Au total, 433 périodiques dits « à facteur d'impact élevé », fonctionnant avec des comités de rédaction, ont été passés au crible.

Première constatation, qui n'étonnera personne, ce sont les États-Unis qui abritent le plus grand nombre de revues de ce type (261). Viennent ensuite la Grande-Bretagne (84), la Hollande (32), la RFA (30), la Suisse (12), les pays scandinaves (8) et la France (11). Parmi les 433 revues mentionnées plus haut, 280 ont des comités de rédaction non limités au pays d'édition et 153 – dites « fermées » – ont des comités de rédaction réservés aux ressortissants du pays d'édition. Parmi ces dernières, 124 sur 153 sont d'origine américaine.

Au sein des revues dites « ouvertes », on observe une nette prédominance américaine (puisqu'en 48 % des membres des comités de rédaction sont originaires des États-Unis). Les Anglais sont également bien représentés dans ces revues (ils sont 14 % dans les comités de rédaction), suivis par les Allemands (7 %), les Scandinaves (4,5 %) et les Français (3,7 %).

Une étude plus fine de ces différentes publications objective parfaitement l'importance de la représentation américaine, y compris dans les comités de rédaction des périodiques d'origine européenne.

Elle confirme par ailleurs la faible représentation – la moitié de celle des chercheurs allemands – des scientifiques français dans les comités de rédaction de ces revues. Malgré le fait d'une productivité scientifique française relativement élevée, assez voisine de celle de la RFA dans un domaine comme la biologie. Au total, en 1989, les chercheurs français ont publié dans ces revues 18 194 articles, contre 19 866 articles émanant de scientifiques allemands.

Ces statistiques pourraient sembler bien futiles, ou pis encore relever d'une conception nationaliste bien étroite, si elles ne traduisaient une réalité bien concrète : les difficultés rencontrées de plus en plus souvent par les chercheurs pour faire connaître leurs travaux par l'intermédiaire de revues étrangères. Cette situation, on s'en doute, nuit à l'image internationale de la recherche française. D'autant qu'elle s'accompagne d'une autre carence, la sous-représentation des chercheurs français dans les comités internationaux des grandes congrès.

Donc, que faire ? Revoir la politique éditoriale de ces revues ? Il n'y a guère d'illusions de ce côté-là. Créer des revues francophones de niveau international ? Pourquoi pas. En sachant tout de même que plusieurs éditeurs ont tenté l'aventure, la plupart sans grand succès, car il est communément admis que l'anglais est aujourd'hui la langue scientifique internationale. Rénover, et rajouter, la plupart des sociétés savantes bien souvent éditrices de revues et organisatrices de congrès ? Certainement. L'image qu'elles donnent trop souvent de la recherche française à l'étranger est pour le moins déformée.

FRANCK NOUCHI

## Mères porteuses : la loi en arrêts

Deux arrêts de la cour d'appel de Paris autorisent la pratique des « mères porteuses » et relancent le débat sur la maternité de substitution

La cour d'appel de Paris a rendu, le 15 juin, deux arrêts autorisant l'adoption d'enfants conçus par des mères porteuses. Cette décision prise dans la plus grande discrétion accordée aux mères « substitues » d'Elise (1), deux ans et demi, et de Marie, deux ans, l'adoption plénière des enfants. Les magistrats, en prenant ainsi une décision contraire à celle du tribunal de grande instance de Paris, soulignent que « la maternité de substitution, en tant que libre expression de la volonté et de la responsabilité individuelle de ceux qui y souscrivent hors de toute préoccupation lucrative, doit être considérée comme licite ». La cour d'appel, qui avait d'abord déclaré illicites, en octobre 1988, tous contrats passés entre la mère naturelle et la mère adoptive, explique, dans ses deux derniers arrêts, que « la renonciation de la mère de substitution aux droits que la loi lui reconnaît à l'égard de son enfant résulte de sa libre volonté, qui se manifeste par son refus de reconnaître l'enfant ». Elle ajoute que cette « abstention de caractère délibéré » est admise par la loi et que « l'écoulement d'un laps de temps important » lui donne un « caractère définitif ».

Les magistrats ont également invoqué « l'exercice des droits naturels de chaque être humain », qui « n'a de bornes (...) que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits », notamment « fonder une famille par la procréation ».

Revenant sur le problème du contrat, la cour précise que « le père biologique tient ses droits à l'égard de l'enfant non de la promesse faite à la mère – qui ne peut créer à sa charge aucune obligation juridique – mais de l'abandon volontaire consenti par la mère à la naissance ».

Faute de pourvoi du parquet général de la cour d'appel, la décision prise en juin dernier est devenue définitive. Toutefois, elle pour-

rait être frappée d'un pourvoi du parquet général de la Cour de cassation « dans l'intérêt de la loi ».

Commentait ces arrêts de la cour d'appel de Paris, le docteur Louis René, président du conseil national de l'ordre des médecins, a regretté

regrette aussi vivement l'absence de volonté et de cohérence politiques dans ces domaines aussi essentiels d'un point de vue éthique. C'est ainsi par exemple que la chancellerie n'a pas suivi la demande formulée durant l'été par M. Claude Evvin

en revanche toutes les dérives d'un certain mercantilisme médical. Un mercantilisme – ou une perversité – d'autant plus inacceptable qu'il se repaît de la douleur des couples stériles et de la détresse matérielle, voire affective, de celles qui en sont



Claude Alexandre : sans titre, 1986 in : « Splendeurs et misères du corps ».

que les recommandations de la commission Braibant n'aient pas été suivies. « Il n'est pas sage, a-t-il déclaré, d'assimiler la personne humaine de l'enfant et le don d'organe ».

Les deux arrêts de la cour d'appel de Paris remettent-ils fondamentalement en question le consensus général à la fois éthique et juridique qui s'est progressivement dégagé ces dernières années en France à propos de la difficile question de la maternité de substitution ? Il faut espérer que non. Cette pratique mise en œuvre en marge des techniques de procréation médicalement assistées voit un couple dont la femme est stérile s'adresser à une autre femme moyennant rémunération à être inséminée avec le sperme de l'homme, à porter l'enfant et à le remettre ensuite dès l'accouchement au couple demandeur. Dans un tel schéma, le recours au corps médical pour l'insémination artificielle n'est certes pas indispensable. En pratique toutefois l'intermédiaire du praticien (qui ne joue là aucun véritable rôle thérapeutique) est vivement souhaité dans la mesure où il permet de faire l'économie des rapports sexuels entre la mère de substitution et le père biologique.

## Jurisprudence

## tâtonnante

Cet « adultère biologique » a visé procréatrice était jusqu'à présent unanimement condamné tant par les autorités médicales que par les instances ministérielles (santé et justice notamment) qui avaient eu à traiter de ces questions. C'est ainsi que la jurisprudence des juridictions tant administratives (en janvier 1988 à propos de l'association Les Cigognes) que judiciaires (en avril de la même année pour l'association Alma Mater) avait interdit de telles pratiques. « Celles-ci impliquent en effet qu'il y ait une convention portant sur un enfant et l'abandon de celui-ci par la mère de substitution », soulignait en 1988 un important groupe de travail multidisciplinaire réuni sous l'autorité de M. Guy Braibant, président de la section du rapport et des études du Conseil d'État. Conformément aux propositions du Conseil d'État, ce groupe de travail estimait nécessaire d'indiquer que ce type de contrat n'était pas admissible et qu'il était nul en droit (article 342-12 du code civil). De plus, pour faciliter la répression de ceux qui encourageaient cette pratique condamnée, le groupe jugeait utile de prévoir une infraction spécifique.

On ne peut donc aujourd'hui qu'être surpris des décisions de la cour d'appel de Paris, et de ce qu'il s'agit des arguments invoqués concernant les intérêts des enfants. Le rapport Braibant avait notamment donné lieu à un projet de texte de loi chaudement approuvé par M. Michel Rocard comme par la plupart des ministres concernés, tous déclarant souhaiter qu'on légifère dans ce domaine au plus vite. On indique de source bien informée que c'est l'Élysée qui – sans qu'on en connaisse les véritables raisons – fait actuellement barrage, l'examen de cet avant-projet de loi étant sans cesse remis à plus tard. Au ministère de la santé, on confie aujourd'hui souhaiter l'organisation d'un grand débat au Parlement sur ce sujet, étape indispensable, estime-t-on, à toute démarche législative. On

auprès de M. Pierre Arpaillange d'un pourvoi en cassation concernant ces deux arrêts.

A leur manière, comme après les spectaculaires demandes d'insémination artificielle post mortem avec le sperme d'un mari défunt, ces affaires mettent en lumière le danger grandissant de voir se développer des pratiques intervenant dans le cours des processus de la vie et de la reproduction de l'espèce humaine en dehors de tout cadre législatif. La jurisprudence tâtonnante et incertaine dans un domaine aussi complexe que celui de la reproduction manipulée ne manquera pas demain d'être à l'origine de nouvelles incohérences qui compliqueront l'action de tous ceux qui sont partisans de solides règles éthiques. Elle autorise

réduites à louer leurs organes génitaux pour porter un enfant qui – qu'on le veuille ou non – est biologiquement le leur avant, contrairement à l'abandonner moyennant, si l'on en croit le tarif habituellement pratiqué, la somme de 50 000 francs.

JEAN-YVES NAU

(1) Elise est née en 1987 à Louisville (Kentucky) d'une mère américaine qui avait accepté de porter l'enfant, vraisemblablement après insémination artificielle. Son père est français, et ses droits sur l'enfant auraient été reconnus par un jugement du tribunal de Jefferson, le 17 décembre 1987.

**Le Conseil Régional d'Ile de France finance l'A86, parce qu'un grand tour vaut mieux que de nombreux détours.**

Avec l'ouverture le 2 octobre du tronçon Thiais-Fresnes de l'A86, les Franciliens vont pouvoir circuler plus rapidement de l'Autosole du Nord à l'Autosole Aquitaine. C'est grâce à l'investissement du Conseil Régional d'Ile-de-France, qui finance 70 % de l'A86 que chacun peut en profiter dès aujourd'hui.

**CONSEIL REGIONAL ILE-DE-FRANCE**

**VOYONS LOIN, VIVONS MIEUX**

## Conférences

Dans le cadre de l'exposition

**VIVE L'EAU**

mercredi 17 octobre à 17h

**“L'eau dans les sociétés humaines”**

par Marie-Claude Pingaud, CNRS, et Jean-Pierre Goubert, Ecole des hautes études en sciences sociales.

Animation : Hervé Ponchelet, “Le Point”

mercredi 31 octobre à 17h

**“La structure de l'eau”**

par Jacques Vedel, CNRS, Paul Caro, CNRS, Zaher Massoud, Ifremer et CNRS, et José Teixeira, CNRS.

Dans le cadre de l'exposition

**LA FABRIQUE DE LA PENSEE**

samedi 20 octobre à 15h

**“Le sommeil : une nécessité ?”**

par Jean-Louis Valatx, Inserm (U52)

mercredi 24 octobre à 17h

**“Les communications neuronales”**

par Jacques Glowinski, Inserm (U114) et Suzanne Tyc-Dumont, CNRS (U9 634)

samedi 27 octobre à 15h

**“L'inégalité face au vieillissement cérébral”**

par Yves Agid, Inserm (U289)

(accès libre)

150 000 000



# SCIENCES • MEDECINE

POINT DE VUE

## Pour en finir avec l'inégalité face à la santé

par le professeur Rodolfo Saracci

**L**ES dépenses dans le domaine de la santé ne cessent de dériver. En France, elles ont, en 1989, dépassé les 500 milliards de francs, soit presque 9 000 F par habitant, avec une progression toujours supérieure à celle de la croissance économique nationale, quoique l'écart soit aujourd'hui moins élevé qu'à la fin des années 70 et au début des années 80. Si les dépenses pour la santé en France ne sont pas loin de représenter 9 % du produit intérieur brut, elles se situent à 11-12 % aux Etats-Unis.

La dérapage est plus ou moins contrôlé et généralisé dans tous les pays économiquement développés, quelle que soit la méthode d'organisation et de financement de leur service de santé : nationalisé, comme, par exemple, au Royaume-Uni ou en Italie, libéral comme aux Etats-Unis, ou centré sur l'assurance obligatoire comme en France. On retrouve dans tous ces pays trois caractéristiques communes :

- des services de diagnostics et de traitement curatif qui sont connectés presque directement avec le développement scientifique et technique, avec un transfert important et relativement rapide de l'innovation à la pratique médicale ;

- une disponibilité de grandes ressources financières qui permettent une couverture sanitaire de la majorité de la population, même si la majorité bénéficie d'une assurance-maladie représentée seulement 85 % de la population aux Etats-Unis, tandis qu'elle est de 99 % en France ;

- un faible pourcentage des ressources, de l'ordre de 2-3 % du budget de la santé, investies dans les services spécifiques de prévention, et, au-delà du budget santé, un niveau relativement faible de soutien pour les initiatives de prévention.

### Un cercle vicieux

C'est cette dernière caractéristique qui représente aujourd'hui le nœud central et toujours plus serré d'une contradiction à la fois éthique et économique, dans la mesure où tout calcul économique portant sur la vie humaine ne peut échapper à des critères moraux de valeur, implicites ou explicites. Ici, le principe éthique fondamental est la protection de la santé pour tout citoyen, telle qu'elle est, en France, inscrite dans le préambule de la Constitution de 1946 : « La nation garantit à tous la protection de la santé. » La traduction pratique courante de ce principe est la garantie d'accès aux soins à domicile, ambulatoires ou hospitaliers, ce qui, lorsque ces soins deviennent de plus en plus coûteux, engendre et entretient un cercle vicieux.

Comme l'ont très clairement souligné dans leur rapport de novembre 1989 (le Monde du 14 novembre 1989) les professeurs Dubois, Gori, Gremy, Hirsch et Tubiana, d'une part nous sommes confrontés de façon très nette à une dérive des dépenses dans le domaine des soins, tandis que d'autre part nous dépensons peu pour prévenir ces mêmes maladies qui sont la cause directe du coût des soins. Il y a deux conséquences immédiates à cette démarche. Lorsque les soins s'avèrent impuissants, ce qui est par exemple encore le cas pour un pourcentage important de cancers, des vies sont perdues prématurément. Lorsque, au contraire, les soins sont efficaces, mais pas du tout résolutifs, comme c'est encore le cas pour une assez grande partie des traitements, il en résulte un nombre croissant de personnes qui avancent dans l'âge et sont des demandeurs chroniques de soins, légers ou lourds.

Beaucoup plus que le vieillissement de la population, c'est le vieillissement en condition de demi-santé qui pose un problème majeur. La réponse à ce problème, qui passe par une augmentation ultérieure des soins (et des coûts relatifs), ainsi que par une amélioration des services de santé, est, dans le meilleur des cas, limitée et entraîne à terme une érosion de l'étendue et de la qualité de la protection sanitaire qu'il sera possible d'offrir à la population. En d'autres termes, le mécanisme qui, en dépit des différences de statuts économiques et sociaux, vise à élargir le droit des citoyens à la santé, principalement à travers l'égalité d'accès aux soins diagnostiques et curatifs, est absolument vital mais en danger de devenir à la fois de plus en plus coûteux et de moins en moins égalitaire.

La seule façon de s'attaquer simultanément au volume de dépenses et aux inégalités dans la protection de la santé est la prévention. Non seulement elle élimine la maladie en tant que source de dépenses mais elle abolit à la racine une des inégalités les plus fondamentales, et bien souvent lourde de conséquences sur le plan personnel : l'inégalité entre la personne atteinte d'une maladie et la personne qui reste en bonne santé. Toute la médecine a bien sûr pour but la santé, mais seule la prévention a pour trait intrinsèque et but spécifique l'égalité de chaque citoyen dans le domaine de la santé. Cette égalité est encore bien loin d'être atteinte.

En France, la probabilité de mourir avant l'âge de la retraite (entre 35 et 60 ans) est de 7 % pour un professeur et un cadre supérieur, de 12 % pour un agriculteur et pour un artisan, de 15 % pour un ouvrier et 25 % (un sur quatre) pour un manoeuvre. De plus, ces différences ne sont pas en train de s'atténuer. De l'autre côté de l'Atlantique, au Canada, un nouveau-né peut s'attendre à vivre en moyenne 68 ans sans infirmité invalidante si ses parents appartiennent à la couche des 20 % à plus haut revenu de la population, tandis que cette moyenne est seulement de 55 ans pour un enfant dont les parents appartiennent à la couche à plus faible revenu. Au Royaume-Uni, jusqu'à 10 % des cancers chez les femmes et plus de 30 % chez les hommes seraient éliminés si les conditions de vie des classes défavorisées s'amélioraient et se rapprochaient de celles des classes favorisées. Ce sont surtout les cancers liés à la consommation de tabac et d'alcool - qui est tout à fait possible de réduire (comme le démontre leur diminution dans les classes aisées) - qui sont à l'origine de ces différences.

Cela vient encore d'être confirmé par des estimations récentes du CIRC (1) qui chiffrent à au moins 80 % pour le poumon, 30 % pour le pancréas, 30 à 70 % pour la vessie et 40 % pour le rein les cas de cancers qu'il serait possible de prévenir en éliminant l'exposition au tabac ; auxquels il convient d'ajouter, si on élimine également l'exposition à l'alcool, plus des trois quarts des cancers de la cavité orale, du larynx et de l'œsophage. Au moins 10 % des cancers du poumon et de la vessie pourraient être évités en éliminant des agents cancérigènes présents dans le milieu du travail. Le dépistage systématique - une mammographie tous les deux ans - pourrait prévenir presque un tiers des décès par cancer du sein chez les femmes de plus de cinquante ans, tandis que le dépistage systématique par frottis cervical tous les trois ans parviendrait à prévenir, chez les femmes entre 35 et 64 ans, presque 80 % des décès par cancer du col utérin. Il est clair que, même dans un secteur encore difficile à maîtriser comme le cancer, la prévention a déjà un grand rôle à jouer ; et dans d'autres secteurs (maladies cardio-vasculaires, respiratoires, accidents) son rôle est également, sinon plus, important.

### Un objectif qui requiert trois conditions

Etant donné que les problèmes de coût, d'inégalité face à la santé et de prévention se posent de façon fort similaire dans tous les pays développés et particulièrement dans les pays de la CEE, est-ce trop espérer que la prévention devienne un volet prioritaire de l'Europe communautaire à l'horizon de 1993 ? « Santé, égalité, prévention » est un objectif qui requiert au moins trois conditions pour être atteint :

- la prévention doit devenir une

priorité concrète. A l'échelle française, le plan tout récemment proposé par le ministre de la santé pour limiter les dégâts du tabagisme et de l'alcoolisme, et, à l'échelle européenne, le plan « Europe contre le cancer » sont deux expressions éclairées de cette priorité, qu'il ne faut pas laisser uniques et isolées. Plus, en général, la prévention signifie que les investissements directs ou indirects (en dehors du budget santé) pour les initiatives de prévention doivent progresser à un rythme plus rapide que la moyenne des autres dépenses publiques, y compris celles des secteurs biomédical et social ;

- dans nos sociétés ouvertes, qui consacrent une large place aux mécanismes concurrentiels, les incitations économiques, pourvu qu'elles soient bien réfléchies et choisies, peuvent se révéler plus efficaces que des réglementations répressives et restrictives. On ne peut certainement pas qualifier de bien réfléchi et choisi l'objectif de la CEE qui continue à subventionner la culture et la production de tabac à un niveau presque mille fois plus élevé que celui accordé au programme « Europe contre le cancer » ; lorsque l'inclination économique devrait évidemment s'exercer vers la conversion de cette production en direction d'autres filières ;

- la recherche en prévention et pour la prévention mérite d'être vigoureusement soutenue. Elle peut aujourd'hui connaître un nouvel essor grâce aux progrès à la fois profonds et rapides dans divers domaines de la biologie, notamment l'immunologie, la biologie et la génétique moléculaires.

### Une carte d'identité génétique

Déjà, l'identification des gènes de la maladie musculaire de Duchenne et de la mucopolysaccharose ouvre une voie au dépistage prénatal et à la prévention de ces graves maladies héréditaires, même si plusieurs problèmes restent encore à résoudre (voir le Monde du 12 juin 1990). Mais aussi la prévention de maladies beaucoup plus communes comme les cancers du sein, du colon, du poumon ou des maladies à base métabolique peut bénéficier du progrès de la biologie.

D'une part, la modification et le contrôle des facteurs de l'environnement au sens large (air, eau, aliments, médicaments, cosmétiques), qui sont la pierre angulaire de la prévention des maladies communes, peuvent devenir plus sélectifs et bien ciblés ; par exemple lorsque des études utilisant à la fois les techniques de l'épidémiologie, de l'immunologie et de la biochimie conduisent à isoler avec précision un polluant atmosphérique capable de déclencher des attaques d'asthme, des mesures de contrôle s'adressant spécifiquement aux sources de ce polluant deviennent possibles. D'autre part, avec la caractérisation de la structure moléculaire et de la fonction d'un nombre croissant de gènes de notre patrimoine héréditaire, on peut envisager un futur où il sera possible de créer une carte d'identité génétique pour chaque individu et de définir le type et le degré de ses prédispositions à développer des maladies communes.

Cela devrait avant tout permettre d'identifier les sujets à très forte susceptibilité qui, bien que dans un environnement rigoureusement contrôlé et inoffensif pour la presque totalité de la population, peuvent encore développer une maladie et pour lesquels des précautions particulières sont nécessaires. Il y a là un moyen pour tenter de rétablir l'égalité face à la santé même dans les cas les plus extrêmes et les plus pénalisés par le jeu des circonstances naturelles. Investir dans la prévention est aujourd'hui la façon la plus sûre de garantir notre santé et celle de nos enfants.

(1) Tomatis L. Cancer : causes, occurrence and control. IARC Publication, number 100, Lyon, 1990.

► Le professeur Rodolfo Saracci est chef de l'unité d'épidémiologie analytique du Centre International de recherche sur le cancer de Lyon.

## 15 ANS D'EXPERIENCE EN MATIERE DE CHUTE DE CHEVEUX

Pour 9 millions de Français la chute des cheveux - ou alopecie - est un problème préoccupant pour ne pas dire inquiétant. Les plus touchés sont les hommes - 40 % à 35 ans, 60 % après 60 ans, - qui voient avec angoisse leur front se dégarmer et redoutent d'être chauves. Il existe pourtant, dans ce domaine, des traitements efficaces. Que ce soit en chirurgie ou en cosmétique, les thérapeutiques modernes nous donnent les moyens d'agir et de réagir.

La chevelure masculine a toute une symbolique de puissance et de séduction. Avant on en est fier lorsqu'elle est belle et florissante, autant elle devient source de désespoir lorsqu'elle commence à s'éclaircir. Les raisons de cette chute sont nombreuses : certains évoquent le changement de saison, d'autres mettent en cause le stress, la fatigue, le surmenage intellectuel, d'autres encore expliquent ce phénomène par des problèmes nutritionnels. Actuellement, c'est surtout le facteur héréditaire que l'on retient pour la forme d'alopecie la plus fréquente chez l'homme : l'alopecie androgénétique. Elle débute généralement entre 20 et 30 ans, de façon diffuse et progressive, si bien qu'on ne la remarque pas tout de suite. Mais une chose est sûre : les cheveux tombent lentement mais sûrement, découvrant au fil des années, une géographie crânienne où des zones sinistrées apparaissent de plus en plus nettement.

Que s'est-il passé ? De toute évidence, le cycle capillaire, à un moment donné, s'est déréglé. Si l'on ne sait pas précisément pourquoi, en revanche on sait comment. Il apparaît que la phase physiologique normale de renouvellement s'est endormie : les cheveux anagènes (les nouveaux

cheveux) ne poussent plus et les cheveux télogènes (les cheveux existants) s'anémient et finissent par mourir. Résultat : on perd trop de cheveux et la « relève » n'est plus assurée.

### Cheveux : l'espoir vient du côté des plantes

Pour les hommes qui tiennent à garder leurs cheveux, la Phyto Pollène Plus représente très certainement à l'heure actuelle un sésame espoir. Formulée uniquement à base de plantes, plus précisément de 8 huiles essentielles enrichies de phyto et de bio-stimulants, elle illustre parfaitement l'apport de la Phytothérapie - ou soins des cheveux par les plantes - dans le domaine des traitements capillaires. Précédant les courants de mode, les Laboratoires Phytosolba ont su avant tout le monde utiliser et amplifier le pouvoir traitant des huiles essentielles. Certaines sont plus spécifiquement bactéricides comme la marjolaine, l'origan, le romarin, la safranette ou le thym. D'autres sont parasitocides comme le géranium, la lavande, l'origan, ou encore fongicides, ce qui permet d'assainir le cuir chevelu. La plupart enfin associent des propriétés cicatrisantes à un réel pouvoir astringent sur la fibre capillaire. L'ensemble de ces effets constituant l'efficacité de la Phyto Pollène Plus.

La chute des cheveux n'est pas le seul problème auquel s'intéresse la Phytothérapie. Dans la mesure où l'alopecie est souvent liée à d'autres manifestations du dérèglement du système capillaire - cheveux gras, pellicules... - les Laboratoires Phytosolba ont également su exploiter les propriétés bénéfiques de certaines plantes pour soigner efficacement les cheveux : le bois de Panama ou l'extrait de capucine pour régulariser la fonction sébacée, un cocktail de 7 plantes revitalisantes pour renforcer la fibre kératinique, le coltar pour éliminer les pellicules, le henné pour fortifier les cheveux et leur donner du volume, l'huile d'Alès à base d'huiles essentielles et d'huile de ricin pour reconditionner les cheveux sensibilisés, l'huile de jojoba qui apporte aux che-

veux desséchés le lubrifiant et le lustre normalement fournis par le sébum... La Phytothérapie apporte des solutions réelles à tous les problèmes de cheveux, sous forme de traitements spécifiques à la fois préventifs et curatifs. Sans inconvénients ni effets secondaires. Et avec toute la sécurité d'emploi de produits dont la composition est entièrement naturelle, leur assure une totale innocuité.

### Les Laboratoires Phytosolba : précurseur et leader du soin capillaire par les plantes

Derrière la formulation de chaque produit de Phytothérapie, il y a des années de recherches menées en collaboration avec des scientifiques du CNRS, des dermatologues, des ingénieurs-chimistes et des pharmaciens, mais il y a surtout un homme, Patrick Alès et un laboratoire, les Laboratoires Phytosolba, qui, depuis plus de vingt ans, étudient nos cheveux à la loupe et s'attachent à développer une ligne de soins capillaires uniquement à base de plantes. Ils furent d'ailleurs les premiers, dès 1969, à mettre les immenses ressources du règne végétal au service de la beauté, de la santé des cheveux. Et à exploiter les plantes dans ce qu'elles ont de plus traditionnel mais aussi dans ce qu'elles ont de plus actif et de plus moderne. « Je ne conçois pas un produit pour qu'il sente bon ou pour qu'il soit beau, mais pour qu'il agisse. » Cette exigence, Patrick Alès l'applique systématiquement à chaque formule originale en la faisant élaborer avec toute la rigueur, tout le sérieux d'un laboratoire scientifique.

C'est ce qui permet aujourd'hui aux Laboratoires Phytosolba de proposer une gamme complète de produits de soin et d'entretien des cheveux, dont les dosages et mélanges minutieux accentuent les vertus incomparables des extraits concentrés de plantes et d'huiles essentielles qui les composent.

Face à la chute des cheveux, il y a deux attitudes possibles. Certains acceptent de vivre avec (ou plutôt sans...) arborant fièrement leur front dégarni comme signe indiscutable de leur intelligence supérieure. Et puis il y a tous les autres, qui se font des cheveux blancs à force de les perdre ! Ceux-là ont de plus en plus tendance à consulter leur dermatologue, leur pharmacien et bien sûr leur coiffeur, en quête d'une solution. Mais au point il y a quinze ans par les Laboratoires Phytosolba, précurseur de la Phytothérapie (traitement des cheveux par les plantes), Phyto Pollène Plus, antichute cheveux, a déjà fait la preuve de son intérêt, non seulement auprès de ses utilisateurs, mais aussi grâce à deux études cliniques menées en 1977 et en 1980 dans les services dermatologiques de l'hôpital Saint-Louis et au centre hospitalier de Montmorency. Depuis, de nouvelles méthodes d'objectivation sont apparues. C'est ce qui a incité les Laboratoires Phytosolba à soumettre leur produit à une nouvelle expérimentation, dans le but de vérifier les résultats déjà enregistrés. Le pari était audacieux. Aujourd'hui, les Laboratoires Phytosolba s'en félicitent : la Phyto Pollène Plus voit une fois de plus son intérêt confirmé.

### 78 % d'amélioration !

Pour mettre au point la Phyto Pollène Plus, les Laboratoires Phytosolba ont utilisé et amplifié le pouvoir des huiles essentielles. Et, pour en vérifier l'intérêt, deux études cliniques ont été menées en 1977 et en 1980. Leurs résultats étaient très satisfaisants. Depuis, une autre technique d'expérimentation plus fiable et plus performante est apparue : le phototrichogramme. Les Laboratoires Phytosolba, soucieux de vérifier les résultats obtenus auparavant, ont donc engagé une troisième étude clinique, qui s'est déroulée à l'hôpital Saint-Louis. Elle a porté sur un groupe homogène d'hommes présentant tous une alopecie (terme scientifique pour désigner la chute des cheveux) androgénétique (c'est-à-dire héréditaire) de stade II à V, selon la classification de Hamilton. En d'autres termes, sur les cas les plus délicats, les résultats ont largement confirmé les conclusions des deux premières études, et montré l'intérêt de Phyto Pollène Plus dans le cas de chute de cheveux. Intérêt auquel s'ajoute un about, à souligner : Phyto Pollène Plus est un produit formulé à base de plantes. A un moment où la chute des cheveux constitue un motif de consultation de plus en plus fréquent, et en l'absence de

thérapeutique radicale, le traitement anti-chute Phyto Pollène Plus présente donc bien un intérêt réel ! On a beau avoir quinze ans d'expérience et vivre au jour le jour l'efficacité de son produit, les Laboratoires Phytosolba sont pleinement satisfaits de ces résultats !

### Prendre le problème à la racine

Avant de vous précipiter pour acheter Phyto Pollène Plus, vérifiez que vous êtes vraiment concernés. Ce n'est pas parce que vous avez quelques cheveux sur votre poigne tous les matins qu'il faut vous alarmer. Les cheveux sont vivants : ils naissent, ils poussent, ils tombent et, quand tout se passe bien, sont remplacés par d'autres. En revanche, si vous en comptabilisez plus de cent chaque fois, c'est peut-être le moment de vous faire faire un test de traction par votre dermatologue. Comme ça vous saurez exactement où vous en êtes. Cette épreuve consiste à faire passer une dizaine de mèches entre deux doigts et à compter les cheveux détachés. On admet qu'il n'y a pas d'anomalie tant qu'il ne se détache pas plus de cinq cheveux par mèche. Un petit test vaut mieux qu'un grand stress, alors n'hésitez pas ! Maintenant, si votre front se met soudain à grandir, et vos tempes à s'éclaircir, ne concluez pas hâtivement que vous êtes en train de faire une poussée d'intelligence. Agissez, et vite ! D'autant que les expérimentations ont montré que Phyto Pollène Plus est encore plus efficace si la chute des cheveux a commencé récemment !

### Les conditions de la réussite

Et si vous commencez tout de suite... eh bien, non, demain, ça n'ira pas mieux ! Pour obtenir de bons résultats, il faut compter entre trois et six mois, à raison de deux applications par semaine. L'idéal est d'appliquer Phyto Pollène Plus rare par rare, le soir, de laisser poser toute la nuit et de laver les cheveux le matin. Mais si vous êtes vraiment impatient, contentez-vous de l'appliquer une demi-heure avant le shampooing. A noter : l'expérimentation a également permis de constater que l'aspect cosmétique des cheveux est amélioré. En d'autres termes, ils sont tout simplement plus beaux ! Trois à six mois, c'est un peu long, c'est vrai, mais, comparé aux résultats, c'est finalement bien peu de chose ! Visa PP 271-U.389.



## THÉÂTRE

## L'expérience de l'échec

Heiner Müller participe à la Quinzaine Brecht et parle de l'Allemagne

Du 8 au 21 octobre, le Centre Georges-Pompidou et le Goethe Institut organisent une série de manifestations consacrées à Bertolt Brecht : des films, dont la version allemande de l'opéra de Kurt Weill, *Baal*, de Schönbrunn avec Fassbinder dans le rôle titre - des expositions, débats, colloques, chansons, du théâtre - la Bonne Aïe de Setchouan par la Trübschne de Stuttgart. Heiner Müller, qui a lu lundi 8 octobre la *Mesure* au Goethe Institut, nous a parlé de l'Allemagne.

« Brecht, dit-il, n'est pas monolithique. Il a tant écrit que l'on y trouve ce que l'on y cherche, comme dans Shakespeare. Une part ou une autre de son œuvre peut toujours se lire au présent. » Heiner Müller n'est pas seulement l'auteur le plus connu de feu la RDA. Pour le monde occidental, il en représente les tourments et la blessure.

Il a accepté de présider à Berlin l'Académie des arts, parce que, dit-il, « il est des obligations que l'on doit assumer. Je veux tenter une transformation fondamentale... Il y a des choses à sauver, ne serait-ce que l'expérience de l'échec. L'échec est le trait commun de l'intelligentsia de l'Est. »

« La gauche a vécu dans l'illusion que l'on pouvait rélier art et politique. C'était une erreur. Brecht était en exemple le théâtre élitiste qui n'a jamais traité l'événement essentiel de cette époque : la défaite navale de l'Espagne où est née la puissance de l'Angleterre. »

« Aujourd'hui seulement, on peut commencer à comprendre les enjeux de la seconde guerre mondiale (1). Nous avons à analyser la victoire des pays vaincus, la RFA et le Japon, et son corollaire, l'échec du socialisme. Ce que nous vivons reproduit ce qui a été dit sur la mort de Dieu, sur la foi sans objet. Vous savez que si on empêche les gens de rêver, ils deviennent fous. L'art seul permet aujourd'hui de rêver. »

« Lénine a rêvé une société socialiste et l'a mise en chantier. La faute est d'avoir laissé passer

le bon moment pour en finir avec la rigidité des structures. Il y a eu la guerre civile, puis la guerre, et la situation s'est éternisée. Gorbatchev est le premier à avoir admis la faillite de l'entreprise. L'échec du socialisme est la tragédie de ce siècle. Il cède la place à la philosophie du keep smiling... »

« La coupure entre les intellectuels et le peuple ? Elle a toujours existé. L'erreur, en RDA, a été de ne pas y croire de ne pas comprendre que le problème central est l'économie. Mais, aujourd'hui, les seuls succès de Brecht en RDA sont l'opéra de Kurt Weill et Mahagonny où l'on voit que la pauvreté est punie de mort. »

## Repenser le concept de révolution

« L'économie de la RFA a accompli le vœu d'Hitler : soumettre l'Est. Et, pour cela, il a fallu une défaite militaire... On pourrait en parler pendant des années. Nous devons repenser le concept de révolution. La seule qui ait réussi, en Allemagne, a été celle des nazis en 1933. Vous savez ce qu'a dit Marx ? »

« Les Allemands ne connaissent la liberté que le jour de leur enterrement. »

« On a répété après lui que la révolution est la locomotive de l'histoire. Les progrès technologiques sont allés plus vite. A l'Ouest on a joué l'accélération, à l'Est on a freiné. Entre les deux vitesses, le mur tenait un rôle régulateur. Sa disparition fait de l'Europe une zone d'incertitude. »

« Et moi ? Je dirai comme Flaubert dans sa lettre à Tourgueniev : « J'ai toujours essayé de vivre dans une tour d'ivoire, mais une mer de merde en bat les murs. » Et je dirais aussi comme Rilke : « Le beau n'est que le début encore supportable de l'horreur. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD

(1) Heiner Müller travaille à une pièce sur la bataille de Stalingrad.

► Renseignements : Goethe Institut 47-23-81-21. Centre Georges-Pompidou 42-77-12-33.

## Le rêve du mime Marceau

Marcel Marceau aimerait transformer le Gymnase en théâtre permanent du mimodrame

Le mime Marceau s'est installé pour la saison au théâtre parisien du Gymnase. Dans un premier temps, jusqu'en février, entouré d'anciens élèves (Jean-Luc Gaimiche, Scott Malcolm, Boydan Nowak) de l'Ecole internationale de mimodrame de Paris dont il est le directeur artistique, il propose quelques-uns de ses « classiques » (*Le Jardin public*, *Le Tribunal*) et une quinzaine de nouveaux numéros (*l'Obsession*, *l'Obsession*...) répartis en quatre programmes différents. Dans un second temps, prélude à la création d'un théâtre de mimodrame qu'il imagine volontiers dans cette même salle du Gymnase, il présentera des pièces inédites comme *Napoli-New York*, renouant ainsi avec la tradition de ses débuts.

Un spectacle de Marcel Marceau sans Bip, son personnage fétiche, ce n'est pas concevable. Descendant du Pierrot enfamé qui faisait la joie des badauds du boulevard du Crime, Bip affronte le tragique et le comique de la vie quotidienne. Il se met dans la peau de Don Juan, devient un musicien des rues, la vedette d'un petit cirque ambulante ou un gardien de musée qui a le pouvoir d'entrer dans les tableaux historiques exposés (*Assassins de Marat*, *la Campagne d'Italie de Bonaparte*), avec l'intention d'infléchir le cours de l'histoire. Mais le mime s'essaye aujourd'hui à des mises en scène, plus sophistiquées. Ainsi, par exemple, ce nouveau numéro sur le thème du comédien qui voit sa barbe postiche se décoller sans arrêt durant la représentation, en perd la mémoire, rate son spectacle et se heurte dans les coulisses au drame.

Lassé de parcourir les cinq continents depuis un quart de siècle, pour donner dans le monde près de trois cents représentations par an, Marcel Marceau a décidé de freiner sa course vagabonde. Par une grâce blafarde qu'il tient de Debureau et de la dramatique japonaise, il aura insufflé une vie nouvelle à son art : c'est en partie grâce à lui si des troupes de mimes, des écoles, se sont constituées dans une vingtaine de pays.

CLAUDE FLÉOUTER  
► Théâtre du Gymnase, 20 h 30, Paris, tél. : 42-46-79-79

## Fascination du kabuki

Le Grand Kabuki présente au Théâtre des Champs-Élysées un spectacle en deux parties. La première est une pièce comique habituellement donnée en interlude dans les représentations de Nô. Une sorte de farce à quiproquo, avec les personnages du genre : le mari infidèle, la femme teigneuse, le valet malin et coquet. Le jeu est forcé, mais la musique reste étrangement intense.

La seconde partie est certainement plus fascinante, en dépit d'une intrigue linéaire et mélodramatique - une mère folle apprend la mort de son enfant, enlevé par un marchand d'esclaves - car elle permet d'approcher le fascinant mystère du kabuki, de ces acteurs devenus des figures graphiques aux lignes précises, aux mouvements lents et courbes de plantes aquatiques. Le mystère des « onnagata », ces hommes qui tiennent les rôles de femmes, ils ne « jouent » pas, ils représentent. Leur art est le plus subtil de tout le théâtre traditionnel japonais.

L'art de Nakamura Utaemon VI « trésor national vivant » est si parfait qu'il n'est pas besoin d'en connaître les codes pour être envoûté.

C. G.  
► Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 jusqu'au 13 octobre - Tél. : 42-20-36-37.



Les « onnagata » : ils ne « jouent » pas, ils représentent

## VENTES

## Les céramiques de Vallauris

Longtemps boudées, les céramiques exécutées par des artistes devraient trouver preneur à Londres

Pièces uniques ou d'édition, les céramiques de Picasso, Dufy, Braque ou Cocteau ne sont plus boudées. A l'exception sans doute, de celles de Fernand Léger, ces œuvres en terre cuite sont désormais connues, répertoriées et classées. Dans les ventes françaises, elles clôturent généralement une dispersion de peintures modernes.

A Londres, elles font l'objet de ventes spécialisées depuis deux ans déjà. « C'est l'occasion d'acquiescer des œuvres originales de quelques-uns des plus grands artistes de ce siècle à des prix raisonnables », explique Mélanie Clère, expert chez Sotheby. Après un départ difficile, les estimations de certaines pièces ont, depuis, plus que doublé.

Si *Personnage*, une céramique des années 50 de Miro, dépassait l'année dernière 1 400 000 francs, ce sont toujours les créations de Picasso qui ont la préférence du public. Leurs prix oscillent entre quelques milliers de francs pour une édition en série limitée et plus de 650 000 francs pour une pièce unique.

A partir de 1946 et ce pendant près de vingt ans, le peintre exécuta des milliers de céramiques dont six cents modèles pour les porcelaines Madoira à Vallauris.

La encore il aborde cette technique avec un esprit novateur. Il décline sur beaucoup de supports sa passion pour la corré. Une assiette rare, *Corrida*, reproduit fidèlement une mise à mort (70 000 francs), un *Taureau* se cabrant épouse les formes d'un pichet (150 000 francs).

Sous ses mains, le vase se mue en une *Chouette mate* (40 000 francs), et la cruche devient une *Tête de femme couronnée de fleurs* (110 000 francs). Le peintre reprend ses droits avec des « tableaux » miniatures en terre cuite : *Femme au chapeau fleuri* (entre 40 000 et 60 000 francs), sorte d'autoportrait de l'artiste vieillissant, alors

qu'il partageait son existence avec Jacqueline, représentée ici devant un cheval (90 000 francs). Cocteau est également présent dans la vente Sotheby's avec le visage aquila d'*Orphée à la lyre* (15 000 francs). Quant à Raoul Dufy, il couvre ses jardinières de salon et ses vases des années 20 (respectivement estimés 800 000 et 300 000 francs) de naldes et de baigneuses.

« Les collections commencent à se former, fait remarquer Gérard Faggonato, de chez Christie, surtout pour les céramiques de Picasso. » Alors que le marché était, jusqu'à présent, contrôlé par des particuliers, Français, Anglais et même Japonais, les marchands se mettent à stocker les pièces les moins importantes. Les plus belles vont désormais compléter des collections d'amateurs fortunés qui possèdent déjà un large éventail de l'œuvre de Picasso.

ALICE SEDAR

► Vente à Londres, le 18 octobre, chez Christie (11 heures) et chez Sotheby (14 h 30).

## CINÉMA

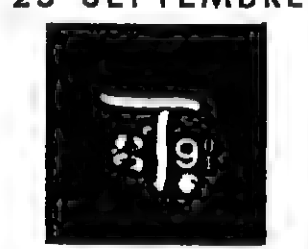
Deux festivals « cinéma et histoire ». - Deux festivals se consacrent aux rapports entre cinéma et histoire durant ce mois d'octobre. A Châteauneuf-Thierry jusqu'au 14, sont proposés une série de classiques du genre (*Les Visiteurs du soir*, *Ran ou le Nom de la rose*), et surtout six films inédits, parmi lesquels le beau *Cantique des pierres* de Michel Khleifi et le très attendu film britannique *Henry V*. Du 25 au 27, ce sera au Festival du film d'histoire de Peyssac d'aborder la question. Trois rétrospectives tenteront de cerner l'histoire coloniale telle que l'écran l'a montrée au travers de vingt films, dont des raretés comme *le Bled* de Jean Renoir.

Conformément à ce qui s'était produit cette année lors de la rétrospective Van Gogh, les organisateurs de l'exposition Rembrandt mettront les billets en vente par anticipation, l'acheteur devant indiquer le jour et l'heure de début de sa visite. En France, les réservations seront ouvertes le 1<sup>er</sup> août 1991 à l'Office néerlandais du tourisme.

CHRISTIAN CHARTIER

(1) A Berlin, du 12 septembre au 27 octobre (dessins) et au 10 novembre 1991 (tableaux et eaux-fortes) ; à Amsterdam, du 4 décembre 1991 au 19 janvier 1992 (dessins) et au 1<sup>er</sup> mars 1992 (tableaux et eaux-fortes) ; à Londres, du 26 mars au 24 mai 1992 (tableaux et eaux-fortes) ; à la National Gallery et du 26 mars au 7 août 1992 (dessins, collection propre du British Museum).

25 SEPTEMBRE



31 OCTOBRE

ELLE  
GENET  
BAYEN

ELLE  
DE JEAN GENET  
MISE EN SCÈNE :  
BRUNO BAYEN

avec  
Maria Casarès  
Gigi Dall'Aglio  
David Gabison  
Jacques Piciller  
Marc Sussel

TARTUFFE  
MOLIÈRE  
SOBEL

MISE EN SCÈNE : BERNARD SOBEL

avec Aude Briant, Maria Casarès, Philippe Fauré, David Gabison, André Marcon, Vincent Massot, Michèle Oppenot, Dominique Parent, Nicolas Pignon, Dominique Raymond, Andrzej Seweryn.

PRODUCTION  
DE GENÈVE-ULIERS  
CENTRE DRAMATIQUE  
NATIONALE  
METRO GABRIEL PERI  
TEL. 01 42 77 12 33



JARDIN D'HIVER  
TONTKI  
ALGER  
d'Eugène Durif  
mise en scène de Charles Jordjman

Avec  
Cécile Beckès, François Clavier,  
Didier Kerkhofs, Jérôme Kircher,  
Roth Leibovitch, Catherine Maigron,  
Yves Nadol, Serge Vallat.

THEATRE  
OUVERT  
42 62 59 49

LES AUDIOPHILES ET FORUM DISTRIBUTION PRÉSENTENT

Metropolitan

Maudits. Bourgeois. Amoureux.



Un film de Whit Stillman

LÉOPARD D'ARGENT  
FESTIVAL DE LOCARNO 1990

QUINZAINE DES RÉALISATEURS  
FESTIVAL DE CANNES 1990

PETIT MONTPARNASSE

CATHERINE  
ZARCATE

RACONTE  
BAZAR  
DE NUIT

LOC. 43.22.77.30

AU FOYER DES 18 h  
ASSIETTES FOURMANNES ET VINS CHÔISIS

AULVAY

12 octobre 90 à 20h  
14 octobre 90 à 16h

COSI  
FAN  
TUTTE

MOZART

LOC. 43.22.77.30

1500



# CULTURE

... Le Monde • Mercredi 10 octobre 1990 21

## PATRIMOINE

### Les musées meurent aussi

Suite de la première page

M. Sallois poursuit : « L'année passée, on a enregistré soixante millions de visiteurs pour l'ensemble des musées français, un chiffre en augmentation constante, à rapprocher de la fréquentation des salles de cinéma (cent dix millions de personnes). Ce public, qui se différencie de plus en plus, nous impose des règles nouvelles. Il nous contraint à nous éloigner du modèle archaïque, celui du dix-neuvième siècle, qui a perduré jusqu'à une époque récente. D'autant que certains de ces établissements représentent pour la zone où ils sont installés de véritables pôles d'activités économiques. Le château de Versailles reçoit quatre millions et demi de visiteurs par an et l'ensemble des musées de la région de Mulhouse (Chemin de fer, Musée alsacien, Voiture et Impression sur étoffe) plus d'un million de personnes. Mais il ne s'agit pas de couler du béton à tort et à travers. Une réflexion sur la place du musée dans la ville, son architecture, les problèmes de muséologie, l'articulation des collections et des publics doit être menée au sein de la DMF.

#### Renaissance de la porte Dorée

« Je n'oublie pas que le musée français a une spécificité : c'est un service public dont les collections sont inaliénables. La rentabilité ne peut donc être son seul mode de gestion. Gérer, c'est s'occuper des collections, du public, des espaces et des personnels. Mais pour avoir une politique des collections encore plus que celle des autres, les inventaires sont loin d'être tous établis. Ainsi la récente exposition consacrée aux arts kanak n'a pu être organisée que grâce à un inventaire des différents musées français dans ce domaine, et celui-ci a révélé des surprises. Ce travail doit déboucher sur un redéploiement des collections. La politique des dépôts doit repenser, comme au début du dix-neuvième siècle. C'en est fini du musée encyclopédique. Chacun d'entre eux doit avoir son projet culturel, projets qui doivent se compléter. Il n'est pas question pour la

DMF de se substituer aux chefs d'établissement mais elle doit assurer la coordination des différents établissements. »

Premier à être sur la sellette, le Musée des arts africains et océaniques (MAAO) de la porte Dorée. Là, dans un bâtiment élevé pour l'exposition coloniale de 1931 s'abrite un musée qui doit sa nouvelle destination à André Malraux. Loin des circuits classiques, il est surtout connu grâce à son aquarium - fort beau d'ailleurs. Pour un conservateur, être désigné pour diriger cet établissement, proche du zoo de Vincennes, est un signe de disgrâce certaine, une manière d'exil.

C'est le Cayenne des musées de France. D'ailleurs, comment en irait-il autrement ? Les arts dits primitifs ont longtemps été considérés comme mineurs par une profession mal formée pour gérer de telles collections. Les crédits sont chiches et le ministère des affaires étrangères trouve le lieu commode pour organiser des expositions fourre-tout, alibis culturels de politique internationale. Ce musée à la vocation artistique affichée hésite entre une ethnographie diffuse et des préoccupations plastiques au rabais. Les collections permanentes sont peu et mal exposées dans cet édifice incommode, au charme certain. Si quelques événements détonnaient, heureux événements, « Afrique, formes sonores », ils avaient, pour la plupart, été montés à l'extérieur. Le musée de la porte Dorée était en passe de devenir le linceul poussiéreux d'une Afrique fantôme.

Cette indifférence - ou ce mépris - de l'expression artistique de tout un continent est apparue à beaucoup comme insultant mais aussi comme totalement « ringard ». Voilà un siècle que l'importance de ces objets a été reconnue par les artistes puis par les collectionneurs. Le Metropolitan Museum de New-York leur ouvre ses portes. Washington et Genève s'offrent des musées flamboyants pour les accueillir. A Paris, la Fondation Daguerre organise avec succès des expositions d'art africain.

Le marché de l'art, enfin, entérine cette consécration et les prix

s'envolent. Pendant ce temps, en France, la DMF refusait la donation Rattou, sous des prétextes dilatoires. Un certain nombre de personnalités s'émurent. Un grand marchand, M. Jacques Kerchache, réclamait, pour ces arts négligés, une nouvelle section dans le Grand Louvre.

Si sa proposition ne fut pas retenue à la lettre, il fut entendu. Le MAAO, rebaptisé Musée de l'Afrique et de l'Océanie, doit devenir le douzième département des musées de France aux côtés des arts asiatiques (Guimet), des antiquités nationales (Saint-Germain-en-Laye), des arts du dix-neuvième siècle (Orsay), du domaine de Versailles et des sept grands départements du Louvre (1). Il sera doté d'un conseil scientifique, sous l'autorité de M. Jean Devise, professeur à l'université Paris-I. Un recensement systématique des collections françaises sera entrepris. Une politique active de dépôts entre musées français devrait en rationaliser les fonds.

C'est ainsi que les importantes collections polynésiennes du Musée de Saint-Germain-en-Laye qui n'ont rien fait au milieu des pierres taillées et des sarcophages mérovingiens, vont être transférées à la porte Dorée. Une politique d'acquisition plus poussée va permettre aux collections de s'enrichir en direction de l'Afrique anglophone et de la Polynésie, et même de cultures « périphériques » comme celles de l'Indonésie et des Philippines. Bien sûr, la muséographie sera entièrement revue.

#### Une image dépassée

L'établissement, ouvert à l'art contemporain, aura une galerie d'exposition de 700 m<sup>2</sup>. Enfin, un centre de documentation et de recherche, comprenant une bibliothèque spécialisée de 70 000 volumes, devrait s'installer dans le même bâtiment. Quant aux conservateurs, ils pourront recevoir désormais une formation poussée dans ce domaine.

Reste à définir les rapports que le nouveau établissement devra entretenir avec le Musée de l'homme dont les collections sont exceptionnelles. Mais ce dernier, qui dépend du ministère de l'éducation nationale, échappe totalement à l'autorité de la DMF. Sa rénovation est, depuis longtemps, à l'ordre du jour et des crédits devraient être débloqués par le secrétariat aux grands travaux. Mais l'institution, minée par des

querelles internes, vieillit difficilement. Ses rapports avec les autres musées sont souvent conflictuels.

C'est ainsi que le responsable des collections océaniques a refusé de prêter le moindre objet à la belle exposition d'art kanak qui se tient à la porte Dorée. Comment, dans ce cas, envisager une collaboration entre les deux établissements dont les fonds se complètent. Certains verraient bien le nouveau Musée d'Afrique et d'Océanie s'installer à la place du Musée de la marine, sur la colline de Chaillot, à côté du Musée de l'homme. Pour que ce déménagement soit utile, il faudrait alors que le statut de ce dernier soit entièrement refondu.

Comme doit être repensée la structure du Musée des arts et traditions populaires (ATP) dont une bonne partie du personnel dépend du Centre national de la recherche scientifique. Est-ce pour cette raison qu'il a longtemps vécu en circuit fermé, sous l'indifférence de la DMF ? L'austère bâtiment, construit à la lisière du bois de Boulogne par un élève trop scrupuleux de Corbusier, est le reflet d'une idéologie muséale figée. Voulu par Jean Zay, dès 1937, longuement élaboré par Georges Henri Rivière, il ne fut inauguré qu'en 1971. Conscrit dans une vocation « structuraliste » à deux vitesses, il voit le nombre de ses visiteurs décroître inexorablement.

Moins de soixante mille personnes en franchissent le seuil alors qu'on assiste, en province, à une explosion de ce type de musée. M. Jean Cuisenier, qui l'a dirigé pendant plus de vingt ans, est le premier à tirer le signal d'alarme (voir ci-dessous) : si le musée ne se réforme pas de fond en comble, il périra à moyen terme. Pour M. Jacques Sallois, dont l'un des maîtres à penser reste Jean Zay, le père spirituel de ces établissements qui devaient essaimer dans toute la France, la sauvegarde des ATP est également une priorité. Mais sa réforme sera sans doute plus délicate à opérer. La médecine demande des moyens importants et beaucoup de doigté. Sans doute ne peut-elle s'exercer efficacement qu'à l'échelle de l'Europe.

EMMANUEL DE ROUX

(1) Antiquités grecques, étrusques et romaines ; antiquités égyptiennes ; antiquités orientales ; peintures du Moyen Âge, de la Renaissance et des temps modernes ; sculptures ; objets d'art ; arts graphiques.

## Le Musée des arts et traditions populaires : un héritage menacé

M. Jean Cuisenier, qui dirigea pendant vingt ans cette institution exprime ici son inquiétude quant à l'avenir de l'établissement

« Le Musée des arts et traditions populaires (ATP), tel qu'il est conçu aujourd'hui, a-t-il, selon vous, un avenir ?

— Non, s'il n'évolue pas. Oui, j'en suis sûr, il surmonte ses handicaps et entre en mutation. D'abord, l'expression « arts et traditions populaires » est vieillotte, la référence au dix-neuvième siècle, obligée. Ce concept a été élaboré en plein débat idéologique, dans la suite du romantisme, en affinité étroite avec le mouvement des nationalités en Europe. Tout cela est un héritage qui peut déprimer, s'il n'est pas révalorisé. Or il faut être clair : en France, cet héritage est gravement menacé. Dans l'esprit du public, il est associé au folklore, à des traditions révolues depuis la fin des paysans, la dispa-

rition de l'artisanat et le développement de la communication.

« Le monde qui est exposé derrière les vitrines du Musée des ATP ne peut intéresser le grand public que par le biais de l'imaginaire. On ne peut plus faire coïncider, comme dans les années 30, l'époque où le musée a été conçu, l'intérêt du grand public et le mouvement de la recherche tel que le mènent universitaires et conservateurs, et les Musées de France l'ont bien compris pour l'histoire de l'art. Une chose est d'attirer des foules au Grand Palais en exposant Renoir ou Picasso, une autre est de montrer dans une salle plus confidentielle du Louvre les céramiques grecques d'Euphronios à l'intention des amateurs avertis et des scientifiques. L'une et l'autre sont

nécessaires. Aux ATP, on doit poursuivre la politique des expositions sur des thèmes qui stimulent l'imaginaire du grand public, tels que « La France et la table », « La fourrure » ou « Les arts forains », avec, en parallèle, des manifestations plus érudites.

— Vous parlez là d'expositions temporaires. Mais que faire des galeries permanentes ?

— Une chose est certaine, le maintien indéfini des galeries permanentes est exclu. On peut bien sûr les réaménager ou réduire leurs surfaces au profit des expositions temporaires. Je crois qu'il faut aller plus loin. Dans leur configuration actuelle, les locaux du Musée des ATP sont devenus inadéquats et les expositions temporaires d'importance sont exclues ; la fonction de laboratoire de conservation a presque complètement disparu. Il faut donc élaborer un nouveau projet global.

#### Préparer un grand avenir

— Construire un nouvel ensemble à Marne-la-Vallée, à proximité de Disneyland, comme le veulent certains ?

— L'idée n'est pas totalement saugrenue. Un bureau d'étude travaille sur cette éventualité, m'a-t-on dit. Mais doit-on également déménager le Musée des antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye sous prétexte de le rapprocher du parc Astérix ou du site de l'opéridum de Bibracte ? L'Etat et sa bureaucratie peuvent-ils entrer en compétition pour la maintenance et le renouvellement d'attractions avec les promoteurs privés de Disneyland ? Certainement pas.

— En revanche, on peut estimer que les Musées des arts et traditions populaires peuvent former un réseau - incluant des établissements de plein air comme Cuzac, dans le Lot, ou Ungersheim, en Alsace, et certains éco-musées. Le Musée des ATP du bois de Boulogne serait, bien sûr, l'un des points forts de ce

nouveau tissu. Ce qui entraînerait pour lui plusieurs conséquences. D'abord affecter l'une de nos deux grandes galeries permanentes (3 000 mètres carrés) aux expositions temporaires. Ensuite, il serait utile de passer une convention avec le jardin d'acclimatation voisin (1 million deux cent mille visiteurs par an) pour améliorer la fréquentation du musée.

— Faut-il modifier les structures administratives des ATP ?

— Les ATP doivent être un département des Musées de France, au même titre que celui des objets d'art ou des antiquités nationales. La recherche proprement dite doit garder sa place au musée en s'adossant, comme c'est le cas aujourd'hui, au CNRS et à l'Université. Puisqu'il s'agit, à travers une institution comme les ATP, de transmettre des traditions, il faut bien, après les avoir recueillies, valoriser ce patrimoine et garantir la qualité de la transmission. C'est ici la tâche de l'Etat. Gageons que les pouvoirs publics agiront avant qu'il ne soit trop tard et sauront préparer au musée renouvelé un grand avenir.

Propos recueillis par E. de R.

**UN HOMME qui dort**

AL CINEMA L'ENTREPRENEUR METRO PERNET. TEL : 45.41.41.61

**ORCHESTRE COLONNE**

Chœur de l'Orchestre Colonne

Vendredi 19 / Lundi 22 octobre

Edite St-Louis-en-l'Île à 20h30

Direction : Michel LASSERRE de ROZEL

Violon : Jeanne Damiens

Violoncelle : Eve Pia MANCAU

Mozart Requiem

Renseignements : 42 33 72 89

**MOZART**

Concerto pour clarinette

REQUIEM

Renseignements : 42 33 72 89

**PROVINCES DE FRANCE**

2 catalogues par an

Librairie GUÉNÉGAUD

10, rue de l'Odéon

75006 Paris

Tél. : 43-26-07-91

**COULISSES**

d'après des textes de Camille, Valentin, Proust, Brecht, Sophocle et Rostand

Ministère de la Culture

du 12 au 24 octobre

Loc. : 49.80.18.88

**Histoire de la presse des jeunes**

et des journaux pour enfants

Par Alain FOURMENT

Édition Éole

150 F

**CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS**

**Ch. LARDÉ**

Harpe : Marie-Claire JAMET

Violon : Jean MOULIERE

Auto : Claude NAVEAU

et Jean SULEM

Violoncelle : Jean-Marie GAMAARD

ENSEMBLE ORCHESTRAL DE NORMANDIE

Direction : Jean-Pierre BERLINGER

MOZART - DEBUSSY

**MELOS QUARTETT**

ANDREAS SCHUBERT

BRUNNEN, SCHUBERT

**Emilia BARANOWSKA**

Cord GARBEN

Miklos KOMATSU

Schumann - Bach

Fauré - Zander

Seitshoven

**ENSEMBLE INTERCONTINENTAL**

Dir. : Pierre BOULEZ

LAURENCE

STRAVINSKY, BERIO

SCHOENBERG

**ROCKWELL BLAKE**

Violon

DENISE MASSE

Piano

DANIELLE ROSSIGNOL

et Jean SULEM

**J.-S. BACH**

Orchestre

Pierre Menet

CONCERTOS pour 2, 3 et 4 PIANOS

Sol. : Marc BENSOUSSAN

David BRASLAWSKY

LE CORRE

WEIGEL

FRANÇOIS WIDART

et Jean SULEM

et Jean SULEM

**MIDIS MUSICAUX CHRISTINA ORTIZ**

Piano

LISSZT, SCHUBERT

PROKOFIEV

**QUATOR LINDSAY**

J.-F. Heisser

Piano

LISSZT, SCHUBERT

PROKOFIEV

**J.-M. FREDER PROKOFIEV**

Fam. : FREDER

CASSARD

Mozart - Debussy

SCHUBERT

**ORCHESTRE SYMPHONIQUE FRANÇAIS**

Dr. Lohrer

PETITEPIERRE

et Jean SULEM

**TORTELIER**

ROUSSEL

TOCHAROVSKI

BEETHOVEN

**HUGO WOLF**

Dietrich

FISCHER-DIESKAU

Hartmut Höll

Piano

**ORCHESTRE PHILHARMONIQUE de VIENNE**

Dir. : Riccardo MUTI

Le tournée de l'Orchestre Phil. de Vienne est parrainée par DAIMLER-BENZ

**PIANO**

NIKITA MAGALOFF

INTEGRALE CHOPIN

PREMIER RECITAL : 22 OCTOBRE

SALLE PLEYEL

LOCATION : 45.63.88.73

**ODEON**

GRANDE SALLE

A PARTIR DU 3 OCTOBRE

**SANS TITRE**

FEDERICO GARCIA LORCA

LLUIS PASQUAL

production ODEON, THEATRE DE L'EUROPE

en coproduction avec le COMEDIE DE GENÈVE

10 - 19-30 septembre

**ROUNDJA** 14 oct. 4 nov.

LA JEUNE FILLE PLUS BELLE QUE LUNE ET QUE ROSE

ABONNEMENTS JUSQU'AU 18 NOVEMBRE

**PROVINCES DE FRANCE**

2 catalogues par an

Librairie GUÉNÉGAUD

10, rue de l'Odéon

75006 Paris

Tél. : 43-26-07-91

**Histoire de la presse des jeunes**

et des journaux pour enfants

Par Alain FOURMENT

Édition Éole

150 F







# RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :   
 ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ◻ On peut voir ; ◻ Ne pas manquer ; ◻◻◻ Chef-d'œuvre ou classique.

## Mardi 9 octobre

### TF 1

- 20.35 **Cinéma : Le solitaire.** ■  
 Film français de Jacques Deray (1987).  
 Avec Jean-Paul Belmondo, Michel Creton, Catherine Rouvel.
- 22.20 **Magazine : Ciel, mon mardi !**  
 Présenté par Christophe Dechavanne.
- 0.15 **Journal, Métro et Bourse.**  
 0.35 **Série : Intrigues.**

### A 2

- 20.40 **Cinéma :**  
**Trois hommes et un couffin.** ■■  
 Film français de Coline Serreau (1985).  
 Avec Roland Giraud, Michel Boujenah, André Dussollier.
- 22.25 **Cinéma :**  
**Les copains d'abord.** ■■  
 Film américain de Lawrence Kasdan (1983).  
 Journal et Métro.

### FR 3

- 20.40 **Téléfilm :**  
**L'invité clandestin.**  
 De Michel Mitrani.
- 22.20 **Journal et Métro.**  
 22.45 **Télévision régionale.**  
 23.25 **Documentaire : Traverses.**  
 Grand reporter : l'honneur du journaliste.  
 1. La force du témoignage.
- 0.20 **Musique : Carnet de notes.**

### CANAL PLUS

- 20.30 **Cinéma : Double détente.** ■  
 Film américain de Walter Hill (1988). Avec Arnold Schwarzenegger, Jim Belushi, Peter Boyle.
- 22.10 **Flash d'informations.**

### LA 5

- 20.40 **Cinéma :**  
**Les faucons de la nuit.** ■  
 Film américain de Bruce Malmuth (1981). Avec Sylvester Stallone, Billy Dee Williams, Lindsey Wagner.
- 22.35 **Magazine : Gool.**  
 De Pierre Cangioni.
- 23.40 **Rallye des Pharaons.**  
 23.50 **Magazine : Ciné cinq.**  
 0.00 **Journal de minuit.**

### M 6

- 20.35 **Téléfilm :**  
**Le trésor du fantôme.**  
 De Gene W. Scott, avec Jason Duncan, Melissa Juhn.
- 21.55 **Téléfilm : Les clandestines.**  
 De Robert Collins.  
 Avec Jamie Lee Curtis, Karen Valentine.
- 23.35 **Six minutes d'informations.**  
 23.40 **Magazine : Ciné 6.**  
 23.55 **Musique :**  
**Boulevard rock'n'roll hard.**  
 2.00 **Rediffusions.**

### LA SEPT

- 20.35 **Documentaire : Élégie soviétique**

### France-Culture

- 21.00 **Magazine : Megamix.**  
 22.00 **Magazine : Dynama.**  
 22.30 **Téléfilm : Book of days.**  
 De Meredith Monk.
- 23.15 **Court métrage : Fin de série.**  
 De Philippe Harel.

### France-Musique

- 20.30 **Archipel science. L'ORSTOM :** radioscopie d'une maturation.  
 21.30 **Grand angle (rediff.)**  
 Le sport et l'argent ou la poule aux muscles d'or.  
 22.40 **Nuits magnétiques.**  
 0.05 **Du jour au lendemain.**  
 0.50 **Musique : Coda.**

### France-Musique

- 20.30 **Concert (donné le 24 septembre au Théâtre des Champs-Élysées) :** Petite symphonie concertante pour harpe, clavecin, piano, et orchestre à cordes, de F. Martin ; Le mystère de l'instant, de Dutilleul ; Symphonie n° 2 pour cordes et trompette de Honneger, par le Collegium Musicum de Zurich, dir. : Paul Sacher ; sol : Ursula Holliger, harpe, Christiane Jacquot, clavecin, Jürg Henniger, piano, Albert Benz, trompette.

### France-Musique

- 23.07 **Poussières d'étoiles.**

## Mercredi 10 octobre

### TF 1

- 14.30 **Club Dorothée.**  
 17.25 **Série : Hawaii, police d'état.**  
 18.20 **Jeu : Une famille en or.**  
 18.50 **Feuilleton : Santa-Barbara.**  
 19.17 **Tirage du Tac-O-Tac.**  
 19.20 **Jeu : La roue de la fortune.**  
 19.45 **Diversissement : Le bébé show.**  
 19.50 **Tirage du Loto.**  
 20.00 **Journal, Tapis vert, Métro et Loto.**  
 20.40 **Variétés : Sacré soirée.**  
 Avec Yves Duteil, Dominique Web, Kaoma, Les Vagabonds, Mécano, Pacific, Pet Shop Boys.
- 22.40 **Série noire : Mort aux ténors.**  
 De Serge Moati.  
 0.05 **Journal, Métro et Bourse.**

### A 2

- 14.35 **Erie et toi et moi.**  
 17.00 **Magazine : Giga.**  
 17.35 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**  
 D'Armand Jammot.
- 18.00 **Magazine : Eve raconte.**  
 Jean Guillemin (R. parol.).
- 18.15 **Série : Quel de neuf, docteur ?**  
 18.50 **Diversissement : Drôles de têtes.**  
 19.05 **Série : Mac Gyver.**  
 19.59 **Journal et Métro.**  
 20.40 **Feuilleton :**  
**Le mari de l'ambassadeur.**  
 De François Velle (4<sup>e</sup> épisode).  
 21.35 **Série : La loi est la loi.**  
 22.25 **Magazine :**  
**Cu avez-vous fait de vos vingt ans ?**  
 Présenté par Christine Ockrent.  
 Bernard Tapie.
- 23.30 **Journal et Métro.**  
 23.50 **Magazine : Du côté de chez Fred.**  
 Présenté par Frédéric Mitterrand.  
 Hussein de Jordanie.

### FR 3

- 14.05 **Magazine : Thalassa**  
 Sercq, le fief (rediff.).
- 15.00 **Questions au gouvernement**  
 L'Assemblée nationale.
- 17.05 **Magazine : Graine d'infos.**  
 17.30 **Allo Bibiz.**  
 17.45 **Série : La famille Fontaine.**  
 18.15 **Magazine : C'est pas juste.**  
 18.30 **Jeu : Questions pour un champion.**  
 Le 19-20 de l'information.  
 De 19.10 à 19.30, le journal de la région.  
 20.10 **Jeu : La classe.**  
 20.40 **Magazine : La marche du siècle.**  
 Présenté par Jean-Marie Cavada.  
 Thème : Homo, comme ils disent.  
 22.20 **Journal.**  
 22.40 **Magazine : Faut pas rêver.**  
 États-Unis : Le Grand Canyon ; France : Le garage des Rois ; Suisse : Les boîtes à musique.
- 23.35 **Est-Ouest, l'Europe**  
 dans tous ses états.  
 0.05 **Musique : Carnet de notes.**  
 Suite anglaise n° 3 BWV 808, de Bach, par Irina Kircher et Alfonso Montes.

### CANAL PLUS

- 15.15 **Téléfilm :**  
**Wynne et Penkovsky.**  
 De Paul Seed.
- 17.30 **Magazine : Rapido (rediff.).**  
 18.00 **Cabou cadin.**  
**En clair jusqu'à 21.00**  
 Présenté par Philippe Dana.
- 18.30 **Dessins animés : Ça cartoon.**  
 Top albums.  
 Présenté par Marc Toesca.
- 19.20 **Magazine :**  
**Nulle part ailleurs.**  
 Présenté par Philippe Gilas et Antoine de Caunes. Invités : Les Nuls.
- 20.30 **Cinéma dans les salles.**  
 21.00 **Cinéma :**  
**Le choix du destin.** ■■

### LA 5

- 22.55 **Flash d'informations.**  
 23.00 **Cinéma :**  
**I want to go home.** ■■  
 Film français de Alain Resnais (1989). Avec Laura Bensen, Adolph Green, Gérard Depardieu.
- 0.45 **Cinéma : Lady Panama.** ■■  
 Film français d'Henri Jeanson (1949). Avec Louis Jouvet, Suzy Delor, Henri Guisol.

### LA 5

- 14.35 **Série : L'enquêteur.**  
 15.35 **Série : Soko, brigade des stup.**  
 18.25 **Dessins animés.**  
 18.30 **Jeu : Télé-contact.**  
 19.00 **Journal images.**  
 19.10 **Jeu : Je compte sur toi.**  
 19.45 **Journal.**  
 20.30 **Drôles d'histoires.**  
 20.40 **Histoires vraies.**  
 Sauve-toi Julia ! Téléfilm de Christian Buvryer, avec Robin Steven, Diana Steven. Une adolescente harcelée sexuellement par son beau-père.
- 22.10 **Débat : Les gagnants.**  
 Animé par Gilles Schneider et Béatrice Schorberg.
- 23.50 **Rallye des Pharaons.**  
 0.00 **Journal de minuit.**

### M 6

- 14.45 **Téléfilm : Itinéraire d'un voyou.**  
 16.45 **Série : Magnum.**  
 17.35 **Variétés : Tungstène.**  
 Émission présentée par Fatine.
- 18.05 **Série : Campus show.**  
 18.25 **Jeu : Zygomusic.**  
 18.54 **Six minutes d'informations.**  
 19.00 **Série : La fête à la maison.**  
 19.25 **Série : Roseanne.**  
 19.54 **Six minutes d'informations.**  
 20.00 **Série : Madame est servie.**  
 20.35 **Téléfilm :**  
**Dans la peau d'une autre.**  
 De Karen Arthur.
- 22.20 **Téléfilm : Casse-tête australien.**  
 De Donald Crombie.
- 0.05 **Six minutes d'informations.**  
 0.05 **Musique : Boulevard des clips.**  
 2.00 **Rediffusions.**

### LA SEPT

- 13.55 **Cours d'italien (22).**  
 14.20 **Documentaire : Histoire parallèle.**  
 15.20 **Magazine : Megamix.**  
 16.10 **Documentaire :**  
**The satellite sky.**  
 De Robert Stone.
- 17.00 **Documentaire :**  
 26 salles de bain.

## Audience TV du 8 octobre 1990

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 02	54,5	13,9	13,1	20,8	2,0	1,8	3,1
19 h 45	62,0	24,8	15,4	15,0	2,9	1,8	2,9
20 h 16	71,5	30,8	18,3	10,5	3,8	3,0	5,3
20 h 55	70,1	Imagines	Il était...	Chevauchée...	File Evariste...	Téa...	Looker
22 h 08	59,7	Imagines	Il était...	Chevauchée...	Schwartz...	Téa...	Looker
22 h 44	35,4	Perdue...	Oscar...	Chevauchée...	Mémoires...	Jack Kitten	Brigade...

# ÉCHECS



## Première partie

## Une nulle élégante

Costume gris clair, mocassins blancs vernis, Karpov s'approche de Kasparov, en costume gris anthracite et, pour les photographes, lui serre la main juste quelques secondes. Il est 17 h 45 à New-York, lundi 8 octobre et la première partie du championnat du monde va commencer. Dans le théâtre Hudson, sept cents spectateurs sont massés pour voir Karpov répondre par sa défense favorite : l'est-indienne. Pour voir aussi le challenger choisir la variante Sämisch (5-3), variante qui avait valu à Kasparov sa seule défaite de l'année, en mars, contre Goukko.

Le champion du monde, méfiant, sort très vite des sentiers battus par 6.c4, entrant ainsi dans la variante Byrne, inédite et risquée. Pourtant, c'est lui qui va obtenir une excellente position, et le pion gagné par Karpov au vingt-septième coup ne sera qu'une illusion, la paire de Fous de Kasparov attaquant constamment la Tour de Karpov.

Au trentième coup, le champion du monde proposait la nulle,

## B. de C.

## Blancs : KARPOV

## Noirs : KASPAROV

## Première partie

## Défense est-indienne

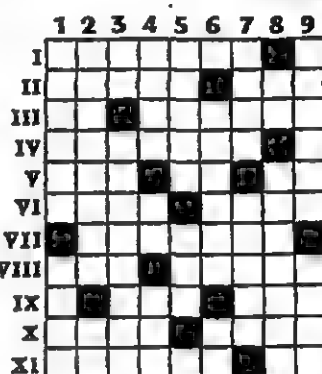
## variante Byrne

1. d4	c6	17. b4	cxd5
2. c4	g6	18. cxd5	exd5
3. Cf3	Fg7	19. a4	h6
4. e4	d6	20. Td1	Cg8
5. f3	0-0	21. a5	h5
6. Fd3	c5	22. Td2	h4
7. Fd3	d5	23. Dd3	Fd6
8. Cg2	b5	24. Fd3	Cd7
9. e4	Cd7	25. Dd3	Fd6
10. Td1	g5	26. Cxg5	Cxg5
11. a3	exd4	27. Fxg5	Fg7
12. Cxg5	Fg7	28. a4	h4
13. Cxg5	exd4	29. Td1	Fd3
14. Td1	Cd5	30. Td1	Fd3
15. Ff1	Nulle		
16. Ff2	g5		

Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps total de réflexion de chaque joueur depuis le début de la partie.

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 5365



## VERTICALEMENT

1. Utilisées pour faire des courses. Eau de la Fontaine. - 2. Agents de la perception. Conjonction. - 3. Un peu d'anglais. Donne de l'éclat. - 4. Est en cage. Service d'ordres. Donne des cours. - 5. A de nombreux tuyaux. Lettre grecque. - 6. Est amphibie. Fait venir à elle. - 7. Cité catalane. Est source de distraction. - 8. Fut très employé. Se couvrait d'une carmine essence. - 9. Fait prendre de la bouteille. Pour que les quilles ne soient pas renversées.

### Solution du problème n° 5364

## Horizontalement

- I. Crèmeuse. - II. Ouverture. - III. Écoliers. - IV. Uhlans. - V. Reus. Député. - VI. Escalier. - VII. Caserne. - VIII. Ob. Essai. - IX. Moulins. In. - X. Tin. Sucre. - XI. Es. Séries.

## Verticalement

1. Cœur. Comte. - 2. Ruhe. Abolis. - 3. Évolues. Un. - 4. Méseuse. - 5. Enn. Creuse. - 6. Une. Danseur. - 7. Sargades. Ci. - 8. Era. Ce. Air. - 9. Rustines.

GUY BROUTY

## PRESSE

◻ Feu vert pour M. Hersant en Hongrie. - Le tribunal de Budapest a rejeté la plainte d'un certain nombre de rédacteurs de *Magyar Nemzet* contre le projet d'achat de leur journal par M. Robert Hersant. Ainsi n'y a-t-il plus d'obstacles juridiques pour que le groupe Hersant devienne propriétaire du quotidien le plus prestigieux de la presse hongroise.

La libéralisation de l'audiovisuel, en revanche, marque un temps d'arrêt. Le gouvernement a gelé les privatisations, en prolongeant jusqu'au mois de mars prochain le moratoire sur l'attribution des fréquences de radio et de télévision.

◻ M. Noël Couedel, directeur de la rédaction du *Parisien*. - Le directeur de la rédaction du *Parisien* depuis 1984, M. Jacques Poncharal, ainsi que son adjoint, M. José Barthomeuf, viennent de quitter leurs fonctions. M. Poncharal cède sa place à l'actuel directeur de la rédaction de *l'Equipe*, M. Noël Couedel, lui-même remplacé par son adjoint, M. Gérard Ernault.

◻ M. Christian Poitevin quitte le *Provençal* pour l'*Astre Journal*. - Directeur général adjoint du *Provençal* depuis 1981 et PDG de la région du groupe Eurosud qu'il avait fondée en 1972, M. Christian Poitevin abandonne ces fonctions pour devenir éditeur-directeur général de l'*Astre Journal*, mensuel créé par M. Michel Butel.

◻ Décès de M. Michel Poinot, directeur de la rédaction du *Courrier de l'Ouest*. - M. Michel Poinot, directeur de la rédaction du *Courrier de l'Ouest*, est décédé des suites d'une longue maladie, lundi 8 octobre à Angers, à l'âge de cinquante-sept ans. Après des études de médecine, de psychologie et de sociologie, et de journalisme à l'Ecole supérieure de journalisme de Lille, M. Poinot était entré au *Courrier de l'Ouest* en 1955.

## (Publicité)

## DÉCLARATION D'ABSENCE

Calixte de M. R. BELLENGER

avocat à la cour, 7, rue Vézelay

75008 PARIS.

Par jugement rendu par la 1<sup>re</sup> chambre civile du tribunal de grande instance de NANTERRE, le 24 avril 1990, à la requête de M<sup>me</sup> GASTINE Martine, il appert que le tribunal a constaté l'absence de M. Jacques-Marie GASTINE, né à PARIS-8<sup>e</sup> le 28 mars 1926, fils de Jean GASTINE et de Renée DAUDIER, disparu depuis 1944, dont le dernier domicile connu était à ISSY-LES-MOULINEAUX (Hauts-de-Seine), 8, rue Voisinier.

Des extraits du présent jugement seront publiés dans deux journaux diffusés dans le département dans le délai de deux mois à compter du prononcé de la présente décision. Pour extrait.



# PROPRIETAIRES DE VOITURES DIESEL VOUS AVEZ RAISON !

Nous sommes 25 millions dans le monde à avoir choisi de transporter nos familles en voiture Diesel et nous avons raison.

Economiser l'énergie et protéger l'environnement sont au centre des préoccupations des hommes et des états. Afin de réduire progressivement la pollution automobile, les législateurs imposent des normes à tous les véhicules qu'ils soient Diesel ou essence. Sur ce point et contrairement aux idées reçues, la voiture Diesel se révèle déjà un meilleur compromis.

A cette pollution vient s'ajouter celle provoquée par le gaz carbonique produit lors de la combustion. Par effet de serre, elle réchauffe notre planète et devient, à long terme, le risque majeur dont nous devons nous protéger. A puissance égale, le moteur Diesel apporte par rapport au moteur essence des réductions de consommation et de production de gaz carbonique de l'ordre de 25 %.

Rouler en voiture Diesel : c'est économiser l'énergie, c'est réduire la pollution de l'air, c'est participer à la lutte contre le réchauffement de la planète.

Nos enfants nous en seront reconnaissants.

**J. CAYOT**  
Directeur Général

**Lucas Diesel**

9, boulevard de l'Industrie - B.P. 849 - 41008 Blois Cedex

*Dossier technique sur demande à l'adresse ci-dessus.*

Rad Line

مكتبة من المجلد



26 Le financement de l'unité allemande.  
- La plus grande usine d'aéronautique d'Europe.

27 M. Berlusconi reste sur la Cinq.  
28 Chambardement dans l'informatique.

40 Marchés financiers.  
41 Bourse de Paris.

BILLET

Difficile compromis agricole

La grande majorité des ministres de l'agriculture de la CEE, réunis le 8 octobre à Luxembourg, ont refusé d'approuver la proposition de la Commission européenne concernant « l'offre » à présenter par la Communauté au GATT (1) dans le cadre de l'Uruguay Round.

Les ministres se saisièrent à nouveau du dossier mardi prochain. La Commission propose qu'en 1996 le soutien accordé aux agriculteurs de la CEE soit réduit au niveau qu'il atteignait en 1986. Une disposition générale dont on ne discerne pas exactement comment elle serait mise en œuvre, sinon qu'elle impliquerait de nouvelles baisses de prix pour les années à venir. Elle recommande une réduction significative de la protection aux frontières des Douze, ce qui risquerait, si elle était retenue, selon M. Raymond Lacombe, président de la FNSEA, de priver les agriculteurs du débouché appréciable que représente pour eux le marché intérieur de la CEE.

Elle s'est montrée également ouverte à un débat avec les Américains et les autres pays producteurs sur sa politique de subventions à l'exportation. Trois pays membres (le Royaume-Uni, le Danemark et les Pays-Bas), dont la priorité est d'éviter une guerre commerciale avec les États-Unis, se sont déclarés prêts à évaluer les propositions de M. Ray Mac Sharry, le commissaire chargé des affaires agricoles.

Les autres pays ont mis l'accent sur d'autres problèmes. Ainsi, ont-ils souligné, les effets concrets qu'auraient sur l'agriculture communautaire les réformes proposées ne sont pas décrits. Il n'est politiquement pas possible, ont-ils ajouté, d'imposer aux agriculteurs de la CEE une nouvelle politique de rigueur sans leur offrir des compensations en termes de revenus. Enfin, ont-ils fait remarquer, on ignore ce que sont prêts à faire les États-Unis pour contribuer à l'assainissement des échanges agricoles.

A propos des compensations à accorder aux agriculteurs les plus affectés par ce nouveau tour de vis, M. Louis Mermaz, qui inaugurerait lundi ses fonctions communautaires, a annoncé son intention de présenter lui-même des suggestions dans les jours à venir. Mais d'ici mardi prochain, des contacts seront établis entre les États-membres et la Commission afin de parvenir à un compromis.

Ph. L.

(1) L'Organisation qui réglemente le commerce international.

INSOLITE

Bilinguisme pour un tunnel

Que ne ferait-on pas pour conclure les trains qui, en 1993, emprunteront le tunnel sous la Manche? Les cheminots britanniques, pour y parvenir, sont prêts à apprendre le français. Certains vont même jusqu'à prendre à leurs frais, des leçons particulières. Et leur employeur, British Rail, va mettre en place des sessions intensives.

« Parler français sera nécessaire aux conducteurs, en plus de leurs compétences techniques, s'ils veulent être retenus », a affirmé M<sup>me</sup> Christine Mead, de British Rail.

Les cheminots du continent sont-ils disposés à apprendre l'anglais? Ou bien le pratiquent-ils déjà?

Selon une étude de l'APEC

Léger repli de l'embauche des cadres en 1990 dans sept pays européens

Pour la deuxième année consécutive, l'Association pour l'emploi des cadres (APEC) a rendu publiques, le 8 octobre, ses estimations sur les tendances du marché de l'emploi des cadres dans sept pays européens (1). En 1990, on devrait assister à un léger repli des embauches, dû à un ralentissement de la croissance, particulièrement sensible en Espagne et en Grande-Bretagne.

Pour une population de cadres estimée à 7 165 000 personnes, dans sept pays européens, l'APEC évalue (2) à 440 000, environ, le nombre de postes qui seront créés en 1990 par des recrutements extérieurs. Additionnés, les embauches nouvelles et les promotions internes aboutiront à une croissance brute de 9,7 %, contre 10,9 % en 1989 et 10,5 % en 1988, soit à un léger repli.

D'un pays à l'autre, où les attitudes sont différentes, la RFA et l'Italie préférant la promotion interne, les perspectives varient en fonction de la situation économique. L'Espagne et la Grande-Bretagne devraient subir une réduction assez importante de leurs embauches. Partout, les recrutements en ingénieurs et en recherche et développement devraient croître, se stabiliser ou se réduire pour les informaticiens, sauf en Espagne, tandis que la situation des jeunes diplômés et des jeunes

cadres devrait être peu affectée. Globalement, les pays du Nord mettent l'accent sur l'augmentation des effectifs salariés et limitent l'expansion de l'emploi des cadres. C'est le cas de la RFA, dans tous les secteurs d'activité avec une prépondérance pour le BTP, les commerces et les services. Il en est de même, pour d'autres raisons, en Grande-Bretagne, où 10 % des entreprises s'apprêtent à réduire le nombre de cadres, contre 21 % qui envisagent de les accroître. En revanche, les pays du Sud, qui ont peut-être à se moderniser davantage ou doivent compenser des retards, misent plus sur les cadres et la haute qualification que sur les autres salariés. Plus d'une entreprise sur trois en Italie, une sur quatre en Espagne et en France se préparent à embaucher, les dirigeants français mettant spécialement l'accent sur l'industrie et les unités de plus de 100 salariés.

Boulimie française en informatique

Ces tendances ne font que confirmer des comportements ou des spécificités déjà à l'œuvre par le passé et que révèle le bilan des opérations menées en 1989. Pour 227 000 postes supplémentaires (475 500 recrutements et 251 500 promotions), les embauches ont beaucoup progressé aux Pays-Bas, en Italie et surtout en France (+18 %), alors qu'elles ont accusé une baisse en Espagne (-9 %) et en Grande-Bretagne (-7 %). La relative stagnation

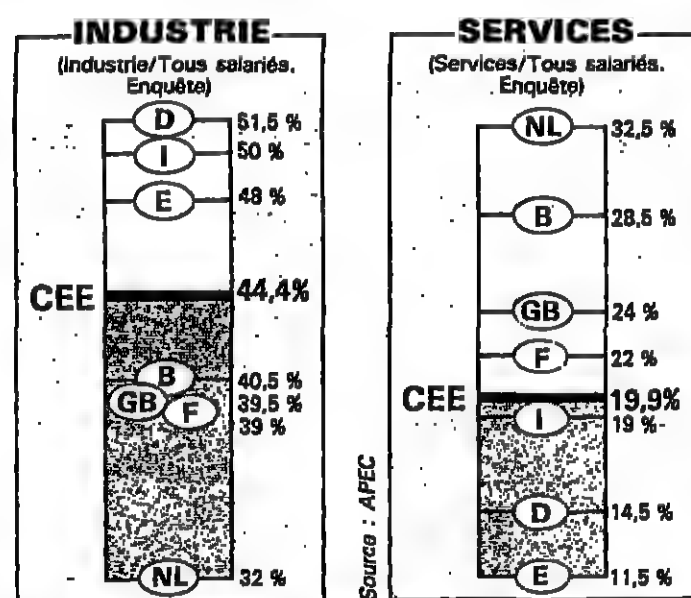
des recrutements en RFA (-1 %) provient de sa volonté de privilégier la promotion interne, qui permet de pourvoir 43 % des postes contre 24 % en France, parce qu'on y a fait le choix délibéré et coûteux de la formation dans et par l'entreprise. Plus que les fonctions techniques ou de recherche et développement, fournies de l'intérieur, les entreprises allemandes cherchent au-delà des frontières, les financiers et les gestionnaires. Les Français demeurent les maîtres incontestés de la boulimie en informatique, puisqu'ils recrutent un informaticien sur deux sur le volume total en Europe, mais font également des efforts en recherche et développement.

Particulièrement française, encore, la chasse aux jeunes diplômés est très active (23 % des embauches), alors que les cadres expérimentés sont très prisés en RFA (68 % des embauches), en Grande-Bretagne (83 %) et en Italie (67 %). Ces orientations, souligne M. Jean Prevel, directeur adjoint de l'APEC et responsable de l'étude, correspondent à deux conceptions de la formation. Les uns considèrent que l'obtention d'un diplôme ouvre le droit d'exercer d'emblée des fonctions d'encadrement, les autres préfèrent recruter à un niveau subalterne pour accorder la position de cadre après intégration, voire après avoir reçu de l'entreprise la formation complémentaire.

Il en découle que, si 12 % à 13 % des salariés sont cadres, en moyenne, en Europe, les variations restent sensibles d'un pays à l'autre, selon la structure nationale de l'emploi, sachant que plus d'un tiers d'entre eux n'ont de toute manière aucune fonction hiérarchique. Le poids de l'industrie, la part relative des grosses entreprises et la faiblesse des activités de services font que la RFA s'organise peu autour des cadres (9,3 %). La France présente un cas diamétralement opposé (14 %), en raison de la place des services et des PME dans l'emploi total. L'Italie et l'Espagne compensent l'émiettement et la vétusté, parfois, par le recours à des cadres (12,1 % et 13,9 %, respectivement). Quant à la Grande-Bretagne, elle aussi caractérisée par le développement des services avec des entreprises de petite taille, elle se situe en tête (14,5 %) et dispose des cadres les plus mobiles en Europe.

ALAIN LEBLAUME

(1) RFA, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Belgique, France, Italie et Espagne.  
(2) L'enquête a été menée auprès d'entreprises des sept pays occupant plus de 10 salariés.



Structure de l'emploi salarié dans 7 pays européens

En visite en Europe « latine »

Le ministre chilien de l'économie vante les « attraits » de son pays aux investisseurs internationaux

M. Carlos Ominami, le ministre chilien de l'économie, du développement et de la reconstruction, qui effectuait une tournée en Europe « latine », devait rencontrer, mardi 9 octobre, M. Michel Rocard et avoir de nombreux autres contacts avec le gouvernement et les milieux d'affaires français. Pour le jeune ministre - quarante ans - l'Europe doit rattrapper un retard d'investissement au Chili maintenant que la page de la dictature est tournée.

« L'Amérique latine ne sera pas toujours en crise », avertit M. Carlos Ominami. Pour « vendre » le Chili aux investisseurs français, le ministre de l'économie du gouvernement démocratique aux affaires depuis mars 1990 a des arguments plus que solides. Il les présente dans un français parfait : exilé à Paris pendant une dizaine d'années, il y a obtenu un doctorat en sciences économiques. Il est aujourd'hui l'un des six ministres socialistes du gouvernement. Homme de convictions plutôt qu'idéologue, il tire des années de la dictature du général Pinochet un bilan nuancé.

Le Chili d'aujourd'hui a une économie saine, au moins selon les critères de l'Amérique latine, avec une inflation de 25 % en rythme annuel,

un fort excédent extérieur et un chômage officiellement de 6 %. Sa dette extérieure, qui se monte tout de même à 16 milliards de dollars (environ 82,4 milliards de francs), a été largement restructurée et reste due pour plus des deux tiers à des organismes multilatéraux. Elle a été, pour l'essentiel, « nationalisée » par le régime précédent, ce qui n'est que l'un des nombreux accords à une politique qui se voulait ultralibérale.

« Sans pièges »

C'est pourquoi M. Ominami, qui se dit résolument attaché aux règles du marché, estime que désormais le jeu du marché au Chili se joue « sans pièges ». Dans le legs positif de l'ancien régime, il cite avant tout l'ouverture complète de l'économie chilienne : des droits de douane homogènes de 15 % et aucune barrière non tarifaire à la différence de l'Europe communautaire et des États-Unis.

Le Chili exporte environ le tiers de son produit intérieur brut et ses importations représentent 6,5 milliards de dollars, deux fois plus que son grand voisin et rival l'Argentine. Confrontés à la concurrence extérieure, les entrepreneurs chiliens ont compris que l'avenir se jouait sur les marchés internationaux et acquis, comme une large part de la population chilienne, une meilleure culture

économique. « Nous avons payé un coût terrible pour ces leçons », explique M. Ominami. Car l'héritage est très lourd sur le plan social : la santé publique, l'éducation, le logement sont dans un état catastrophique. La modernisation productive des grandes et moyennes entreprises a laissé loin derrière un secteur public chargé par la propagande de tous les maux. Tout est donc à reconstruire sur ce plan et c'est la priorité numéro un du gouvernement du président Patricio Aylwin.

Pour avoir très vite les moyens de sa politique sociale, il a fait adopter une réforme fiscale (d'ailleurs annoncée pendant la campagne). Réforme modérée, selon M. Ominami, et « définitive ». Les entreprises sont soumises à un impôt sur les bénéfices de 15 % (auparavant, c'était 10 % sur les bénéfices distribués et rien sur ceux qui étaient réinvestis) ; la TVA a été relevée de 16 % à 18 % et l'impôt sur le revenu garde un taux supérieur de 50 % avec néanmoins un élargissement des tranches immédiatement inférieures. Enfin, l'agriculture et les transports, qui bénéficiaient d'une taxation au forfait permettant une large évasion, ont été ramené dans le droit commun fiscal.

« Nous avons dû faire très vite ces réformes structurelles. A l'approche des élections, le pouvoir précédent avait lâché la politique monétaire et budgétaire et nous avons trouvé une économie en état de surchauffe grave, avec une inflation de 33 % en rythme

annuel et un véritable boom des importations », explique M. Ominami. La tentation était grande pour un gouvernement démocratique nouvellement élu de relancer la machine économique. Fut-il faussé par l'expérience française de 1981-1983 ? M. Ominami s'est placé dès l'abord parmi les partisans de l'ajustement. La croissance, très ralentie cette année, devait retrouver un rythme de 4 % ou 5 % en 1991. Le renchérissement des cours pétroliers est venu contrarier les projets du Chili, importateur de 85 % du pétrole qu'il consomme.

Confiant néanmoins à l'avenir, le jeune économiste souligne l'attrait de son pays pour les investisseurs internationaux : une force de travail bien qualifiée, une expérience d'exportation sur les marchés tiers, des ressources naturelles importantes. Cette année enregistrera d'ailleurs un record, avec 1,2 milliard de dollars d'investissements matérialisés. Les investisseurs sont d'abord américains, mais aussi depuis quelque temps japonais, néo-zélandais ou australiens. L'Europe manque à l'appel. La France, déjà présente depuis longtemps avec Renault et Peugeot, serait apparemment la bienvenue.

SOPHIE GHERARDI

Le « rafistolage » budgétaire aux États-Unis

L'administration américaine peut fonctionner à nouveau

Un répit s'imposait, faute de quoi le vaudeville aurait tourné au drame. Dans la nuit de lundi 8 à mardi 9 octobre, à quelques heures de la réouverture des bureaux au terme d'un week-end prolongé, le Congrès des États-Unis a donc procédé à un rafistolage budgétaire qui devrait permettre à l'administration de fonctionner à nouveau normalement, et aux parlementaires de poursuivre leur quête d'un remède aussi peu douloureux que possible à l'énorme déficit du budget fédéral.

WASHINGTON

de notre correspondant

Le Sénat d'abord, la Chambre des représentants ensuite ont voté une « autorisation à poursuivre » (les dépenses), alors même que la nouvelle année fiscale a commencé depuis plus de huit jours et que le budget n'a toujours pas été voté. Il ne restait plus au président Bush qu'à signer la résolution et les services de l'administration, partiellement paralysés depuis vendredi minuit, pourraient reprendre normalement leurs activités, évitant la mise à pied de dizaines de milliers de fonctionnaires et de graves inconvénients pour le public.

Trois jours plus tôt, M. Bush avait mis son veto à une première résolution « de dépannage » votée par le Congrès - manière d'obliger les parlementaires à trouver une solution au problème du budget, que des mois de négociations n'avaient pas permis de résoudre. Mais cette fois, selon des indications données dans la nuit par la Maison Blanche, le président allait accepter de jouer les prolongations et donc de détendre un peu l'atmosphère.

Le responsable de l'impasse

Dramatiser la situation avait pu en effet présenter quelques avantages politiques tant que le Congrès apparaissait clairement comme le responsable de l'impasse. Mais aller jusqu'à provoquer une paralysie des services publics, c'était courir le risque que l'opinion dirige son ire vers la Maison Blanche.

M. Bush a d'autant plus de raisons de se montrer à présent plus conciliant que le Congrès a profité du long week-end de Columbus Day pour, d'une certaine manière, « agir », et agir dans la bonne direction : la Chambre des repré-

sentants a en effet voté dimanche une résolution reprenant dans ses grandes lignes, mais sous une forme édulcorée, le dispositif de réduction du déficit budgétaire qui avait été péniblement négocié par l'administration et les dirigeants des deux partis au Congrès, avant d'être catégoriquement rejeté par les élus eux-mêmes.

Cette nouvelle mouture du projet de réduction du déficit, que le Sénat a approuvée à son tour, dans la nuit de lundi à mardi, est essentiellement l'œuvre des démocrates. Elle fixe les mêmes objectifs que le projet initial (une réduction de 500 milliards de dollars sur cinq ans du déficit, avec une « économie » de 40 milliards de dollars la première année), mais elle présente l'avantage d'adoucir les dispositions les plus « douloureuses » pour le public (notamment la hausse des dépenses de santé pour les personnes âgées) et de remettre à plus tard, à la discrétion des commissions parlementaires, les choix politiques les plus délicats, ceux qui concernent la hausse de certains impôts.

La bataille s'annonce confuse

L'avantage apparaît bien entendu lourd d'inconvénients : les commissions parlementaires, dominées par les démocrates, ne manqueront pas d'accommoder à leur sauce les mesures fiscales sur lesquelles l'administration et les dirigeants du Congrès s'étaient très difficilement mis d'accord. C'est exactement ce que la Maison Blanche avait espéré éviter en négociant en petit comité.

Le Congrès dispose à présent de dix jours - en principe - pour remplir les nombreux blancs du nouveau projet. La « bataille » parlementaire est donc loin d'être finie et s'annonce confuse : les événements de ces derniers jours ont révélé de profondes fractures au sein de chacun des deux partis, tout particulièrement au sein du parti républicain ; le comportement jugé « hautain » de certains collaborateurs de M. Bush, en particulier celui du secrétaire général de la Maison Blanche, M. John Sununu, a froissé les parlementaires, ce qui complique la tâche de l'administration ; enfin la pression des lobbies et des électeurs sur les parlementaires sera d'autant plus forte que les décisions finales devront être prises à quinze jours des élections au Congrès, le 6 novembre.

Tout est donc encore possible, y compris la réapparition d'un projet cher à M. Bush mais que la Maison Blanche s'était résignée à enterrer, celui d'une réduction de la taxe sur les plus-values en capital. Certains démocrates souhaitent le ressusciter, mais pour en faire « payer le prix » à l'administration, sous la forme d'une hausse des taux d'imposition directe des revenus les plus élevés, une mesure dont on est assuré qu'elle sèmerait la consternation dans les rangs républicains.

La « bataille » du déficit est donc mal engagée pour l'administration. L'incapacité du système politique américain à trouver une solution autre qu'acrobatique à un problème pourtant cerné depuis bien longtemps pourrait inciter à croire que le public renvoie dos à dos les différents protagonistes, administration et Congrès, démocrates et républicains. Mais, la mauvaise réputation du Congrès n'étant plus à faire, c'est clairement la Maison Blanche qui dans cette affaire a le plus à perdre.

La sanction des sondages d'ailleurs est immédiate : la popularité de M. Bush a baissé de dix à quinze points ces derniers jours. Elle reste à des niveaux fort honorables (de 62 % à 65 %, selon les enquêtes). Mais si le président veut retrouver les résultats enchanteurs des semaines précédentes, il faudra que Saddam Hussein reprenne, à la « une » de la presse, la place que le déficit budgétaire lui a volée.

JAN KRAUZE



## ÉCONOMIE

## ÉTRANGER

Réunis à Luxembourg

## Les ministres des finances des Douze ont fait des propositions concrètes sur l'union monétaire

LUXEMBOURG  
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Au lendemain de l'entrée de la livre dans le mécanisme de change du système monétaire européen (SME), onze pays membres ont réaffirmé leur volonté de progresser vers l'union économique et monétaire (UEM) à un rythme aussi soutenu que possible et sans s'écarter pour l'essentiel du schéma préconisé par le rapport du comité Delors. Les Britanniques n'en sont pas encore là. Comme l'a remarqué le président de la Commission européenne, visiblement satisfait, l'échange de vues qu'ont eu lundi à Luxembourg les ministres des finances des Douze a permis d'« effacer la profonde déception » qu'avait suscitée la réunion de Rome en septembre.

Deux d'entre eux, et non des

moindres, M. Solchaga, le ministre espagnol, et M. Kok, son collègue néerlandais, avaient alors donné l'impression d'apporter de l'eau au moulin des thèses britanniques en brochant sur le thème qu'il ne fallait pas se presser, que l'essentiel était de progresser tous au même rythme. Les ministres espagnol et néerlandais viennent d'expliquer qu'on les avait mal compris.

Fixer  
une date

S'agissant du point sensible du passage à la deuxième étape de l'UEM, les deux ministres demandent qu'il soit subordonné à des conditions objectives : la libéralisation complète des mouvements de capitaux, l'existence de législations nationales interdisant le financement monétaire des déficits budgétaires et posant comme principe l'indépendance de la banque

centrale, la participation de toutes les monnaies concernées au mécanisme de change du SME. M. Kok a ajouté l'accomplissement intégral du marché unique. Ce sont là des objectifs tout à fait accessibles, a estimé M. Delors pour qui l'essentiel était de ne pas devoir faire face à des conditions très vagues, telle une convergence des économies, car, a-t-il expliqué, cela reviendrait à donner un droit de veto aux États membres qui ne veulent pas aller de l'avant.

La conférence intergouvernementale devrait fixer une date pour le passage de la première à la deuxième étape. Le 1<sup>er</sup> janvier 1993 ou le 1<sup>er</sup> janvier 1994 ? La Commission préférerait la première formule mais admet que ce n'est pas le plus important. L'essentiel étant de progresser de manière programmée sans ambiguïté ni incertitude.

PHILIPPE LEMAITRE

Selon un rapport de l'Institut d'économie de Cologne

## L'unité allemande se financera d'elle-même

BONN

de notre correspondant

Une étude commandée par le gouvernement de Bonn à l'Institut d'économie de Cologne fait état de perspectives plutôt optimistes pour l'évolution de l'économie de l'Allemagne unifiée. Dans un rapport de 271 pages intitulé « Perspectives économiques et sociales de l'unité allemande », les experts de Cologne affirment que, dans les dix prochaines années, les dépenses de la partie ouest du pays pour financer l'unité, estimées à 107 milliards de deutschemarks, seront plus que largement compensées par des économies de 106 milliards de deutschemarks.

La publication de ce rapport coïncide avec la tenue, lundi 8 octobre, de la troisième table ronde entre le gouvernement et les représentants du patronat et des syndicats consacrée aux aspects économiques et sociaux de la réunification. Le chancelier Kohl a exhorté une fois de plus les indus-

triels à investir plus résolument dans l'ex-RDA : « Les signes d'une évolution positive sont patents », a-t-il affirmé en saluant la création de 170 000 entreprises dans les cinq nouveaux Länder.

L'exhortation  
de M. Kohl

Le chancelier a demandé à ses interlocuteurs de rechercher rapidement, en concertation avec le gouvernement, des solutions pratiques aux problèmes encore en suspens. Il s'agit principalement des questions de propriété foncière : cent juristes ouest-allemands seront envoyés dans l'ex-RDA pour mettre de l'ordre dans le cadastre. Le président du patronat allemand, M. Klaus Murrmann, a demandé de son côté que les accords salariaux à l'Est soient liés à la productivité, alors que le président de la confédération des syndicats (DGB), M. Heinz Werner Meyer, reprochait aux industriels de rechercher un profit rapide en écoulant leurs produits en RDA au lieu de contribuer à la mise sur pied d'unités de production. La table ronde a également décidé de renforcer l'organisme chargé de privatiser les entreprises d'État en lui adjoignant des experts venus du monde patronal et syndical.

LUC ROSENZWEIG

Le Monde

PUBLICITÉ  
FINANCIÈRERenseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

NOUVEAU!

Le fichier KOMPASS FRANCE  
sur minitel par le  
36 28 12 34L'information Business to Business  
en un clin d'oeilK  
KOMPASSKOMPASS FRANCE SA - 22, Avenue P. D. Rousselle -  
75008 Paris - Tél. : (1) 45 59 57 59 - Fax : (1) 45 63 63 49

## SOCIAL

La nouvelle donne syndicale en Europe

## La confédération syndicale allemande s'inquiète de la dégradation de ses relations avec FO

L'Allemagne à peine unifiée, les relations, traditionnellement bonnes, entre FO et la confédération syndicale allemande DGB (7,8 millions d'adhérents) sont en train de se dégrader très sérieusement.

Le DGB considère comme une véritable « déclaration de guerre » une circulaire de neuf pages, adressée le 2 juillet aux fédérations nationales, aux unions départementales et locales de FO et contresignée par MM. Marc Blondel, secrétaire général, et Jacques Pé, secrétaire confédéral chargé de l'Europe.

L'objet de cette circulaire était de rendre compte d'une réunion des fédérations et unions départementales des régions frontalières qui s'était tenue à Paris le 7 juin. D'emblée, elle rappelle la position de FO : « L'Europe est nécessaire mais le social doit en être la base ».

En fustigeant les « constructeurs de l'Europe version 1993 » qui « ne sont pas les représentants des intérêts des salariés », l'Allemagne s'engage à défendre la position de FO : « L'Europe est nécessaire mais le social doit en être la base ».

« la tentative de recomposition européenne » et « l'aspiration vers l'Est ».

Si le texte invite les militants de FO à « maintenir partout les liens d'amitié tissés au fil des années avec nos partenaires étrangers », la « prédominance allemande » est présentée, avant « la collaboration avec la CFDT », comme une « grande préoccupation » des participants à la réunion.

« Vitrine de l'Allemagne  
exportatrice »

Ainsi, cette prédominance allemande « se manifeste par l'argent, l'omniprésence », le DGB bénéficiant de « fonds d'État qui lui viennent soit directement, soit par le biais d'associations. Cela lui permet tout d'un syndicalisme intérieur multiservice à un syndicalisme extérieur « influent » approuvé par les autorités gouvernementales allemandes qui voient en lui une vitrine de l'Allemagne exportatrice ».

Par ailleurs, poursuit le texte, « le DGB finance, pour certains homologues étrangers, des séjours pour militants, cela crée des liens. (...) Les prises de contrôle » lui permettent ensuite de véhiculer ses idées, comme en matière de chemins de fer par exemple, d'être favorable à la privatisation tant pour l'infrastructure que pour l'exploitation, ou de faire progresser l'idée de la « recomposition syndicale » internationale.

Dans la nouvelle donne monétaire et européenne, « le DGB garde sa prédominance à l'Ouest et tente d'imposer aux syndicats occidentaux l'arrivée des organisations de l'Est : « C'est dans l'air du temps ». Ce qui ne manquera pas de faire arriver les organisations communistes de l'Ouest (CGT française, CCFO, [Commissions ouvrières] espagnoles) dans les structures syndicales européennes. » De surcroît, le DGB trouve dans la CFDT « un relais et peut compter sur elle également pour la recomposition ».

Si les divergences entre FO et le DGB sur la cogestion ou les relations avec les anciens syndicats communistes des pays de l'Est ne sont pas nouvelles, jamais elles ne s'étaient manifestées avec une telle virulence. Récemment de passage à Paris, M. Hans Werner Meyer, ignorant alors la circulaire de FO, n'avait pu rencontrer M. Blondel. Mais il avait vanté, devant quelques journalistes, la « coopération étroite » avec FO, tout en voulant avoir des « relations à égalité » avec la CFDT. Au passage, il avait réitéré son refus de voir la CGT entrer à la Confédération européenne des syndicats (CES). Aujourd'hui, le DGB s'interroge sur l'avenir de ses relations avec FO. Le temps de la « coopération étroite » semble bien révolu.

MICHEL NOBLECOURT

## INDUSTRIE

Les Airbus A-330 et A-340 seront assemblés à Colomiers (Haute-Garonne)

## M. Mitterrand inaugure la plus grande usine aéronautique d'Europe

M. François Mitterrand doit inaugurer, mercredi 10 octobre, à Colomiers (Haute-Garonne), la nouvelle usine du groupe Aérospatiale où, sur cinquante-trois hectares, seront assemblés les derniers modèles A-330 et A-340 de l'Airbus. Edifiée en trois ans pour un coût de 1 500 millions de francs, ce complexe aéronautique est le plus important d'Europe.

Baptisée « Clément Ader », du nom de cet ingénieur du Sud-Ouest qui, il y a tout juste cent ans, réussit à faire voler un engin plus lourd que l'air auquel il donna le nom d'« avion », cette usine de Colomiers est une véritable cathédrale industrielle. Elle est destinée à la construction en série, par les Européens, du nouveau quadriacteur Airbus A-340 (entre deux cent soixante et trois cents passagers sur des étapes intercontinentales de 14 000 kilomètres) et du nouveau biacteur Airbus A-330 (trois cent trente passagers sur des liaisons courtes et moyennes, avec un rayon d'action maximum de plus de 9 000 kilomètres). Le premier de ces deux appareils entrera en service à la fin de 1992, et le second devrait suivre un an plus tard, selon le calendrier actuel.

La chaîne d'assemblage de ces

avions a été installée dans un hall unique de 500 mètres de long, de 46 mètres de haut et de 200 mètres de large, qui s'étend sur six hectares à lui seul. A la classique chaîne de fabrication en ligne, où un avion avance en poussant l'autre devant lui, on a substitué une chaîne de construction dite « modulaire » : des « compagnons » polyvalents effectuent, sur des postes de travail identiques et indépendants les uns des autres, chacun des trois cycles de production, depuis la jonction de la voilure et du fuselage jusqu'aux essais, en passant par le montage général. Autre nouveauté : ces différentes opérations sont réalisées grâce à un maximum de robots muni de caméras et guidés par des rails.

Un défi  
à Boeing

A Colomiers, le maître-mot est devenu : productivité. Il y a vingt ans, il fallait vingt-cinq heures de travail pour produire un kilo d'avion. Il en faut cinq en 1990 et, sans doute, quatre dans cinq ans, quand le concurrent de l'Europe, Boeing, en est déjà à moins de quatre heures aux États-Unis.

Le consortium européen Airbus Industrie a célébré, cette année, ses vingt ans d'existence, avec ses quatre-vingt-dix-huit compagnies clientes qui lui ont commandé, à ce jour, près de mille six cents avions dans six modèles différents. Son slogan est : « Un appareil par mois en 1975. Dix ans après, un par semaine et, en 1995, pourquoi pas un avion par jour ? ».

Sur le point de signer un accord avec Mitsubishi

## Volvo Car aux Pays-Bas est en difficulté

AMSTERDAM

de notre correspondant

Filière à 30 % du groupe automobile suédois Volvo, Volvo Car BV, à Helmond, aux Pays-Bas, prévoit de clôturer l'exercice en cours sur un déficit de 10 millions de florins (30 millions de francs). Volvo Car, qui a développé et commercialisé de façon autonome la série des Volvo 400, avait vendu, l'an dernier, 127 000 véhicules et dégagé un bénéfice net de 55 millions de florins (165 millions de francs) pour un chiffre d'affaires de 3,1 milliards de florins (près de 10 milliards de francs).

Mais la conjoncture s'est retournée. Le principal marché du fabricant néerlandais, la Grande-Bretagne, est en dépression, et les ventes en Scandinavie ont régressé de 30 %

au cours des derniers mois. Contraint de réduire sa production, Volvo Car a annoncé, lundi 8 octobre, à ses quelque dix mille salariés, la fermeture des chaînes pendant dix jours, d'ici à la fin de l'année. Cette situation ne devrait pas empêcher la signature, que l'on dit imminente, d'un accord de coopération avec le japonais Mitsubishi, qui souhaiterait utiliser les ateliers de Volvo Car pour assembler des véhicules destinés au marché européen. Les difficultés de la firme d'Helmond surviennent alors que les négociations devant conduire à la reprise par Volvo des 70 % du capital détenus dans Volvo Car par des partenaires néerlandais (l'État et le groupe chimique DSM, notamment) battent leur plein.

CHRISTIAN CHARTIER

## Enfin un livre qui tord le cou à nos complexes

La France reste fortement handicapée par un triple complexe : complexe d'infériorité industrielle, complexe protectionniste, complexe interventionniste. Après « UNE FRANCE SANS USINES ? », Jean-Louis Levet ouvre en 179 pages le débat capital des années 90 et propose ici les clefs du succès d'une France lucide et confiante.

UNE FRANCE  
SANS COMPLEXESPar  
JEAN-LOUIS LEVET  
EDITIONS ECONOMICA  
49, rue Héricart - 75015 PARIS Téléphone : 45.78.12.92Un des  
meilleurs  
livres de  
la rentrée  
M6Un ouvrage  
remarquable...  
CHALLENGESTous ses  
lecteurs ne  
pourront  
qu'approuver  
l'ambition qui  
l'anime :  
faire en  
sorte que  
face à ses  
concurrents  
la France  
ne se batte  
pas à armes  
inégaies...  
L'USINE  
NOUVELLELes  
complexes,  
c'est bon...  
Jacques  
SEGUELA  
CHALLENGES

Chapitre 150







## TECHNOLOGIE

## Les constructeurs d'ordinateurs à l'aube d'un grand chambardement

L'avance technologique leur avait permis d'empêcher l'arrivée de nouveaux venus sur leur terrain.  
Cette barrière est en train de tomber, laissant envisager une redistribution des cartes

Autrefois chassée d'un petit nombre d'entreprises qui avaient su se placer à temps sur ce marché et y demeuraient protégées par leur avancée technologique et leur base fidèle de clientèle, l'industrie des ordinateurs est au bord d'une véritable révolution. S'ils n'y prennent pas garde, les premiers d'hier pourraient bien se voir dépasser par des petites sociétés innovantes qui proposeront des machines beaucoup plus puissantes pour un prix très inférieur. Des évolutions technologiques, tant du domaine du logiciel que du matériel, sont à l'origine de ce bouleversement.

Elles permettent désormais de construire des systèmes selon des « architectures », c'est-à-dire des plans radicalement différents du schéma classique, celui créé par le mathématicien américain d'origine hongroise von Neumann, dans la première moitié de ce siècle. Il est encore aujourd'hui la base de la quasi-totalité des ordinateurs, qu'ils soient qualifiés de micro, mini ou grands systèmes.

L'annonce par le constructeur américain NCR, le 18 septembre dernier, d'une nouvelle gamme de machines, la série 3 000, est un signe de ce changement. Le constructeur de Dayton, douzième mondial selon le classement établi par la revue américaine *Dataamation*, est le premier des « casiques » à avoir pris les devants. Alors que jusqu'à présent les grands ordinateurs universels (1) étaient conçus autour d'un ou de plusieurs proces-

seurs fabriqués par le constructeur lui-même et pour son usage exclusif, la série 3 000 n'utilise que des microprocesseurs du commerce, les Intel 486.

Même stratégie pour son système d'exploitation, c'est-à-dire l'ensemble des programmes chargés de gérer la machine : pour sa série 3 000, NCR abandonne les systèmes « propriétaires » c'est-à-dire appartenant au constructeur : il opte pour Unix, un système plus ou moins normalisé, et donc public, qui offre un autre avantage de taille : il est indépendant de toute technologie et de toute architecture.

## Travailler sur l'agencement

Il peut fonctionner sur des machines dotées de nouveaux designs, à la différence des systèmes « propriétaires » qui au contraire figent les architectures, et limitent donc les améliorations de performances aux progrès technologiques (non négligeables, il est vrai) réalisés dans l'industrie des semi-conducteurs.

Pour faire mieux et obtenir plus de puissance pour le prix d'une technologie donnée, la solution est d'agencer différemment les unités d'un ordinateur (processeurs, mémoires, canaux, etc.), ce que permet Unix, ce que ne permettaient pas ou peu les autres systèmes.

Dans ce domaine beaucoup de



choses restent à inventer. Pour l'instant, les esprits se sont surtout penchés sur les architectures parallèles, qui consistent à faire travailler simultanément plusieurs processeurs. C'est la voie suivie par NCR, qui annonce la commercialisation dès 1992 d'ordinateurs comprenant jusqu'à seize mille microprocesseurs. (Les systèmes disponibles dès l'annonce com-

prennent huit processeurs au maximum.) Pour y parvenir, il a acquis la technologie d'une société californienne, Teradata, spécialisée dans la fabrication d'ordinateurs massivement parallèles pour la gestion de banques de données. Cette société avait déjà conclu un accord avec un constructeur d'ordinateurs, Bull, qui commercialise des machines Teradata en complément de ses propres grands systèmes.

Mais NCR est allé plus loin en misant non seulement commercialement, mais aussi financièrement sur cette entreprise (NCR détient 13 % du capital de Teradata). Ce qui a permis au constructeur américain de développer une machine originale qui reprend l'essentiel de l'architecture des machines de Teradata, mais en l'améliorant : avec l'utilisation de microprocesseurs plus performants (des Intel 486 au lieu des 386, par exemple).

La réalisation d'ordinateurs à architecture parallèle remonte en fait aux années 70. Mais ce n'est qu'au début des années 80 qu'apparurent sur le marché des machines dites massivement parallèles, c'est-à-dire comprenant plus de soixante-quatre processeurs. Elles fonctionnent selon le principe bien connu que l'union fait la force. A condition bien sûr de marcher à l'unisson et surtout ne pas tirer chacun de son côté. Cette exigence a jusqu'à présent fortement limité le développement de ce type de machines.

## Un certain attentisme

La coordination des différentes unités est en effet très complexe à réaliser. Elle n'est pour l'instant possible que dans trois domaines. Celui du calcul : qu'il soit utilisé à des fins scientifiques ou de gestion (pour l'optimisation de portefeuilles boursiers, par exemple), celui de la consultation de gigantesques banques de données (spécialité de Teradata) et celui du traitement d'images. Trois domaines en forte expansion.

Si NCR est actuellement le seul grand constructeur à être engagé aussi nettement dans cette voie, un autre pourrait être en train de lui emboîter le pas. Cray, le spécialiste des supercalculateurs, société beaucoup plus jeune il est vrai (elle fut créée au milieu des années 70) et

spécialisée, annonçait la semaine dernière qu'elle allait s'engager « avec agressivité » dans la conception d'ordinateurs à architecture massivement parallèle.

Les autres constructeurs ayant pignon sur rue prêtent l'attention. Ils ne peuvent en effet mettre sur le marché des machines aussi radicalement différentes de celles qu'ils commercialisent jusqu'à présent sans proposer à leurs clients des moyens de faire migrer leurs programmes d'un matériel à un autre. Des développements qui nécessitent de lourds investissements (NCR a dépensé plusieurs centaines de millions de dollars en recherche et développement pour la mise au point de sa série 3 000 et des logiciels nécessaires). Une contrainte que IBM doit prendre en considération plus que tout autre, puisqu'il contrôle la plus grande base de clients.

Fidèle à ses habitudes, Big Blue patientera jusqu'à ce que ces nouvelles architectures aient fait leurs preuves commerciales pour les utiliser dans des produits à sa marque. Comme il l'avait fait dans la micro-informatique, ce qui ne l'a pas empêché d'être le premier aujourd'hui sur ce marché. Actuellement en laboratoire, il avoue « explorer toutes les solutions » en matière de design. Tel un grand paquebot, sa base de clientèle ne lui permet guère de prendre des virages trop rapidement. Une inertie à laquelle ce mastodonte saura sans doute réagir le moment venu, mais qui pourrait être fatale aux autres constructeurs déjà très fragilisés par l'érosion de leurs marges.

ANNIE KAHN

(1) Les grands ordinateurs universels sont des machines de grande puissance utilisables pour réaliser d'importe quelle application de l'entreprise. Ils s'opposent donc aux processeurs spécialisés dans des utilisations déterminées comme le calcul scientifique.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## GROUPE CREDIT LYONNAIS

1<sup>er</sup> SEMESTRE 1990

## Stratégies actives et résultats en hausse sensible

Pendant le premier semestre de 1990, le Groupe Crédit Lyonnais a poursuivi sa politique de développement par croissance interne et par croissance externe. Il comprend au premier semestre 1990 plusieurs filiales (Altus Finance et Credito Bergamasco notamment), qu'il ne comprenait pas au 30 juin 1989.

Le dynamisme des équipes du Groupe Crédit Lyonnais, leur présence active et leur visibilité sur tous les marchés de la banque commerciale, de la banque des opérations financières et de la banque d'investissement, la forte identité européenne du groupe se sont manifestés tout au long du premier semestre de 1990. Les stratégies de développement, d'efficacité et de rentabilité ont été poursuivies avec détermination.

La croissance du groupe trouve un de ses reflets dans l'évolution du bilan consolidé, qui s'établit à 1.331 milliards de francs au 30 juin 1990 (+12,2 % malgré une baisse du dollar de 15 %).

## Résultats en augmentation sensible (+61 %)

Le résultat net global consolidé s'établit à 2.390 millions de francs contre 1.487 millions de francs pour le premier semestre 1989 (+61 %). Après déduction des intérêts minoritaires associés à certaines de ses filiales, la part du groupe s'élève à 1.818 millions de francs (+33 %). Par action ou certificat d'investissement, le résultat part du groupe est de 56,1 F, en progression de 7,3 %, chiffre d'autant plus significatif qu'il prend en compte l'augmentation du nombre de titres d'une année sur l'autre (+23,5 %).

Cette évolution favorable a été obtenue en l'absence de toute contribution d'éléments exceptionnels (-91 millions de francs au lieu de +207 millions de francs) et alors que l'effort de provisionnement a été maintenu à un niveau élevé (2.754 millions de francs au lieu de 3.376 millions de francs), permettant à la fois de porter à plus de 58 % la couverture moyenne des risques sur 70 pays et d'accroître la couverture des engagements sur les particuliers et les petites et moyennes entreprises.

Le produit net bancaire s'établit à 18.730 millions de francs (+15 %) et le résultat brut atteint 5.813 millions de francs (+12 %).

Contribuant à cette progression des résultats non seulement les opérations de croissance externe, toutes très satisfaisantes en termes de rentabilité, mais aussi le réseau d'agences en France, d'agences et de filiales hors de France, ainsi que l'Union des Assurances Fédérales, les filiales de crédit-bail et Sigos. Bien que des résultats décevants aient été enregistrés sur les marchés de capitaux, Altus Finance et Cinvest ont réalisé un excellent premier semestre.

## Nouveau renforcement des fonds propres

Compte tenu de la prise de contrôle d'Altus Finance intervenue le 6 février 1990, les fonds propres consolidés atteignent 39.613 millions de francs (+66 %) après inclusion du résultat du semestre.

Avec les éléments assimilés, les fonds propres s'établissent au total à 54.578 millions de francs (+53 %).

L'actif net estimé du groupe, déterminé naturellement après impôt latent et sans valorisation des fonds de commerce, s'établit à 52 milliards de francs. Après déduction de la part des intérêts minoritaires dans les filiales, il représentait 1.367 francs par action ou certificat d'investissement existant au 30 juin 1990 (1.285 francs au 30 juin 1989).

## Perspectives pour l'ensemble de l'année

Les événements du Golfe, l'envol du prix du baril, la crise des marchés financiers et la récession qui semble commencer aux Etats-Unis rendent les prévisions pour l'année entière plus aléatoires qu'à l'accoutumée. Les conséquences déjà estimées pour le troisième trimestre donnent toutefois à penser que toutes choses égales par ailleurs, les perspectives de résultats pourraient n'être affectées que modérément, grâce à la diversité des activités bancaires et financières du Groupe.

## Des parallèles qui ne vont pas toutes dans la même direction

Classiquement, un ordinateur était doté d'un unique processeur chargé d'effectuer l'une après l'autre les instructions décrites dans les programmes. Pour accélérer ce processus, des machines ont été conçues avec plusieurs processeurs fonctionnant en parallèle. D'où leur nom : ordinateurs à architecture parallèle. Il en existe de plusieurs sortes.

La cohabitation ou les machines à mémoire partagée. Elles ne comprennent qu'un nombre limité de processeurs (moins d'une dizaine en général). Ceux-ci fonctionnent chacun indépendamment l'un de l'autre, mais se partagent la mémoire de l'ordinateur. A l'instar de plusieurs familles qui habitent ensemble dans un même appartement, et se partagent une cuisine commune. Peu importe ce que fait chacun. Tout se passe bien si les horaires sont décalés ou si l'on a défini à l'avance les priorités.

Les demoiselles du téléphone ou les ordinateurs massivement parallèles. Plusieurs dizaines, centaines ou même milliers de processeurs travaillent simultanément. Soit ils exécutent tous au même moment la même tâche, mais sur des données différentes : ce sont alors des machines SIMD (single instruction multiple data) ; soit ils exécutent des tâches différentes ; ce sont

alors des machines MIMD (multiple instruction multiple data). Les machines SIMD sont plus faciles à gérer, mais ne peuvent traiter que des problèmes très spécifiques. En revanche, la coordination des différents processeurs des machines MIMD est très délicate à assurer.

C'est la raison pour laquelle elles ne savent traiter efficacement que l'ensemble des problèmes « parallèles » par essence : c'est-à-dire : des calculs répétitifs, des analyses d'images (chaque point de l'image peut être analysé indépendamment l'un de l'autre), ou des consultations de grandes banques de données (les recherches peuvent être faites en parallèle). A l'instar des demoiselles du téléphone, qui effectuaient simultanément des centaines de branchements pour faire passer les communications.

Mais les ordinateurs massivement parallèles sont mal adaptés à la réalisation de systèmes transactionnels, comme les programmes de réservation de places d'avion, par exemple, où la banque de données (les places disponibles sur les vols) est mise à jour en permanence.

A.K.

## Les effets pervers de l'informatique

Quand on demande à un informaticien d'évaluer l'efficacité de son art, la réponse est en général des plus évasives. Dans le cadre d'une enquête sur la fonction achats et approvisionnement, réalisée auprès de 186 entreprises, la Cegos, société de conseil, a néanmoins mesuré quels étaient les effets de l'informatique pour cette fonction de l'entreprise. Les résultats risquent de donner des angoisses aux défenseurs inconditionnels des nouvelles technologies. Selon cette enquête, l'informatique, loin de réduire les dépenses, effectifs et délais de la

fonction achats, provoquerait l'effet inverse. Les dépenses passeraient de 0,49 % du chiffre d'affaires lorsque ces services utilisent des systèmes classiques à 0,81 % pour ceux qui utilisent des systèmes fonctionnant en temps réel. Même observation pour les effectifs, qui passeraient de 0,87 % de l'effectif total lorsqu'il y a peu d'applications informatiques à 1,71 % dans le cas d'une généralisation de l'outil informatique. Tandis que les délais s'allongent et passent de 8,1 jours à 10,9 jours, dans les mêmes circonstances.

En revanche, les changements d'organisation du service achats, comme le recours à la polyvalence des équipes, peuvent avoir des effets positifs.



CREDIT LYONNAIS LE POUVOIR DE DIRE OUI

150-44-44



# IC APPLE CENTERS: UNE BONNE RAISON DE NE PAS SE LAISSER DEMANGER PAR LES PUCES.

En informatique, les puces les plus sympathiques sont celles dont on entend le moins parler. Chez IC, les puces sont si bien apprivoisées qu'elles sont garanties systématiquement. En cas de rébellion, un simple coup de fil à la hot line IC permet de les remettre immédiatement à leur place.

**International Computer est un des premiers distributeurs Apple en Europe.** Sa puissance d'achat en volume lui permet de vous faire bénéficier naturellement des **meilleures conditions sur tout Apple.**

En outre dix années d'expérience, de conseil et de service Apple lui ont permis d'être aujourd'hui le seul à pouvoir vous accueillir dans **deux Apple Centers à Paris** (Beaubourg et place Vendôme). Mais le rôle d'un grand distributeur ne doit pas se limiter au prix le plus bas. Aussi, International Computer propose à ses clients un **suivi de maintenance** extrêmement **performant** avec des délais très courts et un coût

bien étudié. Vous pouvez choisir vous-même l'**urgence d'un dépannage** grâce à un carnet de chèques de maintenance. Cela vous évite également d'avoir à financer, parfois pour rien, un contrat d'assistance à l'année. Choisir Apple est un excellent réflexe. Et lorsque l'on s'adresse à l'un des Apple Centers IC, cela devient un **acte de gestion exemplaire.** Apple Center IC Beaubourg: un complexe de près de **1000 m<sup>2</sup>**, présentant **tout l'univers Macintosh**, 50 mètres linéaires de logiciels et même un département **location**

et bien sûr une **disponibilité immédiate** sur tout Apple. Apple Center IC place Vendôme, dédié aux grands comptes: un **département ingénierie**, des démonstrations de **liaisons grands systèmes**, des conférences et, ainsi qu'à Beaubourg, des **sessions de formation** au plus **haut niveau**. Dix ans d'Apple, ça compte: disponibilité, prix, conseil et **sourire**, de 10h à 19h, et même à 18h55. Appelez-nous dès aujourd'hui ou venez nous voir, les puces n'auront plus de secrets pour vous.

**(1) 42 72 26 26**



**10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE**

APPLE CENTER IC BEAUBOURG 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS TEL. (1) 42 72 26 26

APPLE CENTER IC VENDOME 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS TEL. (1) 42 86 90 90

IC MARSEILLE SA 64 ET 94 AVENUE DU PRADO 13006 MARSEILLE TEL 91 37 25 03

IC TOULOUSE SA 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE TEL. 61 25 62 32



# Le Monde *des* Cadres

cegos

1<sup>er</sup> GROUPE FRANÇAIS DE FORMATION, DE CONSEIL EN MANAGEMENT et de RECRUTEMENT

Dans le cadre de son fort développement, la DIVISION FORMATION recherche des

## CONSULTANTS - FORMATEURS H/F QUALITE INDUSTRIELLE

Ingénieur, spécialiste de la Qualité, vous avez pratiqué l'assurance et la gestion de la qualité, vous en maîtrisez les outils (Fiabilité, AMDEC, SPC, méthode TAGUCHI, GFD).

Devenir Consultant-Formateur à la CEGOS vous amènera à analyser et à diagnostiquer les besoins en formation de nos clients (Industries et Services).

- Vous concevrez et animerez, pour eux, des actions de formation adaptées.
- Vous participerez à la création de nouveaux stages ou sein d'une équipe de professionnels.
- Vous prendrez également en charge l'animation des stages existants que vous ferez évoluer.

Nous attendons de vous que vous ayez une forte motivation et un goût prononcé pour transmettre vos connaissances et votre savoir-faire, ainsi qu'une volonté permanente de progresser dans votre domaine de compétence.

Si vous êtes persuadé, comme nous, qu'aider les entreprises à progresser vers la maîtrise de leur qualité est une activité passionnante et en plein développement, venez nous rejoindre et développer votre expertise au sein de l'équipe Qualité de la CEGOS.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) sous la réf. 043.19/M à J.C. DEREY, CEGOS Recrutement Tour Vendôme 92516 BOULOGNE CEDEX.

Nous sommes un important groupe international en pleine expansion. En France, nous employons 4 000 personnes et réalisons un CA de 2,3 milliards de Francs. Pour l'une de nos usines situées dans une ville de province du Centre de la France, nous recherchons un

## Chef du personnel

Rattaché au Directeur de l'usine, vous serez responsable de la gestion du personnel d'un établissement de 1 400 personnes. Outre l'animation de votre équipe de 6 personnes, vous assurerez la communication avec la Direction, les partenaires sociaux et le personnel. Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une expérience confirmée en milieu industriel.

Vos qualités de contact, de dialogue et d'animation, font de vous un homme de terrain et de communication. De bonnes connaissances juridiques seront un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous référence 6961 à

50/54 rue de Sully  
92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

MEDIAPA

## EN PRISE DIRECTE AVEC LA BANQUE

CADRES D'EXPLOITATION CLASSES V, VI...

■ Le Groupe Centrale de Banque est la filiale d'un important établissement bancaire.

■ Son réseau (800 personnes réparties dans 57 agences en France) assure le développement d'une gamme complète de produits et de services.

■ Vous avez au moins 4 ans d'expérience en agence, une bonne maîtrise des techniques bancaires, de la fiscalité et le sens naturel du dialogue avec une clientèle haut de gamme de particuliers et d'entreprises.

■ La taille de nos structures vous permettra une évolution rapide dans des fonctions de plus hautes responsabilités à Paris ou en province.

Vous souhaitez nous rencontrer :

Merci d'adresser votre candidature sous réf. LMCG à Pierre Gracia, S.C.D.B., 5 boulevard de la Madeleine, 75001 PARIS.



FILIALE IMMOBILIERE d'un groupe bancaire important recherche pour renforcer ses équipes

## RESPONSABLE des investissements

Vous serez chargé de la recherche et de l'étude de programmes d'investissements immobiliers pour le compte de plusieurs S.C.P.I. et S.C.I.

De formation supérieure, vous avez acquis une expérience significative de plusieurs années en immobilier d'entreprise et d'habitation (Paris et région parisienne).

## RESPONSABLE de gestion immobilière

Votre mission consiste à gérer le patrimoine immobilier (bureaux et habitation). De formation juridique supérieure, votre expérience de plusieurs années est souhaitée.

Lieu de travail : PARIS

Adresser lettre manus., C.V., photo et prétentions, sous référence 6952 à

MEDIAPA 50/54 rue de Sully - 92513 BOULOGNE CEDEX qui transmettra.

## Construire mais aussi aménager l'espace urbain, demeure la vocation première du Groupement Foncier Français.

Notre croissance (C.A. 263 MF en 89), nous la devons à notre connaissance du marché, mais surtout à la compétence de nos collaborateurs.

### DOCUMENTALISTE H/F

25/35 ans environ, de formation DES ou équivalent, nous vous proposons de valoriser votre expérience de la documentation informatique acquise de préférence dans le domaine de l'immobilier d'entreprise.

Autonome, vous aurez en charge de collaborer au sein de la Direction de l'immobilier d'entreprise toutes les informations inhérentes à la concurrence (études des marchés, filiales étrangères etc...) mais aussi celles relatives à notre stratégie interne (montages d'opérations, participations, implantations etc...), ce qui implique la parfaite connaissance des aspects fiscaux, administratifs et juridiques propres au



secteur immobilier.

Par ailleurs, vous serez également responsable de la diffusion des notes d'informations auprès des différentes équipes de la société : tâche où votre esprit de synthèse allié à vos qualités de rigueur et de méthode, vous permettront de maîtriser les aspects rédactionnels.

Espoir curieux, mais aussi grandes capacités rédactionnelles et sens de l'équipe sont pour nous les qualités qui caractérisent le titulaire de ce poste.

Vous êtes prêt à vous investir ? Alors téléphonez dès maintenant pour poser votre candidature du mardi au vendredi de 9h00 à 18h30 ou adressez CV + photo s/réf. 2063 à

EUROMESSAGES  
BP 80 - 92105  
BOULOGNE Cedex  
ou par  
Fax N°(1) 49.10.95.72

EUROMESSAGES

(1611) 47 61 58 30



## Responsable Recrutement

Nous sommes un important groupe international de produits de luxe. Nous vous proposons de prendre en charge des missions de recrutement pour des postes variés dans des sociétés elles-mêmes très variées. Vous participerez aux programmes de mobilité interne et de développement des Ressources Humaines.

Vous avez acquis une solide pratique de l'évaluation et du recrutement des cadres, vous êtes passionné par ce métier. Vous avez une forte capacité de jugement.

Une formation en psychologie et une expérience en cabinet auront notre préférence. Anglais nécessaire.

Poste basé à Paris 8<sup>e</sup>.

Merci d'adresser votre candidature sous référence CR à FA Services, 11 rue François 1<sup>er</sup>, 75008 Paris.

## Statisticien Statistiques et analyse de données



IMS, leader mondial des études marketing au service de l'industrie Pharmaceutique, recherche, pour renforcer son équipe marketing et banques de données, des Statisticiens. Son rôle sera de constituer et d'optimiser le recueil de données et la structure de nos panels, indispensables à la qualité de nos études. Il participera à l'analyse des besoins de nos clients et à leur formation, et proposera des solutions innovatrices pour l'évolution de nos données. Ce poste offre de nombreux contacts internes avec la Production, le Marketing et l'Informatique, favorisant un travail d'équipe.

Après des études supérieures en Statistiques/Econométrie (type ISUP, INSAE...) éventuellement associées à une formation d'ingénieur, vous avez si possible une première expérience de la fonction.

Votre ouverture d'esprit, votre sens de l'analyse et une réelle capacité d'innovation vous seront nécessaires pour réussir pleinement dans cette mission évolutive.

La pratique de la langue anglaise et de la micro-informatique est indispensable.

Pour parler ensemble de ce poste, merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous la référence B878 à Sdb Conseil, 1 rue de Chazelles, 75017 Paris.



## JEUNE Chargé d'Etudes

Organisme professionnel national basé à PARIS (MUTUALITE AGRICOLE 140 organismes adhérents - 30 000 salariés) recherche JEUNE CHARGE D'ETUDES

Au sein du département chargé de la politique du personnel, vous participerez aux études sur les salaires, les classifications, vous assurerez le suivi des dossiers, etc...

Vous avez ainsi un rôle de conseil et d'information auprès des organismes adhérents.

Avec un 3<sup>ème</sup> cycle de droit ou IEP, vous avez envie de vous intégrer à une petite équipe qui appréciera vos qualités de rigueur et d'implication.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. GGP à U.C.G.M.A. Département G.G.P.

8-10, rue d'Astorg - 75413 PARIS CEDEX 08

150 000 000



## Chef du personnel

Notre société, spécialisée dans la gestion de la main-d'œuvre, recherche un chef de service pour la région de Paris. Le candidat devra avoir une expérience significative dans la gestion d'équipes et une bonne connaissance des techniques de recrutement. Une formation supérieure est souhaitable. Renvoier votre dossier (CV, lettre de motivation, 3 photos) à : M. J. L. 100, rue du Faubourg St Antoine - 75012 PARIS.

MEDIA PA

## Ville de Montbéliard

Au cœur d'une agglomération de 120 000 habitants, premier pôle économique de Franche-Comté, la ville de Montbéliard recrute :

### DIRECTEUR ADJOINT DES SERVICES TECHNIQUES

Rattaché au Directeur des Services Techniques de la Ville, il aura pour mission d'animer et de gérer sur le plan humain et financier une équipe de 170 personnes réparties en trois services : Bâtiment - Moyens techniques communs - Environnement, Espaces Verts, chacun de ces trois services étant placé sous la responsabilité d'un ingénieur. Il secondera le Directeur des Services Techniques dans l'encadrement et la gestion des services Voirie, Réseaux divers et Urbanisme réglementaire et opérationnel. Il sera également chargé de la programmation pluriannuelle des investissements.

Nous recherchons pour ce poste un ingénieur BTP (INSA, TPE, ESTP) possédant une expérience minimum de 2-3 ans, si possible dans le secteur du bâtiment.

Candidature et CV à adresser avant le 30 octobre 1990 à : Monsieur le Sénateur-Maire - Hôtel de ville - BP 287, 25205 MONTBÉLIARD Cedex

## Responsable Relations Sociales

(plusieurs établissements - 2000 pers.)

OUEST

Membre du Comité de Direction, celui-ci définira l'ensemble de la politique sociale de l'Unité constituée de plusieurs établissements (conception et production de matériel électronique), dans le cadre de la politique générale du Groupe auquel elle appartient. Sous l'autorité hiérarchique du Directeur de l'Unité et fonctionnelle du DRH du Département (7.500 pers.), il proposera, mettra en œuvre et assurera le suivi de toutes actions d'adaptation des structures de l'entreprise aux besoins du marché et de toutes démarches et initiatives visant à mobiliser le personnel sur un projet d'entreprise. Il animera l'ensemble des relations avec les partenaires sociaux et supervisera la gestion des ressources humaines et l'administration courante assurée par les Chefs de Personnel des établissements qui lui seront fonctionnellement rattachés. Agé de plus de 30 ans, diplômé de l'enseignement Supérieur et bénéficiant d'une expérience significative dans le domaine de la gestion des ressources humaines et des relations sociales, le candidat recherché, homme d'idées et de conviction, alliant fermeté, décision et sens de la négociation, est assuré de trouver au sein de ce Groupe international de très importantes possibilités de carrière. La rémunération est motivante.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 9782 M.



35, rue du Rocher 75008 Paris

## BOSSARD CONSULTANTS

### CABINET DE CONSEIL EN MANAGEMENT LEADER SUR SON MARCHÉ

Cette activité a pour mission d'accompagner les entreprises, les banques, les collectivités locales... dans la gestion des mutations liées à leur croissance. Elles impliquent souvent des changements d'implantation, entraînant des conséquences importantes sur l'organisation et les structures. La gestion de ces évolutions génère un nouveau métier et nous recherchons des

### INGENIEURS CONSULTANTS "Facilities Managers"

MINES, PONTS & CHAUSSEES, ESTP, dont la mission sera d'organiser et d'optimiser les différents aspects du projet : étude d'opportunité, programmation, architecture, suivi des budgets, organisation, implantation, télécommunications... Ces missions requièrent une réelle capacité de management et une aptitude à gérer des relations à très haut niveau.

Débutant ou ayant acquis une première expérience, vous souhaitez évoluer vers un métier nouveau qui vous donnera la possibilité de gérer des projets de grande envergure en y intégrant la dimension du conseil.

Merci d'envoyer votre candidature sous réf. C2S/1090 à Florence HADJAB BOSSARD CONSULTANTS 12 bis, rue Jean-Jaures 92807 PUTEAUX CEDEX

BOSSARD Carrières

Banque privée, jeune, dynamique et à taille humaine, membre d'un groupe financier en forte croissance, renforce ses équipes d'EXPLOITANTS ENTREPRISES pour accompagner le développement rapide de son réseau. Elle cherche pour PARIS et le SUD-OUEST des

Ces postes s'adressent à des professionnels de 26/35 ans, de formation supérieure, justifiant d'une solide expérience de l'exploitation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et rémunération actuelle) à notre Conseil - 100, rue du Faubourg St Antoine - 75012 PARIS.

### DIRECTEURS D'AGENCE

En véritable manager, vous aurez pour mission d'encadrer et de dynamiser votre équipe, de développer avec profit le fonds de commerce et l'image locale de la banque.

### SOUS-DIRECTEURS D'AGENCE

En liaison directe avec le Directeur d'Agence, vous suivrez et développerez un portefeuille de PME/PMI à fort potentiel.

### CHARGES DE CLIENTELE

Vous renforcerez par vos qualités commerciales et votre vitalité une équipe fortement motivée.



ROLAND DE BAUDRY D'ASSON Conseil en Ressources Humaines

## RESPONSABLE GESTION DE L'ENERGIE

Filiale de Ferruzzi l'un des plus importants groupes agro-industriels, Cerestar est le leader européen des produits amyliques. Dans le cadre de la modernisation de son outil de production et afin d'optimiser la gestion de ses flux d'énergie, elle crée le poste de responsable de la gestion de l'énergie. A l'aide d'un outil informatique opérationnel, il détermine les standards de consommation pour chaque production, analyse les écarts et propose des actions correctives et d'économie d'énergie. Il s'implique dans les négociations avec les prestataires extérieurs et assure la gestion des contrats. Il entretient bien sûr des relations étroites avec l'ensemble des services de l'usine, participe à la modernisation de la cen-

trale et à l'évolution de la politique d'environnement du site. A terme, il évolue vers des responsabilités d'encadrement. Ce poste s'adresse à un ingénieur (IDN, ICAM, Arts et Métiers...) débutant ou possédant une première expérience professionnelle acquise dans une société fortement consommatrice d'énergie. De réelles qualités relationnelles et une bonne affirmation personnelle sont entre autres indispensables pour évoluer vers d'autres responsabilités. Le poste est basé en métropole illoise. Ecrire à Frédéric CHEMARIN, en précisant la référence A/38592M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.38. (PA Minitel 36.15 code PA)



Cerestar Gruppo Ferruzzi



Creating Business Advantage

## DIVERSIFIER NOTRE ACTIVITE ASSURANCE

Paris - Le Groupe GMF, c'est plus de 17 milliards de chiffre d'affaires réalisés sur huit secteurs d'activités. Le secteur assurance regroupant les activités IARD, vie, protection juridique, réassurance (chiffre d'affaires global 8,5 milliards de francs) recherche un chef de projet pour sa direction du développement. Rattaché au directeur du développement, il aura pour mission de conduire des actions de diversification (partenariat, développement de services nouveaux, ...). Responsable de la conception jusqu'à la réalisation de ces projets,

il s'appuiera sur le savoir-faire des différents spécialistes internes. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure, ayant déjà acquis une expérience commerciale de haut niveau idéalement dans un cabinet de courtage. De réelles perspectives d'évolution sont offertes au sein du groupe. Ecrire à Dominique BAUD-BERTRAND en précisant vos prétentions ainsi que la référence A/F9804M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.12. (PA Minitel 36.15 code PA)



Creating Business Advantage

## CONSULTANT CONFIRME Recrutement / groupes internationaux

Pour le numéro un incontesté du recrutement en Europe, l'horizon 1993 n'est évidemment pas considéré comme un aboutissement mais comme un nouveau challenge ! Le bureau de Paris de PA Consulting Group (2.500 personnes dans le monde, 80 bureaux dans 22 pays) souhaite donc poursuivre l'optimisation de ses relations avec les groupes internationaux par l'intégration d'un nouveau consultant confirmé. Basé à Neuilly, ce spécialiste du recrutement intégrera l'équipe "clientèle internationale" et utilisera, après formation à nos méthodes à Paris et à Londres,

les techniques d'approche les plus diverses. Il sera responsable d'un portefeuille-clients qu'il développera de façon autonome, tout en assurant une liaison permanente avec nos bureaux étrangers. Ce poste s'adresse à un spécialiste du recrutement (entreprise ou cabinet), âgé d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur et parlant couramment l'anglais. Ecrire à M. de SOUZA en précisant vos prétentions et la référence A/062M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.70. (PA Minitel 36.15 code PA)



Creating Business Advantage

## Larousse

"Un nouveau souffle dans l'édition"

### UN EDITION EXPERIMENTE (H/F)

Nous vous confions la responsabilité de la création de nouveaux produits au sein de notre filiale "Fascicule", la Société des Périodiques Larousse.

En relation étroite avec le département Marketing, vous aurez pour mission la création et le développement de nos ouvrages, tant pour le marché national que pour le marché international.

Vous aurez, par ailleurs, la responsabilité de la gestion des produits dans le cadre de budgets.

Vous serez assisté par une équipe de production interne et externe dont vous aurez en charge l'animation et le suivi.

Une excellente connaissance de l'édition (5-10 ans), la maîtrise de ce type de produits, une bonne compréhension d'un environnement Marketing, l'esprit d'initiative et de création, la capacité de communiquer constituent les critères essentiels de réussite dans ce poste.

Une bonne connaissance des langues anglaise et espagnole serait un plus.

Les personnes intéressées par ce poste peuvent adresser leur dossier de candidature sous réf. EDIT SPL à : LIBRAIRIE LAROUSSE, Christophe L'HUILLIER, Responsable de la Gestion du Personnel, 17, rue du Montparnasse - 75298 PARIS CEDEX 06.





# Le Monde *des* Cadres

## LA PERFORMANCE INDUSTRIELLE QUE VOUS L'IMAGINEZ

### CONSULTANTS X. CENTRALE MINES OU EQUIVALENT

Groupe de Conseil en management (100 consultants), nous mettons notre imagination au service des Directions Générales de grands groupes industriels. Notre objectif est d'accroître leur performance dans la définition et la réalisation de leurs choix essentiels. Pour participer à notre fort développement dans le secteur industriel, nous recherchons des :

**CONSULTANTS JUNIORS**  
Pour participer à nos missions dans les domaines suivants :

- planification,
- approvisionnements,
- logistique.

Une bonne connaissance de la micro-informatique est nécessaire.

### CONSULTANTS EXPERIMENTES (3 à 5 ANS)

Avoir une expérience dans les secteurs suivants :

- contrôle de gestion industriel,
- organisation administrative,
- schéma directeur informatique.

Une double formation constitue un atout supplémentaire.

Si vous vous investissez totalement dans un projet, de sa conception à sa mise en œuvre, avec un sens aigu des résultats et dans le respect des objectifs...

Si vous vous épanouissez dans le travail en équipe, la réflexion, l'autonomie et l'initiative...

Alors nous sommes faits pour nous rencontrer !

Nous relèverons ensemble les défis à la hauteur de votre imagination.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant le poste choisi, à Jean-Marie Nogaro, 17 rue Louis-Rouquier, 92300 Levallois-Perret.



EUROGROUP  
CONSULTANTS



ville d'Orléans  
Capitale de la région Centre  
107 000 HABITANTS

### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Au sein de la direction générale, il est chargé de la coordination, de l'animation et de la cohérence d'action des services d'appui. Sa mission prioritaire est de veiller à la mise en place des plans d'action résultant de la démarche de modernisation des services.

Dans le cadre du fonctionnement de la direction générale et sur délégation du secrétaire général, il lui sera confié des missions particulières pour lesquelles il devra assumer une véritable fonction de chef de projet.

Ce poste nécessite une expérience confirmée au sein des collectivités territoriales, des aptitudes à l'innovation, un grand sens de l'organisation, un travail d'équipe et le sens des contacts humains.

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo à :  
M. le Député Maire d'Orléans, direction des ressources humaines, 45040 Orléans Cédex 1, au plus tard le 25 OCTOBRE 1990.  
Renseignements auprès de M. BOSCHER, secrétaire général, tél. : 38-42-22-19 ou 38-42-25-12.



Groupe immobilier européen, 5 000 collaborateurs, 30 filiales, 10 milliards de francs de CA, le groupe SCIC recrute des cadres de haut niveau pour le développement de ses activités.



Filiale du Groupe SCIC, la Société CAPRI recrute, pour asseoir son développement un

### Chargé de Programmes

Directement rattaché au Directeur des Opérations de logement "haut de Gamme", votre fonction consistera essentiellement à :

- prendre l'entière responsabilité des opérations de promotion qui vous seront confiées ;
- passer l'ensemble des contrats avec les prestataires et gérer tous les aspects financiers ;
- coordonner et animer les équipes de marketing et de production de la CAPRI.

Entre 27 et 32 ans, après une formation supérieure en Droit, Economie ou Finance, vous avez acquis une première expérience dans votre spécialité chez un promoteur immobilier. Vous avez l'ambition de devenir un généraliste promoteur.

Nous vous proposons un poste évolutif, bénéficiant d'une rémunération attractive accompagnée d'un intéressement aux résultats.

Pour ce poste à pourvoir immédiatement à La Défense, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à : G.I.E. PROMOTION SERVICES 1, Cours Michelet Cedex 43 92076 PARIS LA DEFENSE.

L'IMMOBILIER EN ACTION

I'm happy



I'm Exxon  
Chemical

"Du point de vue du plaisir d'être chez Exxon Chemical France, c'est une de nos valeurs-clés. Avec 1 350 personnes dont plus de 400 ingénieurs et cadres notre groupe recherche dans un contexte de fort développement de ses différentes activités son :

### RESPONSABLE RECRUTEMENT

En liaison avec les différentes Directions, vous assurerez les missions de recrutement d'ingénieurs et cadres de la société, et plus particulièrement des unités de Notre-Dame-de-Gravenchon (Seine Maritime). Vous serez l'interlocuteur privilégié de nos différents Conseils (Agence de Communication, Cabinets conseil en recrutement).

Chargé des relations Ecoles (Forums/Stages/Vieilles), vous définirez également les actions de recrutement (plan média...) pour la société.

De formation supérieure (Bac de Co. Sciences Po, Université Paris 6 - 5), vous êtes un débiteur motivé et vous justifiez d'une première expérience que vous souhaitez valoriser.

De réelles qualités relationnelles, un atout pour tout ce qui touche aux Ressources Humaines sont des atouts essentiels à la réussite dans ce poste qui constitue un point de départ de votre carrière à l'Exxon Chemical.

La pratique de l'anglais est indispensable pour ce poste basé à Notre-Dame-de-Gravenchon (180 km de Paris, près de Rouen) qui nécessite également des contacts internationaux fréquents.

Merci d'adresser votre lettre de candidature (lettre, C.V., Photo) à : François LEVASSEUR, EXXON CHEMICAL FRANCE, 1-1-1, BP 52, 76330 NOTRE-DAME-DE-GRAVENCHON.



## Adjoint aujourd'hui, n°1 demain : Responsable des Affaires Sociales

Leader mondial dans les métiers des pompes centrifuges, nous sommes un puissant groupe Européen en forte expansion, organisé en divisions franco-allemandes. Notre société française, leader sur son marché, emploie 1 600 personnes et réalise un C.A. de plus de 1 MdF.

Rattaché au Directeur de l'établissement de Châteauroux, vous prendrez en charge l'intégralité de la fonction Personnel (administration, relations sociales...). Avec créativité et dynamisme, vous participerez à la définition des orientations avec la DRH

centrale et mettrez en œuvre une véritable gestion de nos Ressources Humaines au sein de votre établissement.

A 28 ans environ, de formation supérieure, type ESC, IEP, Droit, DESS Sciences Sociales, vous souhaitez valoriser votre expérience acquise depuis 3 ans au moins. Vous maîtrisez l'allemand, alors nous vous offrons de réelles possibilités d'évolution à l'intérieur de notre groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée sous réf. 116-03/M à notre Conseil ARPE 38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS.

POMPES GUINARD



HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

Votre expérience du management et de l'organisation pour devenir

## Consultant

Stratégie et Efficacité de l'organisation

Chez HAY, n°1 mondial du Conseil en Ressources Humaines dont les activités de conseil en Stratégie Organisation sont en très forte évolution : 40 consultants dans ce domaine en France, des missions réalisées auprès des principales entreprises et administrations françaises.

Au sein de notre bureau de HAY NORD, vous serez intégré dans une équipe de professionnels pluridisciplinaires et vous aurez pour challenge de développer l'activité Stratégie Organisation dans la région Nord. Vous vous appuyerez sur les techniques et méthodologies à forte valeur ajoutée du groupe pour mener des projets et missions auprès d'entreprises publiques et privées, en liaison avec nos consultants spécialisés au

plan national. Vos compétences d'entrepreneur et de réalisateur, votre formation supérieure (Grande Ecole de Commerce ou d'ingénieur) et votre expérience d'une fonction de direction sont vos atouts pour réussir avec nous. Vous trouverez l'opportunité de valoriser vos savoir-faire dans un contexte d'autonomie forte et dans le cadre de relations riches et diversifiées avec les dirigeants des entreprises régionales. Les perspectives d'évolution sont réelles. Nous vous invitons à adresser votre dossier complet (lettre + C.V. + photo) sous la réf. 634 à Michel PALLU - Directeur HAY FRANCE NORD.

Hay Managers

50, bd du Général de Gaulle - 59100 ROUBAIX

## Négociateur et politique

Dans le domaine de l'immobilier commercial, les opérations se préparent, s'organisent, se négocient et se réalisent à travers des réseaux liés aux compétences, à la crédibilité, aux relations et aux circuits de pouvoir.

Notre développement passe aujourd'hui par l'intégration dans notre équipe d'un "homme de l'art", négociateur et réalisateur, politique et homme d'action. Aujourd'hui amené à négocier auprès d'instances économiques nationales ou régionales, d'élus d'administrations et d'entreprises, vous souhaitez mettre à profit cet acquis confirmé au sein d'une structure commerciale extrêmement à la pointe sur son marché : le par-joliste. IEP, ENA, Economiste, Juriste... vous avez à 32 ans environ une expérience de négociateur, un bon niveau de relation et beaucoup de sens pratique, vous vous sentez particulièrement opérationnel. Nous vous apprendrons notre métier de l'immobilier et vous ferez fructifier votre acquis sur des marchés particulièrement porteurs. Des perspectives d'évolution vers le management sont réelles pour ce poste basé à Paris qui implique un bon niveau de mobilité, du caractère et de la ténacité.

Merci d'adresser votre dossier complet sous la référence MC/115W à Olivier Charnette, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris.



Société de diffusion de produits de gestion de patrimoine, filiale d'un groupe bancaire important, recherche un :

### ANIMATEUR ET FORMATEUR COMMERCIAL

Pour promouvoir la vente de nos produits financiers, vous mènerez et entretiendrez des actions d'animation et de formation auprès des responsables commerciaux d'un réseau national bancaire de notoriété.

Vous participerez à l'élaboration des nouveaux produits et à la mise en œuvre de leur distribution.

Vous connaissez les produits

(valeurs mobilières, assurance, immobilier...) mieux encore, vous collaborerez activement à leur conception. Vous avez l'esprit marketing et vous aimez transmettre votre conviction.

Rattaché à la Direction du Développement, le poste est basé à Paris 8ème et nécessite des déplacements.

Si vous souhaitez saisir une réelle opportunité, merci d'adresser un dossier complet de candidature sifré URM 2, à notre conseil : Audit en Ressources Humaines - 33, rue de Lisbonne - 75008 Paris.

Nous avons le plaisir de vous communiquer les coordonnées de notre nouvelle implantation à Bordeaux :

PA Consulting Group  
12-14, rue Montesquieu  
33000 BORDEAUX

Tél. 56.79.29.78  
Fax. 56.79.22.13



Creating Business Advantage

سكراة المراهقة









Au sein de notre Division Lunetterie (600 personnes - 600 Millions de F.) sur notre unité de Joinville (200 personnes), nous fabriquons des produits à forte valeur ajoutée en moyennes séries et souhaitons intégrer notre

## RESPONSABLE METHODES INDUSTRIALISATION

Rattaché au Directeur d'Usine et animant 14 personnes, vous assurerez la mise en fabrication de nouveaux produits, l'établissement des gammes et des nomenclatures, le suivi du plan annuel d'investissement. Vous proposerez les améliorations des matériels et outillages dans un souci constant de productivité et de qualité.

Ingénieur mécanicien de formation, votre première expérience des méthodes a confirmé votre goût pour la technique, l'organisation, la gestion et l'animation des hommes. Ce poste offre de bonnes perspectives d'évolution au sein de notre Groupe.

## INGENIEUR D'ETUDES

Rattaché au Responsable Méthodes, encadrant plusieurs Agents Techniques, vous serez chargé de l'étude et de la conception des nouveaux produits répondant à des critères mécaniques et esthétiques.

Mécanicien de formation, débutant ou ayant une première expérience, vous êtes motivé par la conception et la réalisation de produits techniques dans un environnement alliant la rigueur et la créativité.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre, C.V., photo) sous la référence choisie à :

La Ville de Brest, 160 000 habitants, recherche selon conditions standards, son

## Secrétaire Général adjoint

Au centre d'une agglomération de 215 000 habitants, dotée d'une Communauté Urbaine, la Ville de Brest met en œuvre un projet de développement ambitieux, s'appuyant sur des atouts importants parmi lesquels figure un cadre de vie de grande qualité.

Son Secrétaire Général adjoint sera appelé, au sein de l'équipe de Direction Générale, à contribuer à la réussite d'une démarche de dynamisation de la gestion et d'amélioration constante de la qualité des services rendus à la population Brestoise.

Il sera plus particulièrement chargé, dans le cadre d'une répartition des tâches à convenir, d'animer et coordonner - soit l'ensemble des services opérationnels en direction des usagers, - ou les services gestionnaires des moyens (Finances, Personnel, Services Techniques).

Son aptitude à l'innovation et à la concertation, ses capacités à entraîner et à motiver ainsi que son expérience de la gestion des collectivités territoriales seront les critères de choix déterminants.

Merci d'adresser votre candidature à Monsieur le Maire de Brest, à l'attention de Monsieur le Secrétaire Général B.P. 868 - Mairie de Brest - 29279 BREST cédex, avant le 26 octobre 1990.



UNE BANQUE POUR ENTREPRENDRE ENSEMBLE

Notre Groupe diffuse une gamme complète de produits bancaires et de crédits auprès d'une clientèle de PME, PMI et associations. Nous recherchons, pour notre Siège, dans le cadre du renforcement de notre Département des Engagements, des :

## ADJOINTS AUX RESPONSABLES DES ENGAGEMENTS

Affectés par groupe d'agences, ils auront pour mission d'analyser et d'étudier les dossiers de crédits CT et MLT en vue du contrôle et de l'élaboration de décisions et de surveiller les utilisations des concours à CT.

Ces postes s'adressent à des diplômés BAC + 4 de filière économique ou commerciale, justifiant d'une expérience d'au moins trois années dans une fonction similaire ou de chargé de clientèle entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à : ENRE au DEPARTEMENT DES RESSOURCES HUMAINES CREDIT COOPERATIF BP 211 - 92002 NANTERRE CEDEX



*Le Terrain de  
votre Réussite*

## Groupe SCIC recherche pour NICE un Prospecteur Foncier - Monteur D'Opérations

Directement rattaché au Directeur de l'Agence, il recherche les opportunités foncières sur les Alpes Maritimes et le Var, négocie les acquisitions et procède au montage des opérations jusqu'à l'obtention du permis de construire.

A environ 35 ans, de formation supérieure Ingénieur ou Juriste, vous avez acquis une première expérience dans un poste similaire. La connaissance du marché régional est indispensable.

Des opportunités d'évolution intéressantes sont envisageables à moyen terme.

Merci d'adresser sous réf. : 597 C lettre manuscrite, CV, photo et salaire annuel à notre Conseil PSYNERGIE - 42 rue Fargès - 13008 MARSEILLE.

PSYNERGIE MARSEILLE - PARIS  
MONTPELLIER

DHL, Worldwide Express livre colis et documents urgents en porte-à-porte dans le monde entier. Avec 20 000 collaborateurs dans 180 pays, une flotte aérienne de plus de 100 appareils, nous sommes le leader international d'un marché en forte progression. Pour répondre aux attentes de nos clients internationaux à qui nous apportons un service essentiel à la réussite de leurs affaires, nous recherchons aujourd'hui notre

## OPERATIONS MANAGER

Sous l'autorité du Directeur des Opérations Aéroportuaires Internationales, vous managez l'établissement douane/transit de Roissy CDG. Garant de la qualité de service sur le site (respect des échéances et des procédures) vous organisez l'activité, et animez un effectif opérationnel de 100 personnes, dans un contexte logistique pointu et fortement informatisé.

A 30 ans et plus, vous êtes rodé au management d'équipes opérationnelles dans un environnement de préférence transport, ou Industrie et BTP. En véritable manager, vous savez concevoir et planifier votre action et en déléguer l'application auprès de vos adjoints. Meneur d'hommes, disponible, homme de contacts ("terrain"), autorités douanières et aéroportuaires, réseau DHL, votre réussite à ce poste nécessite la pratique professionnelle de l'anglais.

Merci d'adresser : CV + photo + lettre manuscrite + prétentions sous référence CB 26 à PHIL Conseil, 32 avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.



## Administrative Head Librarian

Un sens rigoureux de l'organisation vous permet de prendre en charge la gestion de notre bibliothèque dans ses divers aspects : ouvrages, presse économique et financière, banque de données. Vous animez, avec diplomatie, une équipe existante de 5 personnes. Ce poste requiert de réelles qualités relationnelles, le sens du service et le goût de prestations de qualité.

De niveau maîtrise en droit, parfaitement bilingue anglais, vous avez acquis l'expérience de la fonction, de préférence en milieu juridique ou financier. La pratique de la micro-informatique, si possible des logiciels documentaires, est indispensable à ce poste.

Merci de téléphoner ou d'adresser votre candidature sous réf. 301 F à Françoise THOUVENIN - EGROSELECTION - 98 route de la Reine 92513 Boulogne Cédex. Tél. 47 12 51 51.

E U R O  
O  
SELECTION

Société Allemande, dans le cadre de son expansion, s'implante en France et recherche le :

## DIRECTEUR DE SA FILIALE

Mission : vous serez chargé de promouvoir, commercialiser et distribuer les ensembles de motorisation de la maison-mère.

Profil : 30/35 ans - Bilingue allemand - Ingénieur électrotechnique, de préférence spécialiste en électronique de puissance, vous possédez une expérience technique et commerciale significative. Poste basé à Paris-Sud.

Merci d'adresser C.V. + photo + lettre manuscrite (sous référence 9010/02) à notre Conseil - qui traitera votre dossier en toute confidentialité.



12, RUE SAINT FIACRE - 75002 PARIS - Tél. : 40.26.32.97

Important Groupe Français de la Chimie recherche pour son Centre de Recherche et Développement, un

## Ingénieur chimiste SPECIALISTE EN SPECTRO I.C.P.

Mission : Vous développerez les méthodes d'analyses des bains de Traitement de Surface dans le respect des contraintes qualité et délais.

En outre, vous mettez en place un système de gestion des analyses (échantillons - planning - rapports).

A 30 ans environ, vous avez une formation d'Ingénieur Chimiste et impérativement une expérience de 3 années minimum en spectrométrie d'émission et de chromatographie ionique. La maîtrise d'un LIMS est vivement souhaitée. Rigueur et aisance relationnelle sont vos meilleurs atouts pour satisfaire nos utilisateurs et évoluer au sein de notre Groupe. Poste basé en proche banlieue Ouest de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : AXIAL, 27 rue Talhou, 75009 PARIS

PROFILS PROGRES, Conseils en Ressources Humaines, 4 agences : Paris, Caen, Lyon, Lille, 10 millions de C.A., développe son département Formation et recherche un

## FORMATEUR CONFIRMÉ

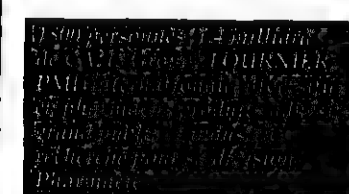
Basé à Paris ou à Caen, vous serez chargé de concevoir et d'animer des stages de 2 à 4 jours, sur toute la France, dans les domaines du management des hommes, de la communication et de qualité globale.

De niveau Bac + 4 minimum, vous êtes jeune et justifiez d'une expérience de 3 ans au moins dans l'animation de sessions de formation aux relations humaines.

Pour rejoindre une équipe de professionnels enthousiastes où vous pourrez bénéficier d'une réelle autonomie, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence 10 M 01 à Paul PERVIER

PROFILS PROGRES - 5, rue Pierre HARET 75009 PARIS. Tél. 40.10.99.15.

Réponses et discrétion assurées.



LABORATOIRES  
FOURNIER  
DIJON

## CHIMISTE CHARGE D'ETUDE EN PROPRIETE INDUSTRIELLE N/F

Le candidat sera chargé d'assister le responsable du Service Brevets dans la rédaction des brevets, les recherches d'antériorités et les études de brevetabilité et liberté d'exploitation.

Il devra avoir :

- une formation de base en chimie organique (maîtrise ou DEA),
- une formation complémentaire dans l'interrogation des bases de données chimiques et brevets (Chemical Abstracts, Derwent, Inpadoc...),
- une première expérience professionnelle dans ce domaine, anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence MN/LMA à : Laboratoires FOURNIER, Service du Recrutement, 50 rue de Dijon, 21121 Dair.

N° 1 de la Grande Distribution, 50 000 personnes, 1800 points de vente, nous vous proposons de rejoindre notre filiale de formation en devenant :

## FORMATEURS RELATIONS HUMAINES

A 30 ans environ, de formation supérieure en relations humaines, vous possédez aussi une solide expérience acquise en cabinet ou en entreprise, auprès d'un public cadre. Votre sens relationnel et vos qualités de pédagogue sont reconnus.

Au sein d'une équipe de professionnels, vous serez responsable, après intégration, de l'animation de sessions de formation en relations humaines auprès de chefs d'entreprises et de cadres. Déplacements fréquents toute France à prévoir. Postes basés en Région Parisienne Sud.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 430 à : CONSEIL RECRUTEMENT COLLABORATEURS, Union Nationale des Mousquetaires, 6 av Georges-Bailly, 91310 Linas-Montigny.



150 000 000



صلى الله عليه وسلم

REPRODUCTION INTERDITE

# Le Monde des Cadres



LA CAISSE D'ÉPARGNE des BOUCHES du RHÔNE et de la CORSE a engagé un réel processus de modernisation de ses structures et de ses métiers pour confirmer sa position de leader dans un environnement fortement évolutif. Modernisation qui doit se faire avec et pour les hommes de l'entreprise.

## LE RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Vos premières expériences (3 à 5 ans) en gestion des Ressources Humaines vous ont permis de confirmer vos goûts et vos aptitudes pour des actions innovantes et concrètes permettant d'optimiser les forces et les potentiels.

Collaborateur direct du D.R.H., vous serez à l'animation d'une dizaine de personnes ayant en charge la formation, le recrutement et la gestion des carrières et des emplois.

Merci de nous adresser votre dossier sous la réf. 2370C/M ou transmettez-le à CVCADE en composant le 36.15 code JCM sur votre minitel, où vous trouverez des renseignements complémentaires sur l'entreprise.

JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL - 12, RUE DE PONTHEU - 75008 PARIS  
PARIS - LYON - NANTES - TOULOUSE - BARCELONE



## Pilotez notre développement routier...

Opérationnel au sein de l'organisation du Département de l'Allier, notre Service des routes a pour vocation d'améliorer en permanence notre réseau routier départemental à partir d'objectifs ambitieux voulus par notre Conseil Général. Nous recherchons, pour prendre la charge de ce Service (15 personnes), un

## Ingénieur, chef du service routes

Vous participez activement à la définition de notre stratégie routière et conduisez sa mise en œuvre sur le terrain, en collaboration étroite avec la DDE. Vous organisez la planification des travaux neufs ou d'entretien, supervisez les actes administratifs s'y rapportant. Vous assurez l'animation et la gestion de vos équipes.

Pour cette fonction de conseil, de conception et d'action, vous apportez, à 30 ans au moins, une expérience effective d'études et de travaux routiers avec encadrement d'équipes techniques. Vous exercez de préférence dans une collectivité territoriale ou locale, ou dans une administration. Ce poste est basé à MOULINS (03), ville attractive par sa qualité de vie.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 8543 A/LM à :  
BERNARD JULHIET RHONE-ALPES - 18, cours Suchet - 69002 LYON



BERNARD JULHIET  
RESSOURCES HUMAINES RHONE-ALPES

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles



1er groupe indépendant de Conseil en Management, Formation et Recrutement.  
550 Consultants en Europe. La Division CONSEIL recherche

## CONSULTANT EN INGENIERIE D'AFFAIRES

Vous êtes ingénieur et depuis 3-4 ans, vous êtes au cœur de cette activité dans une société d'ingénierie, constructeur de biens d'équipement industriel, SSIL... Vous aimez transmettre votre savoir-faire.

Nous vous proposons, à travers la fonction de CONSULTANT-FORMATEUR, de comprendre la situation commerciale et marketing de l'entreprise vendant sur devis technique et de construire avec ses dirigeants une véritable opération de changement en perfectionnant ses "ingénieurs d'affaires" (réflexion stratégique, communication, négociation, organisation, coordination et suivi).

Vous intégrez une petite équipe passionnée par ses missions auprès de grandes entreprises internationales, à l'affût d'idées nouvelles et d'efficacité, et serez formé aux méthodes interactives d'animation de groupe.

La CEGOS vous offre un environnement stimulant et professionnel vous permettant de développer tant votre rigueur intellectuelle que vos qualités relationnelles, des formations complémentaires élargissant vos compétences nouvelles, des responsabilités rapides assorties d'une large autonomie.

Pour prendre contact avec nous, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., prétentions) sous référence 009.16/M, à Françoise GIRARD, CEGOS, Division Recrutement, Tour Vendôme 92516 BOULOGNE CEDEX.

## GROUPE DE SOCIÉTÉS DE PRESTATIONS DE SERVICES, COTÉ EN BOURSE

recherche son

## DIRECTEUR D'EXPLOITATION pour la Province

POSTE BASÉ : Région Parisienne, avec fréquents déplacements de courte durée dans une douzaine de villes de Province.

LE POSTE COMPORTE : LA DIRECTION D'UNE VINGTAIN D'UNITES DE GESTION décentralisées (environ 100 personnes au total).

LA FONCTION EXIGE : Le Sens des Relations Humaines et de l'Organisation, l'Aptitude à négocier avec les Administrations, le Goût des Problèmes techniques et l'expérience.

LE POSTE CONVIENT À : Particulièrement à un Ingénieur de 45 à 50 ans, ayant exercé par exemple, des fonctions de Direction d'Agences d'une Entreprise du BTP et ayant une connaissance de l'immobilier.

Adresser C.V. + prétentions (Réf. : SP)  
S.L.P. PUBLICITE  
11, rue d'Uzès - 75002 PARIS  
(qui transmettra)

## Concevoir, rédiger, réaliser un magazine au cœur de la recherche

Nous sommes un important groupe public à vocation scientifique et industrielle. L'objectif de notre politique de communication : mieux faire connaître et apprécier nos activités. Au cœur du dispositif mis en place, un magazine destiné aux leaders d'opinion (élus, associations, journalistes...).

## REDACTEUR EN CHEF

Responsable de l'ensemble du dossier, votre mission recouvre la conception du journal, sa rédaction et sa fabrication. Vous saurez mettre en place l'équipe rédactionnelle, assurer le suivi de la fabrication auprès des fournisseurs. Votre professionnalisme et votre sens des contacts vous permettront de créer en interne des rapports de confiance afin de garantir la qualité et l'intérêt du contenu rédactionnel.

Vous bénéficierez, vous l'avez compris, d'une très large autonomie. Professionnel du journalisme, vous êtes attiré par l'information scientifique. A 30 ans vous avez envie de donner une nouvelle dimension à votre carrière : nous vous en donnerons les moyens.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite, photo + prétentions) sous réf. LM/09 à Darjeeling, 54 rue Beaubourg, 75003 PARIS, qui transmettra.

## BAYARD PRESSE recherche un ORGANISATEUR

pour secondier le Responsable du Service Coordination/Distribution récemment créé et fortement évolutif. Vous participerez directement à l'exploitation et au développement de la structure en place. A l'écoute des utilisateurs et partenaires, vous serez chargé, en outre, de l'élaboration de projets (organisation et/ou informatique) et de la mise en œuvre de solutions visant à optimiser la chaîne de distribution des abonnements.

De formation supérieure (Ecole de Commerce, DESS...), votre première expérience - 2 à 4 ans - s'est exercée dans des fonctions liées à l'organisation, au contrôle de gestion ou à l'audit.

La réussite dans ce poste vous ouvrira de réelles possibilités d'évolution au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier (CV et prétentions) s/réf. LM 1001 à notre Conseil :



TRIANGLE  
4, rue de la Pyramide 92100 BOULOGNE.  
47 Publications -  
18 à l'étranger - 29 en France -  
1,5 Milliard de CA - 1700 personnes.



Nous sommes leader européen pour la valorisation des dérivés sanguins et détenons 85% du marché français grâce à notre large gamme de produits thérapeutiques dérivés du plasma.

Chez nous, la santé est l'affaire de tous et chacun, à son niveau, y contribue, s'y investit.

## DOCUMENTALISTE (H/F)

Rattaché(e) au Directeur médical, vous gerez l'information scientifique et la documentation en interrogeant les bases de données et en assurant l'archivage.

Jeune professionnel(le) de 25/35 ans vous avez 3 ans d'expérience dans l'industrie pharmaceutique où vous avez fait preuve de méthode et de rigueur. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais, avez des notions d'informatique et recherchez une entreprise où "les hommes croient aux hommes".

Le poste est à pourvoir à notre nouveau siège de Villepinte.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence DOC à BIO-TRANSFUSION - Service Recrutement - BP 99 - 91943 LES ULIS CEDEX.



L'ENTREPRISE DE LA VIE

Ville de Sèvres  
Haute-de-Seine - 21 000 habitants  
recrute

## 3 ATTACHÉS

- Titulaires maîtrise Droit ou Sciences économiques
  - Pour les services scolaires en qualité d'adjoint au chef de service.
  - Pour la direction des services financiers.
  - Pour le service urbanisme (spécialité urbanisme).
- Salaire net mensuel 6 500 F + prime annuelle
- Adresser lettre de candidature, CV détaillé et photo à M. le Maire - BP 76, 92311 Sèvres Cedex avant le 30 octobre 1990.

## SNECMA

## TRADUCTEUR TECHNIQUE ANGLAIS

Ayant des connaissances techniques en aéronautique pour vérification des travaux sous-traités et interprétation dans les réunions de travail.

Merci d'adresser votre dossier à SNECMA CORBEIL - BP 81 - 91003 EVRY Cedex.

Région Parisienne

## RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

Bénéficiant d'un savoir-faire reconnu depuis 50 ans, cette société prestataire de services techniques employant 670 personnes recherche son Responsable des Ressources Humaines.

Rattaché à la Direction Générale, il aura pour mission de développer les relations humaines et la communication dans l'entreprise, d'assurer l'administration et la gestion prévisionnelle du personnel, en harmonie avec la politique sociale du groupe.

Nous souhaitons rencontrer des professionnels de la fonction, dans la trentaine, de formation supérieure, ayant une bonne maîtrise du droit social et de la gestion prévisionnelle du personnel, particulièrement motivés par la formation et la communication interne.

L'importance et la diversité des activités du groupe auxquelles est rattachée la société sont de nature à intéresser tout élément de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 26/2094 F à :

EGOR S.A.  
8, rue de Berri - 75008 PARIS  
Tél. : (1) 42.25.71.07

EGOR  
PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
MILAN GENEVE ZÜRICH BERLIN VIENNE PRAGUE BRUXELLES AMSTERDAM



# Le Monde *des* Cadres



MIDAS N°1 Mondial de la Réparation Rapide, nous sommes le leader français avec plus de 500 MF de CA et un réseau national de 221 centres. Pour poursuivre et élargir notre développement, nous recherchons notre :

## RESPONSABLE IMMOBILIER

Directement rattaché à la Direction Générale, et en liaison étroite avec nos Chefs de Région, vous conduirez votre mission autour des axes suivants :

- Développement des implantations ;
- Recherche de nouveaux sites, analyse des potentiels et négociation des acquisitions. Coordination et suivi des opérations d'aménagement.
- Négociation :
- Evaluation des fonds de commerce et appui au Réseau dans les opérations de transactions.

A 30/35 ans, vous possédez une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire acquise de préférence auprès d'un franchiseur ou d'un réseau intégré.

Plus que votre formation, votre approche pragmatique du terrain, votre pratique de la négociation immobilière et votre sens du contact constituent les atouts déterminants de votre réussite au sein de notre groupe.

La pratique professionnelle de l'anglais est souhaitée.

Poste basé dans l'Ouest parisien.

Merci d'adresser vos lettres, CV et photo sous réf. BC 828 à

Phl Conseil, 32 avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly.



## Société d'économie mixte de construction et d'aménagement

### Groupe CAISSE DES DÉPÔTS

Région lyonnaise

recrute pour le développement de ses activités économiques

## UN CHARGÉ MONTEUR D'AFFAIRES

Il lui sera confié le montage administratif et financier, le suivi technique et comptable, la commercialisation des opérations.

Formation universitaire et/ou technique.

Expérience de l'entreprise, des collectivités locales et de l'aménagement.

Ecrire sous n° 8076

Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy - 75007 Paris

## SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE

secteur international

recherche

## RESPONSABLE CELLULE BUDGÉTAIRE ET ANALYTIQUE

pour :

- superviser une petite équipe ;
- établir le budget annuel et assurer le suivi ;
- élaborer les tableaux de bord et bilan budgétaire ;
- effectuer les calculs des coûts et prix de revient.

Le poste nécessite :

- une formation BTS ou DUT gestion ou économie ;
- la maîtrise de l'outil informatique et de LOTUS 1.2.3 ;
- rigueur, faculté d'analyse et de synthèse ;
- le volontariat pour un travail intensif.

Une expérience similaire est souhaitable.

Envoyez CV et prétentions à Monde Publicité sous n° 8070

5, rue de Montessuy - 75007, Paris.

## LE DÉPARTEMENT DU NORD

76 élus - 2,5 millions d'habitants - Un budget de 7 milliards de francs

recrute

un Attaché Principal ou Directeur Territorial pour assurer les fonctions de

## DIRECTEUR DES AFFAIRES JURIDIQUES

Collaborateur direct du Secrétaire Général Adjoint chargé du Secrétariat Permanent de l'Assemblée Départementale, des Études et des Affaires Juridiques, des Affaires Immobilières et des Assurances, il animera une équipe de trois cadres A et de quatre cadres B chargés d'assister l'ensemble des Directeurs du Département et de représenter le Département en justice.

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un curriculum vitae détaillé, d'une photographie et de la photocopie du dernier arrêté de promotion d'échelon doivent être adressées avant le 15 OCTOBRE 1990 à

Monsieur le Président du Conseil Général du Nord, Direction des Services du Personnel, Bureau Recrutement - 3, rue Jeanne-Mullotte, 59047 LILLE CEDEX - Tél. : 20-30-36-73.

## GROUPE DE PRESSE RECHERCHE

UN FINANCIER ATTIRÉ PAR LA PRESSE (H. ou F.)

## POUR UN POSTE DE JOURNALISTE

- Diplômé de l'enseignement supérieur
- 3/5 ans d'expérience

Il ou elle aura occupé les fonctions de chargé de clientèle entreprises ou d'analyste financier pendant au moins 2 ans.

Envoyer c.v. + lettre manuscrite à Madame FONTAINE 11, rue Crozatier, 75012 PARIS (réf. B825).

CLINIQUE Médecine - Chirurgie - Obstétrique, 144 Rte. Convention Collective FEMAP, Région Est de la France recherche son

## DIRECTEUR

- Si vous avez une formation supérieure et l'expérience de la gestion d'Établissement Privé Court Séjour Hospitalier.
- Si, de plus, le contrôle budgétaire et les négociations sont faits pour vous attirer.
- Alors, nous vous proposons un réel challenge.
- Rémunération : à négocier selon expérience.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo à notre Conseil

qui traitera votre candidature en toute confidentialité

LER ROS, Recrutement

Monsieur Christian LABEDAN

66 bis, avenue Jean Moulin - 75014 PARIS

## LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

recrute

## des documentalistes du cadre départemental

Par voie de détachement

Conditions :

- Être titulaire du grade au sein de la fonction publique.

Par voie de concours

Conditions :

- Être de nationalité française.
- Être âgé de quarante ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier 1990.
- Être titulaire :

soit d'une licence, soit d'un diplôme ou certificat figurant sur une liste arrêtée par le premier ministre chargé de la fonction publique pour le recrutement de documentalistes du secrétariat général du gouvernement ;

et d'un diplôme de spécialisation en documentation délivré par les universités ou instituts universitaires de technologie.

Date limite des inscriptions : 31 octobre 1990

Date des épreuves écrites : 5 et 6 décembre 1990

Retrait des dossiers d'inscription à la :

Direction du personnel départemental

1<sup>er</sup> bureau - Recrutement, pièce 002

2, rue Tirard, 94000 Créteil

(Métro : Créteil-Université)

Tél. : 43-99-84-00 - Poste 4412

Toute correspondance devra être adressée à :

L'HOTEL DÉPARTEMENTAL DU VAL-DE-MARNE

Direction du personnel départemental

1<sup>er</sup> bureau - Recrutement

Avenue du Général-de-Gaulle

94011 CRÉTEIL CEDEX

## LA PRÉFECTURE DE LA RÉGION LIMOUSIN

recherche par voie de mise à disposition

## UN CHARGÉ DE MISSION A TEMPS PLEIN

Fonctionnaire de catégorie A, formation supérieure, expérience indispensable. Le dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V.) devra être adressé à la préfecture de la région LIMOUSIN - Secrétariat général pour les affaires régionales - 87031 LIMOGES CEDEX. Tél. : 55-44-19-50.

## Ville de Beauvais (Oise)

recherche

## le responsable de son POINT JEUNE (PAJO ET BUREAU D'INFORMATION JEUNESSE)

CHARGÉ :

- d'élaborer la politique de formation professionnelle de la ville et les différentes mesures de l'Etat pour l'insertion des jeunes et la diffusion de toutes informations concernant les jeunes ;
- d'assurer les relations avec l'Etat et les différents partenaires du dispositif jeunes.

PROFIL :

- Expérience confirmée dans le domaine de la formation professionnelle ;
- niveau BAC + 3 souhaité ;
- statut contractuel.

Salaire selon références.

Envoyez curriculum vitae et lettre manuscrite pour

le 17 octobre au plus tard :

Monsieur le Maire de Beauvais

Services des ressources humaines, BP330, 60000 Beauvais.

## Le conseil général de l'Eure

recrute pour son

service d'aide aux RMIESTES

## 1 CADRE SOCIAL

- Fonction : création d'un service spécialisé intégré dans le service social départemental pour l'analyse, la mise en place et le suivi des projets d'insertion.
- Profil : diplôme social de conseiller en économie sociale et familiale de préférence, expérience d'encadrement et formation supérieure souhaitées.
- Statut : négociable selon expérience.

Candidatures à adresser à M. le président du conseil général de l'Eure, Hôtel du Département, boulevard G. Clusot, 27001 EVREUX CEDEX, avant le 15 octobre 1990.

Pour tous renseignements : Tél. 32-31-50-50, poste 55-56.

## SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE

secteur international

recherche

## RESPONSABLE CELLULE BUDGÉTAIRE ET ANALYTIQUE

pour :

- superviser une petite équipe ;
- établir le budget annuel et assurer le suivi ;
- élaborer les tableaux de bord et bilan budgétaire ;
- effectuer les calculs des coûts et prix de revient.

Le poste nécessite :

- une formation BTS ou DUT gestion ou économie ;
- la maîtrise de l'outil informatique et de LOTUS 1.2.3 ;
- rigueur, faculté d'analyse et de synthèse ;
- le volontariat pour un travail intensif.

Une expérience similaire est souhaitable.

Envoyez CV et prétentions à Monde Publicité sous n° 8070

5, rue de Montessuy - 75007, Paris.

## IMPORTANT BUREAU D'ÉTUDES TECHNIQUES

recherche

## INGÉNIEUR OU ASSIMILÉ (H/F)

Confirmé. Possédant une bonne expérience de bureau d'études dans les domaines notamment de l'épuration des eaux, production d'eau potable, réseaux d'eau et d'assainissement.

Possibilité rapide de développement de carrière pour candidat ayant un bon sens des contacts humains, l'esprit d'initiative et le sens des responsabilités.

Adresser lettre manuscrite + CV sous le n° 3813

A AGENCE CENTRALE DE PUBLICITÉ BP 229

93523 SAINT-DENIS CEDEX, QUI TRANSMETTRA

## IMPORTANT REGROUPEMENT D'ASSOCIATIONS DE L'ACTION SOCIALE ET DE LA SANTÉ

recherche

## RESPONSABLE MARKETING

pour ses publications, manifestations, services nouveaux...

Excellent animateur, rédacteur et négociateur, diplômé et rigoureux.

- Formation grande école ou 2<sup>e</sup> cycle universitaire.
- Bonne expérience de terrain.
- Connaissance de l'action sociale associative appréciée.

Possibilité temps partiel.

Envoyer lettre manuscrite + CV, sous n° 8073

au Monde Publicité, 5, rue de Montessuy - 75007 Paris

## Organisme européen situé à Strasbourg

cherche

## UN ATTACHÉ DE DIRECTION

de haut niveau

(formation grandes écoles, universités, etc.)

ayant une très bonne connaissance des structures économiques de développement régional et d'appui aux entreprises, et possible dans un contexte européen, et une expérience du commerce international

POUR :

prendre en charge le développement d'opérations économiques inter-régionales en France et à l'étranger ; il devra être à même d'animer un réseau de consultants et de mener à bien des opérations de rapprochement d'entreprises.

Langues souhaitées : anglais, espagnol, si possible allemand.

Envoyer CV, lettre manuscrite et prétentions

sous n° 8055, le Monde Publicité,

5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Vous avez le niveau BAC + 5, formation gestion des entreprises ou droit des affaires.

Vous êtes déchargé des obligations militaires.

Rejoignez

## LA SOCIÉTÉ HOLDING D'UN GROUPE DE LOGISTIQUE PUBLICITAIRE

En forte expansion. 220 personnes, C.A. 300 MF.

Banlieue parisienne

Après une année d'intégration et de formation à nos métiers, vous deviendrez

## L'ADJOINT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

de la Société Leader du Groupe

A terme le poste peut évoluer vers la Direction de l'une des entités du Groupe.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite + photo à notre partenaire-conseil

TANGIERE

24, rue Étienne-Marcel - 94210 LA VARENNE-SAINT-HILAIRE

## LA VILLE DE CAEN

(115 000 habitants, université)

recrute sur concours

pour son école d'art

## UN PROFESSEUR PLASTICIEN GRAPHISTE

chargé des enseignements PAO, DAO, conception, fabrication,

imagerie électronique pour l'option Arts graphiques.

Maîtrise de la langue anglaise nécessaire.

Renseignements et dépôt de candidature :

Hôtel de Ville, Esplanade J.-M. Louval, 14000 CAEN

Tél. 31-30-41-00 / 31-85-20-82 (École des beaux-arts)

100446150



# Le Monde de la Fonction Commerciale

**EUROSUCRE** La forme Olympique

Une des toutes premières sociétés de commercialisation en EUROPE avec la plus large gamme de sucres (5,5 milliards - + 100 personnes), filiale de GENERALE SUCRIERE (SAINT-LOUIS) et de SUCRE UNION, nous recrutons à Paris-Est.

## JEUNE RESPONSABLE REGIONAL VENTES

27 ANS MAXI, DE FORMATION SUPERIEURE, VOUS AVEZ UNE EXPERIENCE CONFIRMEE DES VENTES.

Relevé du Directeur des Ventes Industriel - après formation à nos méthodes et produits au Siège et en sucres - vous bénéficiez d'une LARGE AUTONOMIE. Asses d'une Secrétaire, vous aurez la responsabilité commerciale COMPLETE sur le terrain, notamment de :

- développer PAR VOUS-MEME - dans les meilleures conditions de rentabilité - les ventes de sucre industriel et d'éducateurs dans votre région (Quart. NE - Paris-Lille-Mulhouse) auprès de revendeurs et d'industriels tels que : boulangerie, confiserie, etc.,
- négocier les contrats et en suivre la réalisation sur tous les plans : technique, logistique, économique.

En plus, vous pourrez avoir la responsabilité - en fonction de vos résultats et de vos motivations - de CHEF DE PRODUIT d'une partie de la gamme.

PERSPECTIVES CERTAINES D'EVOLUTION DANS CE GROUPE.

Nous vous remercions d'abord, sous réf. EUROSUCRE/1990, en indiquant votre salaire actuel à Richard Bénéat - GROUPE BBC Conseil 1 bis place de Volos 75001 Paris. Réponse et discussion strictement assurées.

## VICE-PRÉSIDENT JOUETS

Multinationale canadienne, solidement établie, dynamique, en pleine expansion cherche un vice-président pour mettre sur pied en France une structure vente et marketing. Les candidats, professionnels de la vente, doivent être entièrement familiarisés avec les principaux circuits de distribution et la vente par catalogue.

Salaire en fonction de l'expérience. Envoyer C.V. complet, incluant l'historique des C.A. réalisés et salaire souhaité à : AMAY INDUSTRIES LTD 2345 Lapierre Street - Lasalle, Québec H8N 1B7 - CANADA FAX N (514) 367-1235

## Du terrain à l'animation des ventes

**FRANCE TELECOM**



Le groupe France Télécom se réorganise et redéfinit ses règles de fonctionnement afin de répondre encore mieux aux attentes de ses clients. Pour aider son réseau de vente à maximiser son efficacité, la structure de soutien et d'animation des ventes se renforce.

### Faire vendre aux professionnels (réf. 88).

Grâce à vos 5 ans d'expérience de la vente de biens d'équipement ou de services, vous connaissez le monde des PME-PMI, vous êtes à même d'analyser leur mode de fonctionnement et de prévoir leurs réelles.

Diplômé d'une école supérieure de commerce, vous savez mettre au point des méthodes et techniques répondant aux besoins de la force de vente.

Vous développerez les méthodes de vente en les adaptant à chaque secteur d'activité. Vous fournirez aux vendeurs les arguments leur permettant de mieux convaincre leurs clients ; vous leur donnerez les outils nécessaires pour expliquer les modalités de coût d'acquisition et faire passer les notions de rentabilité.

### Mieux maîtriser la vente à distance (réf.89).

Vous avez au moins 3 ans d'expérience de la vente à distance, de préférence aux PME-PMI. Vous aimez être sur le terrain et avez le goût de l'expérimentation, sans perdre de vue la rentabilité dont vous maîtrisez les variables grâce à votre formation supérieure (diplôme d'école de commerce ou de gestion).

Ces postes, très au contact des réseaux commerciaux, vous permettront de démontrer votre capacité à tirer parti de l'expérience du terrain pour analyser les situations concrètes et élaborer des outils tout aussi pratiques d'utilisation que fiables. Votre crédibilité vous ouvrira des perspectives d'évolution au sein d'un Groupe en pleine mutation.

Merci d'adresser votre candidature sous référence correspondante à Hervé et Millet Conseil, 27 rue des Vignes, 75016 Paris.

**HM** Hervé & Millet Conseil

## Larousse

"Un nouveau souffle dans l'édition"  
**UN DIRECTEUR DES VENTES ET DU MARKETING H/F**  
AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ DES PÉRIODIQUES LAROUSSE

La Société des Périodiques LAROUSSE (SPL) assure la commercialisation, dans les circuits presse, d'ouvrages sous forme d'encyclopédies hebdomadaires.

Au sein d'une petite équipe, et rattaché au Directeur Général, vous aurez pour mission le développement commercial et marketing des produits, tant pour le marché national que pour le marché international.

Vous aurez à prendre en charge :  
- L'élaboration marketing (études, suivi de la concurrence)  
- La publicité et la promotion des ouvrages tant en France qu'à l'étranger (actions de lancement et de soutien des produits, gestion des budgets)  
- Le suivi des ventes et la mise en place des produits.

De formation commerciale supérieure, vous pouvez, aujourd'hui, vous prévaloir d'une expérience réussie d'au moins 5 ans dans la vente ou le marketing. Une connaissance du secteur presse serait appréciée.

Polyvalent et bon gestionnaire, vos qualités d'analyse, de réflexion, et votre sens du terrain font de vous la personne compétente. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, prétentions) sous référence SPL à l'attention de : Christophe L'HUILLIER, Responsable de la Gestion du Personnel, 17, rue du Montparnasse, 75298 Paris Cedex 06.



Société du secteur informatique, leader sur son créneau en France et en Europe, recherche "un Responsable Marketing AS 400".

Vous aurez un rôle de conseil auprès de la Direction Générale grâce à votre analyse de l'évolution du marché et de ses impacts sur la stratégie de la société.

Vous serez le support de notre réseau commercial au travers de la formation et de la mise en place de nouveaux outils.

Votre maîtrise de la langue anglaise doit vous permettre d'être l'interlocuteur de nos commerciaux et de nos grands clients au niveau européen.

De formation supérieure, vous avez une expérience des produits de la gamme mini IBM.

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite sous référence 5878 à l'Agence DESSEIN, 15 rue du Louvre 75001 Paris.

**responsable**

## Participer au lancement d'une nouvelle ligne de produits MATERIAUX COMPOSITES - FRANCE + EXPORT

Filiale (+ de 1,5 milliards de francs de C.A.) d'un grand groupe chimique recherche pour assurer le démarrage d'une nouvelle ligne de produits techniques à base de PVC destinée à des industries variées.

## JEUNE RESPONSABLE COMMERCIAL 2/3 ans d'expérience

Il assurera le développement des ventes en France et en Europe et participera à la mise en place et à l'organisation d'un réseau de vente qu'il sera chargé par la suite d'animer et de gérer.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure commerciale ou technique possédant une première expérience de commercialisation acquise si possible dans le secteur des matériaux composites.

Maîtrise parfaite de l'anglais.  
Qualités de négociateur et d'organisateur indispensables.  
Lieu de travail : Région d'Evreux.

Ecrire sous réf. 41 A 1985-OM.  
Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



**LE CREDIT AGRICOLE  
D'ILE DE FRANCE  
CONFIRME  
SA DYNAMIQUE  
DE SUCCES  
PREMIERE BANQUE  
REGIONALE.  
257 AGENCES.  
2 800 COLLABORATEURS.**



Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.

## BAC + 2

Diplôme en poche, vous souhaitez faire carrière dans un grand établissement financier.

Vous avez un bon-sens commercial, de fortes capacités d'écoute et de dialogue en équipe.

L'opportunité que nous vous proposons vous permettra de débiter un parcours à la hauteur de vos attentes. Immédiatement sur le terrain, formé au contact de notre clientèle, vous découvrirez que la "Banque Verte" est la banque des nouveaux métiers.

Postes à pourvoir sur : 78, 91, 92, 95.

Merci d'adresser lettre, CV et dossier de candidature sous réf. JD/LM70, au Service de Recrutement - Crédit Agricole 26, Quai de la Rapée - 75012 Paris.



# Le Monde de la Fonction Commerciale



**"Un service de pointe réservé aux clients les plus importants"**

## INGENIEUR COMMERCIAL

Après une formation sur nos produits, vous aurez la charge de bâtir et d'entretenir une relation permanente avec les responsables de quelques entreprises clientes : action commerciale, contrats d'études ou de développement, qualité de service, conseil. De formation supérieure (école de commerce ou d'ingénieurs), vous possédez

au minimum 3 ans d'expérience commerciale dans le domaine de l'informatique ou des systèmes de télécommunication pour les grandes entreprises. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Merci de contacter notre conseil, Patrick EVEN, en précisant la référence A/D2164M.

PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.53. (PA Minitel 36.13 code PA)



FRANCE TELECOM  
UN AVENIR D'AVANCE

## INGENIEUR DES VENTES

**"Marine"**

**Groupe pétrolier**

La filiale française d'un des premiers groupes pétroliers mondiaux, disposant d'une infrastructure internationale, recherche un ingénieur des ventes pour son département "marine". Basé en proche banlieue ouest et sous l'autorité du directeur des ventes "marine et aviation", il participera, de manière autonome, à la gestion et au développement de cette activité à partir de la France. En étroite relation avec le réseau international, il assurera le suivi technique et commercial des clients existants (contrats, prix, livraison de carburants et lubrifiants "marine" à l'échelon national et international). Il contribuera également au développement de cette activité par une action de prospection auprès des

armateurs nationaux. Ce poste, polyvalent, s'adresse à un candidat âgé de 28 ans minimum, de formation technique supérieure. Il possèdera une bonne connaissance des moteurs marins acquis chez un pétrolier, dans la construction navale, chez un armateur, dans la marine nationale, la maîtrise de l'anglais est indispensable. Attraction, la rémunération sera fonction des compétences présentées. Ecrire à D. MORETTE en précisant les prétentions et la référence A/R9705M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.53. (PA Minitel 36.13 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

## NOS CLIENTS SONT DANS 143 PAYS



**MICHELIN**  
Les moyens de se passionner.

Nous recherchons plusieurs  
**HEC - ESSEC - ESCP - IEP**  
débutants ou première expérience.

Nous faisons appel à des hommes de terrain, désireux de valoriser leurs talents de commerçants, et capables de prendre rapidement en charge après une période de formation en France d'environ 2 ans.

### LA DIRECTION COMMERCIALE D'UNE DE NOS FILIALES A L'ÉTRANGER

Vous avez obtenu un diplôme commercial, et vous ferez tout pour ne pas rester derrière un bureau. Vous voulez éviter la fièvre «classique». Assistant Chef de Produit, Chef de Produit, vous êtes tenté par l'aventure d'une expatriation, vous souhaitez prendre rapidement des responsabilités de commandement.

Veuillez adresser votre dossier de candidature, sous réf. LM/36 à MICHELIN, Service du Personnel - Olivier BRIET 63040 CLERMONT-FERRAND CEDEX.

## SOURIAU

MARKETING HIGH TECH...

3200 PERSONNES, 19 FILIALES, DES CLIENTS AUSSI PRESTIGIEUX QUE BULL, HP, ARIANE, AIRBUS, TGV. SOURIAU FAIT PARTIE DE LA HOLDING FRAMATOME CONNECTORS INTERNATIONAL POUR SA DIVISION PRODUITS CONNECTEURS ET CIRCUITS IMPRIMÉS. SOURIAU RECHERCHE

### UN CHEF DE PRODUIT

L'impact de la fonction requiert de multiples talents : analyse des marchés de la concurrence, élaboration d'une stratégie commerciale, promotions, contrôle qualité du service à la clientèle...

Vous apporterez toutes les informations susceptibles de renforcer l'efficacité des commerciaux sur le terrain, en France comme à l'étranger.

2 types de profil nous paraissent adaptés aux exigences du poste : une formation d'ingénieur enrichie d'une expérience commerciale, ou une formation type Sup de Co n'annulant pas pour autant un fort intérêt pour la technique et l'informatique.

Vous disposerez ainsi des meilleures armes pour définir les grandes orientations de nos produits et de nos gammes.

Merci d'adresser votre candidature à SOURIAU - Service du Personnel - 913 rue Gallieni - 92100 Boulogne Billancourt Cedex.



Notre Société - 650 personnes dont 300 ingénieurs et cadres, 500 MF de CA en 89 - recrute dans le cadre du développement de ses principaux domaines d'activités : Nucléaire, Espace, Défense - Chimie, Agro-Alimentaire, Biotechnologies - Automatique et Informatique Industrielle - Services à l'Industrie.

## INGENIEUR COMMERCIAL

35 ans environ, diplômé d'une école d'ingénieur, de Gestion ou de Commerce, vous avez une expérience significative de la négociation commerciale sur les marchés industriels ou agro-alimentaires et vous souhaitez optimiser votre fonction terrain sur les régions NORMANDIE/BRETAGNE.

Votre connaissance en ingénierie et votre pratique de l'anglais seront appréciées. Rémunération motivante (Fixe + frais).

Merci d'adresser votre lettre de motivation, CV, photo, n° de tél sous réf. M/1090/US à notre conseil CABINET GUY SALABERT, 34, Quai Alexandre III - 50100 CHERBOURG.

## HAMAMATSU PHOTONICS FRANCE

Afin de poursuivre et accélérer notre développement sur le marché de l'Opto-électronique nous recherchons :

### Ingenieurs technico-commercial

Débutants ou 1<sup>re</sup> expérience

Pour la promotion et la vente de tubes à vide, composants état solide, systèmes d'acquisition et de traitement d'image.

Envoyer C.V. et prétentions à : HAMAMATSU PHOTONICS FRANCE 2A ORLÉANS - 3, Allée du Cdt Mouchotte 91781 WISSOUS CEDEX

## COMPOSER POUR L'AVENIR

Le développement des produits électroniques de haute technologie est au cœur de notre activité. Nous recherchons des ingénieurs expérimentés et passionnés pour relever les défis de demain.

**Tektronix**

## INGENIEURS COMMERCIAUX

EXPERIMENTES / DEBUTANTS

Professionnels confirmés, vous allez à une formation électronique, une expérience réussie dans la vente de produits de haute technologie et de solides connaissances en informatique. De plus, vous maîtrisez la langue anglaise. Vos clients, vos prospects, sont des ingénieurs passionnés par leur environnement : votre dynamisme vous permettra de les comprendre et de les convaincre.

Ingénieurs débutants, vos connaissances scientifiques combinées à un goût prononcé pour les relations commerciales vous motivent pour la vente.

Des postes sont à pourvoir en Région Parisienne et en Province.

Rémunération stimulante. Formation en France ou aux USA.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à Tektronix France, Direction des Ressources Humaines et de la Communication, ZAC de Courtabœuf, 4 avenue du Canada, BP 13, 91941 LES ULIS Cedex.

LES EXTREMES SONT FAITS POUR SE RENCONTRER

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

سكرا من الامم











1501

PARIS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Préc., Diff. Cours. Includes various stock market data for Paris.

LA BOURSE SUR MINUTE  
36-15 TAPE

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Préc., Diff. Cours. Includes various stock market data for Paris.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Préc., Diff. Cours. Includes various stock market data for Paris.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Préc., Diff. Cours. Includes various stock market data for Paris.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Préc., Diff. Cours. Includes various stock market data for Paris.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 9 OCTOBRE

Table with multiple columns: Valeurs, Cours, Préc., Diff. Cours, % +/-. Includes various stock market data for the Bourse du 9 Octobre.

Table with multiple columns: Valeurs, Cours, Préc., Diff. Cours, % +/-. Includes various stock market data for the Bourse du 9 Octobre.

Table with multiple columns: Valeurs, Cours, Préc., Diff. Cours, % +/-. Includes various stock market data for the Bourse du 9 Octobre.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330



Les positions du nouveau ministre sur l'interruption volontaire de grossesse

## M. Michel Rocard assure que M. Bruno Durieux sera solidaire du gouvernement

Plusieurs personnalités féministes ont vivement réagi après le rappel, lundi 8 octobre, par l'Humanité, de l'hostilité de M. Bruno Durieux, nouveau ministre délégué, chargé de la santé, à certains procédés d'interruption volontaire de grossesse. Le quotidien communiste indiquait qu'au printemps dernier, M. Durieux avait cosigné, notamment avec M<sup>me</sup> Marie-France Stirbois, député non inscrit d'Eure-et-Loir et membre du bureau politique du Front national, une proposition de résolution « tendant à la création d'une commission d'enquête sur les procédés nouveaux permettant l'avortement et les moyens mis en œuvre par les pouvoirs publics pour en autoriser et en contrôler l'utilisation ».

Cette proposition, enregistrée le 6 juin à la présidence de l'Assemblée nationale, visait plus précisément la pilule abortive RU 486.

M<sup>me</sup> Gisèle Moreau, membre du bureau politique du PCF, a ainsi estimé que M. Durieux ne pouvait rester au gouvernement. « La proposition d'un adversaire déclaré de l'IVO au gouvernement, et de surcroît au ministère de la santé, est un acte d'une exceptionnelle gravité et un défi lancé aux femmes », a-t-elle affirmé.

Dans une lettre en date du 5 octobre, l'ancien ministre de la condition féminine, M<sup>me</sup> Yvette Roudy, député (PS) du Calvados, a demandé au premier ministre la garantie que « rien n'autorisera la remise en cause de la politique gouvernementale ». « Vous comprendrez que la nomination d'un militant hostile à la diffusion de la « pilule du lendemain » dans un domaine aussi sensible que celui de la santé ne puisse qu'inquiéter celles et ceux, nombreux, qui sont attachés à la défense du droit à

l'avortement, droit reconnu par la loi », écrivait notamment M<sup>me</sup> Roudy.

Dans sa réponse, le premier ministre s'efforce de dissiper ces inquiétudes. « Il va de soi que M. Bruno Durieux, comme tous les membres du gouvernement, a accepté en entrant dans celui-ci d'assumer l'ensemble des positions arrêtées collectivement. Cela ne pose au ministre délégué à la santé aucun problème de contradiction avec ses convictions personnelles », écrit notamment M. Rocard. « Lui-même, comme moi et comme vous sans doute, faisons la différence entre un manque d'information qui ne me choque pas, et une proposition de prohibition que le gouvernement, tout le gouvernement, combattra si elle venait à être faite », précise le premier ministre.

Un rapport du Conseil économique et social

## Des propositions pour faciliter l'adoption

Dans un rapport présenté, mardi 9 octobre, à M<sup>me</sup> Hélène Dorihac, secrétaire d'Etat à la famille et aux personnes âgées, le Conseil économique et social formule une série de suggestions destinées à améliorer les modalités de l'adoption en France. Il préconise notamment un meilleur suivi des dossiers des pupilles de la nation et des enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance, une coordination entre les différents services et l'amélioration des modes d'accueil.

Actuellement, 20 000 familles ont déjà reçu un agrément et attendent avec impatience un enfant. Or, chaque année, on ne compte en moyenne que 6 500 jugements d'adoption : 2 500 concernent des adoptions privées ou intrafamiliales (adoption dans la famille des parents ou par un conjoint), 2 500 sont des adoptions d'enfants étrangers, et seulement 1 500 touchent des enfants abandonnés en France. Il en résulte bien évidemment une immense frustration chez les candidats à l'adoption.

Dans son rapport, la section des affaires sociales du CES rappelle que l'adoption est avant tout le don d'une famille à un enfant et non le contraire : « Le premier droit d'un enfant est de pouvoir vivre dans une famille qui soit la sienne (...) A chaque fois que ce ne sera pas contraire à sa sécurité physique et morale, le maintien d'un enfant dans sa famille doit être facilité en mettant en œuvre les aides et l'accompagnement social et éducatif appropriés ».

### Trois ou quatre ans d'attente

Ce principe ne doit cependant pas se retourner contre l'enfant lui-même, et le Conseil dénonce l'immobilisme et la lenteur des services de l'enfance qui répugnent à demander ou à décider un jugement d'abandon alors que, manifestement, des parents naturels ne maintiennent plus depuis longtemps de réels liens avec leurs enfants placés en institution ou dans des familles d'accueil.

Cent quinze mille enfants sont ainsi hébergés par l'Aide sociale à l'enfance : 47 000 ont été confiés par leurs parents qui traversent des difficultés psychologiques ou matérielles et 68 000 à la suite de décisions de justice. « Un certain nombre d'entre eux souffrent de délaissement à des degrés divers, lit-on dans le rapport. Pour quelque 20 % d'entre eux, les rapports avec la famille naturelle sont quasi inexistantes ».

Les auteurs du rapport notent également le double rejet dont sont victimes les handicapés physiques et mentaux (environ 3 000) qui attendent eux aussi de trouver un foyer.

Pour améliorer cette situation, le CES suggère au gouvernement d'adopter une politique volontariste. Il ne faut plus que s'écouler, comme c'est le cas actuellement, trois ou quatre ans entre le moment où un enfant a été abandonné et celui où on lui a trouvé une famille : « Une fois la phase judiciaire abordée, les dossiers d'adoption doivent bénéficier d'une priorité de traitement absolue ». A cette fin, le CES propose d'aug-

menter les effectifs dans les tribunaux chargés de prononcer les jugements d'abandon ou d'adoption, de mener des études pour que l'on puisse obtenir les informations nationales indispensables sur les pupilles de l'Etat (leur parcours notamment), les familles d'accueil (on ignore tout, ou presque, d'elles), des candidats à l'adoption. Il estime également qu'il faudrait coordonner l'action administrative en créant, par exemple, une « mission adoption » qui serait rattachée au ministère des affaires sociales et se chargerait de l'animation et de l'évaluation de la politique nationale de l'adoption.

CHRISTIANE CHOMBEAU

La succession de M. Mermaz

## Les fabiusiens menacent de rompre avec la direction du PS

Le conflit entre les fabiusiens et les jospinistes au sujet de la présidence du groupe socialiste de l'Assemblée nationale s'est envenimé, lundi 8 octobre, à la suite des déclarations de M. Michel Rocard confirmant l'appui de son courant à la candidature de M. Henri Emmanuelli, proche de M. Jospin et soutenu par M. Mermaz (le Monde du 9 octobre). Les amis de M. Fabius, qui présentent la candidature de M. Jean Auroux, estiment que l'attitude de la direction du parti et du premier ministre remet en cause la « synthèse » opérée, au sein du PS, après le congrès de Rennes de mars dernier.

« Je me vois mal continuer à siéger au secrétariat national du PS comme si de rien n'était », nous a déclaré, mardi matin, M. Claude Barilone, l'un des principaux lieutenants de M. Fabius. Les amis du président de l'Assemblée nationale, qui a été reçu lundi par M. Mitterrand, devaient se réunir mardi soir pour arrêter leur position face à l'élection probable, mercredi 10 octobre, de M. Emmanuelli.

M. Baudis refuse une salle au Front national à Toulouse. Les « ébluis blancs », sympathisants et militants du Front national de Midi-Pyrénées, ne tiendront pas leur fête au Parc des expositions de Toulouse, le 14 octobre prochain. La salle où ils comptaient dresser leurs stands leur a été refusée en dernier lieu pour des raisons « techniques ». Dans une lettre adressée le 3 octobre dernier à M. Bernard Antony, député européen, le chef des services techniques du Parc des expositions indiquait que le bâtiment prévu était inutilisable en raison d'une panne électrique. « Ne pas savoir dans la ville des Airbus détecter une panne électrique fait rire tout le monde », a déclaré M. Antony. M. Baudis, maire de Toulouse, a appelé son « désaccord avec M. Le Pen qui s'est une fois de plus disqualifié (...) en justifiant, dans la crise du Golfe, la prise en compte de plusieurs centaines de nos compatriotes ». (Corresp.)

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTÉ

## Le gouffre du Golfe

NON mais, où ils ont le tête, les ministres de la CEE réunis à Venise. Ils sont là, complètement pétrés au chianti, à se pencher, la larme à l'œil, pleins d'une sollicitude déplorée, sur les difficultés financières de la Jordanie, de l'Egypte et de la Turquie, rapport à la crise du Golfe. Ils parlent même de leur filer des sous. Avec ce qui se passe aux Etats-Unis ! Enfin, c'est pas sérieux ! Faut-il voir, ce matin, sur CNN, le tableau apocalyptique, vous auriez dit le radeau de la Méduse, d'un pays littéralement étranglé, affamé par ce chien de Saddam.

Depuis que les boys sont partis par dizaines de milliers s'enfourer dans les sables d'Arabie, la désertification s'est gagnée, c'est le système des vases communicants, les boses qu'ils ont abandonnées, leurs familles avec, à la misère et à la faillite. Autour de ces camps plongés dans le grand silence de l'absence, aux volets battus par le vent, c'est la désolation. Les Macdo, les boutiques, les supermarchés, les boîtes, les cafés ressemblent à un vieux décor de western dont les acteurs sont allés faire de la figuration ailleurs. Et les commerçants, consternés, sortant sur le

pas de leur porte, la clé à la main, avant de la glisser dessous.

Les routiers, ces cow-boys des temps modernes, trébuchant sur le prix de l'essence et mettant pied à terre. Les compagnies aériennes voient le moment où leurs avions, au lieu de fendre le ciel, resteront cloués au sol. Dans les campagnes, les tracteurs risquent de rendre l'âme, faute de carburant. Et les ventes de bagnoles ont chuté de 25 %.

Enoore, s'il n'y avait que ça ! Mais il y a Noël. Les fêtes approchent. Pas les clients. Les reporters de la chaîne étaient sautés à promener leurs caméras dans un grand magasin alignant des poussettes vides et des rayons pleins. Et je vous raconte pas le commentaire en voix off, où il n'était question que de chômage et de récession avec, en surimpression, l'image d'un pays vacillant au bord du gouffre. Assorti d'un avertissement : même si la crise devait se dénouer dans les vingt-quatre heures, les Etats-Unis mettraient des mois à se tirer de ce merdier.

Je vous entends d'ici : lie poussent un peu, non ? A quoi ça rime, ce film-catastrophe, sinon à préparer l'opinion à l'imminence d'une intervention armée ? Vous croyez vraiment ?

### Météo-France en grève

Nos lecteurs ne trouveront pas en page « Agenda » les prévisions habituelles de Météo-France en raison d'une grève des services centraux parisiens entamée dans la soirée du 8 octobre. Selon la direction, aucune prévision météorologique ne devait pouvoir être diffusée mardi 9 octobre au plan national. Les syndicats CGT, CFDT et FO, dont le préavis de grève s'étend jusqu'à mercredi matin, contestent un projet de délocalisation à Toulouse concernant quelque quatre cents agents. Les grévistes devaient décider mardi après-midi de la suite à donner au mouvement.

### PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

82, rue Bonaparte, PARIS VI<sup>e</sup>  
Métro : Saint-SulpiceHISTOIRE - ARCHÉOLOGIE  
ARCHITECTURE - BEAUX ARTS  
REGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens

Catalogue bimestriel

Envoyez sur simple demande

## L'ESSENTIEL

### SECTION A

#### Débats

France : « Le rocardisme est-il une politique ? », par Nicolas Tenzer ; Enseignement : « Pledoyer pour le latin », par Philippe Rosillon ; Bibliographie : Un livre de José-Alain Follon sur la Belgique..... 2

#### Les affrontements

au Rwanda  
Plus de deux cents morts..... 8

#### L'Allemagne au singulier

Berlin : la fin d'un trompe-l'œil. 10

#### Le comité central du PCUS

M. Gorbatchev évoque le risque de « libanisation » de l'URSS. 11

#### L'immunité de M. Le Pen

Le Parlement européen a rejeté une nouvelle démarche française... 12

#### La plainte

contre René Bousquet

Le président de la chambre d'accusation de Paris a été désigné pour instruire le dossier..... 12

### SECTION B

#### Vaux-en-Velin

MM. Gilbert Bonnemaison et André Diligent, vice-président du conseil national des villes, chargés de mission sur place..... 14

#### Diagonales

La chronique de Bertrand Poirot-Delpech..... 15

#### Le synode mondial

des évêques..... 16

#### La mort de Guy Bayet...

16

### SCIENCES ♦ MÉDECINE

• Vénus par monts et par vaux  
• Mères porteuses : la loi en arrive..... 17 à 19

#### Heiner Müller

d'Est en Ouest

A l'occasion de la quinzaine Brecht au Centre Pompidou, le metteur en scène parle de son Allemagne..... 20

### SECTION C

#### L'union monétaire

europpéenne pas à pas... 26

#### Le contrôle de la Cinq

M. Silvio Berlusconi se résigne à jouer les partenaires dormants aux côtés du groupe Hechette..... 27

#### Technologie

28

### Services

Abonnements..... 10  
Annonces classées... 30 à 39  
Carnet..... 18  
Marchés financiers..... 40-41  
Mots croisés..... 23  
Radio-Télévision..... 23  
Spectacles..... 22  
Paris en visite..... 22

La rédaction du Monde :

3615 LEMONDE

3615 LM

Le numéro du « Monde »

daté 9 octobre 1990

a été tiré à 578 553 exemplaires.

## CAPÉLOU TRECAFLEX



3 VERSIONS :  
• FIXE  
• RELEVAGE  
TÊTE ET PIED  
• ELECTRIQUE

37, Av. de la République 75011 PARIS Tél. (1) 43.57.46.35 Métro Parmentier

## Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de signer aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuits.

Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10<sup>e</sup>) - M<sup>o</sup> Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

Depuis 1894  
DE LA SIMPLE RETOUCHE  
AU PLUS BEAU VÊTEMENT  
avec la garantie  
d'un grand maître tailleur  
COSTUMES MESURE  
à partir de 2.490 F  
PARTIALONS 330 F VESTONS 1.680 F  
3 000 tissus  
Luxueuses draperies  
anglaises  
Fabrication traditionnelle  
TAILLEURS, JUPES, VESTES  
MANTEAUX et PARDESSUS  
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES  
LEGRAND Tailleur  
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-61.  
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

### COLLOQUE

## UNIVERSITES/ENTREPRISES : MODE D'EMPLOI

### COMMUNIQUER, RECRUTER, REUSSIR

Paris, le 17 octobre 1990

Face aux difficultés rencontrées par les entreprises pour recruter du personnel qualifié, le potentiel des diplômés de l'Université est à découvrir.

C'est l'objectif de ce colloque, organisé par l'Etudiant et Média PA et consacré au recrutement des diplômés de l'Université. Cette manifestation présentera également des expériences concrètes de rapprochement entre le monde universitaire et les entreprises et rassemblera des recruteurs et des responsables de relations Entreprise dans les universités. A cette occasion, le premier guide des contacts dans les universités, indispensables aux entreprises, sera publié.

Contact et inscription :

Violette Queuniet - L'ETUDIANT - Tél. 48.07.42.78 ou 48.07.42.83

### SCIENCE & VIE MICRO

**SVM**  
LE N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

### HORS SERIE

## PME PMI LE GUIDE DE L'INFORMATIQUE

• Comptabilité, paie,  
gestion commerciale,  
bureautique...  
Comment choisir ses logiciels.

• Matériel, réseaux,  
conseil, formation....

Comment réussir votre  
informatisation.

ENQUETE EXCLUSIVE :  
LES PME jugent  
leur informatique